



HAL
open science

Participatory Video: a companion tool for local development? Study of three concertation processes in Bolivia, Ecuador and Mali

Loïc Colin, Vincent Petit

► **To cite this version:**

Loïc Colin, Vincent Petit. Participatory Video: a companion tool for local development? Study of three concertation processes in Bolivia, Ecuador and Mali. Humanities and Social Sciences. AgroParis-Tech, 2008. English. NNT: 2008AGPT0059/60 . pastel-00004339

HAL Id: pastel-00004339

<https://pastel.hal.science/pastel-00004339>

Submitted on 12 Feb 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

pour obtenir le grade de Docteur de l'Institut des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement (Agro Paris Tech)

Spécialité : sociologie du développement et de la communication

présentée et soutenue publiquement le 10 octobre 2008 par

Loïc COLIN et Vincent PETIT

LA VIDEO PARTICIPATIVE : OUTIL D'ACCOMPAGNEMENT DU DEVELOPPEMENT LOCAL ?

ETUDE DE TROIS PROCESSUS DE CONCERTATION EN BOLIVIE, EN EQUATEUR ET AU MALI

- TOME 2 : ANNEXES -

Directeur de thèse : **Jean-Pierre PROD'HOMME**
AgroParisTech, UFR de Sociologie, F-75005 Paris

Codirecteur de thèse : **Patrick D'AQUINO**
CIRAD, UPR GREEN Gestion des Ressources Renouvelables et Environnement, F-34398 Montpellier

Devant le jury :

M. René BILLAZ, Président d'AVSF
M. Jean-Eudes BEURET, MC, ENSAR
M. Marcel BURSZTYN, Pr, Université de Brasilia
M. Jean-Pierre PROD'HOMME, Pr. Emérite, AgroParisTech
M. Patrick D'AQUINO, DR, Cirad Green

Président
Rapporteur
Rapporteur
Directeur
Co-Directeur

Comme nous l'avons évoqué dans le corps du rapport, nous avons choisi de ne pas présenter en annexe toutes les retranscriptions des différentes réunions conduites en Bolivie, en Equateur et au Mali. En effet, celles-ci représentent plus de 400 pages et viendrait alourdir des annexes déjà conséquentes.

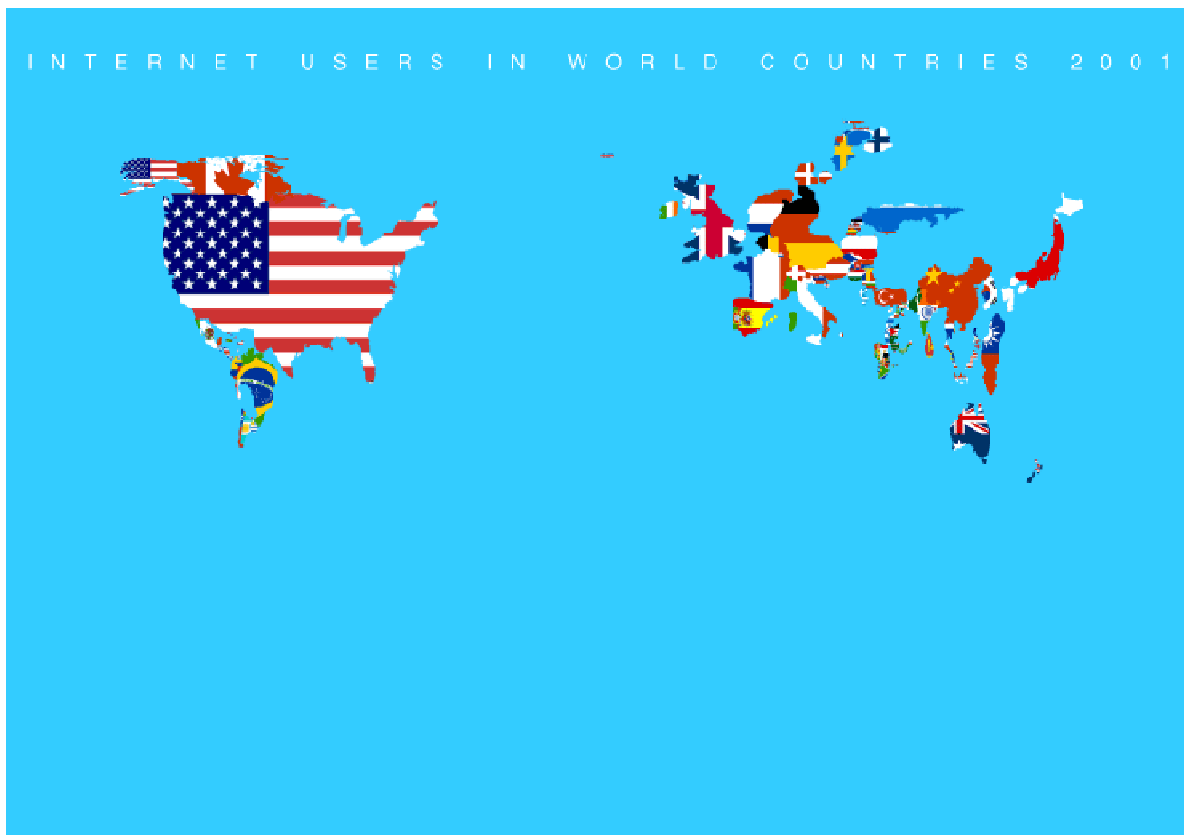
Nous présentons trois retranscriptions de réunions boliviennes à titre d'exemple, ainsi que trois débriefings dans des villages paysans du Mali.

Toute personne intéressée par le contenu exact d'une réunion est invitée à nous contacter.

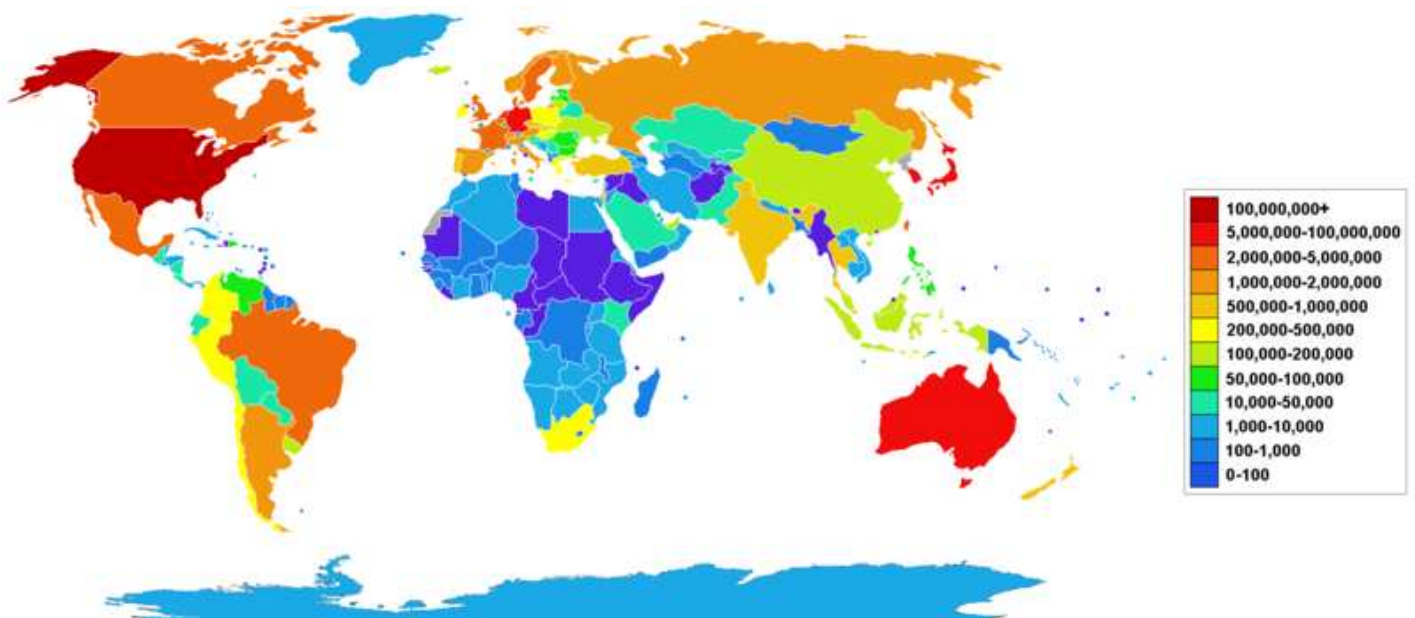
PLAN DES ANNEXES

Annexe 1 , la fracture numérique.....	p 3
Annexe 2 , l'anthropologie audiovisuelle.....	p 4
Annexe 3 , Projet et projets.....	p 7
Annexe 4 , contenu des vidéos boliviennes.....	p 8
Annexe 5 , analyse de la projection intermédiaire en Bolivie.....	p 17
Annexe 6 , retranscription de la projection intermédiaire en Bolivie.....	p 22
Annexe 7 , retranscription de la projection au Colegio de Architectos.....	p 28
Annexe 8 , retranscription de la projection multi-acteurs.....	p 35
Annexe 9 , grilles d'entretien utilisées en Equateur.....	p 40
Annexe 10 , contenu de la vidéo équatorienne.....	p 43
Annexe 11 , questionnaire utilisé en Equateur.....	p 56
Annexe 12 , répartition des fonctions vidéo en Equateur.....	p 57
Annexe 13 , carte de l'Office du Niger.....	p 60
Annexe 14 , description et fonctionnement du réseau	p 61
Annexe 15 , maille hydraulique.....	p 65
Annexe 16 , organigramme de l'Office du Niger.....	p 66
Annexe 17 , niveaux d'intervention des acteurs.....	p 67
Annexe 18 , modalités de distribution de l'eau.....	p 68
Annexe 19 , modalités d'entretien du réseau.....	p 71
Annexe 20 , répartition des fonctions vidéo au Mali.....	p 74
Annexe 21 , contenu des vidéos maliennes.....	p 77
Annexe 22 , quelques problèmes du périmètre en images.....	p 103
Annexe 23 , analyse de la réunion Niono 1.....	p 107
Annexe 24 , analyse de la réunion Niono 2.....	p 112
Annexe 25 , analyse de la réunion Niono 3.....	p 116
Annexe 26 , analyse de la réunion Macina 1.....	p 119
Annexe 27 , analyse de la réunion Macina 2.....	p 123
Annexe 28 , analyse de la réunion Macina 3.....	p 127
Annexe 29 , analyse de la réunion Macina 4.....	p 131
Annexe 30 , débriefings collectifs avec les paysans.....	p 133
Annexe 31 , caractérisation et description d'expériences de VP.....	p 143
Annexe 32 , considérations autour de la typologie de B. Huber.....	p 198

Annexe 1 : la fracture numérique



Planisphère proportionnel au nombre d'utilisateurs d'Internet en 2001 ; source Antonio Scarponi, <http://www.conceptualdevices.com/>



Concentration des serveurs web dans le monde en 2005 ; source : http://fr.wikipedia.org/wiki/H%C3%A9bergeur_Internet

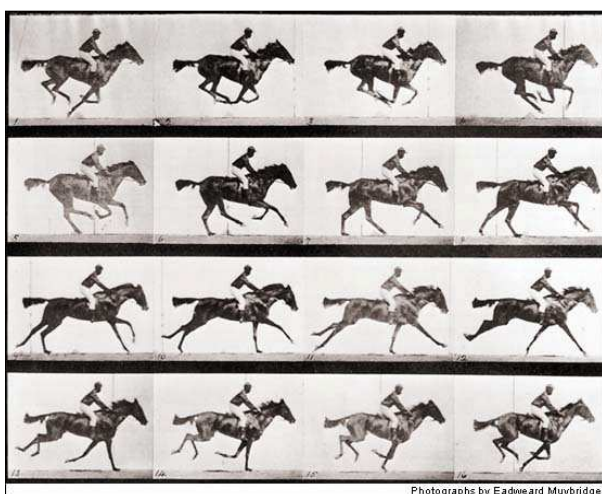
Annexe 2 : de l'intérêt de l'anthropologie audiovisuelle

La naissance de l'anthropologie audiovisuelle en tant que méthode de récolte de données, d'analyse et de restitution de travaux à caractère ethnologique, est le résultat d'un long processus d'exploration scientifique et d'apprentissage technique, guidé par la volonté de mieux comprendre - et de mieux faire comprendre- le fonctionnement social des populations du monde. La spécificité de cette approche réside dans sa recherche du dépassement des biais d'interprétation liés aux normes, codes ou valeurs propre à chaque culture se retrouvant dans les efforts de description verbaux, par l'enregistrement vidéo, malgré l'existence d'une distorsion somme toute inévitable liée à l'introduction d'une caméra dans une organisation sociale donnée. Si le cinéma a apporté beaucoup à la recherche scientifique, les exercices anthropologiques audiovisuels ont également su renouveler à plusieurs reprises les approches cinématographiques. Nous retracerons dans cette annexe les grandes lignes de cette histoire, nommant certains des plus célèbres acteurs de cette discipline (Vertov, Mead, Bateson, Rouch, etc.) pas toujours reconnue comme telle, et présentant quelques uns des principaux questionnements propres à cette approche audiovisuelle de l'anthropologie.

Cette annexe s'inspire entre autres d'un cours délivré par le département de Sciences Economiques et Sociales de l'Université de Genève, particulièrement clair et disponible sur la toile à l'adresse suivante :
<http://www.unige.ch/ses/socio/cours/maggi/Diaporama-Cours3Orig.pps>.

Notons pour commencer que la photographie a occupé très tôt une place importante dans la pratique de la recherche ethnologique. La description verbale étant considérée comme potentiellement entachée de jugements de valeurs, d'interprétations, la photo permettait de jouer le rôle de preuve objective et ainsi de compléter et appuyer les analyses et conclusions des rapports scientifiques. L'idée principale est que l'image est plus convaincante et permet de véhiculer un plus grand nombre d'informations que la description verbale. C'est ainsi par exemple que Darwin lui-même utilisa la photographie pour capturer les comportements non-verbaux afin de les décrire¹. Il fut le premier à élaborer une méthode photographique de collecte puis d'analyse de données.

Le cinéma est officiellement né en 1895 à Lyon avec les frères Lumière, mais bien avant, divers scientifiques, animés par le désir de mieux décrire et comprendre les mécanismes du mouvement, ont largement contribué à son invention.



Citons entre autres le scientifique américain Eadweard Muybridge qui fut le premier à utiliser une technique de photographie en série afin d'étudier la position des pattes du cheval au trot et au galop. Citons également le physiologiste français Etienne-Jules Marey qui mit au point le fameux « fusil photographique » permettant de photographier un être en mouvement sur douze poses, et constituant en quelques sortes la première « caméra mobile ». C'est en cherchant progressivement à affiner leurs méthodes d'observation que ces scientifiques concoururent à l'invention du cinéma, qui en retour leur fut rapidement très utile dans leurs recherches, et notamment en anthropologie.

¹ Cf. « *L'expression des émotions chez l'homme et les animaux* », de Charles Darwin, éditions Rivages, 2001 (publié pour la première fois en 1872)



Le premier à avoir utilisé de manière formelle la caméra dans le cadre de ses recherches de terrain fut Alfred Cort Haddon à l'occasion de son expédition dans les îles de Torres en 1898. Herbert Spencer, l'un de ses collègues considéré comme un des pères de la sociologie moderne, sera par la suite le premier à questionner la distorsion induite par la l'introduction d'une caméra dans un système social donné. Mais la première véritable

réflexion sur les avantages et inconvénients du recours à l'image (cinématographique et photographique) dans la recherche anthropologique est due aux travaux de Margaret Mead et Gregory Bateson. Ces derniers ont produit en 1936, à l'occasion de leur étude sur le caractère balinais et le lien entre l'organisation sociale et le type de tempérament, le corpus de documentation visuelle (photos et films) le plus important de l'histoire de l'anthropologie visuelle (25 000 photos et 6 000 mètres de pellicule). Ils se sont alors servis des images en tant que registrations objectives du comportement non-verbal et ont ainsi mis en évidence une typologie de ces comportements. Afin d'expliquer leur recours à des supports graphiques, Mead et Bateson expliquèrent :

« Etant donné l'absence d'un vocabulaire scientifique, les mots ordinaires en anglais ont été utilisés, avec tout le poids de connotations culturellement limitées, pour essayer de décrire de quelle manière la vie émotionnelle de ces diverses populations des Mers du Sud était organisée dans des formes culturellement standardisées. Cette méthode a eu de sérieuses limitations. Elle transgressait les standards d'une exposition scientifique opérationnelle propre à la science ; elle était trop dépendante de facteurs idiosyncratiques de style et de capacité littéraire ; c'était difficile de la dupliquer ; et c'était difficile à évaluer. »

(Bateson et Mead, 1942)

Dés lors l'enregistrement audiovisuel en anthropologie fut considéré comme un palliatif aux limitations et à l'imprécision de l'expression verbale pour décrire des éléments d'une tierce culture. Le recours de manière combinée à différents médium en sus de l'observation permettait des descriptions plus précises, plus complètes, et préservant la simultanéité de l'évènement.

Un autre anthropologue célèbre, le français Marcel Griaule, participa de l'intérêt croissant pour l'audiovisuel au sein de sa discipline. Dès 1938, il utilisa le film en tant qu'instrument de recherche auprès des Dogons du Mali, et il réalisa la première thèse de doctorat accompagnée par un document audiovisuel, « *Masques Dogon* ». Pour Griaule, le film ethnographique est « *un document exact se rapportant à des phénomènes originaux non reconstitués* ».

« La photographie et la cinématographie sont des procédés d'enregistrement de premier ordre dans la recherche ethnographique. Il est évident qu'ils aident à une présentation objective des sociétés étudiées et qu'ils sont au plus loin des approximations conjecturales que fournit par exemple le texte écrit, qu'il émane d'un historien, d'un témoin ou d'un ethnographe. Photographie et cinématographie employées par des chercheurs de bonne foi donnent le moyen d'établir les documents les plus indépendants et les plus impartiaux du système d'investigation ethnographique. [...] L'émulsion fournit une image totale qu'aucune mémoire ne saurait reconstituer. Ce qui a été dit pour la photographie est valable pour la cinématographie, mais cette dernière technique aboutit à la création d'un document qui est incomparablement plus détaillé et vivant que la photographie. »

(Griaule, 1957)

Suite à cet engouement croissant pour l'utilisation du film, comme méthode de collecte et d'archivage de données tout d'abord (« *film brut* », selon l'expression de Griaule), puis comme outil

d'enseignement et de transmission des savoirs (« *film monté* », selon l'expression de Griaule), la question devint de déterminer les critères de distinction entre films scientifiques et « films de voyages ». Le comité du film ethnographique, né à Paris en 1952 sous l'initiative d'André Leroi-Gourhan et Jean Rouch, présentera en 1957 un rapport détaillé sur le cinéma dans l'enquête ethnographique et dans l'enseignement de l'ethnographie où seront finalement distinguées trois catégories : les films de recherche (pour le recueil et l'analyse de données ; le chercheur est le réalisateur), les films de documentation scientifique (destinés à l'enseignement spécialisé) et les films didactiques (visant la sensibilisation d'un public large). La distinction entre ces catégories reposait alors sur l'origine disciplinaire du réalisateur, la part du montage, la présence et la nature du commentaire off, entre autres.

Dans son ouvrage « *L'anthropologie visuelle dans une discipline verbale* » (1979), Mead s'intéresse de près à l'impact de la manière de filmer sur l'objectivité du document ethnographique audiovisuel. Elle élabore des règles techniques de tournage propres à l'anthropologie audiovisuelle : une méthode contrôlée et systématique de filmer (longues séquences, plans fixes, caméra immobile, réduction des distorsions induites par la présence de la caméra et de l'observateur par l'établissement d'un rapport vertical² entre l'observateur et l'observé, pas ou peu de montage) permettant d'éviter le caractère sélectif et subjectif de l'acte de filmer. Et elle identifie deux fonctions principales de l'enregistrement audiovisuel dans le cadre de la recherche anthropologique : la récolte de données fiables et analysables, et la conservation des comportements en voie de disparition.

Une nouvelle étape semble avoir été franchie en anthropologie audiovisuelle suite aux travaux de Terence Turner et du Centre de Travail Indigéniste Brésilien, avec les indiens *Kayapo* à la fin des années 80 (Cf. annexe 31, qui reprend ce projet plus en détail). Turner utilisa les compétences audiovisuelles acquises par les *Kayapo* pour étudier, au travers de leur manière de monter leurs propres films, les modes de représentations en vigueur dans leur culture. Dès lors, laissée aux mains des populations étudiées la réalisation de film devient un révélateur pertinent des processus cognitifs et culturels. Depuis, le débat en anthropologie audiovisuelle porte notamment sur les distorsions inhérentes à l'apprentissage par le biais d'un tiers de la maîtrise des techniques audiovisuelles (voir notamment à ce sujet les échanges de spécialistes tels qu'Ambrosi, Burnett, Michaels, et bien d'autres dans « *The Australian Journal of Media and Culture* », 1990).

Quelques cinéastes et films anthropologiques majeurs :

- ✓ **Robert Flaherty** : *Nanook du Nord* (1922), *L'île de 24 dollars* (1927), *L'homme d'Aran* (1934)
- ✓ **Dziga Vertov** : *L'homme à la caméra* (1928). Il est l'inventeur du « *kino pravda* » (cinéma vérité), sans aucune narration extérieure. Il est le premier à explorer ce qu'il nomma la réflexivité, à savoir le retour de la culture filmée sur le film lui-même.
- ✓ **M. Mead et G. Bateson** : *The character formation in different cultures* (1952), *Learning to dance in Bali* (1978)
- ✓ **Jean Rouch** : *Les maîtres fous* (1954), *Jaguar* (1957), *La pyramide humaine* (1959), *Chronique d'un été* (1961), *Tourou et Biti : les tambours d'avant* (1967)

² Au nom de l'objectivité du document filmique, on objective l'homme, en le rendant un objet passif d'une observation extérieure

Annexe 3 : citation de J.P. Prod'homme autour de l'opposition entre projets et Projet (Deffontaines J.P., Prod'homme J.P., 2001)

« Les regards croisés qui viennent d'être posés sur la diversité des acteurs, sur les démarches ascendantes et descendantes du développement local, ainsi que sur le caractère plus spontané ou plus institutionnalisé de celui-ci, les questions que l'on peut se poser sur la nature du lien au territoire, sur le sentiment d'appartenance et la création d'identité collective, sur l'existence supposée de besoins prioritaires et le choix des actions qui en découlerait, tout cela se rapporte peut-être à une interrogation plus fondamentale sur la notion de projet, ou plutôt sur la double notion de Projet et de projets.

Expliquons nous, non sans avoir au préalable donné la parole à des délégués villageois réunis en 1998 au Sud-Mali afin de confronter leur vision du développement local :

« Il y a beaucoup de traces d'ONG, mais ça n'a pas marché. »

« Il vient beaucoup de projets, mais en général ils échouent. »

« Beaucoup de projets ont échoué, car il y a un problème au niveau de leur conception. Les projets échouent en raison de la manière dont ils viennent. »

Un responsable paysan du Cameroun disait en privé à peu près la même chose : « Il passe beaucoup de gens du Nord dans nos villages, avec des projets et des financements. Nous les écoutons et nous leur répondons ce qu'ils souhaitent entendre. Ensuite nous faisons ce qui nous paraît bon pour nous. » Projet et projets...

Car le langage courant à propos du soutien apporté aux pays du Sud, comme peut-être aussi aux territoires en difficulté des pays du Nord, est, après une phase à consonance musclée (opération, intervention...), centré sur cette notion de projet de développement, et aussi de projet ou plan d'aménagement, ce qui est très voisin dans la démarche. Il s'agit là d'actions, conçues généralement à l'extérieur du territoire concerné en fonction des besoins supposés de la population, mises en œuvre avec des moyens provenant également de l'extérieur, même si une « participation » locale est parfois encouragée, se déroulant sur une période de temps limitée, sans s'insérer dans une perspective d'ensemble. S'appuyant sur les notables locaux, existants ou créés de toute pièce, l'expert, quel que soit son statut, devient de ce fait l'acteur principal, exclusif parfois. Or, écrit Ivan Illich, « l'expert ne représente pas le citoyen, il fait partie d'une élite dont l'autorité se fonde sur la possession d'un savoir non communicable [...]. L'expert ne pourra jamais dire où se situe le seuil de la tolérance humaine. C'est la personne qui le détermine, en communauté ; nul ne peut abdiquer ce droit » (*La convivialité*, 1973). En termes plus concrets, Fatema Mernissi disait à peu près la même chose à partir de l'expérience du Haut Atlas.

Que dire alors du projet ? Certes, cette notion peut apparaître floue, non opératoire, car le Projet n'est pas préétabli ; il est inscrit nulle part, pas même dans l'esprit des acteurs locaux ; il est difficilement décelable par les méthodes classiques d'observation et d'analyse, sinon comme résultante d'une période écoulée. Il peut plutôt être appréhendé comme le mouvement de la vie, la volonté collective et la manière dont une population plurielle vit au quotidien sur son territoire et invente l'avenir, selon les valeurs et les aspirations partagées, population riche de son capital social, relationnel, et des ressources locales, même si elles sont limitées. En ce sens, le Projet, qui peut connaître des phases de tension et de conflit, est une construction permanente, implicite, dans laquelle chaque acteur singulier est censé trouver sa juste place avant même la participation, peut-être nécessaire, d'acteurs extérieurs. Car le Projet, s'il est endogène, ne doit pas être pour autant source d'enfermement. C'est dans la mouvance du Projet que les projets trouveront leur utilité et leur sens (cf. également Michael Singleton, 1998).

Ne sommes nous pas là au cœur du développement local, partageant ce qu'écrivent les auteurs d'ENDA GRAF Sahel ? « Partir de la vie et des situations en mouvement plutôt que des problèmes ou des besoins. Partir des besoins nous paraît conduire à une impasse. Les besoins sont aliénants, au sens où ils poussent l'individu à regarder de plus en plus loin hors de lui, loin et hors de sa communauté de référence. Le seul besoin vraiment essentiel, selon nous, est le sens et l'harmonie de ce qu'on vit, là où on vit, avec ceux avec qui on vit. »

Peut-on conclure autrement que de manière interrogative, à propos du développement local et de la diversité des acteurs ? A l'heure du changement de millénaire, le développement local est-il une réponse à la mondialisation, réponse frileuse et défensive, ou réponse ouverte et constructive ? Y a-t-il d'ailleurs une réponse unique, ou plutôt des réponses, individuelles et collectives ? « On assiste paradoxalement à un retour du territoire selon Max Weber : espace mental et social dont tous les membres partagent les règles, les rites, les valeurs et les projets », écrivent Yves Brunsvick et André Danzin (1998), avant de citer Jacques Delors : « le problème le plus aigu de notre temps, c'est la tension entre le local et le global et comment elle s'exprime. Dans nos démocraties modernes, nous avons l'impression que les dirigeants pensent global et que les citoyens pensent local. [...] Comment instaurer une dialectique dynamique entre local et global ? Cela reste à définir. » »

Annexe 4 : Évolution des vidéos intermédiaires et contenu de la vidéo finale utilisée en Bolivie

Dans la retranscription qui suit figurent en rouge les séquences qui furent ajoutées à la vidéo intermédiaire projetée à l'assemblée générale d'ASIRITIC pour obtenir la version finale.

Entre les deux versions, la VO a été corrigée ou précisée. Deux exemples : lors de l'évocation de la superposition des lois sur l'eau, la phrase finale maladroite « *¿ finalmente, a quién pertenecen las aguas del valle ?* » (Finalement, à qui appartiennent les eaux de la vallée ?) fut changée en « *¿ hoy en día, quiénes pueden atribuirse de los derechos de uso de las aguas ?* » (aujourd'hui, qui peut revendiquer les droits d'usage de l'eau ?). Pendant la présentation de Tiquipaya, le « *cuyo nombre en quechua significa cosecha de flores* » fut changé en « *que para muchas personas significa en quechua cosecha de flores* » (certains pensent en effet que le mot quechua renvoie plutôt à l'abondance d'eau, à la « plaine humide »). Diverses tournures peu consensuelles ont ainsi été reformulées de manière plus « diplomatique ».

Nous avons également corrigé des erreurs d'inattention (la guerre de l'eau était datée de juin 2000 par exemple) ou d'espagnol (« *varios conflictos cuyo nombre aumenta a medida de que...* »).

D'autre part le commentaire est assuré par deux personnes, un homme et une femme qui alternent lorsque l'on passe d'une idée à une autre ou pour souligner un message fort, alors que dans la première vidéo la femme était seule.

En dehors des images modifiées à la demande des paysans (sur le discours du maire, ajout de plus d'images de Colcapirhua, etc.) certains montages furent réajustés (des images qui tremblaient, des transitions remaniées, l'apparition progressive des lettres du mot « concertation » entre les interviews finale a été supprimée, etc.), essentiellement pour des problèmes esthétiques liés à notre propre appréciation.

PROLOGUE (SANS TITRE) [8'15"]

En ouverture: logos du Centro AGUA (Centro Andino para la Gestión y el Uso del Agua) et d'IAD (Initiatives Agro Dev).

(Alejandra) Desde hace ya algunos años, el manejo de los recursos naturales se ha convertido en una preocupación compartida en el mundo entero. Mientras la población aumenta, los recursos naturales en si no crecen. Esta situación de presión puede desembocar en guerras, de las cuales tenemos dos buenos ejemplos: la guerra para el petróleo y la guerra por el agua. En Bolivia esta última tuvo lugar en abril de 2000, luego de una subida de los tarifas del agua en Cochabamba, como efecto de la privatización de SEMAPA, estableciéndose la concesionaria Aguas del Tunari. Los movimientos sociales han convulsionado el país y han mostrado la necesidad de una concertación social y de la participación de todos en el proceso de manejo de los recursos naturales.

Panneau texte: Concertación: *s.f. Acuerdo o decisión tomada de común acuerdo.*

(A) Esta necesidad se hizo todavía más evidente en las zonas peri urbanas en las que existe fuerte transformación, y donde se encuentran y se enfrentan los intereses urbanos, rurales, industriales, involucrando además choques entre las visiones culturales y de desarrollo de diferentes actores. En Tiquipaya, en la periferia de Cochabamba, la gestión del agua es bien compleja a causa de la evolución rápida de la población y del paisaje. Se encuentra ahí diferentes problemas de agua: escasez de agua, contaminación de las aguas, y varios conflictos cuyo número aumenta a medida de que la época de sequía llega.

Ejemplo: esta vertiente, "Ushpa Ushpa" está situada a 3500 m de altitud, sobre el territorio de la comunidad de Laphia.

ITW, un communautaire de Laphia : « regábamos con esto, y lo que sobre iba por el río. ¿Ya? Como usos y costumbres. Por el río. Pero no en entubación. »

(A) En la parte más baja del valle, ciertos grupos de la comunidad de Apote reclaman sus derechos ancestrales sobre el uso de esta vertiente. En el 2002, se han apropiado de la totalidad del agua, entubando el agua de su fuente hasta el valle. A causa de varias razones, esta obra fue declarada como ilegal por la Prefectura. Pero la orden de sacar el tubo nunca ha sido ejecutado por las autoridades locales.

ITW, le même communautaire de Laphia : « Cuando han entubado, pasó artos conflictos. Empezaron a destruir nuestras casas, quemaron a nuestras casas, robaron nuestras cosas, pertenencias, todo, y torturando la gente. ¡Y hasta el momento no se ha solucionado nada! No tenemos agua potable nada. ¿Ya? De aquí tomamos, con eso vivimos. El agua es vida, no es cierto, es vida. Si entuban, ¿donde van a tomar mis ganados, donde van a tomar mis caballos? »

(A) Por haber recuperado ellos-mismos su agua, la gente de Laphia recibió amenazas, soportaron torturas y hasta les quemaron sus casas.

ITW, le même communautaire de Laphia : "¿Que quiere decir 8 familias están quemadas sus casas? ¡Están muertos! Están muertos. ¿Con quién quieren arreglar? Las 8 familias están muertas en la comunidad. Romper a una casa es matar una gente, ¿no es cierto? Quemar una casa es matar una gente."

(Images du jour de l'assaut)

"Robaron cosas, plata, cámaras, radio, garrafas, bicicletas... así".

(A) Hoy en día, este conflicto ha desencadenado 15 juicios penales, la detención de 18 comunarios, y el 11 de marzo se tuvo que lamentar la muerte de un campesino de Laphia, cuyo caso aun no ha sido esclarecido.

Además, se debe destacar qué estos trámites judiciales cuestan mucho dinero, y la comunidad no tiene dinero, ni facilidades para realizarlos.

Este ejemplo de conflicto, cuyo origen se sitúa hace mas de 40 años, plantea realmente la cuestión de una repartición equitativa de los derechos del agua después de la reforma agraria y muestra el peligro que representa la ausencia de dialogo.

Séquence musicale en images sur les communautés d'altitude.

Panneau texte TITRE: Tiquipaya, entre el agua y la tierra, los hombres

(B) Tiquipaya, que para muchas personas significa en Quechua "Cosecha de flores" es un municipio de 38 mil habitantes. Tiene una marcada tradición agrícola y su población se compone principalmente de campesinos.

En los alrededores del pueblo, que se sitúa a una altitud de 2750 m, los paisajes verdes son el resultado de un favorable clima que caracteriza el "Valle Central" y también de la presencia de agua al pie de las montañas. Por lo tanto su territorio, que se extiende hasta las 55 mil hectáreas en el límite de la Cordillera Real, presenta una diversidad de paisajes. De los seis distritos que la componen, tres forman el hogar principal de la población al rededor del "Casco Viejo".

En la parte alta que se encuentra arriba del valle de Tiquipaya, más de 60 comunidades de altura viven únicamente de la agricultura, quienes venden sus productos en los mercados de las ciudades, lo cual les permite adquirir y subir aquellos productos que no producen pero que les son necesarios.

ITW, Margarita (agricultrice à Laphia) : « Yo pastero ovejas y vacas en este Laphia, tengo mi casa allí arriba, y hacemos queso, ese queso vendemos, llevamos a Tiquipaya a vender, con este quesito traemos verduras, arroz, macarrones, zanahoria, todo ¿no? Para comer, ¿no ve? Para hacer comer a mis hijos. »

(B) En cuanto al agua, las fuentes principales como lagunas y ríos están en la montaña, pero los hombres que más utilizan estos recursos ya sea para el riego, el consumo, o la industria, están más abajo, es decir en el valle.

LAS AGUAS Y LOS HOMBRES [6'00'']

(Alejandra) Para explicar la complejidad actual de la repartición de los derechos de agua, tenemos que volver en al año 1874, fecha de promulgación de la Ley de Exvinculación. Esta Ley intenta frenar la injusticia que, desde hace 300 años, los hacendados usurparon poco a poco el agua de los Pueblos reales de indios. La ley establece tras de La Revisita de Delfín Arce los primeros derechos de tierra y de agua de los originarios, y de esta manera introduce la propiedad privada. Estos derechos son el origen de los derechos actuales.

Sin ponerlos en tela de juicio, la Ley de dominios y aprovechamiento de aguas de 1906 decreta la posibilidad de una apropiación individual del agua. Esto favorece la reconcentración de los derechos de agua vinculada al desarrollo de las haciendas en la primera mitad del siglo veinte. En el año 1953, la reforma agraria reparte los derechos de agua de las haciendas entre colonos, piqueros y ex-mineros.

Como consecuencia de esta repartición, el proceso de división por herencia ha acelerado hasta la fecha el fraccionamiento de los derechos del agua de riego. Durante todo este período, el agua del Valle es utilizada para responder a nuevas necesidades, debido al hecho que su abundancia ha originado el fuerte desarrollo industrial y residencial, incluido el asentamiento de los ex-mineros, y otros grupos sociales.

Asimismo, estos 10 últimos años, diferentes leyes tuvieron como consecuencia la superposición de los derechos de agua. En efecto el agua ha sido asignada a la vez a los municipios, a los sectores a través de las superintendencias, y además al Estado.

Hoy en día, la pregunta es: ¿Quiénes pueden atribuirse derechos de uso de las aguas?

(Bernardo) A la complejidad de la repartición de los derechos de agua se añade una gran diversidad de usos. El conjunto de ambos factores contribuye a aclarar las formas de distribución de agua que existen.

Ya sea para regar su parcela, o limpiar la ropa o simplemente para beber, no olvidemos que cada uno de nosotros utiliza el agua. El agua en su curso puede tomar diferentes caminos. No existe un solo camino sino más bien varios, cada uno influye en este curso a su manera y define el porvenir de la gestión y los usos de este vital elemento.

(Alejandra) Es sobre la base de estos derechos de agua resultantes de la reforma agraria y de la reivindicación de los Usos y Costumbres de los originarios, que en 1992, los regantes de Tiquipaya y Colcapirhua crearon ASIRITIC.

Desde las represas de altura hasta los campos, el camino del agua está definido por las intervenciones del hombre: primero, el Lagunero es el encargado de manejar las largas.

Después, otra persona denominada Tomero es quién reparte el agua a cada sistema desde la Bocatoma y el juez de agua es quién comparte el agua a nivel de su comunidad en función a turnos bien definidos.

Actualmente existen varios sistemas de riego y es justamente ASIRITIC quién se ocupa de la coordinación entre ellos. Estos sistemas que tienen acceso a diferentes fuentes de agua, utilizan la misma red de canales y se superponen en el tiempo y el espacio. Eso se traduce en un muy complejo mosaico de asignaciones de agua.

(Bernardo) Si el agua de riego proviene principalmente del agua superficial de Tiquipaya, las aguas domésticas provienen esencialmente de acuíferos subterráneos, y desde hace 10 años la perforación de pozos ha proliferado.

El agua de pozos que alimenta las manzanas de casas dentro de una OTB, Organización Territorial de Base, están manejadas por un comité de agua potable que define los precios y se ocupa del mantenimiento del sistema.

En cuanto se refiere al casco viejo, el agua proviene también de la sexta parte del caudal de la Machu Mit'a.

A veces, el agua de ASIRITIC es utilizada también para bañarse o lavar la ropa. Entonces, entre agua de riego y aguas domesticas, la separación no siempre es tan marcada.

Séquence musicale en images : trajet de l'eau de la cordillère vers la vallée.

LOS HOMBRES Y LA TIERRA [11'00"]

(Alejandra) En 20 años, la población del Valle Central se ha doblado. El marcado crecimiento de la ciudad de Cochabamba recorre los límites de la zona urbana cada vez más lejos entrando a los municipios vecinos tales como Tiquipaya, Sacaba o Colcapirhua.

El incremento de la población de Tiquipaya acoplado a este fenómeno confiere a la municipalidad una tasa de crecimiento anual cercana al 12%.

Esto se traduce en una urbanización rápida y muy poco controlada, que da origen a una competencia al nivel de la tierra y del agua entre los usos agrícolas y los usos domésticos.

Antes Cochabamba era una tierra llena de agua y hoy en día parece tal como una zona donde el agua puede escasear.

Un acceso al agua que no siempre es fácil, la baja de precios de los productos agrícolas, y la división de las parcelas por herencia explican la creciente dificultad que representa vivir de la agricultura. Esto empuja a los campesinos a vender sus tierras, respondiendo de esta manera a una demanda de tierras de aquellos ciudadanos que han decidido vivir en Tiquipaya. ¿Qué futuro podrá tener un campesino tiquipayeño, dentro de diez años?

ITW, Margarita Tapia (paysanne Sirpita): « Yo me llamo Margarita Tapia y pero... he criado antes chanchos pero no resulta ahora, no da. Ahora con vaquitas lecheras con eso yo trabajo. Después así yo vivo con esta tristeza, con este sacrificio, sacando challa, haciendo picar challa y comprando soya, frecho, ya no resulta pero mantengo no más mi familia así. Poco paga de la leche también, 0.9, 1 peso, así, que vamos a hacer pero con que sacrificio... ¿Con qué vamos a vivir también?»

ITW, Tomas (communautaire de Laphia) : "Aquí lo que se cultiva más... las hortalizas. Primero se cultiva papa, después haba, después alverja, todo no, todo lo que hay en comunidad. Hasta maíz se producía antes. Aquí producen, todo es con riego. Aquí en la comunidad, hartas cosas faltan. Para que se vive en comunidad falta saneamiento ¿no?, camino trunzal también falta, y después... iagrónomos también faltan!"

ITW, Juan Quinteros (agriculteur Sirpita et secrétaire général ASIRITIC) : "Bueno yo soy de la comunidad de Sirpita, me dedico a la agricultura desde que tengo uso de la razón, me dedico también a la construcción, porque la construcción me da un trabajo casi más solvente que la agricultura, porque la agricultura depende de muchos factores. Entre estos está la necesidad de agua para el riego, el factor climático, y el factor del mercado que es muy importante para nosotros."

ITW, Guido Rodriguez (Président OTB Canarrancho): "la evolución que ha conocido acá Canarrancho que es la zona norte de Cochabamba, es que en primer lugar en aquellos años el habitante de esta zona era enteramente agricultor. Se cultivaba flores, hortalizas, y había parte de lechería. Pero por el transcurso del tiempo y por los asentamientos urbanos que han existido y las escasez, ha empezado a escasear el agua de los estanques que nos abastíamos, el agricultor ha ido cambiando poco a poco su actividad, o sea ha diversificado. Para tener una renta económica más o menos ha tenido que buscar otras fuentes de trabajo como la albañilería, el comercio, el transporte, y, como se han creado calles que son estables para dar un servicio público, entonces hemos tenido una invasión urbana."

ITW, Saul Cruz (vice président ASIRITIC): "hay un municipio que no viene ayudando para lo que es la actividad productiva de Tiquipaya, al margen de que hay leyes que dicen que sí, el municipio debe incentivar y debe apoyar a la producción. Nosotros como regantes venimos al municipio exigiendo, aún que es un labor que deberían haber hecho ellos como municipio, pero nos toca como una exigencia, y en este momento pedimos que los municipios se involucren en lo que es la actividad productiva, incentivando... Además la administración del área agrícola es bien contradictoria. Se vienen haciendo muros perimetrales que van cerrando derechos de usos y costumbres, perjudicando a lo que es el riego, perjudicando a lo que es la producción, y no ayudando para lo que puede hacer la producción"

ITW, Lucio Villazon Gonzalez (Maire de Tiquipaya): "¿Porqué el campesino se ha desidentificado? Por que ya no quiere trabajar la tierra. El campesino no tiene los insumos de la producción y tiene que vender. Tiene que buscar otra forma de vivir, forma de ganar. Entonces ante esa situación el gobierno municipal ha visto por conveniente de construir canales de riego,

habilitar canales de riego que casi estaban destrozados, de perforar pozos para dotarles agua de riego”

ITW, Antonio Ustariz Antezana (Président du conseil municipal): “En realidad hemos hecho grandes inversiones, se ha trabajado con la prefectura el tema de riego, hicimos trabajos como el proyecto de Sayt’u Kocha, el proyecto de Chank’as, y para esta gestión está programado el proyecto de Batea Laguna”

ITW, Lucio Villazon Gonzalez (Maire de Tiquipaya): « estamos trabajando en captar nuevas fuentes, porque si no les damos agua, naturalmente la... la venta de tierras va a florecer nuevamente”.

ITW, Antonio Ustariz Antezana (Président du conseil municipal): « lo que necesitan más nuestros sectores del área rural, el sector de la cordillera, nuestros productores, en realidad básicamente es asesoramiento técnico. Asesoramiento técnico con los cuales ellos sepan utilizar la semilla adecuada, el uso de la tierra, un poco en ese aspecto y agruparles básicamente, que sus productos también salgan al mercado... pues tanto de Quillacollo como también de Cochabamba, y hay que además sean competitivos.”

ITW, Saul Cruz (vice président ASIRITIC): « el municipio de Tiquipaya extrañamente, viene diciendo en algún momento en sus campañas políticas de que ellos han sido los que han ido haciendo proyectos de riego: mejoramiento de canales, mejoramiento de presas. La presa Chank’as ha sido ejecutada con fondos del BID a través del PRONAR, y con una contraparte de simplemente los beneficiarios. Sayt’u Cocha ha sido un proyecto elaborado por la prefectura y ejecutado conjuntamente por la prefectura y los beneficiarios de Sayt’u Khocha.

ITW, Guido Rodriguez, Président OTB Canarrancho: « Las instituciones estatales, ya sean municipales o estatales, no han colaborado, no han hecho que si ha habido escasez de agua se hagan proyectos para seguir dándoles agua para que el agricultor tenga el agua que es el alimento básico para la agricultura. Entonces no ha habido... no hay una institución de asesoramiento técnico, asesoramiento administrativo, asesoramiento para poder comercializar o mejorar sus productos para que puedan competir en el mercado.”

ITW, Don Romulo Sainz (président ASIRITIC): « ASIRITIC tiene más o menos unas 3500 familias, de regantes y productores. Es una asociación de sistemas de riego de las jurisdicciones Tiquipaya y Colcapirhua. Nos hemos organizado para manejar mejor el agua técnicamente.”

ITW, Juan Quinteros (secrétaire général ASIRITIC): “Nosotros mismos los regantes los que hemos tenido que luchar para que todo eso se mantenga, se mantengan nuestros *usos y costumbres y servidumbres* ».

ITW, Juan Quinteros (secrétaire général ASIRITIC): « estamos aquí en la parte posterior de la represa Saut’u Khocha. Tenemos aquí una fisura en la parte de los cimientos, que... se ha perdido todo el agua que se ha podido almacenar, y también tenemos a la derecha una gran parte de unos veinte metros que no está concluida. Es netamente un sacrificio y un movimiento largo... y de trámites bastante burocráticos... El costo de esta presa son más de un millón de dólares. Entonces lo que nos preocupa a todos los usuarios que son más o menos 800 familias en el valle de Tiquipaya y Colcapirhua, no poder utilizar esta presa o los beneficios de esta presa por lo menos un año dos años.”

ITW, Guido Rodriguez, Président OTB Canarrancho: “Ahora respeto al agua de riego, todos los estanques que teníamos de los cuales nos abastecíamos de riego, para riego agrícola, se han secado, porque al nivel dinámico el agua ha bajado, entonces los estanques no se llenan, o sea no tenemos el agua. Y los proyectos de las aguas de las alturas, no tenemos turno aquí. O sea que nos hemos visto obligados a depender del clima”.

(Bernardo) La protección de la actividad agrícola parece ser una tarea difícil. Los problemas para lograr mayor actividad, acceso al agua, y mantener precios estables, implica el mantenimiento de las áreas agrícolas y el control del uso de suelos. La Alcaldía parece estar consciente de esta realidad y ha puesto en marcha un equipo técnico encargado de la actualización del Plan Director.

Este plan debería lograr normativas para frenar el crecimiento de la mancha urbana y así mantener y conservar las áreas agrícolas.

ITW, Emilio Fernandez Montecinos (équipe du plan directeur) : « En cuanto a la situación del agricultor... clasificaríamos en tres etapas como les decía, es muy diferente la parte tropical, lo que es el altiplano, que se encuentra, y el futuro del productor en lo que es el valle de Tiquipaya. En este valle como le decíamos el campesino tiene... o se... está restringido por dos factores principales que uno es el agua, que ha reducido bastante, no tiene para realizar el riego para la producción, otro que es el crecimiento de la mancha urbana y la otra es la oferta de la demanda de los compradores o loteadores que existen.”.

(B) La actualización del Plan Director debe, entre otras medidas, ser complementada por la elaboración de un plan de apoyo par aquellos los sectores que se definen como productivos, además de un plan de usos de suelos. Este Plan Director es una importante herramienta para la gestión del territorio, es este el que determinará la futura apariencia de Tiquipaya. Por estas razones, es esencial que la población tome parte en la concertación, el diseño y las decisiones, para que este proyecto resulte un verdadero instrumento de gestión que responda a los diversos intereses de los pobladores.

LOS HOMBRES FRENTE A LOS HOMBRES [13'00"]

(Alejandra) Aunque el crecimiento urbano pueda amenazar al mundo campesino, la llegada de los nuevos urbanos puede también conllevar algunas ventajas para el municipio: una mayor actividad económica y mayor cantidad de fondos disponibles para la Alcaldía a través de nuevos impuestos además de las retribuciones de ley, provenientes de la Participación Popular. Pero frente a estas nuevas urbanizaciones, la Alcaldía también debe responder a la creciente demanda de servicios básicos. El crecimiento demográfico impone la necesidad de garantizar el abastecimiento en agua potable, y el tratamiento de las aguas servidas. En Tiquipaya, solo el Casco Viejo aprovecha de una red de alcantarillado. Sin embargo, a la fecha son todas las OTBs que han expresado la necesidad de una red que permita la colecta y el tratamiento de las aguas servidas.

ITW, Fernando Pericón (directeur EPSAA): « A fines del año 2001, las alcaldías de Tiquipaya y Colcapirhua conformaron una mancomunidad, para resolver el problema del alcantarillado sanitario de estas dos ciudades. En el año 2002 se conforma una agencia técnica que empieza a trabajar en la solución de este problema. Ahora, a principio del 2003, esta conformado el proyecto de alcantarillado sanitario de esta mancomunidad, como también el plan maestro de agua potable para estas dos ciudades”.

(Bernardo) Para su ejecución se necesitan seis millones y medio de dólares y el establecimiento de un directorio. Este estará constituido por la población y dirigido de manera alterna por cada uno de los dos alcaldes.

ITW, Fernando Pericón (directeur EPSAA): « Una condición *si ne qua non* que han puesto los entes financieros para poder darnos los 6 millones y medio de dólares, es que en toda la mancomunidad debe existir una EPSAA. EPSAA quiere decir Entidad Prestadora de Servicios de Agua potable y Alcantarillado.

(B) De esta manera, la EPSAA permitirá la colecta y el tratamiento de las aguas servidas de la mancomunidad gracias a la construcción de las redes primarias y secundarias de alcantarillado. Al mismo tiempo, la EPSAA propone proveer agua a los comités de agua potable que lo desean. Esos últimos se encargarían de la distribución entre los usuarios y se quedarían independientes. Técnicamente, eso se hará a través de la interconexión de diferentes sistemas existentes, más de la perforación de nuevos pozos, en la expectativa de las aguas de MISICUNI. El proyecto EPSA ha sido aprobado por el consejo municipal y las financieras, la fase de concertación ha empezado. El equipo del proyecto se encuentra confrontado a la expectativa de la población y a la diversidad de los comités de agua potable, ya sea sobre el funcionamiento, sobre las tarifas o simplemente sobre el acceso al agua.

Somos justamente unas 140 familias. Se bombea día y noche, el agua, no para un solo segundo

(A) En dehors du projet de réseau d'égouts, l'EPSAA envisage l'interconnexion des OTBs existantes, et la perforation de nouveaux puits, dans l'attente des eaux de MISICUNI. Le projet est approuvé par la mairie et les bailleurs, et la phase de concertation avec la population commence. L'équipe de l'EPSAA est confrontée aux attentes de la population et aux différences entre les nombreux comités d'eau potable (fonctionnement, tarifs, accès à l'eau...).

ITW, Elena Escobar Leon (Comité eau potable Morrococala): « Somos justamente unas 140 familias. Se bombea día y noche, el agua, no para un solo segundo”

ITW, Benedito Romero (Président OTB Chilimarca): « hay tarifas que están cobrando de acuerdo a los sistemas, que varían desde los 5 bolivianos hasta los 15, 20 bolivianos.”

ITW, Elena Escobar Leon (Comité eau potable Morrococala): “solo ha gastado tres cubos, ¿no? Y su costo es dos bolivianos con diez centavos, del agua”

ITW, Benedito Romero (Président OTB Chilimarca): “por consumo de 12 metros cúbicos mensuales están pagando doce bolivianos.”

ITW, Elena Escobar Leon (Comité eau potable Morrococala): « hemos estado de acuerdo para la creación del EPSAA para que pueda administrar el alcantarillado, pero no así el agua potable porque no teníamos problema alguno en cuanto se refiere al abastecimiento del agua potable.”

ITW, Benedito Romero (Président OTB Chilimarca): « En la parte norte nosotros si estuviéramos de acuerdo con lo que se realice el alcantarillado. Uno porque casi en su totalidad tenemos en nuestros domicilios pozos sépticos, y esas aguas han de ser infiltradas y van a volver a salir en la parte sur como sea Rumi Mayu, Cuatro Esquinas, Sirpita... en todo este sector, pero ya no van a ser aguas filtradas pero van a ser aguas contaminadas. Yo creo que por conciencia nosotros si, estamos de acuerdo. Pero lo que si también tendríamos que ver es la capacidad de pago que tenemos en cada uno de los barrios. Sabemos que en estos barrios marginales de Chillimarca la gente es... se dedica más al comercio informal.”

(B) La falta de un proceso de consenso con la población durante la elaboración del proyecto EPSAA induce a números temores y preguntas en el momento de su aprobación por las OTBs, principalmente sobre la autonomía de los sistemas y sobre el precio del agua.

REUNION FILMEE, les débats houleux entre responsables d'OTBs de la partie nord (6 intervenants filmés, dont deux reviennent deux fois, indistinctement nommés « la population ») et l'équipe EPSAA (3 interventions de Fernando Pericón) :

La population: « Por ejemplo si usted habla de vender agua, ¿cual seria el precio por metro cúbico del agua que usted estaría ofertando?”

La population : « el pago del proyecto va a ir directamente con un préstamo con interés. [Si...] Entonces que pasa si el sistema no va a poder pagar este préstamo... ¿se lo absorbe?”

La population : « Seguramente si van a perforar pozos de 160 metros van a utilizar bombas. Pero de que PH y usted sabe el consumo no más de la energía eléctrica. Entonces nosotros quisiéramos saber para informar no más a las bases, una aproximación ingeniero y nada más!”

Pericón: “el costo de agua en toda la mancomunidad ha de ser uno solo”

La population, ensemble : « ¿i pero cuanto ?! »

Pericón : « lo que se van a vender aquí a bajo, o lo que se van a vender aquí es uno solo. No podría ser diferente, no podemos, ¿por qué? Por que para eso nos hemos asociado. Para que los que tienen muy barato paguen un poco más por ellos. Entonces, va a haber un problema, es un problema. No entraremos en puntos muy de detalles...”

La population: grand brouhaha.

La population: « En este caso, para estos sistemas que no tienen capacidad, o no van a querer endeudarse, o no van a querer mejorar, que va a hacer EPSAA... ¿va a intervenir? »

La population : « yo diría de que, en esta parte legal, señor ingeniero y los representantes de EPSAA, hay que indicar allí claramente, que nos pongan no más que vamos a ser autónomos, que no se van a meter a nada, pero los que quieren también tienen opción a ingresar a EPSAA [eeeeeso es].”

Pericón : « toditos son diferentes en agua potable, por esa razón la EPSAA no se mete en el tema administrativo de agua potable, porque es un charcho, yo creo que con el tiempo se nivelará y será uno solo, pero ahora no podemos.”

La population : « han ocurrido miles de veces problemas de esa naturaleza. Siempre nos han dicho “no vamos a tocar”, así de palabra, pero como no está escrito lo que estamos pidiendo, la clausura, a veces se han metido mal...”

(Alejandra) Estos procesos de concertación son difíciles de llevar a cabo y traducen, claramente, la necesidad de consultar a la población descendiendo hasta las bases.

La population : « no hemos leído nada, no hemos recibido nada, pero sin embargo, ¡ya está hecho ! »

La population : « son errores, no solo de aquí sino de la alcaldía mismo, ellos deben hacernos conocer todas estas notas que salen, que nunca llegan a las OTBs... ¡Sin embargo ya han sacado las ordenancias, pero nosotros no conocemos nada !”

La population : « ingeniero no somos nosotros los que aprobamos. Son abajo a los que tenemos que llevar y explicar las cosas claras. ¡El proyecto se llama “proyecto de agua potable”! Ya da mucho que pensar... Y también estamos de acuerdo con lo que usted dice que esto es un formato que podemos elaborar para presentar a la financiera. De acuerdo. Pero se puede hacer un convenio interno, entre ustedes, y nosotros.”

Como consecuencia de una decisión del gobierno, la creación de EPSAAs ha sido implementada al nivel nacional, y no concierne solo el municipio de Tiquipaya sino más bien varios en todo el país. Esta situación se encuentra en efecto en otros municipios que se están conformando ellos también en Mancomunidades. Pero esto no se hace sin despertar viejos temores a la posible privatización del agua por empresas privadas.

ITW, Omar Fernandez (leader paysan) : « bueno los cochabambinos y los tiquipayeños hemos... el año 2000, en abril, hemos luchado para que no se privaticen las aguas. Bueno en estos últimos meses, las autoridades y representantes del gobierno, y hay que decir también entidades financieras, han impulsado la formación de mancomunidades de municipios para agua potable y para alcantarillado. Las mancomunidades pueden ser una solución, pero no de la forma como se está organizando. Resulta de que estas mancomunidades, y bajo un decreto supremo que ha aprobado el gobierno, el 26587, estas mancomunidades tuvieran que normarse y organizarse bajo las sociedades anónimas mixtas. ¿Qué es una sociedad anónima mixta? Es una empresa privada que tiene acciones. Estas mancomunidades estarían sujetas a las normas del código de comercio, quiere decir entonces que en el futuro va a haber negocio de derechos de agua, y un negocio sobre los servicios de agua potable y alcantarillado. Esto significa no más que una nueva privatización del agua, y esto es lo que no podemos permitir.”

ITW, Omar Fernandez (leader paysan): (dans un gymnase rempli de paysans) : “compañeros, si el viceministro, el lunes 8 de julio, no va a anular este decreto supremo que quiere privatizar las aguas, vamos a tomar las alcaldías de Tiquipaya y Colcapirhua compañeros.”

(Alejandra) Entonces la trama de fondo de la situación del valle en lo que concierne la gestión del agua, debe incluir la voluntad expresada por todos los cochabambinos en abril de 2000, de que el agua siga siendo recurso público. Y es justamente en este marco que se debe plantear la cuestión del manejo de las aguas de Misicuni, que desde hace 40 años son esperadas por todos, y cuya llegada parece posible en los próximos años.

ITW, Fernando Castellon (Président du directoire de MISICUNI): « en la primera etapa o la primera fase, hemos considerado la construcción de una presa de 85 metros de altura, para regular las aguas de la cuenca de MISICUNI solamente, e incorporar un componente hidroeléctrico, en el pie del valle ya, y garantizar el suministro de agua potable a toda el área metropolitana, vale decir de Sacaba hasta Vinto, y manejar riego en una primera zona, la zona uno del proyecto que son alrededor de 2200 hectáreas brutas. Nosotros estamos apoyando la iniciativa de conformar una empresa mancomunitaria, o una empresa metropolitana de servicios básicos. Con el fin de tener una empresa que sea responsable de todo lo que va a ser el manejo del agua potable. La empresa MISICUNI no es una empresa de servicios, tampoco queremos entrar a competir con otros prestadores como SEMAPA o otros municipios.”

CONCLUSION [04'10"]

(Alejandra) Los hombres evolucionan, los territorios y sus recursos también. La concertación debería ser el nexo entre estas evoluciones con la finalidad de evitar un peligroso desajuste entre la población civil y los responsables locales.

Le juriste de l'EPSAA en réunion: "en consideración... ¿aprobado? ¡Aprobado!"

ITW, Fernando Pericón (Directeur EPSAA): « El trabajo más difícil ha sido fundamentalmente bajar a todas, no a todas pero a todas las que hemos podido, hasta las bases. »

ITW, Don Romulo Sainz (Psdt ASIRITIC): « tenemos que coordinar las obras, los trabajos, el desarrollo, con las autoridades correspondientes, tanto políticas como autoridades municipales, y hay instituciones técnicas también"»

ITW, Antonio Ustariz Antezana (Psdt Conseil): « tienen que participar sí o sí las diferentes comunidades, las diferentes OTBS, las diferentes organizaciones, los diferentes sectores...»

ITW, Juan Quinteros (Secrétaire Gal ASIRITIC): « lamentablemente la política partidaria es lo que nos lleva en divergencia entre instituciones cuando deberíamos estar de la mano la municipalidad con los regantes productores."»

ITW, Lucio Villazon Gonzalez (Maire de Tiquipaya): « lamentablemente el tema político siempre se entremezcla en el medio, y desvirtúa a todos los objetivos, y al desvirtuar los objetivos empieza la separación de los actores."»

ITW, Benedito Romero (Psdt OTB Chillimarca) : « Yo creo que para hacer un buen proyecto lo primero es que se debe consensuar, hablar, discutir para poder llegar a un buen acuerdo y un buen entendimiento. Solo así se pueden ejecutar proyectos de gran envergadura y proyectos que beneficien donde todos pongamos nuestra parte de participación."»

Panneau texte : « *DIALOGO : s.m. Negociación o discusión sobre un asunto con la intención de llegar a un acuerdo entre las distintas posiciones"»*

(Bernardo) las opiniones de la población y de los responsables locales son unánimes sobre el hecho de que el proceso de consulta es necesario. La administración del agua y de la tierra no puede llevarse a cabo si no es a través de proyectos en los cuales la fase de concertación social sea verdadera, pues compartir estos recursos implica reconocer los derechos vitales de cada uno de los seres vivos.

Séquence musicale : les gens donnent un par un leur nom (jusque là restés secrets) dans le « kiosco », l'arène de discussion de la place du village, entrecoupé d'images de danse et de fête.

(Alejandra) Por todo esto, el agua no solo es vida, sino que debería ser, sobre todo, la fuente de una vida mejor, para todos.

Générique de fin.

Annexe 5 : analyse de la réunion de projection de la vidéo intermédiaire lors de l'Assemblée Générale de l'ASIRITIC

(Le tableau est présenté dans les pages suivantes)

N° Intervention et locuteur	Rôle	Domaine socio émotionnel		Domaine de la tâche 1 <i>Gestion de l'eau</i>									Domaine de la tâche 2 <i>Processus d'accompagnement assisté par vidéo</i>				Sujet	
				Le thème abordé est contenu dans la vidéo				Le thème abordé n'est pas contenu dans la ou les vidéos vues précédemment			Aborde des alternatives		A propos de l'outil vidéo		A propos du processus			
		Positif Signes de solidarité, détente...	Négatif Signes de tension, antagonisme	Appui	Apporte des plus	Contredit, critique	Demande de l'info	Apporte de l'info	Demande de l'info	Evoque un cas particulier	Propose de faire ensemble	Demande que les autres fassent	Appui	Critique	Propose	Demande		
1	A 1	Présente la réunion	+															Présente le contenu de l'ordre du jour, nous présente, expose la motivation du travail selon lui (travailler sur les thèmes de la Guerre de l'Eau)
2	A 2	Animateur	+															L'objectif de la réunion est de visionner ça ensemble pour faire ensuite la version finale
3	A 3	Animateur																L'objectif du processus sera la réunion multiacteurs où tous sont invités
Projection de la vidéo																		
4	A 4	Porte parole, garant de la vérité, accusateur																La mairie n'a jamais appuyé le monde agricole, elle devrait apparaître sur des images urbaines ; Les EPSAAs sont, des sociétés anonymes, une forme de privatisation ; Plusieurs OTB de Tiqui vont refuser e bloc, faites pareil ; Si ils veulent privatiser l'eau, il faut le montrer ainsi

5	A 2	<i>Explique et défend</i>											+(A4)				Nous avons voulu laisser la liberté à chacun de dire ce qu'il veut ; dans la vidéo des paysans contredisent la mairie ensuite
6	A 3	<i>Explique et défend</i>											+(A4)				C'est ce décalage que nous avons cru suffisant de montrer
7	A 5	<i>Garant de la vérité, plaignant</i>					<div style="border: 2px solid red; border-radius: 50%; padding: 5px; display: inline-block;"> - (A4, Mairie) - (A4, Mairie) </div>										La mairie n'a jamais participé à la construction des lacs de retenue ; Elle n'a jamais appuyé l'agriculture, il faut le montrer
8	A 2	<i>Temporise</i>															Nous allons corriger de sorte que cela apparaisse ainsi
9	A 6	<i>Garant de la vérité, plaignant et accusateur</i>					<div style="border: 2px solid green; border-radius: 50%; padding: 2px; display: inline-block;">-</div> <div style="border: 2px solid purple; border-radius: 50%; padding: 2px; display: inline-block;"> - (A4, Mairie) </div>										La mairie n'a jamais aidé son système ; Quel avenir pour les jeunes ? On ne parle pas assez de Colcapirhua ; La mise en place de l'EPSAA est corrompue chez lui ; Grande menace de privatisation ; On doit voir Colcapirhua pour que le film serve par la suite
10	A 7	<i>Garant de la vérité, agitateur et accusateur</i>															Le film n'a pas d'objectif, c'est de la propagande pour la mairie ; Ils ne nous ont jamais aidés ; Qu'ils n'osent pas venir nous voir ! Pour un film on doit étudier les objectifs avant de le faire

11	A 8	Participant actif																(+)	Il n'y a pas de plan directeur, encore moins d'appui à l'agriculture ; Pour quelle institution est ce film ? Ils ont voulu réunir ASIRITIC et la mairie ce qui est une erreur car ils ont toujours été indépendants	
12	A 3	Explique																+	+	C'est une initiative propre et destinée à tous ceux qui le veulent
13	A 9	Participant militant																		Nous avons fait l'eau potable seuls, nous n'accepterons jamais qu'ils s'approprient notre eau
	Intervention non enregistrée																			
14	A 10	Accusateur, militant																		Nous avons vu les réunions du district 5 mais ils ont coupé, nous avons en fait tous refusé ! L'EPSAA c'est la privatisation ! Nous refusons
15	A 11	Médiateur																		Cette vidéo n'est qu'un brouillon, nous demandons que les choses apparaissent telles qu'elles sont ; Son objectif est de faire discuter les institutions entre elles ; Il faut plus de Colcapirhua ; Ces vidéos doivent nous servir dans nos discussions ; Il faut faire les corrections réclamées

-
(mairie)

- (A4)

+

+

+

+(A7)

+

+

+(A6)

+

16	A 12	Médiatrice, participante active	+												+(A7)				L'objectif du film a été exposé au départ, c'est de donner leur vision ; Je veux féliciter les réalisateurs pour leur impartialité et avoir montré les deux côtés ; Evidemment que la mairie allait dire du bien d'elle-même ; Les musiques ne sont pas de la région et donc ne collent pas à la gestion de l'eau	
17	A 13	Participant actif	+												+		(+)	+	+	Si nous avons fait une vidéo en France nous nous serions trompé également ; Il manque un fil conducteur et le thème de la privatisation ; Il faut que la vidéo serve à dénoncer la mairie
18	A 4	Porte parole, garant de la vérité, accusateur				-												- (A12)	-	L'impartialité est de montrer les acteurs tel qu'ils sont ! Liste des urbanisations récentes ; Critique les images d'appui ; L'EPSAA est une horrible privatisation, beaucoup refusent
19	A 14	Accusateur				- (mairie)									- (mairie)					La mairie ne s'occupe que d'urbanisation ; Je demande plus d'appuis pour le secteur rural
20	A 1	Médiateur animateur																	+	Le film sera corrigé en fonction des différentes observations que vous avez faites ; Ce n'est pas de leur faute si d'autres ont profité de l'occasion pour

21	A5	Médiateur animateur																+	faire leur porpagande Ils vont effectivement corriger, continuons avec le point suivant
22	A2	animateur																+	Nous allons corriger et vous invitons tous à la projection multi-acteurs
Tot	22 int./ 14 pers.																		

LEGENDE

Urbains	Membres d'OTBs	
	Mairie	
Monde rural	Paysans	
	Membres ASIRITIC	
	Experts locaux	
	Experts étrangers	

Annexe 6 : Retranscription de la réunion de projection du « film intermédiaire » aux membres d'ASIRITIC et du Centro AGUA

Salle du syndicat des chauffeurs de Tiquipaya en début d'après-midi. Le public arrive au fur et à mesure de la présentation du président, Don Romulo Sainz (A1). Il présente en quechua des thèmes liés à ASIRITIC, des projets en cours... Il lit ensuite la lettre officielle de convocation du Centro AGUA en guise d'ordre du jour : la présentation de la vidéo par nos soins, puis un exposé par Alfredo Duran d'une étude d'usage des sols, puis la discussion des bases d'un plan de renforcement institutionnel d'ASIRITIC dans le cadre de la convention avec le Centro AGUA, et enfin un nouveau projet d'irrigation qui sera discuté pendant la dernière heure. Don Romulo parle ensuite de nous en quechua, et essaye d'exposer les objectifs du travail en fonction de ce qu'il en a compris. Les quelques phrases en quechuagnol montrent la portée limitée de cette présentation : nous sommes des « amigos extranjeros, personas educadas y respetuosas », et c'est pour nous intéresser aux thématiques liées à la guerre de l'eau que nous sommes ici.

La salle se remplit jusqu'à atteindre une centaine d'hommes et de femmes.

Un ancien demande la parole, l'obtient, et se plaint en quechua de quelque chose qui a à voir avec une réunion déjà passée, des vrais-faux usagers, et termine sur Jésus Christ comme seul maître et propriétaire... Don Romulo répond, tempore, et relance la réunion sur le premier point : la vidéo.

Alfredo Duran nous présente tous les trois, comme les étudiants français qui sont venus faire le film, et nous cède la parole.

A2: Vincent: « Si, muy buenas tardes a todos, lo siento no voy a poder hablar en quechua. Ya nos ha presentado el señor Duran, son siete meses que estamos por acá estudiando Tiquipaya, en prácticas para el Centro AGUA. Ahora queremos presentarles con mucha felicidad y toda humildad el resultado del trabajo que hemos hecho. No es una versión definitiva. El objetivo de esta reunión es al final tomar un poco de tiempo para hablar y discutir del contenido del documental para poder hacer después la versión final. Nada más, creo que vamos a empezar.”

A3: Jean-Marc: “Si, es que el objetivo final de la película es hacer una proyección con todos los sectores sociales, todos los actores del manejo del agua, para intentar hacer una pequeña charla sobre este tema del agua, así, todos conjuntos. Por eso les invitaremos otra vez para la proyección final y es muy importante que vienen para que la charla sea bien interesante.”

Projection de la vidéo. Dans la salle, certains dorment, surtout des femmes (plus fatiguées ? maîtrisant moins l'espagnol ?). Des gens reconnaissent des endroits, des lieux, parfois sourient et commentent. Mais les visages sont pour la plupart graves et le public particulièrement attentif. La parole est donnée à la salle dès la fin de la projection.

A4: Omar Fernandez, leader départemental des aiguadiers: « Yo quisiera hacer dos observaciones. La primera, yo creo que inmerecidamente se le da a la alcaldía un carácter digamos como que se preocupa de la agricultura, que se preocupa de la zona rural, de las comunidades, y que en la película se le da un fondo muy relacionado con la parte de las comunidades, cuando eso es falso. La alcaldía, en toda la historia que yo tengo, nunca ha apoyado la agricultura, nunca ha apoyado la actividad de los sistemas de riego. Yo me acuerdo perfectamente, cuando teníamos que hacer convenios con la prefectura, con PRODECO, para poder mejorar los sistemas de riego, la alcaldía tenía que poner una contraparte. Pero la alcaldía no quería saber nada del desarrollo de los sistemas de riego y de las comunidades, y hemos tenido que decir a la alcaldía “firmen no más, nosotros vamos a poner la contraparte, inosotros vamos a dar de nuestros bolsillitos, y vamos a poner el dinero!”. Y así hemos hecho los sistemas de riego, y así hemos mejorado, y la alcaldía jamás ha puesto esa contraparte que tenía que poner. Tal vez ahora estaría poniendo algo de contraparte, no se como están... Pero a mi me parece que es inmerecido que los personeros de la alcaldía aparezcan con un fondo productivo, con un fondo de lo que es el valle central, de lo que es la comunidad... Yo creo que la alcaldía debe aparecer en la película tal como es: apoyando la urbanización, apoyando todo lo que aprueba, las regularizaciones, los boteos, de las viviendas que hacen en las comunidades. Yo creo que así debe aparecer la alcaldía en la película, no como ahora aparece con tomates, con cebollas, con flores, icuando nunca va a estos temas! Es la primera observación, es la primera observación. La segunda observación... ¿puedo terminar? (rires) La

segunda observación. Y hay que decirlo claramente. ¿Que es la mancomunidad de municipios de Tiquipaya y Colcapirhua? Aquí no se dice claramente. Se muestra como si fuera una opción, como si fuera una... alternativa de solución al problema del agua, tanto para la parte urbana como la parte rural. Pero hay que decirlo claramente. Yo he participado, el día miércoles, en la asamblea de los usuarios de agua potable de Tiquipaya. He participado también en la asamblea de Chillimarca, donde... bueno aquí aparece el compañero Benito Agoni... no, no es Agoni. Benito... Romero. Y yo creo que la película tiene que mostrar no más tal como es. ¿Que son las mancomunidades de municipios de Tiquipaya y Colcapirhua? ¿¿Qué son las EPSAS?? Aquí no se dice, parece que aquí fuera... estaría bien. Pero no es así compañeros, yo quiero decirles claramente, yo he estado el día miércoles en la asamblea de los usuarios de Tiquipaya, de agua potable, y hay que cuestionar no más. Está bien las mancomunidades, está bien el financiamiento, ¿Quién no quiere mejorar su sistema de agua potable, quién no quiere construir su sistema de alcantarillado? Etc. ¡Pero que no nos condicionen! ¡Que no venga el BID, que no venga la GTZ a condicionar a Tiquipaya y Colcapirhua a que nos conformamos en mancomunidades de sociedades anónimas mixtas! ¿Qué es una sociedad anónima mixta? Yo tengo los documentos que a las OTBs les están haciendo firmar, ¡inclusive bajo las normas del código de comercio! ¿iQué tiene que ver el código de comercio con nuestras aguas?! Hay que decir no más: eso es un proceso de privatización de las aguas, y así claramente. Y debe aparecer en la película aquello: que las mancomunidades, o la GTZ, el BID y las autoridades están promocionando nuevamente la privatización de las aguas en Tiquipaya. Y en Colcapirhua, y hay que decir lo así. Yo lo he dicho el día miércoles en la asamblea de los usuarios de COAPAT. Y ellos han sacado una resolución y han dicho que no están de acuerdo con aquello. Yo quisiera invitarles a ustedes que están acá, el día de mañana hay una asamblea, una gran asamblea, de todo lo que es Chillimarca, Ciudad del Niño, las villas... donde ellos han determinado no ir por la vía de la sociedad anónima mixta, no ir por el código de comercio. ¡Han determinado hacer lo que los cochabambinos habíamos peleado en el año 2000! Hemos dicho que vamos a hacer organizaciones de carácter social del agua, con control social del agua. Y eso, el día de mañana, se va a firmar inclusive un convenio en Chillimarca, se está rompiendo con todo lo que MACOTI quería hacer, y quería privatizar las aguas. Y el día de miércoles, quiero comunicarles, la asamblea de Tiquipaya de agua potable ha determinado no tener ninguna relación con MACOTI, si es que MACOTI está privatizando las aguas, si es que MACOTI está haciendo la sociedad anónima mixta. Seguramente otro día vamos a hablar que quiere decir sociedad anónima mixta, ¡otro día vamos a hablar que quiere decir concesión de aguas! Saliendo por la vía de la concesión de agua cuando en abril del 2000 los tiquipayeños hemos dicho no a la concesión de aguas. Hay otras vías en la ley que hemos logrado, que son conquistas de nosotros. Para terminar quiero decir estos dos puntos nada más: uno, que se le muestra a la alcaldía tal como es, y no como se muestra en la película, que parece que son los que solucionan el problema de las comunidades, los que nos han ayudado para hacer los canales cuando todo ha salido de nuestros bolsillos, de nuestros sacrificios compañeros. Entonces que se muestra a la alcaldía tal como es. Y segundo, que se muestran a las mancomunidades también tal como es. Ellos quieren hacer sociedades anónimas mixtas, y quieren basarse en el código de comercio, y eso es privatizar las aguas. Gracias.”

Applaudissements soutenus.

Demandes de prises de parole.

Vincent: « Por favor un minutito, voy a contestar bien corto. No hemos querido mostrar a nadie de una manera especial. Solamente hemos tratado de dar la palabra a cada uno de los actores. Y justamente, después de la alcaldía, hay una secuencia que empieza con el señor Guido Rodríguez, que empieza diciendo que la alcaldía nunca ha dado agua, nunca ha hecho proyectos de asesoramiento técnico...”

Jean-Marc: “Y es este desajuste justamente entre los responsables locales (“*pero el fondo... s’entend dans la salle*) y la población que hemos querido mostrar, pero tal vez no es muy claro... se puede poner un poco... mucho adelante la visión de la alcaldía que puede ser, como lo ha dicho, un poco más...”

Dans la salle: “pero la imagen que muestran...”

A5: Saúl Cruz, vice président ASIRITIC: « El hecho de las lagunas... La laguna Chank’as, nunca tuvo participación el municipio como municipio, pero los representantes del consejo [*brouhaha...*] pero quiero aclarar algo importantísimo, el proyecto Chank’as, la alcaldía no le puso ni un peso. Es un financiamiento que se consiguió a través de la GTZ, del BID, y los usuarios que son los regantes de Chank’as-Sirpita y Chank’as-Montecillos. Seguramente el otro proyecto que es el de Sayt’u Kocha Jaime Soliz podría aclarar mejor pero yo creo que estos elementos hay que aclarar, ¿no? El

otro elemento que estaba... se muestra mucho a la alcaldía como que es una de las instituciones que va haciendo mucho para la producción en Tiquipaya cuando en realidad no es el rol que está cumpliendo en este momento, sino más bien una administración más del área agrícola para lo que es área urbana simplemente, y estos elementos, esta contradicción no se muestra muy claramente. Creo que hay que corregir estos elementos en el video."

Vincent: "Vamos a corregir pues no es lo que hemos querido mostrar, tal vez no lo hemos mostrado bien, pero pensábamos que la oposición de los puntos de vista de la alcaldía y después de los regantes y de los agricultores iba a ser clara. Pero si no es claro cambiaremos para hacerlo de esta manera."

A6: Jaime Soliz, responsable du système d'irrigation Sayt'u Khocha de Colcapirhua :

« Para mí ha sido muy sorprendente lo que se ha expresado el presidente del consejo de Tiquipaya, Don Antonio Ustariz. Jamás de los jamases una paja han movido ni Colcapirhua ni Tiquipaya para el proyecto de riego de Sayt'u Khocha. Ustedes han visto con los medios de comunicaciones que problemas han tenido Sayt'u Khocha y sobre que problemas he tenido que empujar, *[puesto lo que he puesto]* compañeros. ¡Y ahora lo han dicho políticamente y no puede salir así en la película! Yo me sumo a un punto que ha dicho el compañero Omar, debe salir con las normas que está presionando para lotear y para urbanizar. Y a qué precio... Porque si viene allí dice el compañero, de que... la mancha urbana crece y la agricultura va perdiendo, ¿de que forma? ¿Compañeros mañana pasado con qué vamos a vivir si para nuestros hijos profesionales no hay trabajo? Hay miles de niños que están haciendo todo para ingresar a la UMSS, isalen una carrera de allí y no saben donde trabajar! Compañeros tanto teníamos de agua desde Paso para aquí, desde Vinto para aquí, compañeros. Yo le [¿?] en qué los ven. Uno. Dos, lo que si bien dice ASIRITIC Tiquipaya y Colcapirhua, una... una migaja se ve lo que es el barrio Morrococala. Nos ha [¿digudido?] más allá. Porque si bien estamos hablando de EPSA, EPSA es de la mancomunidad, es de los dos municipios. Y los dos municipios tenemos que recabar documentaciones para hacer confrontación al problema. Muchos de las OTBs en Colcapirhua no conocen que es EPSA. Allá ha sido un [¿taíta?], el ex-presidente del comité de vigilancia, Don Eliseo Coja, ha ido casa por casa invitando su tanto o su cerveza y todo, haciendo firmar con los presidentes... ¿Y la sociedad será... será que mis usuarios de diferentes OTBs que son de diferentes... será que saben [¿?]? En este momento antes ha dicho el compañero Omar, hemos tenido un gran problema en Cochabamba. A raíz de eso, a la visión del mundo ha salido. Y ahora ya no es Aguas del Tunari pero es una EPSA, ipero es una empresa privada compañeros! Es una empresa privada, de una u otro manera como no está queriendo enlazarnos y estirar para meternos al mismo pozo compañeros de donde nos hemos salvado los años pasados. Con alcantarillado, ¡compañeros! ¡Ahí, con esesito nos quieren enlazar! Es por eso, yo les voy a rogar a Centro AGUA y a los que han producido esto, yo quedo muy agradecido pero tenían que hacer esto para corregir y para ir más allá y para hacer más equipo, verdad... pero que se va más a Colcapirhua también, que se instalen allá, yo quiero que conozcan. Porque no... no podemos discriminar a la sociedad civil... que va a sufrir mañana pasado. Y los dirigentes que estamos o los sistemas que estamos como actores con centro AGUA, pero no quisiera yo caer de complicidad para que mañana pasado... donde está ASIRITIC, lo que nos ha dividido, no quisiera caer en eso. Les rogaría que se amplía un poquito más esto, la película va a servir, pero que sea más sólido para lo futuro, gracias."

A7: Un petit vieux en marron: "Aparecen buenos artistas realmente en está filmación. Lamentablemente, si estoy equivocado seguramente lo saben, esa filmación no tiene objetivos, claros y concretos no tiene. Simplemente es hacer una especie de propaganda. ¿Quien sobresaltan? Los artistas de la alcaldía, los mejores artistas de la alcaldía. Ya lo han dicho muchos compañeros, de que la alcaldía no ayuda absolutamente en muchas cosas. Ahora yo voy a hablar en representación de Montecillo, soy representante del comité de agua potable. Nosotros ponemos nuestros billetes, con nuestros esfuerzos hemos construido, y vamos a seguir construyendo. Y que vengan EPSA, directamente alguna vez yo he dicho ¿quiénes son los representantes de EPSA? Cuando yo había leído un objetivo quieren ser privatizadores, terminantemente lo he leído en los objetivos, y ¿qué más? ¡Dueños absolutos de esas aguas! ¿Estas aguas de donde van a traer, por el espacio van a traer estas aguas? Señores del EPSA, si están por acá, para que lo entiendan muy bien, en su concepción trabajo de mancomunidad, porque están utilizando este término mancomunidad, que ha nacido en La Paz yo creo, mancomunidad que lo publican todos los días, yo voy a observar: ojala no lleguen por Montecillo queriendo privatizar nuestras aguas. Nos han costado a nosotros en principio. Pero sí, necesitamos alcantarillado. Eso es, Eso del alcantarillado es obligación de la municipalidad, no de otras organizaciones, que quiere decir [¿pre...cionados?]

quiere sacarnos como bambinos nuestra sangre y quiere terminar ahí. Ahora, señores, ¡ojala no se hayan equivocado en la filmación! Tal vez ustedes... previamente, yo soy comunicador. Yo he estudiado el quince en México, Instituto Latinoamericano de comunicación educativa. Primero hay que estudiar los objetivos, cuales son los objetivos, ¡como va a realizarse esta filmación! ¿Y que metas tenemos? Compañeros, permítanme, yo soy así, no tengo perros en la lengua, siempre hablo así, permítanme las reflexiones. Yo tendría que hacer observar muchas otras cosas más, pero me permito yo, dejar ahí.”

A8 : Une femme en tailleur vert: “Señores por favor una aclaración. Cuando dicen los actores que [¿ ?] sobre un plan director, no existe todavía el plan director. Peor aún pueden hablar de un plan de apoyo, menos para la agricultura. Segundo punto que quiero observar es si este diagnóstico que ustedes están levantando si es para una consultoría, si es para una ONG, si es para la institución de ASIRITIC... este diagnóstico que están realizando. Y segundo aclararles un poco... quizás los señores de acá adelante han tratado de ir por la parte formal, tomar actores sociales como que son ASIRITIC, y actores institucionales como es la alcaldía. En esa parte han cometido quizás un error porque los actores sociales que es ASIRITIC siempre han sido independientes de la alcaldía. Eso es todo”.

Jean-Marc: “solamente para dar una respuesta, no es para ninguna ONG, es solamente para la población y todos los sectores sociales, es una iniciativa propia de nosotros.” (*La femme répond mais c’est coupé*)

A9: Un homme avec un béret: « quiero decir sobre el agua potable, también si me va a afectar porque yo soy representante de Chiquicollo. Teníamos agua potable en la comunidad para unos 320 socios. A nosotros nos ha costado sudor, nos ha costado nuestros billetitos. Ahora que venga otra empresa manos [¿?] a agarrar... eso nunca vamos a aceptar. No lo vamos a aceptar porque las OTBs que están comprometiendo firmando... a los OTBs nosotros vamos a hacer conocer. Y por favor señor ingeniero, [¿esa cuota pagar al río?] no vamos a aceptar que se adueñan de nuestras aguas potables. Gracias” (*Alfredo répond mais c’est coupé*)

A 10: Un homme: “(*coupé*) directamente por el distrito cinco. Creo que hemos visto el distrito cinco, y ha televisado, pero lamentablemente, lo que nos conviene sacan y los que estaban lo sacan. Verdaderamente en el distrito cinco, todos están de acuerdos no van a permitir que venga EPSA. Absolutamente no. Y nunca hemos hecho ningún compromiso ni con la alcaldía, ni con nadie. Y han rechazado totalmente EPSA. EPSA no conviene porque es privatizar, verdaderamente. Es bueno su proyecto alcantarillado, ¡pero su objetivo es privatizar! Por ese sentido, en varios reuniones nosotros hemos rechazado totalmente. No hay que ver agua potable con EPSA. Quiero aclarar ese punto, y mañana mismo nosotros tenemos una reunión general, y también un [¿?] que vamos a presentar a la alcaldía, ¡que totalmente vamos a rechazar! Nada más.”

(*Deux ou trois applaudissements*)

A 11: Juan Quinteros, secrétaire général d’ASIRITIC : « Compañeros, el video que nos han presentado es como un borrador compañeros. Es bueno que hemos venido aquí para abalzar y hacer conocer nuestras preocupaciones. Lo que estamos en este momento pidiendo a los que han filmado es que las cosas se vean tan reales como saben hacer. Si la alcaldía produce piedras y cemento, allí se tiene que ver piedras y cemento compañeros, es sencillo. Si nosotros productores los regantes producimos alfalfa, verduras, lo que sea, que se vea todo eso compañeros. (“eso” dans la salle). Entonces también esa película que nos habla un poco de discusión con las diferentes instituciones, con el EPSA, con la alcaldía, con todos los actores compañeros. Seguramente, alguien decía que no hay ningún objetivo bien claro en esta película, para mi personalmente el objetivo claro que quiere esta película, que nos vaya trazar mayores focos de discusión ante otras instituciones para seguir manteniendo nuestra agricultura. Hace rato compañeros Jaime Soliz estaba pidiendo, yo también pido en este momento que se amplie un poco más a lo que es el municipio de Colcapirhua. En este momento tal vez la mayoría de nosotros no sabemos que ya se esta haciendo un reordenamiento territorial con una institución que se llama CLASE, el cual en el municipio de Colcapirhua ya lo han concretado compañeros, y se está haciendo de ocultas en Tiquipaya. Entonces para todo esto, debemos instruirnos compañeros y debemos tener estos videos como fuentes de guardián para poder discutir sobre los diferentes temas que vamos a tener compañeros. Lo que quiero en este momento es que se tome apunte de todas las observaciones

que se están haciendo, y se le pueda adecuar a lo que nosotros estamos solicitando compañeros, gracias.”

A 12: Guadalupe Soliz, directrice d'un système ASIRITIC: “para mi el objetivo central de la película, que lo han anunciado al tiempo de la presentación. Dicen que quieren mostrar la problemática del agua con todos los actores. No dicen que este video sirve para darle solución a los problemas de alcantarillado o a los problemas de agua potable. Lo que quieren es reflejar desde sus impresiones, lo que ellos han visto y han captado. No quieren ponerles solución a nuestros problemas. Entonces desde esta perspectiva, yo quiero a los realizadores, quiero felicitarlos por su imparcialidad. He visto que hay imparcialidad, y han mostrado ambas facetas. Porque, hay un señor que habla que dice que el setenta y cinco por ciento de su tiempo lo dedica a la construcción, pero está dentro de la problemática del agua. ¡Por favor, no me lo saquen! No estoy pidiendo que lo saquen. ¡Eso es lo que refleja! ¡No voy a decir para qué lo ponen ahí a alguien que no destina un buen tiempo de su cargo al agua! Ahora, la otra cara, del alcalde. ¡Naturalmente que va a decir lo mejor de la alcaldía! ¡Pero no por eso lo vamos a sacar! Entonces esto significaría que nos estamos parcializando: o hablamos bien de la alcaldía, o hablamos bien de los regantes. Pienso que lo que han hecho los realizadores es mostrar de forma equilibrada y dar opción a ambos lados que están en la problemática del agua. Por eso yo me permito felicitarlos y solamente tengo una preocupación, hay un fondo musical de ritmo afro boliviano que no es propio de la zona, luego hay otro fondo de danza, que no entiendo nunca lo he visto, parece ecuatoriano, entonces quién sabe estos dos aspectos este es mi óptica estoy viendo que no es de cara con la problemática del agua. Luego hay una parte que muestra con los rituales a la Pachamama, lo ch'alla, la qo'a, pero resulta que la dramatización o sea la Voz Off no aparece, no explica de que se trata. Este pedazo deja en una laguna a la persona que quiere interpretar la producción. Gracias.”

A 13: Juan Carlos Alurralde (Oso Andino), directeur de l'ONG Agua Sustentable, membre du CONIAG: « Tomando un poquito la idea del compañero Carlos... Don Panio... ¡Juan! Pucha. Bueno si nosotros fuéramos a Francia a hacer un video seguramente que nos equivocáramos muchísimo, ¿no? Ellos han venido aquí y tratan de entendernos un poco y es difícil, es su primer esfuerzo. Pero también, no por ello se deben dejar pasar las cosas. Y eso es un buen intento que están tratando de mostrar a ustedes lo que han hecho pero obviamente la segunda versión también tiene que ser mostrada a todos ustedes para que sea aprobada. Yo creo que falta un hilo conductor en el video, o sea esta bien la imparcialidad pero la imparcialidad tiene que ser informativa, y el tema de la privatización, de la EPSA, de lo que significa hacer sociedades anónimas mixtas, las tasas de regulación, todo lo que implica dentro del entorno jurídico-legal hay que poner lo en el video. Porque parece que hay un conflicto pero no se explica porque es el conflicto. Hay un origen sustancial muy muy grave compañeros, ustedes lo saben y lo han visto, y en el video tiene que estar reflejado. Dos, el tema de la alcaldía igualmente: o sea si se van a mostrar los conflictos, si hay conflictos compañeros, ¿que pasa cuando hay conflictos? Hay denuncia, ¿no es cierto? Se denuncian los conflictos. Entonces es imposible evitar que este video sea un video de denuncia. Hay que tocar el tema. Yo creo que los compañeros la mayoría se han expresado a que está herramienta debería salir como un instrumento para denunciar, como un instrumento para pedir más apoyo, como un instrumento para mostrar en todo el país lo que está pasando en Tiquipaya, y buscar solidaridad, y buscar otro tipo de, de, de... no sé. ¿Me entienden? Ese sería un objetivo de este video, hay que buscar solidaridad, hay que mostrar la realidad de Tiquipaya. Entonces yo les sugiero que no tengan miedo a la denuncia, ¡hay que hacer la denuncia en el video! Pero no tiene que ser una denuncia ciega, una denuncia desinformada. Tiene que ser una denuncia documentada, una denuncia cierta, y una denuncia que permita hacer avanzar esta gran comunidad hasta destinos mejores.”

A 4: Omar Fernandez: “Yo creo que la compañera que ha hablado, la compañera Soliz, dice que hay que ser imparcial. Yo quiero ser imparcial, esta bien, estamos de acuerdo. Yo creo que hay que respetar a los actores, está bien, respetamos a los actores, como son los regantes, como son la alcaldía, etc. ¡Pero hay que mostrar tales como son! ¡Eso es imparcialidad! Yo veo al alcalde con tomates, con coliflores, ¡le veo con todo! Cuando esta aprobando... ¿Quién ha aprobado la urbanización en Montecillo, esa zona que hay antes de... de [¿Anderson?], quién ha aprobado esta urbanización? ¿Quién ha aprobado los condominios aquí en... en... de Canarrancho un poquito más a este lado... no me acuerdo el nombre... que los nosotros antes conocíamos como El Chapari. ¡Ahora ya no es el Chapari! ¡Lo han hecho quillas al Chapari! ¿Quién ha aprobado este condominio allí, y siguen haciendo condominios!? ¿Quién ha aprobado en Chiquicollo, quién esta aprobando en todos lados, quién esta aprobando todo eso? ¡Compañeros! ¡Que aparezcan pues con eso allá!

¿Cómo va a aparecer con coliflores, con lechugas, con tomates!? ¡Después el compañero Antonio Ustariz aparece con los canales de riego! ¡Allá lo han visto ustedes! ¿Compañeros que ha puesto, cuanto ha puesto la alcaldía en los canales de riego? ¡Sacrificio de ustedes! Hemos dicho firmen no mas concejales, nosotros vamos a poner la contraparte no importa, ¡ha salido de nuestro bolsillo! Todo eso. ¡Y ahora están con canales de riego compañeros! O sea eso hay que cambiar. ¡Hay que mostrar con imparcialidad tal como son las cosas compañeros! Eso estoy diciendo. Y en cuanto al agua potable, que aparezca también lo que es MACOTI. La mancomunidad de municipios Colcapirhua y Tiquipaya. Ha sido firmado compañeros, yo tengo el documento no lo he traído ahora, mañana lo puedo traer, mañana hay una reunión en Chillimarca quiero invitarles a ustedes compañeros, ¡idonde esta poniendo al agua potable como sociedad anónima mixta y bajo el código de comercio! ¡Peor que Aguas del Tunari! ¡Pucha ven eso, compañeros! Por suerte el día miércoles, en la reunión de COAPAT, aquí en Tiquipaya los usuarios del agua potable, se ha rechazado eso. Y están rechazando en todos lados. Yo creo que hay que poner eso, porque allí aparece la mancomunidad de municipios como si fuera una solución. Puede ser una solución pero sin sociedad anónima mixta, sin bajo el código de comercio. Que aparezca la comunidad, y hay que construir además porque es la propuesta que vamos a hacer, ¡como una entidad de carácter social con control social! Pero no como una entidad privatizadora. Una mancomunidad puede ser que está bien compañeros, ¡pero que no nos obliguen a privatizar! Solamente eso. »

A 14: Un homme: « *(coupé)* ¡[¿?] son discriminadores de las tierras agrícolas ! Ya han escuchado. ¡Nos han puesto trabas y trabas y trabas, más bien están discriminando lo que es áreas agrícolas! En vez de conservar... esta [planta] administrativa que tienen ninguno de nosotros regantes ni conocen si son agricultores o no. Son más... se preocupan de la parte urbana, y por esta razón, pido que nos den más cobertura a las áreas agrícolas. Gracias.”

Romulo Sainz, président d’ASIRITIC : « *(coupé)* se ha hecho la película. Ahora con las observaciones que han hecho, las diferentes personas que han tomado la palabra, yo creo que van a corregir la película, por que para eso se esta haciendo esta proyección, para ver que esta bien y que esta mal, o que es lo que esta fallando o que es lo que hay que corregir. Entonces con todas las observaciones que han hecho ellos han tomado notas y van a hacer las correcciones. Ellos no quieren [¿?] como los actores de esta situación del agua, las autoridades, en todo caso ellos han tomado [¿?], la ley de participación popular indique que los municipios deben ser productivos, son productivas también nuestras áreas tradicionalmente agrícolas, entonces ellos querían saber si evidentemente ellos están cumpliendo lo que decía la ley, convertir en municipios productivos. Las otras personas, han aprovechado la circunstancia, se han convertido en promotores y han hecho su... digamos su propaganda, les ha ido... ¡ellos no tienen la culpa! Pero yo creo que van a corregir eso y ya se nos acaba el tiempo y...”

(Il passe à un autre sujet, sur les impôts, beaucoup de brouhaha dans la salle autour de ce qu’il dit, Saul essaye de reprendre la parole)

Saul Cruz, vice président ASIRITIC : « Compañeros, continuaremos un poco con la presentación, creo qua hay que darles como Don Romulo decía un poco de [¿?] y se van a hacer las correcciones muy serios, yo creo que entraríamos al otro punto, que el Ingeniero Alfredo Durán tendría que un poco explicarnos lo que es el estudio de suelo y de tierra, que...”

Jean-Marc: “Si, voy solamente a concluir con la película, muchas gracias a todos ustedes por sus reacciones, y eso era un borrador, vamos a cambiar lo que aparece un poco malo. Les invitamos para la proyección final, esta vez con todos los actores y no solamente los regantes, pero también los otros campesinos, la alcaldía, las instituciones, y esperaremos que todos vendremos para esta charla. Muchas gracias.”

(Applaudissements de la salle)

(Alfredo démarre sa présentation)

Annexe 7 : Retranscription de la projection au Colegio de Architectos

Une trentaine de personnes d'un public assez hétéroclite. Le débat n'est pas filmé depuis le début, on le prend en cours

1, CA1 : Rocio Bustamente, Centro AGUA

L'EPSAA est définie par la loi x, [¿?]

2, CA2 : Jean-Marc

Mais on a vu que ce n'était pas très clair, car le projet fut élaboré par un comité technique, sans aucune concertation, et au final ils ont présenté le projet aux OTB de sorte qu'il soit approuvé par chacune, et comme nous l'avons vu lors de la réunion ça a été très difficile, plus de 3 heures et demi de réunion, et à la fin les gens... ils n'arrêtaient pas de demander le prix de l'eau, et rien d'autre, et l'ingénieur n'a jamais donné la réponse, parce que... je crois que c'est la question la plus difficile. Donc au final on a une entreprise avec un directeur public, sur le papier, mais on vend de l'eau, on utilise des sources d'eau et...

3, CA1 : Rocio Bustamente

On a trois entités différentes : une figure juridique qui est l'EPSAA, valable dans toute la Bolivie, le projet spécifique à Tiquipaya qui est autre chose et la communauté de communes qui est une troisième chose. Cette communauté de commune est une figure qu'on met en place, dont on oblige la création à travers la Bolivie, et on les oblige à créer des sociétés anonymes privées, alors que les EPSAA pourraient aussi être publiques. Mais l'Etat a comme politique juridique de forcer à ce qu'elles soient privées, pour avoir une sorte de... pour pouvoir coller au système de concessions, il réalise des entreprises privées, et pour obtenir également des fonds pour la Superintendance, qui est celle qui régule le marché au niveau national.

4, CA3 : Un homme au fond, indien

Si vous me permettez un commentaire, une consultation... Tout d'abord je pense que le thème de pousser à la formation de communautés de communes c'est pour certains... si on le voit à travers un prisme différent, c'est un peu rechercher la privatisation. C'est la vision de beaucoup de gens à Cochabamba, et la mienne. Je suis contre ça. Une question : c'est très profitable d'avoir vu ce travail que vous avez fait dans le secteur de Tiquipaya, qui d'une certaine manière est un secteur qui a relativement beaucoup d'eau, et je ne sais pas si vous autres comme groupe de recherche, ce que vous faites avec l'Université, vous avez l'intention ou vous connaissez une autre étude qui pourrait se faire dans un secteur qui n'a pas d'eau ? Où il y a vraiment des problèmes difficiles comme là d'où je viens, c'est-à-dire du côté de Sacaba. La préfecture a mis en place un séminaire, avant tout pour inciter la population à conformer des entreprises dans cette lignée des communautés de communes, pour à moyen ou long terme aspirer à avoir de l'eau. Nous n'avons pas de possibilités actuelles et nous sommes [*traspirados*] par le manque d'eau, on boit de l'eau de mauvaise qualité, on achète de l'eau aux camions à prix très élevé, 4 bolivianos le bidon, et je ne sais pas si vous autres connaissez des possibilités pour faire une étude liée à ces thèmes.

5, CA2 et CA3 : Jean-Marc et l'homme précédent

- Selon vous donc la situation à Sacaba est très différente et il y a urgence de développer un bon service ?
- Dans les deux ! En eau potable et en traitement des eaux usées, c'est une des pires communes.
- Vous pensez que c'est un bon format, ce format d'EPSAA ?
- Oui
- Très bien. Parce que...

6, CA4 : Vincent

Le président du directoire de MISICUNI essaye de pousser à la formation de communautés de communes dans toute la vallée, pour avoir ensuite une grande communauté de communes. Sur la base de celle de Tiquipaya et Colcapirhua, lui nous a dit il y a deux semaines qu'ils souhaitent en faire d'autres pour avoir finalement une communauté de communes métropolitaine.

7, CA3 : L'homme du fond

Permettez moi un commentaire. Peut-être que ce qui correspond à ça, et s'est manifesté lors du séminaire il y a trois semaines à Sacaba... évidemment on a observé ce qu'ils nous ont présenté, mais qu'ils n'apportent pas des projets élaborés ; ce qui nous intéresse nous, c'est de prendre part à l'élaboration du projet, ne pas être un élément du projet mais être... c'est un point fondamental de ce qu'ils pourraient nous présenter comme alternative, autant à la commune qu'à d'autres.

8, CA2 : Jean-Marc

Parce que sur MISICUNI maintenant, à partir de cette entrevue que nous avons fait avec monsieur Castellon, le président, elle se retrouve dans une situation où elle va avoir beaucoup d'eau, et aussi beaucoup d'emprunts à rembourser, avec des intérêts et tout ça. Et ils sont dans une situation où plus ou moins ils cherchent une trame de fond où ils vont pouvoir vendre l'eau.

9, CA4 : Vincent

Il nous a dit qu'ils ne pourraient pas payer les coûts s'ils ne se conforment pas en communauté de communes à grande échelle, c'est-à-dire qu'ils ont l'obligation de former cette communauté métropolitaine.

10, CA5 : Jaime Clavo, avocat

Je m'appelle Jaime Clavo, je suis avocat, et je me trouve un peu par hasard parmi vous. Mais ça m'inquiète vraiment la manière dont on gère le futur de ce pays. Nous avons une constitution politique de l'Etat qui attribue des responsabilités et des missions aux différentes entités exécutrices. Mais pour perdurer en tant qu'Etat, nous avons besoin que certaines conditions soient réunies. Et parmi ces conditions, une fonction basique de l'Etat, fournir à la population tous les moyens nécessaires et suffisants pour qu'elle reste dans ce pays. Et parmi eux il y a les services de base, de santé, alimentation, eau potable, sources de travail, éducation, instruction, et beaucoup d'autres services. Sur le thème spécifique de l'eau dont nous débattons en ce moment, c'est un grand travail que vous avez réalisé, magnifiques prises de vue, mais d'un tout petit segment de ce qu'est Cochabamba. Et à juste titre le disait ici mon voisin, le secteur de Sacaba et ceux du Valle Alto souffrent de l'eau. Que fait l'Etat ? Ce ne serait pas par hasard la mission de l'Etat de distribuer les ressources dont il dispose au bénéfice de ces services de base ? Ils mettent en place certaines normes légales, imposées coûte que coûte, au prix de la tyrannie, obligeant la population à accepter des normes qui conduisent à la commercialisation, la marchandisation de ressources de base telle que l'eau. En vertu de cela, ce que fait le gouvernement me paraît grave. Le gouvernement central. Il n'a pas non plus vraiment de politiques au bénéfice du peuple... mais plutôt de leurs propres porte-monnaie. En vertu de cela, des crédits sont attribués au pays, et ces crédits sont investis, personne ne sait en quoi ni en quelle proportion, mais le bénéfice pour la communauté est faible sinon nul. Je crois que c'est important, que le gouvernement doit au moyen de ces travaux que vous réalisez, former la population et la doter de ces ressources nécessaires et basiques pour qu'elle reste dans ce pays, parce que sinon nous allons continuer à voir, comme nous le voyons en ce moment, la migration de notre peuple qui va en Italie, en Angleterre, à Israël, n'importe où où ils trouvent une petite perspective de vivre mieux. Parce qu'ici nous la perdons. Le travail que vous avez fait me paraît important précisément pour réfléchir sur ce point. Mais il faudrait le compléter, et ça pourrait se faire, dans des zones où effectivement, l'aridité et le manque d'eau potable et d'irrigation est réellement forte. Merci.

11, CA2 : Jean-marc

Sur le thème ... [coupé lorsque la caméra se déplace pour changer d'angle].

Mais ils ne l'ont pas vraiment mené à son terme. C'est le travail d'une institution qui s'appelle le CONIAG, et cette année aussi ils avaient organisé de grandes concertations dans tout le pays avec les différents secteurs, l'irrigation, l'eau potable, les mines, la pêche, tout ça, et ensuite ils ont fait aussi un atelier intersectoriel. Ils étaient en train de construire cette loi, et à cause de la « convulsion de février », comme le vice-ministre du développement rural a été éliminé, il a été remplacé par un autre ministère, ce travail s'est arrêté. Plus ou moins.

12, CA5 : Jaime Clavo

Un petit détail en plus. Il y a peu de temps est sorti un projet de loi, avec lequel on prétend taxer l'usage et la consommation d'eau avec un impôt. Deux bolivianos sur la facture de tous les usagers

de la communauté de communes formée par Quillacollo, Tiquipaya, Cochabamba et Sacaba. Pour supposément préserver les aires forestières du Tunari. La population n'aurait pas de problème avec le fait de payer, si seulement elle avait des rentrées d'argent. Malheureusement et vous venez d'entendre les témoignages dans la vidéo, les gens vivent chichement de la vente de petits fromages frais (*quesillos*). Ils gagnent à peine le nécessaire, si ce n'est le minimum pour leur subsistance. Eux ne vont jamais penser à faire un voyage de vacances dans le pays, ils n'y penseront jamais. Parce qu'ils gagnent à peine de quoi survivre. Et les solliciter pour un impôt, leur vendre l'eau, ça me paraît vraiment inhumain, cruel.

13, CA2 : Jean-Marc

Nous avons vu dans un quartier de Colcapirhua, un quartier de mineurs, qu'ils s'organisent en un comité d'eau potable, ils ont leur puit, et ils sont organisés pour distribuer l'eau et la vendre. Ce que nous a expliqué la femme responsable de ce comité, c'est qu'il y a des gens qui n'ont quasiment aucune ressource, et dans ce quartier ils paient le prix minimal de l'eau, c'est-à-dire le coût de pompage, et rien d'autre. On ne peut pas faire un prix plus bas. La dame nous a dit que dans son quartier ce prix est nécessaire car sinon les gens ne pourraient pas payer l'eau. Et donc face à cette EPSAA, nous nous retrouvons dans une situation où comme c'est une entreprise, qu'elle gère des choses très grandes, équipe technique, grand réseau, le prix ne peut être minime. Et dans certaines situations c'est difficile de mettre en place une grande institution...

14, CA5 : Jaime Clavo

Là il y a une question ! Où est la participation de l'Etat pour rendre désirable le fait de rester dans ce pays ?

15, CA6 : Un homme de Tiquipaya, au fond

Sur le thème de Tiquipaya, les communautés et les OTB, du fait d'être propriétaires d'investissements, leur patrimoine est dans le réseau, dans certains cas le puit, dans d'autres le lac et le système qui va avec, ils ont accepté l'EPSAA mais avec une condition : qu'elle ne s'occupe que du traitement des eaux usées, et qu'elle laisse les systèmes d'eau potable. Et lors de la dernière réunion du COAPAT, qui est une sorte d'organisme social du Casco Viejo, il a été dit qu'ils espèrent qu'il n'y aura pas cette société avec des actions, parce que comme on va recevoir un prêt pour les 6 millions, si ensuite on ne peut pas payer, il va falloir payer avec quelque chose, et donc avec le patrimoine de ces petites coopératives. Donc c'est aussi un thème clef, comment va se faire la société anonyme mixte, comment faire si on ne peut pas payer, etc. Donc avec ces deux conditions, ils accepteraient, mais pas...

16, CA2 : Jean-Marc

En plus, ce n'est pas vraiment très clair cette [??].

17, CA4 : Vincent

En plus à Colcapirhua les dirigeants de l'EPSAA sont allés de maison de chef de communauté en maison de chef de communauté avec leur petite bouteille, faire signer les papiers de maison en maison, en parlant directement avec les dirigeants un par un. Et ça ne paraît pas très clair non plus.

18, CA7 : Mme Gonzalez de la mairie de Colcapirhua

[Le début est peu audible, la salle lui demande de parler plus fort] Depuis 1987 à Colcapirhua les OTB ont priorisé dans leurs demandes le traitement des eaux usées et l'eau potable. Et en chiffrant, le gouvernement municipal de Colcapirhua reçoit entre 10,5 et 11 millions de bolivianos par an, et de tout ça on a environ 1,5 millions que nous devrions investir dans ce que sont les œuvres publiques, les demandes de tous les habitants. Et ce montant se destinait entièrement à la construction de modules, parce que nous construisons les égouts par module, parce que on ne peut pas non plus assumer un projet de ... 5 millions de dollars si je ne me trompe pas, [6,5 rectifie Vincent], oui, donc c'est grand, nous autres ne pouvons pas accéder à ça d'un seul coup. Donc on le fait par petits bouts, et lorsque c'est comme ça on fait le premier puis un autre puis un autre petit bout puis il faut faire une usine de traitement, si on ne le fait pas tout d'un coup, le premier petit morceau qu'on a fait les gens sont déjà en train de l'utiliser et il va se boucher, donc ça n'aura servi à rien, c'est un investissement qui n'a pas de sens. Pour cette raison le gouvernement municipal de Colcapirhua a cherché les mécanismes pour faire en sorte de créer une communauté

de communes et qu'on le fasse... finalement nous avons besoin de ceux de Tiquipaya, et ceux de Tiquipaya ont besoin de nous pour faire l'usine de traitement. Donc nous nous sommes concertés vers ça, et nous avons sollicité une agence technique pour qu'elle fasse le projet. C'est pour ça que le projet arrive comme ça, et lorsqu'on le présente à la population elle commence à avoir des problèmes et ne pas faire confiance car ils pensent « ils vont nous privatiser l'eau, or l'eau est à nous ». Et ça pour plusieurs raisons. Il peut y avoir des coopératives de voisins qui gèrent très bien leur système d'eau potable, il y a de tout, mais il y a aussi des systèmes où nous avons eu connaissance que c'est une source de revenu, car ils font payer 500 dollars l'entrée, dans certains cas. [?? Puis Jean Marc : « pour être membre ? »] Pour être membre. A partir de là évidemment ils prélèvent la cotisation. Et avec cet argent on ne sait pas ce qui se fait dans les coopératives, nous non plus ne savons pas. C'est pour ça qu'il y a ce blocage et qu'elles ne veulent pas participer. Maintenant nous avec le projet, comme vous l'avez vu... je ne suis pas non plus intéressée pour rentrer dans ces coopératives. Le projet va servir à répondre à ces problèmes dans le futur. Toutes les demandes de traitement des eaux et d'eau potable c'est l'EPSAA qui s'en charge, plus le gouvernement municipal. Le gouvernement municipal doit répondre à d'autres sollicitations, parce qu'il ne s'agit pas seulement d'eau potable, ce qui se destine à... aux ressources municipales. On a aussi la santé, l'éducation, amélioration environnementale, drainage fluvial, une grande quantité de choses, donc nous étions bloqués par ce thème de l'eau potable et du traitement des eaux, c'est pour ça que nous avons pris la décision de passer à une entreprise qui sera celle qui résoudra les problèmes dans ces domaines, et si Colcapirhua n'a pas d'eau potable car il n'y a pas d'eau potable alors il n'y a pas d'égouts, et on va donc démarrer un nouveau courant de développement, les chemins, le drainage fluvial, qui a de sérieux problèmes. Maintenant le problème à Colcapirhua c'est aussi l'eau pour l'irrigation, l'eau diminue, où il n'y a pas de [??], il n'y en a pas.

18, CA8 : Jaime Soliz, président de Sayt'u Khocha

Bon, mon nom est Jaime Soliz Urqueña, je suis président de l'association d'irrigants Sayt'u Khocha, je suis de la juridiction de Colcapirhua. Le barrage de Sayt'u Khocha irrigue une partie de la juridiction de Colcapirhua. Bon, c'est un peu important de voir ici certains professionnels, dans cette rencontre tellement importante... ça m'aurait plu de réunir plus de ceux qui savent, de la maison d'études San Simon, les professionnels, pour continuer à commenter ce qui nous attend, le futur, n'est-ce pas ? C'est très important le [??] clef comme on voit, les lois, qui donne un grain de sable, mais ici aussi la *licenciada* Gonzalez de Colcapirhua... mais au sujet de ce qu'on commente c'est vrai que pour arriver à cette EPSAA, de la communauté de commune Tiquipaya et Colcapirhua, ils l'ont fait avec des cadeaux à minuit. C'est clair. Ils nous ont montré, là-bas sur l'écran, la femme de *Veintes* dit qu'à aucun moment on ne les a fait participer, on ne les a consultés, et des ordonnances municipales sont sorties. C'est la même chose que ce qui s'est passé à Colcapirhua. Ok ? A Colcapirhua moi, en tant qu'agriculteur, qui vit aussi des professionnels et les professionnels vivent de moi, c'est un partage de nos richesses... Avec la commune de Colcapirhua... c'est une des plus corrompues. Par exemple la loi 1551, la loi de participation populaire, je ne sais pas de quelle participation ils pourraient parler. Ils ne font pas de projets pour l'irrigation, on en reçoit seulement du réservoir de la Angostura, on voit bien que depuis nos ancêtres les canaux sont là, d'irrigation conduite, d'irrigation parcellaire, le canal principal, mais tout ce qu'on voit là-bas c'est que la moindre chose répond aux intérêts personnels politiques. Ok ? Il existe des documents. Et de là, par exemple le projet d'irrigation du barrage de Sayt'u Khocha, jamais ils ne nous ont appuyés. Jamais. Il y a toute une liste de documents. Pour faire signer pour aller de l'avant les Batea Laguna, Chank'as, Lagum Mayu, Sayt'u Khocha, depuis l'année 1989, comme résultat de tous ces problèmes s'est formée ASIRITIC. Donc bien au contraire, les mairies de Tiquipaya et Colcapirhua avec la création de l'EPSAA prétendent faire disparaître la zone agricole. Alors que de l'autre côté de la cordillère, il y a je ne sais quelle quantité d'eau qui se déverse vers l'Amazonie. [Un homme : « moi je crois... »] Un instant ! A Colcapirhua, nous avons des sources, Chipa, Khochi, Lapo, [?? Il en cite d'autres], Lapi Yacu, ces sources, réunies, fournissaient un volume de plus de 450 litres par seconde. Que s'est-il passé ? Lors de la projection précédente il y avait l'ex- gérant de SEMAPA, Don [??], je lui ai fait remarqué qu'avec des financements de l'extérieur, de pays qui financent la Bolivie [un homme : « des français ! »] Oui des français et d'autres, comme le BID, on avait perforé plus de 50 puits très profonds, de 12 [??] de diamètre. Maintenant quelle est la question ? Si on a utilisé tellement de technique, tellement d'argent et tout ça, ce n'est pas pour rien, et j'ai les plans de chaque puit, il n'y en a même pas 10 qui fonctionnent ! Le reste est sec. Ok ? Et ils ont affecté, d'une manière ou d'une autre, les poches aquifères souterraines. Et à partir de là les puits des voisins, ceux qui ont fait forer à 50 ou 60 mètres de profondeur, les leurs se sèchent, pour quoi ? Pour approvisionner Cochabamba. Mais ils

ont oublié MISICUNI ! Plus de 50, 40 ans. Donc qu'est-ce qui se passe ici ? Il y a quelques partis politiques qui se prennent [quelques mots en quechua] aujourd'hui pour moi, demain pour toi. Je crois qu'avec cette politique, je crois qu'avec cette EPSAA, on a vu le *compañero* Omar à l'écran, évidemment récemment nous avons eu le troisième congrès, n'oublions pas que le gouvernement à travers le décret suprême est une nouvelle fois en train de mettre à une [??] de pétrole la [??]. Et que les irrigants nous n'allons pas laisser faire. Comme ça, clairement, car nous voulons partager qu'il ne faut pas oublier que les irrigants avons également des [??], comme les professionnels et les autres. Donc on est là car ce n'est pas possible ça, que le président du comité de vigilance et le maire aillent aux réunions et aux conseils qu'il y a, et ensuite le président du comité de vigilance se paie le luxe durant la nuit ou au petit matin d'aller frapper aux portes des dirigeants d'OTB et faire signer... C'est ça décider ensemble ? Moi je peux vous emmener dans chacun des quartiers, c'est sûr qu'ils ne savent pas ce qu'est l'EPSAA. Les Voisins. Et alors qu'est-il possible de faire ? La femme de Morococala qui parlait dans la vidéo, c'est tellement important, ces paiements ils ne les encaissent que pour faire la maintenance. Il faut payer... il faut surveiller la pompe, il faut payer l'énergie électrique. Maintenant la *licenciada* Gonzalez l'a très bien dit, où va l'argent de ceux qui paient 500 dollars, qu'est-ce que j'en sais moi ? Certaines fois comme nous le savons nous sommes dans un quartier, et nous ne sommes pas tous là pour faire perforer le puit. Nous sommes à peine 30 ou 40 acteurs. Ces 40 personnes ont tout mis pour la perforation du puit, la pompe, etc. Mais à quoi servent ces 500 dollars ? Moi je vis dans un quartier, [*nom du quartier*]. C'est un des premiers à avoir mis en place avec le fonds social d'urgence, un des premiers du département de Cochabamba d'ailleurs, l'eau potable et les égouts. La pompe submersible n'est pas éternelle, n'est-ce pas ? Donc la personne qui a mis ses dollars, qui a participé ou autre au budget, en ciment ou en dollars, c'est pour ça. On a même acheté des terrains pour construire le puit. On a même acheté des terrains pour une potabilisatrice. D'où vient cet argent ? De là. Pour être bien qu'ils puissent intervenir là-dedans, de temps à autre une formation, une orientation technique de la part des mairies... ils ne le font jamais ! Bien que la loi de participation populaire le dise, mais ils ne le font pas comme ça, ils ne le font pas comme ça ! [Jean-Marc essaye de le couper] un instant je vais terminer avec ça, je vais terminer. Je crois, messieurs les présents, il y a beaucoup de jeunes actuellement, il faut se demander dans le futur d'où va venir la nourriture, si on va relocaliser à Tiquipaya et Colcapirhua les agriculteurs, n'oublions pas que les politiciens ne sont que des passagers, ils doivent [??]. Et là on va avoir une foule de problèmes, ça va faire comme le 21060 qui [??] les mineurs et apporte plus de problèmes. On n'aura plus rien à manger, on n'aura plus de production laitière, dès lors je crois que par rapport à tout ça, on a ces problèmes, merci beaucoup.

19, CA2 : Jean-Marc

C'est vrai que l'EPSAA peut apporter des problèmes, mais comme l'a dit madame, elle peut aussi améliorer le service d'une façon notable, c'est n'est pas forcément tout mauvais, à l'origine l'intention est bonne, mais c'est vrai que la phase de construction du projet s'est faite sans la population, et maintenant nous avons des problèmes. Sur le thème du futur de l'agriculteur, c'est clair que l'on doit maintenir des zones agricoles pour donner de la nourriture à tout le monde et en plus les prix sont assez bas et accessibles pour toute la population. Mais en ce qui concerne la mairie et les gouvernements municipaux, ça aussi c'est différent du projet EPSAA, et peut être qu'il faudrait s'investir plus peut-être dans les plans directeurs, qui contrôlent l'usage des sols et gèrent un peu l'urbanisation et maintiennent un peu de l'autre côté les zones agricoles. Mais c'est un autre sujet il me semble. A niveau des communes, comme l'a dit madame, les communes doivent répondre à différents services, des services de base, et l'agriculture, et...

20, CA9 : Un jeune homme au fond

Je voulais dire que la gestion de l'eau est trop importante, pas seulement dans la perspective de chercher un financement pour avoir de l'eau potable ou de l'eau d'irrigation, mais dans une gestion solide des eaux usées. Ce qui est important aussi c'est que des fois nous rejetons la faute sur le gouvernement en disant le gouvernement doit faire ci le gouvernement doit faire ça, et nous nous endormons sur nos lauriers. Je crois que c'est important que les communes conçoivent des projets comme disait le monsieur (du fond, l'avocat) qui comptent avec la participation conjointe des personnes qui vivent dans la communauté, qui sont les communautaires. Je crois que nous avons un grand potentiel de professionnels qui sont en train de sortir des universités, et principalement de la San Simon, qui ont les capacités nécessaires pour assumer des projets dans des domaines multidisciplinaires, à travers des groupes multidisciplinaires, de sorte que les communautaires soient ensemble des participants avec les professionnels pour donner des réponses concrètes à des problèmes concrets, non ? Je crois que le financement est là. Actuellement j'ai cru comprendre que

la FPS [Fonds national d'investissement Productif et Social] a un plafond de 4 millions de dollars pour des projets de développement à incidences sociales, chaque commune a un plafond de budget, et si on le gère à travers des communautés de communes, c'est beaucoup plus facile d'arriver à un plafond beaucoup plus élevé pour avoir un budget beaucoup plus fort pour des projets avec plus d'impact et d'envergure. S'il s'agit de chercher des projets déjà faits, on entre dans une logique d'avoir des projets qui vise le profit, et pas des résultats sociaux. Ce que cherche par exemple la FPS est financer des projets à fort impact social. Mais que se passe-t-il ? Les communes, comme disait la *licenciada*, se fatiguent plus à faire des routes, à chercher que les gens aient les moyens nécessaires, mais il faut aussi prioriser. Je crois que l'eau c'est la vie, et l'eau, si elle est mal gérée, ça peut devenir la mort. Parce que si on arrête de gérer les eaux usées pendant un certain temps, ces eaux sont des sources de pollution directes pour la population. Et les habitants auront peut-être de l'eau pour boire, mais ils auront aussi des endroits où la pollution sera beaucoup plus forte. Et où le coût pour assurer l'assainissement sera beaucoup plus élevé que si [??]. Je crois que c'est important que les communautaires des différentes communautés, et communautés de communes si on veut les développer, sollicitent l'université de manière effective l'université de sorte que les étudiants qui sont au niveau *ingreso* par exemple soient la source nécessaire pour développer ces projets avec une contrepartie directe des communautaires. Si on ne fait pas ça on va continuer à voir l'émancipation de projets faits et élaborés, comme disait la *licenciada* qui a embauché des consultants, souvent les consultants ne vont pas se préoccuper d'impact social vers la communauté mais plutôt d'un impact économique, comme le font la majorité des bureaux d'étude. L'objectif du bureau d'études est son [??], ça c'est un point clef. Les projets qu'a générés le bureau avec des groupes multidisciplinaires sont en général durables [autosostenibles], mais pas durables avec un impact social direct, mais durable pour les personnes qui sont dans le projet. Donc si ce qu'on veut c'est chercher un développement direct, pour satisfaire autant la gestion de l'eau pour les communautaires qui irriguent, qui sont les frères de l'Agro, et aussi pour les communautés de la zone urbaine, dans ce cas là la gestion de l'eau potable et des égouts, je crois que la meilleure manière de le faire c'est de se concerter et de concevoir des projets grâce au potentiel humain que nous avons au niveau des professionnels. Je ne parle pas seulement du domaine technique mais aussi juridique, je crois qu'on a besoin de conseils pour la gestion des réseaux. Nous avons une loi sur l'environnement qui est obsolète sur certains aspects. Elle n'est pas très vieille mais déjà obsolète, c'est ironique, non ? Parce qu'on doit gérer la partie des résidus solides, celle des résidus liquides, mais il n'y a pas d'entité qui régule ces deux pôles, c'est la mairie qui le fait. Maintenant en ce qui concerne les EPSAAs, si je ne me trompe pas ce sont les EPSAAs, il me semble qu'elles pourraient faire partie de la solution. Mais il faudrait voir aussi s'il y a un accord direct des communautaires. Parce que je crois que si on fait des projets pour un endroit, les intéressés directs sont les communautaires. Et ce n'est pas juste et ce n'est pas non plus cohérent qu'on impose des projets sans qu'ils donnent leur accord et sans qu'ils disent oui, nous allons y contribuer. Maintenant il est important que les communautaires sachent que dans tout projet la majorité du financement ne vient pas à fonds perdus, il y a toujours une contrepartie de la communauté. Si c'est une communauté indigente, par exemple ce qui était auparavant le FIS qui est la FPS donne 90% et la communauté doit mettre 10%, pour le financement. Et ce n'est pas forcément de manière financière, ce peut être à travers un terrain au bénéfice du projet ou par le biais de main d'œuvre directe, non ? Le communautaire y va et avec ses propres mains réalise le projet, non ? C'est important que les communautaires sachent quelles lois les protègent, qu'ils sachent le contenu des lois, et ça on doit le faire à travers des formations directes. Parce que le communautaire va à une réunion, s'assoit, et si il y a un ingénieur qui donne le projet comme nous l'avons vu dans le documentaire, il y a beaucoup de communautaires qui ne savent même pas de quoi on parle [approbations dans la salle]. Et tout ce qu'ils font c'est opiner sur ce qu'ils ont vu mais ils ne savent pas le fond de tout ça. Même si l'eau a un coût et elle aura toujours un coût, pas seulement de distribution mais aussi de gestion à travers les eaux usées et les égouts, ce coût doit être recherché le plus bas possible et de forme compensable, c'est-à-dire que les personnes qui consomment plus paient plus et celles qui consomment moins paient moins. Mais avec la clause que si je suis une personne de l'agro, si je ne le fais pas de forme directe pour mon profit, je dois avoir à travers la loi de compensation une certaine gestion directe.

21, CA2 : Jean-Marc

Oui. Deux petites choses, la première [coupé pendant le déplacement de la caméra].
... quand ils reçoivent des documents de 40 pages et ne peuvent rien comprendre. Nous avons eu besoin de plus de 5 ou 6 mois pour comprendre plus ou moins la situation, donc en ce sens il y a un problème sérieux. Et ensuite, je pense que ce serait très intéressant que tu viennes, avec d'autres amis de l'université, de la San Simon, de sociologie ou de juridiction, d'autres secteurs,

pour peut être parler de cette proposition que tu fais directement à Tiquipaya, parce que moi aussi je pense qu'ici il y a tout le potentiel pour gérer des projets et faire des études, et ce serait sans doute une bonne chose que les étudiants s'investissent...

22, CA4 : Vincent

D'autant plus que ceux qui sont à la base le demande ! Ils demandent toujours ce que fait l'université, à quoi se consacre-t-elle, pourquoi n'étudie-t-elle pas notre cas...

23, CA9 : Le jeune

Moi je suis étudiant d'ingénierie industrielle, je ne suis pas de [??], je suis au dernier niveau, en train de finir ma thèse, ce que l'on voit c'est que la tendance est que les étudiants font des thèses pour sortir de l'université et point. Ce qu'on cherche maintenant c'est que les thèses possèdent un contenu qui donne lieu à une application directe [J'aime approuve]. De sorte que cela bénéficie à l'étudiant avec la défense de sa thèse et l'obtention de son diplôme, mais aussi à la communauté. Ce qu'on veut c'est le bénéfice des communautés. Pas des systèmes de profit direct ou du secteur privé. Mais du secteur publique et de caractère communautaire. Je crois que ça dépend beaucoup, c'est ce que je dirais moi, cela dépend beaucoup des communautaires de le demander. Pourquoi ? Parce que les étudiants nous avons les mains liées, car nous avons la capacité de conduire des projets mais on ne peut pas se manifester à une mairie de manière directe. Parce qu'on a pas « d'attribution ». Je ne peux pas y aller en tant qu'étudiant presque professionnel, présenter un projet, essayer d'élaborer avec les communautaires un projet parce que ça ne m'est pas de mon ressort. Un communautaire doit chercher des voies pour que ce projet entre dans un POA municipal et que ce POA a travers de la FPS soit approuvé, ou a travers un autre bailleur, et que l'étudiant en contrepartie aie la possibilité de suivre de près l'application de ce projet, et aussi pourquoi pas son déroulement.

24, CA7 : Madame Gonzalez

Je vais éclaircir un point sur ce que signifie l'EPSAA. Beaucoup disent que l'EPSAA est une entreprise... que nous sommes en train de privatiser, mais ce n'est pas si sûr. Parce que l'EPSAA en elle-même, la structure de l'EPSAA est dirigée par un directoire et le directoire est composé de trois représentants des OTB de la commune de Colcapirhua et 3 représentants des OTB de Tiquipaya. Lesquels seront élus. L'EPSAA sera gérée par des représentants des communes qui font partie de la communauté de communes. En aucun cas nous sommes en train de former une entreprise privée [??]. Il y aura toujours la représentation et l'élection de ces personnes qui est démocratique.

25, CA1 : Rocio Bustamente

Le problème n'est pas celui là, le problème est que selon la loi qui est en train d'être approuvée les EPSAAs doivent se constituer, en termes de formes juridiques selon la loi 2066 les EPSAA peuvent être des coopératives, des communautés, des entreprises privées, des entreprises publiques comme dans ce quartier par exemple, actuellement le problème c'est qu'on oblige à ce qu'elles soient exclusivement des sociétés anonymes mixtes, et ça crée un problème, car ça les met sous la législation commerciale. [??]Elle est mixte. La loi va obliger cette EPSAA, même si elle a un directoire public, à fonctionner comme une entreprise privée. Ce n'est pas en soi une entreprise privée, mais l'important c'est la logique avec laquelle va fonctionner cette entreprise, bien qu'elle soit semi publique. C'est ça le problème.

26, CA7 : Madame Gonzalez

Mais il y a autre chose, les coopératives qui se sont formé ont eu... [Fin de l'enregistrement]

Le débat ne semble pas fini, mais l'enregistrement oui !

Annexe 8 : Retranscription de la réunion de projection multi-acteurs

Salle du syndicat des chauffeurs de Tiquipaya en fin d'après-midi.

1, MA1: Alfredo Duran Nuñez del Prado, directeur du Centro AGUA

[introduction coupée...] de agua potable, etc. Para mi es una necesidad de Cochabamba tener una instancia de discusión más organizada.

2, MA2: Un homme au second rang

Con referencia al tema de EPSAA, algunos de los protagonistas mencionan que el EPSAA... la propuesta del EPSAA para la mancomunidad Tiquipaya y Colcapirhua que no está [¿?][¿?][¿?][¿?] creo que está más bien fundamental para ustedes, como [¿?][¿?][¿?]. Entonces, dice la película, uno dice que está aprobado sin ser consultados, y otros dicen que una consultaría le han hecho y que no la han conocido. No sé si los asistentes de ustedes también podrían abundar un poco más sobre esto creo que es importante para mi.

3, MA3: Vincent

Hay OTBs, hay comités de agua potable que estaban bien informados sobre el tema, sobre el proyecto. Y también otros que no conocían nada, realmente nada. Y en ambos casos encontramos gente que está de acuerdo y gente que no está de acuerdo con el proyecto. Entonces se encuentra de todo.

4, MA4: Guido Rodríguez, agriculteur

Bueno lo que en realidad [Inaudible trente secondes] No se plantearon soluciones, lo que nos interesa es la problemática real del agua.

5, MA5: Patrick le Goulven, animateur

Lo que estás preguntando no se parece mucho a lo que he visto. La gente está bien inquieta para lo que va a pasar en el futuro. La película propone una solución técnica que es hay que negociar, concertarse para que todo el mundo este involucrado en el futuro, en la definición mutua de los proyectos [quelqu'un: "¿Qué proyectos?"] No sé, no sé, dicen que la concertación sobre la propuesta EPSAA, sobre los proyectos nuevos, el carácter que les da, lo que yo he percibido en esta película es que todo el mundo necesita negociar. ¿Están de acuerdos?

6, MA4: Guido Rodríguez

Se puede negociar cuando haya proyectos un poquito más completos, solamente nos muestran proyectos muy superficiales, donde no hay un [¿punto?] para que nosotros, los habitantes, sepamos entender. Nos muestran las cosas bonitas pero nada más. Primero no conocemos a cuanto va a llegar el costo del servicio, cuanto va a tener que poner la comunidad, cual es la aportación. Nosotros no conocemos nada, solo hablan de proyectos y proyectos que son válidos pero que al final ninguno lo logramos entender.

7, MA1: Alfredo Duran Nuñez del Prado

El objetivo de la película no es de decir se podría hacer esto, se podría hacer el otro. De hecho, la EPSAA es un proyecto. MISICUNI es otro proyecto. Hay el proyecto Chusequi, el proyecto Batea Laguna, proyectos de perforación de pozos, ¡hay muchas ideas sobre proyectos! El problema es como se implementan estos proyectos y como estos proyectos van a satisfacer las demandas de los pobladores de Tiquipaya. Cual es la instancia entonces que debería haber para planificar, para organizar acuerdos, para implementar, para buscar progresos... ¿Es suficiente el municipio? ¿Tiene que haber alguna otra instancia? ¿Cómo puede participar de una forma más activa la población? Yo creo que eso es la idea de la película, o sea preguntarles a ustedes que es lo que ustedes piensan, cómo creen que se resuelven los problemas.

8, MA 6 : Le président du conseil municipal de Colcapirhua

Yo quisiera comentar un poco con los antecedentes de los movimientos del proyecto, que se ha denominado el plan maestro de mejoramiento de agua potable y alcantarillado de Tiquipaya y Colcapirhua. Este proyecto en Colcapirhua, yo soy presidente del consejo municipal de Colcapirhua en este momento estoy a cargo del municipio, en Colcapirhua hace unos diez años atrás tenemos una demanda pero clarísima de parte de la población, y eso se ha expresado a través de los diferentes talleres, reuniones, sobre todo de planificación participativa, existe una enorme demanda para satisfacer los servicios sobre todo de alcantarillado sanitario. Colcapirhua tiene una característica bien especial, es un municipio que tiene apenas 30 kilómetros cuadrados, el 85 por ciento de la población de Colcapirhua está ubicado en algún barrio, es decir la demanda en Colcapirhua es fundamentalmente demanda de agua potable y alcantarillado sanitario. Entonces ¿Cuál es la respuesta que el municipio empieza a dar a este problema? En uno de los primeros problemas que nos plantea las sociedades municipales, el tema del agua potable y del alcantarillado sanitario, es el tema del costo. El financiamiento de esta [¿?] es definitivamente algo que está más allá de las posibilidades económicas del municipio. En el caso de Colcapirhua percibimos anualmente un ingreso de cerca de 1,5 millones de dólares, y, si han escuchado bien, el proyecto mancomunado de Tiquipaya y Colcapirhua tiene un costo de cerca de 6,5 millones de dólares. Es decir el municipio no tiene la capacidad financiera de resolver a corto plazo esta demanda de alcantarillado sanitario y agua potable. El proyecto nació como un proyecto fundamentalmente de alcantarillado sanitario, y en Colcapirhua se hizo el diseño del proyecto hicimos un plan maestro en Colcapirhua de alcantarillado sanitario, sin embargo a partir de la limitación financiera tuvimos que presentar al final el proyecto por módulos, en tres pedazos, ¿porqué? Por que las entidades financieras, en este caso el FIS, solamente podían financiar el proyecto si no [¿?][¿?] los 500 000 dólares, y además poblaciones [¿?][¿?] en una segunda mitad. Entonces a partir de esa dinámica, Colcapirhua tuvo que construir un[¿?] más, para tener una segunda fase del alcantarillado sanitario, los proyectos los elaboró el FIS, y hasta hace dos años nos encontramos en una situación donde había que invertir un millón de dólares en la instalación de redes de alcantarillado sanitario, sin embargo habíamos postergado la fase más importante del proyecto que es la planta de tratamiento de aguas servidas. Lo habíamos postergado a partir de una oferta de SEMAPA de construir una planta de tratamiento con un financiamiento francés. Entonces, ante esta coyuntura, ante este conflicto de tener cerca de 50 000 metros de tubería enterrados había que darle respuesta. Y una de estas respuestas que encontramos es empezar a pensar en economía fiscal. O sea al municipio de Colcapirhua construir la planta de tratamiento le iba a costar un millón de dólares, si compartíamos los costos y los beneficios con el gobierno municipal de Tiquipaya, entonces estábamos aguantando pues los costos. Empezamos con un trabajo a partir de la voluntad política de ambos gobiernos municipales, constituimos un equipo técnico mancomunado que se llamaba la agencia técnica, esta agencia técnica tenía como visión fundamental de elaborar el plan de inversión y gestionar el crecimiento del proyecto. Cuando en el proceso de elaboración del proyecto los entes financiadores, en este caso el BID a través de la [¿?] del FDN, nos propone las siguientes disyuntivas, no era posible resolver el tema del alcantarillado sanitario si no estaba ligado con el tema del agua. Nosotros no podíamos diseñar una red de alcantarillado sanitario si la población no tenía pues un servicio de calidad de agua potable. Y si no existían además las fuentes de agua necesarias para que funcione este sistema. Entonces en esa [¿?] surgió la necesidad de incorporar al proyecto un componente agua potable. Y así se lo hizo. En el tema del agua potable, Tiquipaya y Colcapirhua han dado soluciones creo que se parecen a la reforma [¿?][¿?] del agua potable, en la medida en que las unidades públicas en este caso el gobierno municipal, en el caso del cercado la SEMAPA, no han tenido la capacidad de ampliar sus coberturas de servicio, son las propias comunidades en muchos casos con apoyo estatal que han dado soluciones particulares a la demanda de agua. Y es así que Colcapirhua tenemos 54 sistemas de agua, son cooperativas o comités u OTBs, están manejando los sistemas de agua, en Tiquipaya tenemos 40 sistemas de agua que igual le han dado soluciones para lugares particulares. Respeto al tema de las fuentes de agua, creo que hay una diferencia importante en lo que es la realidad de Colcapirhua y Tiquipaya. En el caso de Tiquipaya, cuenta con aguas superficiales, y eso fue el origen del conflicto respecto a regantes versus vecinos que quiere utilizar agua potable. En el caso de Colcapirhua el cien por ciento del agua potable que se consume se da a partir de la explotación de los pozos. Entonces, estos dos orígenes del proyecto, en la medida en que se hallo esa voluntad política en ambos gobiernos municipales en que se ha gestionado este proyecto, se ha conseguido el financiamiento. El financiamiento que hemos logrado es de 3 millones 300 000 dólares. A este financiamiento que hemos conseguido a través del crédito, es un crédito otorgado gracias al BID, con una tasa de interés de 6.5, cada municipio esta asumiendo el compromiso de 1 millón de

dólares. Es decir el esfuerzo que se hace que se está realizando es enorme. En la experiencia que hemos tenido en Tiquipaya, creo que eso es un tema de sentido común, no es posible realizar inversiones tan grandes si no tenemos la capacidad y la visión de garantizar la sostenibilidad de las inversiones. En esta realidad si bien se puede... en el tema de gestión, si bien cada comunidad, cada OTB o cada sistema de agua puede gestionar de manera autónoma el sistema de agua potable, esto ya no es posible con el sistema de alcantarillado sanitario. Tenemos una sola planta de tratamiento para toda la comunidad. El manejo de la planta de tratamiento, el mantenimiento de la red de alcantarillado sanitario es de mayor presupuesto y necesita medios de gestión ya mucho más organizados. En esa debilidad, la mancomunidad ha planteado la necesidad de crear una instancia que gestione o administre el sistema de agua potable y alcantarillado sanitario. Con misión de evaluación de cómo lograr la viabilidad social de esta entidad prestadora de servicios básicos por la [une sonnerie retentit...] Bueno creo que se me ha acabado el tiempo. [On l'invite à poursuivre alors qu'il rend le micro]. Bueno, concluiré. Cuando nosotros hacíamos la evaluación de la viabilidad social de este tema, lo primero que encontramos es que el tema del agua y de la gestión de los sistemas es un tema muy sensible en Cochabamba, a partir de la famosa Guerra del Agua, donde se han dicho muchas verdades pero también hay cosas que no son tan ciertas, ¿no? La primera constatación es que cuando nosotros hemos... en primer lugar hemos tenido como 5 años de diversas reuniones con representantes de OTBs en el caso de Colcapirhua, y siempre hemos escuchado siempre la visión de los... de las comunidades que gestionan el sistema de agua, que son sistemas suficientes, que son sistemas económicos, pero cuando empezamos a ver la realidad parece que no es así. Hay sistemas suficientes. Pero hay sistemas también que no son suficientes. Una [explicación] solamente, una variable [¿?], permanentemente el municipio de Colcapirhua en los últimos diez años ha venido subvencionando las inversiones de los sistemas de agua. Es decir una OTB o un sistema de agua autónomo que se ha [¿?] diez años para [¿?], cuando llega el momento de la obsolescencia de la red, o de la renovación de su bomba de agua, no tienen la capacidad de pagar. Entonces acude al municipio, el municipio lo que hacía es subvencionar el 75 por ciento de la inversión, y después el municipio se desentendía de la gestión. Yo acudía con esa intención [¿?] que son de toda la comunidad. No solamente de los usuarios de este sistema de agua. Me parece. Entonces una de las opciones, con esto termino, para garantizar la viabilidad del sistema, con la sensibilidad que existe respecto a la gestión, hemos planteado que en el manejo de esta EPSAA debe existir una participación decisiva de la comunidad. Y hemos planteado que la EPSAA sea manejada por 6 representantes [la sonnerie retentit à nouveau] 3 representantes de los sistemas de agua de las comunidades de Tiquipaya, 3 representantes de los sistemas de agua de las comunidades de Colcapirhua. Y uno de los alcaldes alternativamente cada dos años. ¿Qué significa eso? ¿Quiénes van a definir los criterios de inversión? Van a ser los propios usuarios de los sistemas de agua. Entonces yo he escuchado con mucha insistencia versiones probablemente que vienen por desinformación, que hablan de que la EPSAA es una propuesta privatizadora. Eso en realidad está en contradicción con lo que se ha planteado en los estatutos y en la realidad. Los usuarios de los sistemas de agua potable y alcantarillado sanitario van a ser los que manejen todas las decisiones del agua. Entonces simplemente eso como un comentario sobre lo que surge y para explicar el contexto.

9, MA 4: Patrick le Goulven, animateur

Su comentario no esta realmente en acuerdo con lo que he visto en la película. Dice que la EPSAA es una... como se llama... una empresa privada... una sociedad anónima mixta.

10, MA 6 : Le président du conseil municipal de Colcapirhua

La EPSAA es una entidad es una empresa pública descentralizada. ¿Que quiere decir? Que los municipios, que las inversiones que hemos realizado, las queremos manejar de manera separada de lo que es la gestión del municipio. O sea es una entidad descentralizada, no es privada, ¿Quiénes son los propietarios? Los usuarios. Que están expresados en el directorio a través de sus representantes.

11, MA4: Patrick le Goulven, animateur

[Relance une question mais inaudible]

12, MA 6 : Le président du conseil municipal de Colcapirhua

O sea como le había comentado, ¿Quién va a pagar este crédito? [Patrick: "los usuarios"; l'autre est surpris puis acquiesce] Los usuarios, y ambos municipios, de hecho cuando estamos haciendo

este aporte de 1 millón de dólares para construir las obras, de hecho ambos municipios están subvencionando, no solamente la inversión, en la medida en que las tarifas, el precio, lo que son los costos de operación, costos financieros, al subvencionar los municipios la inversión, de hecho estamos subvencionando a las tarifas. Y estamos de acuerdo. Creo que una manera... una manera digamos de viabilizar este proyecto, creo que es necesario realizar esfuerzos para conseguir mayores aportes, [¿?][¿?][¿?] para subvencionar la inversión, para bajar las tarifas y hacer accesible el agua para los usuarios.

13, MA 1: Alfredo Duran Nuñez del Prado, Centro AGUA

[début coupé dans le changement d'angle] nos han pedido que concluyamos pues inmediatamente la reunión. Yo quisiera no cortarla tan brutalmente y dar la palabra a unas dos personas más, para algunos comentarios más. Lo único que quisiera decir para concluir esto es de que, esta discusión no ha acabado, como universidad nosotros estamos interesados en tratar de aportar y facilitar la discusión y las propuestas que puedan salir. Se puede socializar en un espacio de concertación más amplio, nos interesaría poder ayudar y encontrar soluciones que también podrían aportar en este proceso. Eso es todo, yo daría la palabra al señor, y luego al presidente del consejo municipal, y...

14, MA7 : Le voisin du président du conseil de Colcapirhua (comité vigilance ?)

Bueno gracias. El tema de la proyección de la película, en realidad me ha [¿?] serio. Primero se plantea las necesidades de buscar los [¿?] sistemas de riego, [¿?][¿?][¿?] mayor opción a [¿?] para tener [¿?][¿?][¿?][¿?][¿?] que tiene la población, en este caso es Cochabamba, concretamente Tiquipaya y Colcapirhua. Otro de los problemas que plantea es justamente el resolver el agua potable y alcantarillado sanitario, que lo han expresado claramente en los dos casos, con el tema del EPSAA MACOTI. Ahí mismo se plantea la necesidad de MISICUNI, que seguramente va a ser un tema de mediano a más largo plazo, de conformar a través de MISICUNI quizás una sociedad anónima que resuelva los problemas de todo lo que es el valle de Cochabamba, desde Sacaba hasta Sipe Sipe. Por que es necesario comprender que si no resolvemos los problemas a nivel regional, de cualquier forma Cochabamba, Sacaba, va a seguir contaminando los barrios bajos. En este sentido es muy necesario. Ahora el tema de los sistemas de riego, la reactivación amerita, de alguna forma pensar en algunos proyectos sostenibles. Y para eso es necesaria la concertación con los usuarios, con la sociedad civil. Por que solamente así con esta reactivación de los sistemas de riego, vamos a poder evitar los [¿...mientos?], vamos a poder completar los sistemas de cultivo. Y para terminar quiero indicar a los señores presentes, es que ocurre que existen un número de proyectos que son imposibles de llevar adelante justamente porque no existen los presupuestos necesarios. Si analizamos cuantas demandas insatisfechas hay en Colcapirhua, vamos a encontrar que faltan millones de dólares anuales en Colcapirhua. Y seguramente estas demandas insatisfechas se deben replicar en el municipio de Tiquipaya. Y de la misma forma en los otros municipios. Entonces, ¿quienes deben resolver este tema? Son los mismos habitantes. Porque primero no nos va a caer del cielo. Los fondos financiadores, se ha indicado que entidades como el FIS solamente financian con 500 000 dólares, cuando vamos a necesitar una suma millonaria de cerca de 100 millones de dólares, solamente para agua potable en toda la región. Para los sistemas de agua y redes de riego me imagino que debe ser la misma tasa. Entonces esa plata no viene gratis. Es algo que pedimos[¿?][¿?]. Muchas gracias.

15, MA 8: Antonio Ustariz, président du conseil municipal de Tiquipaya

« Yo con los compañeros de acá quiero felicitar a la universidad, felicitar al centro AGUA, con el apoyo de Francia... eso es un diagnóstico. Creo que el gobierno municipal de Tiquipaya, y como lo ha dicho acá el compadre presidente del consejo municipal de Colcapirhua, estamos creo embarcando en hacer algunos proyectos mancomunarios, y creo que las políticas de los gobiernos municipales ya tiene otra visión, buscar estrategias de desarrollo mancomunarios que nos permitan tener más posibilidades a mayores presupuestos. La película que hemos visto es un diagnóstico señores vecinos, hemos participado. A partir de este diagnóstico, hay que abrir una segunda fase. La segunda fase de ver cuales son los pasos que vamos a seguir con las diferentes instituciones, que es lo que debemos hacer, entonces, creo que es un diagnóstico. ¡Pero este diagnostico no debe quedarse ahí! Nosotros cuando venían los tesisistas, aquí los felicito del trabajo diario de parte del gobierno municipal, les habíamos pedido justamente eso. Que como gobierno municipal nos faciliten, y a parte de facilitarnos, tengamos participación todos los sectores sociales, de ver una realidad, ya, y icual es la situación real! Ahora sabemos la situación real, un tipo de municipio, puede ser que el gobierno municipal vuelve a trabajar [¿?] o en algunos sectores o, como ahora, muchas veces el gobierno municipal hemos visto que vienen ONGs, vienen instituciones de la

universidad o otras instituciones hacer un mismo proyecto, de pronto gastamos plata, gastamos recursos humanos, en un mismo proyecto, en una misma institución, pero creo que no vale la pena. Hemos venido a la reunión también en base... enfocando a los análisis que hemos hecho de que... el día lunes vamos a tener una reunión casi con todas las ONGs, con todas las instituciones que trabajan en Tiquipaya, en Colcapirhua, y tenemos que linear políticas bien definidas! Centro AGUA, que sea CERIS, que sea... que sé yo, el tema de canales, tenemos que enfocar a un perímetro más específico, decididos, donde no haya mayor... donde no haya doble presupuesto, doble gasto, doble inversión de recursos humanos, entonces creo que estamos entrando en esta fase. Pero creo que podríamos pedir mucho más, y más rápidamente, yo quería plantear a la sala, a los representantes de Centro AGUA, de la universidad, queremos un [¿?] intermedio, retomaremos en otra ocasión cuando si sea pertinente, es importante continuar este debate. Por que es eso: hacer un debate, discutir, proponer, aceptar los errores, y dar soluciones. No hemos venido a ver la película, "pues que bonito", no señores. Hemos venido a trabajar, pero creo que esto hay que plantearlo, en otro escenario, cuando así vean pertinente que podríamos hacerlo tal vez en este mismo salón, no se si nos permiten, pero en su tiempo con mayor profundidad, si había que repetir a la película la vamos a repetir, creo que me han hecho saber a mi como presidente del consejo municipal también, no están muchos actores, pues podríamos invitar a los otros actores que faltan, para que podamos ya avanzar a este tema, bueno yo propondría eso, muchísimas gracias.

[Alfredo tente de conclure]

16, MA 9 : la secrétaire d'ASIRITIC

Por favor, por favor. Buenas noches. La película es el resultado de un tema de investigación me parece muy buena y reitero mis felicitaciones a los tres investigadores. Sin embargo surge la pregunta, y si me la pueden contestar, ¿Qué uso se le va a dar a esta película? ¿Qué trayectoria por [¿remolinos?] se le va a dar a la película? Ya conocemos los objetivos, pero si me pueden responder...

17, MA 3 :Vincent

Ya, en realidad hemos previsto diferentes usos. Hemos empezado con reuniones en Cochabamba mismo, para presentar la situación de Tiquipaya y Colcapirhua, y también tener debates como este. Ya hemos tenido 3 reuniones en Cochabamba [le son est couvert par le déplacement de la caméra]. También queremos llevar la película a Francia, y mostrar allá la situación, para difundir un poco la información porque allá nadie conoce la situación de Bolivia. Y además vamos a tratar de proyectar este documental sobre unos canales de televisión, acá en el valle, ya hemos hablado con el canal 11 y también el canal de univalle. Y vamos a tratar de difundirla lo más amplio que sea posible, solamente para hacer conocer a la realidad de acá.

Applaudissements, les gens se lèvent. Le président du conseil municipal est rejoint par celui du comité de vigilance de Tiquipaya, des groupes se forment et discutent, des adresses s'échangent.

La caméra se promène dans les groupes.

On surprend Rocio Bustamente qui aborde le président du conseil municipal de Colcapirhua et parle de la logique privée des EPSAA.

Annexe 9 : deux exemples de grilles d'enquête utilisées en Equateur pour structurer nos entretiens

(Pour les institutions publiques)

Chaque question sera conduite en deux temps (bien séparés dans la prise de note) : en laissant la personne répondre librement puis en la guidant vers les points qui nous intéressent plus particulièrement s'ils n'ont pas été abordés.

1) Présentation détaillée de l'enquêteur

Nom, métier.

Présenter la lettre de l'INIAP et notre rôle dans la mise en place du projet (*recoger información en esta primera fase para que las expectativas de la población y los objetivos del proyecto estén en concordancia*), mais sans exposer les détails de FLOAGRI ni les aspects vidéo à venir. Définir la zone où l'on va travailler.

Faire un micro récit de vie (lieu en France, étude, famille, etc.).

2) Récit de vie de la personne enquêtée

Laisser la personne raconter sa vie comme elle l'entend, pendant le temps qu'elle souhaite. Essayer de cerner sa personnalité, son histoire et sa trajectoire; réunir des indices sur ce qui va guider ses représentations.

¿Nos puede contar su trayecto personal en la vida, y su trayecto profesional?

3) Activités au sein de l'institution

¿Cual es exactamente su trabajo dentro de la institución?

¿Desde hace cuanto tiempo usted trabaja aquí? ¿Cuantas personas trabajan con usted?

¿Cual es la política de la institución en cuanto al territorio de las comunidades Kichwas?

¿A la gestión de la madera?

¿A la producción de cacao?

¿Cuales son las actividades que implementan allá, en cuanto a esa política?

¿Cual es el financiamiento de esas actividades, de donde viene?

¿Quien toma las decisiones, dónde se las toma y quien las ejecuta?

¿Como les ve usted a las relaciones dentro de su institución?

4) Relation avec les autres acteurs (relever des citations)

¿Cuales son las personas o instituciones con las cuales usted tiene relaciones en su actividad / en su vida cotidiana?

¿Son buenas estas relaciones? O sea, ¿se caen bien? ¿Por qué?

¿Son relaciones muy frecuentes? ¿Cuántas veces se ven al mes? ¿Al año?

¿Qué tipo de relaciones son exactamente: amistosas, económicas, políticas, de apoyo técnico, administrativas, etc.?

¿Existen conflictos entre estas personas e instituciones? ¿Pasados, actuales...? à détailler

5) Relation avec Kallari et vision (relever des citations)

¿Conoce usted a la asociación Kallari? ¿Está usted al tanto de sus proyectos?

¿Cómo la ve usted a esta asociación? ¿Lo bueno, lo malo?

6) Vision du territoire et de sa gestion (relever des citations)

¿Cuál es su visión del territorio de las comunidades Kichwas? ¿Que representa?

¿Según usted, qué tipo de proyecto de desarrollo sería lo mas benéfico por estas comunidades Kichwas?

¿Cuales son sus necesidades?

¿Cuales serian las prioridades para el desarrollo del cantón de Tena?

7) Chercher les limites pour cerner la logique

¿Cuál es su objetivo en la vida para los años que vienen? ¿Cuál sería lo peor que le pueda pasar?

¿A que grupo usted se siente pertenecer?

8) Fin de l'entretien

Demander si la personne veut ajouter quoi que ce soit.

Remerciements chaleureux.

Evoquer la vidéo et mesurer l'intérêt de la personne.

(Pour Kallari et les acteurs qui y sont liés)

Chaque question sera conduite en deux temps (bien séparés dans la prise de note) : en laissant la personne répondre librement puis en la guidant vers les éventuels points qui nous intéressent plus particulièrement s'ils n'ont pas été abordés.

1) Présentation détaillée de l'enquêteur

Nom, métier.

Présenter la lettre de l'INIAP et notre rôle dans la mise en place du projet (*recoger información en esta primera fase para que las expectativas de la población y los objetivos del proyecto estén en concordancia*), mais sans exposer les détails de FLOAGRI ni les aspects vidéo à venir.

Présenter le laissez-passer de Kallari.

Faire un micro récit de vie (lieu en France, étude, famille, etc.).

2) Récit de vie de la personne enquêtée

Laisser la personne raconter sa vie comme elle l'entend, pendant le temps qu'elle souhaite. Essayer de cerner sa personnalité, son histoire et sa trajectoire; réunir des indices sur ce qui va guider ses représentations.

Poser quelques questions sur l'histoire de la zone.

3) Activités actuelles (administrateurs : question A)

Détailler autant que possible les activités productives de l'interviewé (agriculture et élevage, exploitation du bois, artisanat, tourisme, double activité éventuelle, etc.).

Détailler la partie agricole en complétant éventuellement lors d'un tour de ferme.

4) Relation avec les autres acteurs (relever des citations)

¿Cuales son las personas o instituciones con las cuales usted tiene relaciones en su actividad / en su vida cotidiana?

¿Son buenas estas relaciones? O sea, ¿se caen bien? ¿Por qué?

¿Son relaciones muy frecuentes? ¿Cuántas veces se ven al mes? ¿Al año?

¿Qué tipo de relación es exactamente: amistosas, económicas, políticas, de apoyo técnico, administrativas, etc.?

¿Existen conflictos entre estas personas e instituciones? ¿Pasados, actuales...?

5) Relation avec Kallari et vision (relever des citations ; administrateurs : question B)

¿Pertenece usted a Kallari? ¿Por qué? Aller jusqu'à l'objectif final.

¿Sabe lo que hace la asociación? O sea, ¿esta usted al tanto de sus proyectos?

¿Cómo la ve usted a esta asociación? ¿Lo bueno, lo malo?

6) Vision du territoire et de sa gestion (relever des citations)

¿Cuál es su visión del territorio de su comunidad? ¿Que representa? ¿Y el territorio de Kallari?

¿Cuáles serian sus expectativas en cuanto a un proyecto de desarrollo de la comunidad o de su territorio?

7) Chercher les limites pour cerner la logique

*¿Cuál es su objetivo en la vida para los años que vienen? ¿Cuál sería lo peor que le pueda pasar?
¿A que grupo usted se siente pertenecer?*

8) Questions sur la communauté (pour les chefs ou s'il reste du temps, que l'entretien passe bien)

*¿Cómo se organiza la comunidad, cuales son las diferentes funciones?
¿Que reglas tienen para su funcionamiento? (mingas, fiestas, multas, participación, etc.)
¿Cómo se reparte la tierra entre los miembros de la comunidad?
¿Cuál es la dinámica de la comunidad: evolución de la población, de las actividades? ¿Cuál es su objetivo?
¿Existe realmente una unidad en la comunidad?
¿Las comunidades vecinas son diferentes o parecidas? ¿La suya tiene algo específico? ¿Cuales son sus relaciones?*

9) Fin de l'entretien

Demander si la personne veut ajouter quoi que ce soit.
Remerciements chaleureux.
Evoquer la vidéo et mesurer l'intérêt de la personne.

Les questions supplémentaires pour les administrateurs

(A)

¿Cual es su papel exacto en la asociación? ¿Por qué lo hace, cuales son sus motivos? ¿Desea usted seguir siendo a cargo de eso?

(B)

*¿Cuál es la historia de Kallari? ¿Cual es su organización actual? ¿Cuál es su evolución, sus objetivos a corto y a largo plazo?
¿Cuáles son las fuerzas y debilidades de la asociación? ¿Cuáles son los valores o principios que federan los miembros de Kallari?*

Annexe 10 : contenu de la vidéo utilisée en Equateur

(Les interviews figurent en gras pour les distinguer du commentaire off)

Prologue

IMAGES D'APPUI : moitié texte écrit, moitié fenêtre avec des images des réunions

Previendo la implementación de un proyecto de desarrollo, el cual buscará lograr una mejor gestión del bosque en base al aumento de los ingresos familiares, el INIAP empezó un trabajo de diagnóstico en la parte rural del cantón Tena. El objetivo es entender mejor la realidad de vida de los pobladores de aquella zona rural. La película que van a ver a continuación forma parte de este diagnóstico.

Esta película es el resultado de un trabajo dirigido por un grupo compuesto de representantes de las bases y de las instituciones. Juntos eligieron los temas a ser tratados, las tomas a hacer y las personas a las cuales entrevistar. Los principales temas elegidos fueron los siguientes: la convivencia de las comunidades kichwas, la comercialización de los productos, las vías de comunicación, el papel de las instituciones, y la conservación del medio ambiente.

Las temáticas están tratadas en base a la vida de dos comunidades de la zona, Shandia (en la rivera del río Jatun Yacu) y Sinshiruna Puni Bocana (en la rivera del río Arajuno), elegidas como ejemplos por ser representativas de muchas comunidades del cantón pero también por las diferencias que tienen, sobre todo en cuanto al acceso vial.

La proyección de hoy tiene como objetivo reflexionar conjuntamente sobre el proceso de desarrollo del territorio de la rivera en el cantón Tena. Ojala esta filmación nos ayude a identificar juntos los principales desafíos, y conversar alrededor de las mejores estrategias para superarlos.

TITRE (en kichwa et en español)

« ñucanshi kausay en la ribera » « Vivimos en la ribera »

Introduction

IMAGES D'APPUI : Carte, panoramique forêt, montagnes, fleuves (kichwas en pirogue), maison colon

El cantón Tena está localizado en el piedemonte de los Andes, en la provincia de Napo en la amazonía ecuatoriana. La rivera del río Napo y las de sus principales afluentes constituyen la zona de mayor asentamiento humano, ubicada por debajo de los 500 metros de altitud. El cantón tiene un clima tropical muy húmedo, lluvioso y caluroso, sin estaciones marcadas. La precipitación promedio anual supera los 3500mm, con una temperatura alrededor de los 25 grados a lo largo del año. El entorno natural se caracteriza entonces por una red hidrográfica muy desarrollada y una cobertura importante de bosque. La selva amazónica está en todos los lugares donde el ser humano no cortó los árboles. Es una zona de mucha riqueza natural que tiene entonces un fuerte potencial turístico.

Los ríos tuvieron y todavía tienen una importancia muy grande para la población de la zona, hablando tanto del simple abastecimiento en agua y de la posibilidad de pescar, como de la necesidad de movilizarse, del desarrollo de actividades económicas o de las creencias de la gente nativa. El río Napo constituye la principal cuenca hidrográfica.

Históricamente los ríos fueron las vías por las cuales se desarrolló la colonización del cantón por parte de la gente kichwa y después por parte de colonos de la Sierra en busca de tierras agrícolas. Esta colonización fue impulsada en su mayor parte por los misioneros, cuyo establecimiento era la prueba de una posible cohabitación con la gente nativa. Esta colonización, es reciente, pues en la mayoría de los lugares no tiene más de algunas decenas de años. Aun que antes en esta zona se encontraban también Huaoranis, hoy cohabitan los colonos y los kichwas, estos últimos siendo mayoritarios.

IMAGES D'APPUI : ITW, et images de bétail et de chez lui

Un colon: Je suis venu ici a l'Orient il y a 36 ans. Chercher des terres par ici. C'était la selva ici, il n'y avait pas de travail, il n'y avait rien. J'ai pris de la jungle. Ma ferme fait 50 hectares. Je suis venu avec toute ma famille depuis ma terre, la province Bolivar.

Les kichwas sont venus comme nous, ils sont entres en même temps que nous. Là-bas il y a une communauté avec que des kichwas. Là-bas vers Colonia Bolivar, plus vers le haut, eux avaient déjà des choses semées, ils nous vendaient ou nous donnaient un peu de yuca, de bananes, les choses qu'ils semaient. On vivait comme ça ici. Mais quand je suis venu de ma terre, je suis venu sans rien, ici il n'y avait rien, pas de bétail, rien. A cette époque on marchait via le fleuve, le fleuve était notre route. Il n'y avait pas de route carrossable. On allait a Tena a pied, a pied. Maintenant on a une route où marchent les voitures. [...]

IMAGES D'APPUI : Tena de loin, de haut

Hoy en día el cantón tiene una población de más de 52 000 habitantes, de los cuales unos 20 000 se concentran en el Tena. Esta ciudad tiene entonces una importancia muy grande, es cabecera cantonal y capital provincial a la vez, pero la parte rural del cantón predomina y representa casi 400 000 hectáreas. Es en aquella zona, fundamentalmente agrícola, que se encuentran las comunidades y colonias.

Thème 1 : AGRICULTURE 1

➤ *Shandia*

IMAGES D'APPUI : la communauté de Shandia

La formación de la comunidad de Shandia fue impulsada hace más de 50 años por los misioneros evangélicos, quienes reunieron y nombraron a las pocas familias kichwas que ocupaban la zona, y construyeron la primera escuela.

IMAGES D'APPUI : Plans de chacra, parcelles avec des arbres.

Desde estos tiempos y más antes todavía, el pilar de la agricultura siempre ha sido la "chacra", sistema indígena ancestral. La chacra permite producir la base fundamental de la dieta de las familias. Se basa en la asociación de diferentes cultivos en una misma parcela, los principales siendo la yuca, el plátano, el guineo, el maíz y el fréjol, los cuales están cosechados a lo largo del año en función de las necesidades de la familia.

En la chacra como también en las demás parcelas están presentes muchos árboles, maderables como el ahuano, el cedro, el chuncho o el laurel, y no maderables tales como los frutales. Frecuentemente se encuentran chonta duro, paso, cítricos, guabas, cacao blanco, uvas, aguacates, y mucho más. Y también se cultivan o se dejan varias plantas que se pueden usar en la cocina o como medicinas.

IMAGES D'APPUI : Isaac au champ

Básicamente la agricultura es familiar. Los trabajos se hacen a mano, siendo el machete la herramienta principal y casi la única que se usa. Generalmente la mujer sabe ocuparse del mantenimiento de la chacra, cuando el hombre además de ir a la pesca y a la caza se encarga de la preparación de las parcelas y de los demás cultivos. Los hijos que están en la casa dan la mano, y a veces se contratan unos peones para los trabajos más difíciles o apurados, como la poda o la limpieza del cacao.

La gente Kichwa casi no usa químicos para los cultivos. Las prácticas agrícolas de la gente colona son un poco diferentes, pues son más orientados hacia la venta de productos, y saben cultivar algunas parcelas utilizando fertilizantes y herbicidas. Y muchos siguen criando un poco ganado aunque los kichwas casi ya no tienen.

La superficie de las fincas varía según la importancia del fenómeno de división por herencia que hubo en las familias. Muchas de las fincas tienen una extensión entre 5 y 50 hectáreas, y las familias generalmente tienen terrenos cercanos cultivados y terrenos más alejados en la parte de monte, más descuidados y constituyendo unas "reservas". Si la gente ya tiene títulos de propiedad para las tierras cercanas a las carreteras, muchos están haciendo los trámites para conseguir los de las tierras más lejanas. Aunque los títulos globales permiten mantener la unidad del territorio de la comunidad, muchas familias prefieren guardar su autonomía y conseguir títulos individuales.

IMAGES D'APPUI : quelqu'un qui cuisine

La dieta de los kichwas está basada en la tradicional chicha, que generalmente es de yuca o de chonta, en el plátano y el arroz. Se comen también las frutas que mencionamos antes, y algunos productos de monte, como puede ser el palmito.

Para los que siguen cazando y pescando, esas actividades permiten complementar la alimentación por ejemplo con guatusas, guantas, bocachicos o carachamas. Y finalmente las familias saben tener algunas pequeñas crías, como pollos criollos o tilapias.

Isaac: no somos profesionales, no somos profesores, no estamos trabajando en una institución, no entonces no tenemos nuestro sueldo entonces nosotros tenemos que trabajar así en la finca... o sembrar cacao o yuca, plátano, guineo, maní o maíz, todo clase de producto. Entonces nosotros cuando ya al año le da la cosecha, sacamos para vender un poco, para consumo familiar así un poco. Entonces ahí tenemos nuestros medios para hacer estudiar a los hijos.

Durante los años sesenta, la parte de ingresos económicos provenía más que todo del ganado y luego se desarrolló el cultivo de café. Con la bajada del precio del café durante los años 90 y las dificultades encontradas para mantener el rebaño bovino, el cacao se volvió poco a poco el principal cultivo de renta.

Isaac: cuando ya no servía el café,... ya era ya bastante bajo el precio. ¿Y ahora que hacemos? el que menos botaron el café, ya... yo también me bote toda esta parte de ahí, chuta le digo no. A mi mujer le digo no, cortemos todo esto, metamos las plantas de cacao. Sembré todita esta parte, cacao no más, por eso medio jóvenes son esos cacao. Sembré todito. Y ahora estoy con cacao.

IMAGES D'APPUI : sa femme apporte la chicha, retour d'Isaac et sa femme a la communauté, puis lavage de l'or.

Entonces la gente trabaja más que todo por el consumo propio de la familia, y los pocos ingresos económicos que resultan de la venta de productos de la finca sirven para comprar otros productos de primera necesidad en la ciudad, como el jabón, la sal, alguna ropa o medicina, el aceite, o el arroz para las familias que no lo cultivan.

Siempre se necesita plata, y la gente sabe vivir día a día. Lavar oro con batea, lo que antes del cacao se practicaba mucho más, permite complementar a veces los ingresos familiares. Pero es un trabajo penoso, y que da buenos resultados solamente después de las crecientes.

Desde hace algunos años la artesanía representa otra manera de diversificar los ingresos, aun que la venta sea irregular y que hayan a veces meses sin pedidos.

IMAGES D'APPUI : artisanat de mariano, puis chargement du camion de poros

Mariano : nous faisons plein de types d'artisanat différents, en graines nous faisons des colliers, des bracelets, de différents styles. En calebasses nous faisons des vêtements typiques, des gourdes, des maracas, des boules de Noël, avec des designs naturels. Principalement, nos socios travaillent l'artisanat dans les maisons, en regroupant toute la famille, les fils, les filles. Par exemple il y a des jours où il pleut, ils en profitent et font de l'artisanat puisque les jours de soleil ils vont cultiver de la yuca, du cacao, des bananes, du maïs, pour la consommation de la famille. Pour nous l'artisanat est un bénéfice pour la famille, qui nous permet de gagner de l'argent pour acheter à manger et éduquer les enfants.

Las familias son numerosas, algunas tienen hasta diez hijos, y más todavía. Eso multiplica las necesidades, sobre todo en cuanto a la educación que constituye uno de los mayores gastos de la familia.

Thème 2 : PROBLEME DU FONCIER

IMAGES D'APPUI : les hommes qui coupent le bois à Ila Yacu, des enfants

El sector rural se caracteriza por un fuerte crecimiento poblacional. Dos socias de la asociación de mujeres Suyu Warmi nos hablan del tener muchos hijos y de tener que dejarles un terreno.

Fille de Guillermina : si jamais ils n'avaient pas les dix enfants comme eux le disaient, c'était un pêché. Si les femmes avortaient, prenaient des pilules contraceptives, c'était un pêché. Dieu ne leur pardonnerait jamais. Donc pour respecter ça et que dieu ne les châtie pas, elles devaient compléter leur douzaine d'enfants, mais sans tenir compte du fait qu'ensuite ils souffraient de ne pas pouvoir les nourrir, et c'est pour ça aussi que beaucoup d'entre nous sont analphabètes, car donner de l'éducation à tant d'enfants c'était impossible. En cas de maladie, pareil...beaucoup de conséquences, mais tout cela change maintenant.

IMAGES D'APPUI : le fils d'Isaac dans la parcelle

En el sector rural la ausencia de oportunidad de trabajo hace de la tierra, la única herencia que permite asegurar el futuro de los hijos. Pero a largo plazo este problema no se solucionará sin reducir la natalidad u ofrecer nuevas perspectivas de trabajo para los jóvenes a través de la educación. Pues la superficie cultivable global es limitada y en cada generación la división por herencia achica las fincas.

Guillermina : Chaque fils doit avoir son terrain. Donc s'ils ont beaucoup d'enfants, ils vont ailleurs et prennent des terres, pour le futur des enfants qui viennent. A peine l'enfant naît, il doit avoir un autre terrain. Pour ne pas qu'il ait à chercher quand il sera jeune homme, le papa doit chercher. C'est notre coutume indigène.

Isaac: Entonces supóngase, este, mi hijo que está aquí al lado mío. Si para el futuro del, yo tengo que dejar donando un terrenito. Ahí hay familias que no tienen, en verdad que no tienen. Quien tendrá, un pedazito de este, una hectárita deben tener, ahicito hacen su trabajo. Una partecita de yuca, otra partecita de plátano, otra de maíz, y tanta cosita no, entonces o sea no tienen este fin para los hijos pequeños no. Entonces ahí es cuando hay problema. Entonces supóngase, y ahora como decir a mis hijos, no al Enrique, que está en la casa. Bueno yo les doy. Es para el, el pone su trabajo, pero para los hijos de el ya no tiene. Ya no tiene. Que es que va alcanzar si el no puede tener unas 2 hijos o 3 hijos. Ya no alcanza el terreno para repartir el cacao. Lo único, deben tener sus profesiones ser maestros o algún trabajo deben encontrar para poder vivir.

Thème 3 : AGRICULTURE 2

➤ Tena

IMAGES D'APPUI : images de la feria libre

La feria libre del Tena constituye uno de los mayores puntos de venta de productos agrícolas. Pero las comunidades son tantas que los pocos lugares de venta no alcanzan para todas.

Isaac : les autorités de la mairie ou du conseil provincial sont beaucoup venues ici, dire qu'ils allaient nous aider, faire des endroits pour vendre de l'artisanat, ou des produits agricoles... mais quand ? Quand c'est politique, la ils viennent. Mon pote, mon camarade, on va vous aider, aidez nous donnez nous des votes. Quand ils ont gagné, c'est fini. Jusque là, pas plus. Quand on leur demande un point de vente ils disent toujours oui. Mais ça n'arrive jamais. [...]

IMAGES D'APPUI : points de vente informels et ITW intermédiaire

La consecuencia de esta falta de puntos de venta es la existencia de varios puntos de venta informales en la ciudad, donde las mujeres vienen a vender sobre todo productos de la chacra. Varios intermediarios ubicados alrededor del Terminal de buses, compran el cacao seco, maíz, café y oro.

Angel Martinez: le rôle des intermédiaires (non retranscrit) : il évoque l'achat et la vente, les produits concernés, le prêt d'argent anticipé aux communautaires, qu'il connaît bien. Son rôle dans la chaîne.

IMAGES D'APPUI: arrivée ou départ bus a Tena avec des produits agricoles

El acceso a las vías de comunicación resulta obviamente de mayor importancia para la comercialización: el que no tiene fácil acceso a la vía casi no puede vender sus productos.

Thème 4 : RECENTE EVOLUTION DE LA CULTURE KICHWA

IMAGES D'APPUI: images de route, arrivée du bus a Shandia

Pero además de esta posibilidad de comercialización, la carretera facilita el acceso a la educación, la llegada de la luz, o la asistencia técnica y la capacitación a través de mayor contacto con las autoridades e instituciones. Una carretera es un motor del progreso. Pero más generalmente es un motor de cambio, de los cuales hasta algunos pueden ser negativos, como el impacto sobre los recursos naturales y la biodiversidad o la salida de los jóvenes en búsqueda de mejores escuelas y de otra vida en la ciudad.

La convivencia de las comunidades a las cuales llega una carretera evoluciona paulatinamente.

> *Shandia*

Elias Cerda: non retranscrit. Il évoque la vie des anciens lorsqu'ils étaient nomades, à la recherche de gibier et de poissons. Il cite les gibiers et les poissons, puis parle de la chicha, puis de la maison : on dormait au sol sous un toit de paille, etc.

IMAGES D'APPUI: la boda

Hay cambios culturales indiscutibles en las comunidades, y aún que la tradición kichwa se conserve en su gran mayoría, muchos dicen que las cosas ya no son como antes. Tomando el ejemplo de una boda, vemos que todavía se hace con música tradicional, y que la ceremonia en sus diferentes fases es la misma. Pero algunos detalles cambiaron. Por ejemplo, ahora se baila con zapatos. O se entregan regalos. Ahora el trago se compra, ya no se prepara. Ahora la carne de monte no proviene únicamente de la cacería, como era el caso antes cuando el novio tenía que demostrar que era buen cazador.

Son solamente ejemplos, y a pesar de los muchos cambios culturales que pueden ocurrir, la gente lucha por su identidad. Esta orgullosa de su manera de vivir, tomando chicha y guayusa. Hasta el kichwa, que antes no se enseñaba y que los jóvenes hablaban cada vez menos, se recuperó en los colegios bilingües.

Dentro de todos estos cambios, los yachak representan a menudo los guardianes de una gran parte de la cultura indígena. Todavía traen la herencia de los más ancianos aunque su importancia dentro de la comunidad disminuya poco a poco.

IMAGES D'APPUI: la cérémonie du chamane

Yachak : Ca ça sert a nettoyer. Viens ma fille. Je vais soigner. Voilà, c'est comme ça qu'on soigne nous. Après on enlève les maux cachés, comme ça, tssuuuuuuaaaaa..... Curación. Elle est saine. Demain elle n'aura plus rien, de maux de ventre, rien. C'est mon travail, le soin que je donne.

Mon travail c'est d'être Yachak Runa, Yachak. Urkumanda Yachak, je suis de la montagne. Je n'ai pas appris du fleuve ou des lacs. C'est mon pouvoir. Quand je prends l'ayawasca, tout le pouvoir me vient comme ça. Je suis comme ça, Yachak Runa Urkumanda Yachak, ma profession. [...] Moi je cherche des plantes, je prépare, et après la limpieza je donne à prendre, puis je fais un check 15 jours après, et hop soignés. [...] Mes vieux savaient ça, ils me l'ont enseigné. Les jeunes maintenant ne connaissent pas, ils ne connaissent que le gingembre et les oranges, de la forêt ils ne connaissent pas.

IMAGES D'APPUI: Petit herbier en images

Aunque los conocimientos se pierden paulatinamente, la mayoría de la gente de las comunidades sigue cultivando o recolectando diversas plantas medicinales tales como kiwiyuyu y churiyuyu para curar las fracturas, la cebolla de monte para las hemorragias, la uña de gato para los dolores, o también la jégimbre, el tabaco y la guayaba.

Elias Cerda : non retranscrit ; il explique que dans le passé lorsque la route est arrivée, il est devenu plus facile d'aller à Tena, découverte de la tronçonneuse et d'autres outils. Avant il fallait y aller à pied, il y avait des serpents. Les enfants aujourd'hui ne savent plus ces vieilles histoires...

Entonces la tradición cambia, las cosas van y siguen evolucionando. Y la llegada de una carretera tiene mucho que ver con estos cambios que no siempre están bien aceptados. Sin embargo, las vías de comunicación son una necesidad que todas las comunidades reclaman.

Thème 5 : VOIES DE COMMUNICATION

➤ *Tena, Shandia*

IMAGES D'APPUI: Kichwa venu à Tena pour une démarche administrative

Son los dirigentes de las comunidades que tienen que hacer los trámites en el Tena, en particular para pedir obras a las instituciones o autoridades. Pero estos trámites no son ni simples para ellos, ni gratuitos pues vienen a veces de lejos y, además de pagar, pierden su día de trabajo.

IMAGES D'APPUI: Construction de route

Desarrollar la vialidad del cantón es una de las tareas del Consejo provincial y del municipio. Pero tienen dificultades para cumplir con su deber, sobre todo porque los presupuestos son limitados y las demandas numerosas. Y si muchas de las vías asfaltadas del cantón son de reciente construcción, tiene mucho que ver con el hecho de que el último presidente era originario de la zona. Son trabajos importantes que son lentos y cuestan mucho, tanto más cuanto que la comunidad o la colonia están lejos. Una carretera no asfaltada ya puede costar entre 30 y 80 000 dólares por kilómetro, según la dificultad de ejecución.

Ingénieur Valladarez: Es difícil la situación cuando miramos los niños, por ejemplo. Ellos tienen que ir a la escuela. Y aquí se da un caso muy bonito, porque los niños de la ciudad tienen el bus que les recorre desde la puerta de su casa, y les llevo a la escuela y de ahí les vuelve a dejar. Acá en cambio no. A veces el niño tiene que trasladarse por senderos, peligros, o por ríos a través de quillas. Tiene que movilizarse de la manera que pueda y no poco tiempo, sino a veces una hora hasta dos horas de distancia. Porque las comunidades nuestras son dispersas.

Ingénieur Alvarez : les derniers rapports qui sont passés il y a quelques mois ans l'area de gestion, on a pu voir que 77 % du budget du CP est géré par la direction des ouvrages publics. Donc on donne beaucoup d'importance à l'exécution des ouvrages. Cependant la disponibilité des ressources est une faiblesse, le budget que l'on a n'est pas suffisant pour satisfaire toutes les demandes. Il ne s'agit pas seulement de routes, il y a les infrastructures, les travaux d'assainissement, l'électrification et tous les projets des communautés. Il y a toute une série de projets, vous n'avez pas idée de la quantité de besoins de la population. Donc on essaie de les servir avec le peu de ressources dont nous disposons et on en programme l'utilisation, je le répète en priorisant les besoins.

IMAGES D'APPUI : Construction de route, ou machines à l'arrêt, ou routes pres des communautés

Ingénieur Valladarez : Por la construcción de una carretera hay una influencia negativa en lo que se refiere a la pérdida de identidad de la gente, o sea las influencias en cuanto a costumbres

[...] Una, otras de las consecuencias malas, esto de la afectación al medioambiente, a la naturaleza. Los madereros, son los primeros que entran cuando se abre la carretera, son los explotadores de madera.

Transition : fondu noir long, enchainé images de puni, carte, images de puni, son tranquille

Thème 6 : VIE « A DENTRO »

> *Sin chiruna Puni Bocana (et Jatun Sacha)*

IMAGES D'APPUI : Augusto et les gosses puis ITW

Augusto : Je m'appelle **augusto alvarado**, je suis prof et directeur de l'école. Je suis à ce poste depuis 13 ans. La communauté s'appelle **sinchi runa puni bocana**. Elle appartient à la paroisse de Misahualli. Elle est à 8km de la route environ. La communauté est née il y a environ 50 ans. Depuis, certains sont venus, d'autres ont abandonné pour de nouveaux endroits où il y a de plus grands revenus économiques. En ce moment la communauté est formée de 50 socios, avant il y en avait 60.

[...] La communauté sème du cacao du maïs, et se dédie à l'exploitation du bois car n'ont pas d'autres revenus, et attendre les récoltes représente beaucoup de temps. On fait aussi de l'artisanat mais ce n'est pas très fréquent.

Bolivar : Ici on travaille toujours de lundi à vendredi. Le vendredi on va à la feria de san pedro. Juste le vendredi, on y va pour vendre et on revient l'après-midi. Y a des intermédiaires là bas.

Comme on l'expliquait, il y a des problèmes avec les produits, y a des soucis avec les balsas, quand on emmène le bois. Y a des accidents, des pertes de produits, le paysan perd toujours. Comme y a pas de route y a des accidents de canoa.

IMAGES D'APPUI : les enfants à l'école

Augusto : ici dans la communauté les gens se dédient surtout à l'agriculture et pour ce qui est de l'éducation en général les mêmes finissent la primaire mais il n'y a pas assez de sous pour les envoyer dans les instituts d'études secondaires.

[...] Une voie de communication qui pourrait aider pour augmenter les revenus économiques et ainsi avoir une vie digne, en particulier pour les enfants pour qu'ils puissent avoir une bonne éducation et être préparés pour le futur, et devenir un jour professionnels. La route est très importante pour que ce secteur puisse sortir de la pauvreté.

IMAGES D'APPUI : images de gens de Puni puis de Jatun Sacha,

La comunidad de Puni Bocana está pegada a una reserva de bosque, la de la fundación Jatun Sacha, que tiene una extensión de más de 2000 ha entre los ríos Napo, Puni y Arajuno. La comunidad quiere que la fundación de paso a una carretera para conectarla con la vía principal a orilla del río Napo. Pero Jatun Sacha no quiere romper el esquema de su reserva partiéndola con una carretera. Hay una fuerte diferencia de criterios entre una comunidad que busca su desarrollo económico y social y una fundación cuyo objetivo es la conservación del bosque.

Ramon : Je ne sais pas pourquoi la fondation ne veut pas donner la permission. On est gentils, on ne fait rien de mal. En plus il a acheté y a deux ou trois ans un terrain par lequel passait un chemin vecinal, qui était utilisé y a déjà 50 ans par nos grands parents. On veut pouvoir continuer à l'utiliser. Ce sont des prairies et pas des forêts primaires, ça n'affectera en rien. Les machines ne feraient qu'une ouverture de 15 mètres de large, ce n'est rien, mais la fondation, Alejandro ne veut pas.

Bolivar : si la fondation JS donne l'accès à la route, on se mettrait tous d'accord ici pour protéger et entretenir la réserve. Eux pensent l'inverse, si la route va passer nous on couperait encore plus d'arbres. C'est pas vrai. On préfère les aider à les protéger. C'est bien parce qu'on n'est pas aidé que certains ont fait l'erreur de couper quelques arbres. Si JS nous laisse un petit accès à la route, ce serait bien mieux, on se mettrait d'accord dans la communauté pour protéger cette réserve comme si c'était notre propre terrain. On en parle tout le temps ici dans les réunions. Ce serait bien mieux d'avoir cette collaboration de JS, toutes les communautés autour de JS les aiderait à conserver. C'est ça notre idée.

En realidad hay dos posibilidades de carreteras, dos trayectos diferentes, uno que atraviesa la reserva y el otro que se da la vuelta sin atravesarla pero que necesitaría una inversión más grande. Esta segunda opción es obviamente la que quiere la fundación.

Suarez : la différence de point de vue, c'est que eux ne veulent pas attendre. Il y a une route qui va se faire, qui va chez eux et est plus courte que celle qu'ils veulent faire passer par jatun sacha. Le problème est qu'il faut construire deux ponts ; l'idée est de travailler tous ensemble pour chercher des solutions. Jatun Sacha ne va pas chercher la solution toute seule. Le ministère de l'environnement, le gouverneur, le conseil provincial, la mairie, on doit tous s'y mettre et chercher des solutions. A nous tous on peut réunir l'argent de différents endroits pour faire construire ces ponts qui coûtent cher

Ramon : la fondation ne donne ni travail ni éducation, ni santé ni travail. Donc ils nous tiennent enfermés ici, on reste tranquille pour le moment, mais s'il ne nous donne pas l'autorisation, on récupérera les terrains de la communauté achetés par JS. On en a déjà parlé avec les autres communautés et avec les fédérations.

Una esperanza demasiado larga, una promesa incumplida, algunos cambios de opinión de parte de la fundación, el sentimiento de que las comunidades que viven a dentro no reciben el mismo apoyo que las demás... todo eso da raíz a este conflicto. Es una situación urgente y compleja. Acceder a una vía es una verdadera necesidad para la comunidad de Sinshiruna Puni Bocana, como también para las comunidades vecinas.

Esta carretera permitiría vender mejor los productos, en particular gastando menos en transporte que con la canoa a motor, o vender más productos. Todo eso ayudaría a aumentar los ingresos de la comunidad, quien desde entonces no necesitaría explotar mucho la madera.

Y por otro lado el papel de conservación del medioambiente que desempeña la fundación es muy importante en el contexto territorial actual de deforestación.

IMAGES D'APPUI : Clider qui coupe son bois, ITW clider, puis confection de la balsa.

De hecho, la venta de madera representa una fuente de ingreso inmediata, que la gente aprovecha cuando lo necesita, por ejemplo en caso de enfermedad de un miembro de la familia.

Clider : la, on a coupe le bois. Maintenant on doit charger ça a dos d'homme, l'emmener sur la berge, et faire une balsa, comme un train. Ce soir tard on termine la balsa et demain on descend, demain c'est la feria a San Pedro, on descend, pour vendre. Si on ne vend pas, on ne vit de rien... Ici il y a du cacao. Le cacao ca sert pour maintenir la famille. Mais celui qui n'en a pas... certains en ont d'autres n'en ont pas. Le cafe, ca sert a rien ! Même pas pour avoir un centavo, même pas pour entretenir un seul enfant. Avec ca, du matin au soir on se fait nos 10-15 dollars, on a notre.... Le bois ca convient mieux a la vente. C'est un bon produit. [...]

IMAGES D'APPUI : institutions, gens dans les bureaux dont Patricio Roa qui parle.

Entonces para disminuir la tala del bosque es necesario ayudar a los pobladores de la parte rural a buscar otras fuentes de ingreso, al mismo tiempo que desarrollar proyectos de reforestación de las zonas degradadas. Ahí intervienen las instituciones. El Consejo Provincial y el Municipio de Tena, además de hacer obras, proveer servicios sociales y de salud, desarrollan proyectitos de producción agrícola, como piscinas de tilapias, cría de pollos o de especies nativas por ejemplo. El Ministerio de Agricultura desarrolla actividades de apoyo a los cultivadores de cacao y café entre otros, y al mismo tiempo proyectos de reforestación. Pero todas las instituciones sufren de una fuerte limitación económica.

Ahora que en el marco de la descentralización las competencias de los ministerios se van a repartir entre las instituciones locales, es urgente coordinar mejor las acciones. Hay una contradicción sorprendente entre la duplicación de obras en algunas comunidades y el sentimiento de otras de estar totalmente abandonadas. Las comunidades de tercera o cuarta línea ni siquiera están al tanto de los proyectos que se hacen o de las posibilidades que tienen de pedir apoyo.

Ulises : la perception de la duplication des obras existe aussi. Dans certaines communautés 4 organisations différentes sont présentes, et elles saturant de travaux,

alors que d'autres n'en ont pas. Il y a 3 ONGs, en plus des institutions de l'Etat, et à coté à, quelques centaines de mètres il y a une autre communauté qui n'a rien. Cette difficulté vient de l'augmentation du nombre de communautés. Chaque année il y a de nouvelles communautés, une famille de 12 personnes s'en va et crée une nouvelle communauté, et il faut lui donner l'eau, l'électricité, et une école... c'est très difficile de répondre a toutes ces nécessites, la population est très dispersée. Parfois on ne peut pas justifier une œuvre de 20 000 dollars pour 6 personnes. C'est bien compliqué.

[...] on ne peut pas travailler avec toutes les communautés. 30 ou 40 % sont situées en 2^e ou 3^e ligne. On les atteint, mais avec des travaux particuliers. Avec notre budget on ne peut pas faire vivre 284 communautés. On n'a que quelques milliers de dollars. Et puis 50% du budget va aux grands travaux de la ville de Tena. C'est vrai, il y a certaines communautés ou l'on ne fait pas d'aide, et leur sentiment est justifié.

A raíz de esta situación está también la competencia entre el Consejo Provincial y el Municipio del Tena, quienes pertenecen a partidos políticos diferentes. Esta competición se ha dado desde hace varios años, y las obras se hacen principalmente en las zonas donde hay más votos para conseguir. La política impide proyectarse a largo plazo, y esta falta de proyección perjudica mucho a las acciones que se hacen. Y finalmente los pobladores de la parte rural, tanto kichwas como colonos, tienen a menudo una visión muy negativa de las instituciones.

Le colon : c'est de la politique, et rien d'autre. Quand ils ne gagnent pas, ils ne font rien. Quand ils gagnent non plus, quand ils sont en place ils ne nous prêtent plus attention. Mais avant si ! ils nous embrassent... comme ça en donnant 500g de pâtes ils obtiennent le vote. Vous savez ce qu'est un vote, non ? (rire sympa). Puis ils nous oublient, ne nous donne rien. Ils ne répondent même plus quand on les salue. Quand ils sont en place, que ce soit le maire ou le préfet...

Si los productores se quejan de la influencia negativa de la política en los proyectos, de su lado las instituciones se quejan de la existencia de una forma de paternalismo por parte de los productores. Ellos a veces opinan que los pobladores están desgraciadamente acostumbrados al hecho de que se les regale todo.

IMAGES D'APPUI : fondu au noir. Retour a puni, attente le matin.

Son las 6 de la mañana. Unos socios de Punibocana se encargan de recolectar e ir a vender con la canoa algunos productos de la comunidad, como el maíz y el cacao.

Hay muchos remolinos y la bajada es peligrosa. Pero es la única forma de llegar hasta la feria de San Pedro Arajuno.

Al final de la bajada, la canoa alcanza las balsas que salieron más temprano con la madera, unas tres horas antes.

Transition : Descente en canoë, vente du bois à San Pedro (balsa), et vente du cacao à Kallari.

Puente San Pedro de Arajuno, feria del viernes. Después de casi una hora de canoa o 4 horas en balsas, los habitantes de Puni Bocana venden sus productos a los intermediarios que están aquí, sea madera, café, maíz o productos de la chacra.

Pero otro tipo de comprador está también presente en el puente los días viernes: esa camioneta es la de la asociación Kallari. Esta asociación hace su recorrido por las comunidades y colonias para comprar cacao en baba.

Thème 7: REACTIONS DE LA SOCIETE CIVILE

➤ *Exemple de Kallari*

IMAGES D'APPUI : tournée Kallari

Kallari es una organización de productores que gestiona toda la cadena de producción del cacao, desde la compra, la fermentación, el secado del cacao, hasta la exportación. Beneficia actualmente de un contrato con Suiza, firmado en el año 2005 para 5 años.

Kallari se basa en la asamblea general de las 22 comunidades socias, quienes toman las decisiones importantes que la directiva tendrá que aplicar. Entonces los mismos productores son los que manejan toda la cadena de valor, rompiendo el esquema clásico de los intermediarios. Y como la asociación dispone de cajas de fermentación, marquesinas y centros de acopios, puede comprar en baba lo que conviene mejor a los productores por ser más fácil y más rápido.

Siendo una asociación de productores locales, Kallari puede tener objetivos más generales en cuanto al porvenir del territorio, influyendo directamente en las maneras de cultivar la tierra. Desarrollando el cultivo rentable del cacao y buscando la valoración de la gran diversidad de las producciones forestales, Kallari espera al final impulsar una gestión más sostenible del bosque en las comunidades.

IMAGES D'APPUI : récolte cacao, manipulation

Diego: Es una reflexión de asociación Kallari. Hace 500 años de resistencia donde que nuestros compañeros defendieron los territorios y también la cultura. En ese proceso hemos avanzado [...]

Il y a 45 ans on a commencé avec le processus organisationnel. L'organisation sociale et corporative, avec des projets mais qui donne plutôt des résultats négatifs que positifs, il n'y a pas de marché, et les aspects sociaux se confondent avec la politique et le productif se confond aussi avec le social. Le processus de Kallari a donné une structure avec 4 dirigeants : un coordinateur, un directeur de production, un directeur de commercialisation et un directeur de finance. Cette structure fonctionne comme une organisation avec une vision entrepreneuriale. L'organisation se compose de 22 communautés, 765 familles entre l'artisanat et le cacao. [...]

Este producto está muy cotizado, ¿por que? Por que tenemos un producto de calidad, que es mejorado en fermentación y secado, donde se cotiza con este cacao nacional de aroma fino. El producto es cultivado tradicionalmente, nuestra chacra, con diversos cultivos, des plantas medicinales, frutales, semillas, maderables, todo ese proceso da una idea de que en Europa recibe mucha mucha cotización a nivel de valorización de la cultura y tambien biodiversidad. [...]

Aujourd'hui l'objectif, l'idée est de vendre notre produit aux USA, en Europe et augmenter ainsi les revenus de nombreuses familles qui en ont besoin. Ici les politiciens offrent mais ne donnent rien. En revanche dans notre système, c'est le producteur qui achète au producteur. [...]

IMAGES D'APPUI : centro de acopio

Si la asociación tiene un impacto positivo en las comunidades de la zona, también tiene sus dificultades. Le faltó algunas veces fondos de comercialización para seguir comprando. Y a veces los productores se quedaron con el cacao...

En esos momentos difíciles la asociación necesita poder apoyarse sobre la confianza de sus socios para seguir adelante. A pesar de ser una asociación de productores, algunos de ellos todavía no se dieron cuenta de que son ellos los verdaderos dueños de esta organización...

Si Kallari recién recibió el apoyo de varias ONGs e instituciones tales como la fundación GEO o el ECORAE, el verdadero desafío de la asociación es lograr mandar su primer container (de 2.5 toneladas de cacao seco / de 20 toneladas de cacao seco), cumplir su contrato con Suiza y lograr así su autonomía financiera.

A la fecha, la actividad principal de la asociación es el cacao, pero al inicio kallari surgió de la comercialización de artesanías, y sigue con esta actividad.

Hoy está proporcionando cursos de artesanías a la asociación Suyu Warmi.

IMAGES D'APPUI : cours de chapeaux

➤ Exemple de Suyu Warmi

Suyu Warmi es una asociación de mujeres que producen artesanías para diferentes compradores, usando materiales del bosque. Tratan así de buscar una fuente de ingresos alternativa, rompiendo

el esquema clásico de las mujeres poco organizadas y sin trabajo, que se dedican únicamente a las tareas de la casa.

Guillermina : D’abord on fait des trous avec une perceuse, et parfois juste avec le poinçon pour les faciles, et on prépare et on tisse, selon le modèle : des bracelets, des colliers, différents modèles.

Là on voit ce qu’on fait toujours, les graines ... ce sont des graines du coin, on a du chucumuyu, san pedro... euh non du achira grande, guadua bambu, caimito, shiwango, chucumullu, jaboncillo, ojo de venado, maquilimulli, ojo de vaca, san pedro blanco y san pedro negro.

IMAGES D’APPUI : bureaux Ricancie, tour rio blanco

➤ Exemple de Ricancie

Son varios los casos de organizaciones que se apoyan sobre las bases para desarrollar actividades alternativas. Ricancie, que maneja su ecoturismo comunitario desde hace más de diecisiete años, es un ejemplo más. Está dirigida por una asamblea general compuesta por 10 comunidades. Aunque sufre bastante de la competencia desleal de las agencias de turismo familiares privadas, esta empresa comunitaria tiene buenos resultados.

Favio : Mais lorsque l’on a commence a travailler avec l’écotourisme comme alternative de production écologique, les gens ont vu qu’il n’était plus nécessaire de couper les arbres, puisque les touristes étrangers venaient voir notre nature.

Además de ofrecer una alternativa eficiente para la conservación del bosque en las comunidades socias, el ecoturismo comunitario participa del rescate cultural de la tradición kichwa, por ejemplo a través de programas de danzas, de chamanismo y de leyendas.

Nous en tant que Ricancie, nous travaillons en tourisme communautaire, au bénéfice des communautés, de ceux qui vivent là-bas dans la communauté.

Tous travaillent. Certains sont guides, d’autres cuisiniers, d’autres serveurs, porteurs de sacs... parfois les communautés elles-mêmes vendent leurs produits et ils reçoivent leur bénéfice.

Surtout les travaux pour offrir des services aux touristes, ils le font de manière rotative. Ce n’est pas une seule personne ou un groupe de personnes qui travaille.

Dans les communautés, nous valorisons notre culture. La culture se perdait, maintenant avec ce travail d’écotourisme communautaire nous protégeons notre forêt, notre jungle, notre propre culture, pour pas qu’ils ne se perdent. Ce sont nos résultats.

Ricancie, Suyu Warmi o Kallari, como asociaciones de pobladores de la parte rural, constituyen realmente alternativas concretas y dinámicas, las cuales valen la pena ser apoyadas y ser tomadas como ejemplos para luchar contra los riesgos que amenazan el medio ambiente.

Thème 8: CONSERVATION DE L’ENVIRONNEMENT

De hecho, el entorno natural de la ribera está realmente en peligro. Una enorme superficie de bosque desapareció estos últimos años, y al mismo tiempo desaparecieron los animales que vivían en este bosque. La selva virgen se aleja cada vez un poco más. Muchos ríos ya no tienen peces y sus cursos cambian, ya que sin árboles el ciclo hidrológico está perturbado.

Se trata de una situación urgente con un medioambiente que ya está muy afectado, y una población que aumenta rápidamente y acelera el proceso.

Suarez : Plus il y a de population, plus l’impact sur l’environnement est fort, la pression. Les gens doivent s’en rendre compte. Beaucoup d’indigènes car ils ont vécu ou vivent ici, protègent l’environnement. Mais d’autres ne le font plus. Par exemple autre problème, la pêche a la dynamite ? Pourquoi font-ils ça ? Parce qu’il faut donner a manger a plus de gens. Mais ils ne se rendent pas compte qu’ils détruisent le stock. Pareil, pourquoi viennent-ils couper des arbres dans Jatun sacha ? Parce qu’ils ont déjà tout coupe chez

eux. Le problème c'est la population. Ce sont des communautés qui grandissent, et le terrain vient à manquer, les problèmes commencent.

[...] Le problème n'est pas la coupe des arbres, le problème est de ne pas replanter. On ne peut pas enlever des trucs à la nature sans les remettre. Sinon à un moment il n'y a plus rien à prendre. Le truc c'est faire de l'argent vite et facilement. Les gens ont besoin d'argent. Et un moyen facile c'est de prendre une tronçonneuse, couper des arbres et vendre le bois. Mais ils ne se rendent pas compte des problèmes futurs.

IMAGES D'APPUI : le MAE

Además de gestionar unas reservas forestales nacionales, el papel del ministerio del ambiente solamente consiste en legislar y hacer aplicar la ley forestal. Esta ley no busca impedir la explotación del bosque, pero hacer que esta explotación sea sostenible. Aunque los productores no lo sepan esta explotación legal puede hacer ganar más plata a los productores que la venta ilegal a los intermediarios que hoy constituye la forma mayoritaria de explotación del bosque. De hecho si las cifras de 2005 indican una explotación legal de 11 000 metros cúbicos de madera por año en el cantón, algunas personas dicen que más del 80 por ciento de esta explotación se hace de forma ilegal. Desgraciadamente el ministerio carece de recursos económicos y humanos para difundir la ley en la parte rural.

IMAGES D'APPUI : la vente du bois à Arajuno

Bolier Torres : A Napo le problème est la méconnaissance de la loi. Les natifs ou les propriétaires qui vivent en forêt ne connaissent pas la loi. Ils vendent le bois car beaucoup de gens en demandent ! Si je suis en 4eme ligne et qu'on me propose 3\$/planche, [...] alors il va couper. Le sans scrupules, c'est l'intermédiaire. Ce ne sont pas les natifs, les gens de la foret.

Par exemple on a la législation forestière ici, les normes de la gestion durable de la foret, le « comment faire » pour l'exploiter. L'idée n'est pas qu'il ne faut pas couper de bois. L'idée est comment faire pour bien exploiter la foret [...]

Et ça, ça a un coût ! Car il faut payer le technicien qui fait le plan de gestion. Le problème ici est qu'il faut aider les communautés à s'organiser, sinon elles ne peuvent rien faire. Donc, si des communautés se réunissent et décident de gérer une zone de foret qui est assez grande, elles peuvent n'engager qu'une personne. Ca va leur coûter 2\$/m3. Mais un m3 ce sont 32 planches, ici chaque planche, illégalement auprès d'un intermédiaire, vaut 1,5\$, soit 48 dollars pas m3. Mais a Quito, une planche c'est 17 ou 20 dollars, soit 600 dollars le m3 ! Si tu payes 3\$ au MAE et 3\$ à un gérant, soit 6\$, et transport 50\$, peu importe le coût exact, tu fais de la valeur ajoutée si tu l'envoies direct à la destination finale. Et tu casses la chaîne de l'intermédiaire. En ce moment ce sont les intermédiaires qui s'enrichissent sur le dos des communautaires, à qui on dit « la loi est trop compliquée, tu ferais mieux de me vendre a moi ! ». [...] Et pour faire ça on doit donner le pouvoir de s'organiser aux gens, et ça ce n'est pas simple, ça demande du temps. Pour arriver aux gens et... qu'ils forment par exemple des micro entreprises de gestion-exploitation de la foret.

IMAGES D'APPUI : des communautaires dans les communautés

[...] Mais c'est dur. Pour moi, il n'y a pas d'autre alternative. Ca n'implique pas que le MAE, mais toute la société civile, tous les acteurs. La mairie, la préfecture, la société civile, les ONGs, la police, l'armée... tous doivent diffuser ça, et aider les communautés à faire ce type d'organisations.

[...] Si on n'arrive pas à créer ça, et avoir la capacité de nous organiser entre institutions, on ne peut pas demander aux communautés de s'organiser.

Cette capacité d'organisation est un des facteurs clefs pour arrêter la déforestation.

No es tan difícil conseguir una licencia de aprovechamiento forestal para explotar legalmente la madera. Los principales pasos son los siguientes:

- ubicar el bosque
- demostrar la propiedad de este bosque
- y contratar un técnico para elaborar el plan de manejo integral y el programa de aprovechamiento forestal

Si es muy importante socializar esta información para frenar la tala indiscriminada del bosque, también es necesario que los pobladores tomen conciencia de que cuando se corta un árbol, se tiene que sembrar uno nuevo.

IMAGES D'APPUI : minga ishpingo

Mariano Andy : ce matin nous nous sommes organisés, avec les socios et les volontaires, qui collaborent en donnant des graines pour que la communauté ait avec le temps des plantes, des arbres maderables, ces arbres qui plus particulièrement serviront beaucoup pour nos enfants dans le futur. Donc nous sommes très motivés, très contents, car nos enfants plus tard n'auront plus ces graines, c'est pour ça qu'on s'est organisés, pour avoir et semer ces graines. Donc moi en tant que président de la communauté, mon frère Isaac aussi de l'artisanat, un dirigeant de plus, et les femmes, tous on aide ici.

Conclusion

El territorio, o sea el entorno natural, los hombres y las actividades que desarrollan ahí, siempre está evolucionando. Los modos de vida cambian, como la forma de cultivar la tierra y el medioambiente en si. Si hay que aceptar esos cambios inevitables, hay que tratar de controlarlos: aceptar que la cultura cambie pero hacer que la tradición se quede en la memoria de todos ; aceptar que se explote el medioambiente pero que se le haga de manera sostenible para no perjudicar a las generaciones futuras. Ahora por ejemplo estamos cortando árboles de manera indiscriminada sin pensar en el futuro. Este proceso de deforestación afecta desgraciadamente todo lo que constituye el entorno de vida de los pobladores de la zona: los caudales de los ríos bajan poco a poco y los peces desaparecen, como los animales del bosque que ahora se esconden cada vez más a dentro y que ya no pueden ser cazados fácilmente. Además la ausencia de árboles puede llevar a problemas de erosión y disminuir poco a poco la fertilidad de los suelos...

Aunque mayoritariamente los pobladores de este territorio estén concientes de esta necesidad de cuidar el medioambiente y en particular el bosque, en la práctica es bien complejo. El principal problema encontrado con la reforestación es que se trata de proyectos muy largos. A veces un árbol necesita hasta 20 años para desarrollarse y durante este tiempo los razones que tiene el productor de cortarlo para sacar un poco de plata, son numerosas. Paralelamente al proceso de reforestación y al esfuerzo de concientización de la gente, es primordial encontrar entonces otras fuentes de ingreso para que los productores puedan enfrentar sus necesidades puntuales, como la educación de los hijos por ejemplo o los problemas de salud.

En el contexto local de un aislamiento fuerte de los productores por falta de vías de comunicación que favorece la presencia de artos intermediarios, organizarse para explotar conjuntamente los recursos y comercializar los productos se vuelve una verdadera necesidad. Romper la cadena de los intermediarios y vincularse directamente con el consumidor es la mejor manera para lograr que el productor sea pagado a un precio justo por su trabajo. Eso es la idea principal de aquellas organizaciones, Kallari, Suyu Warmi y Ricancie que surgieron espontáneamente de la sociedad civil. Esas iniciativas locales deben ser facilitadas y apoyadas por parte de las instituciones, quienes también deben pensar a largo plazo, y así coordinar sus esfuerzos para el bien estar de todos. Ofreciendo nuevos o mejores ingresos económicos a los productores, esas organizaciones participan mucho a la conservación del medioambiente.

Eso sería también la idea del proyecto FLOAGRI, manejado por el INIAP. Primero se trataría de organizar a los productores para implementar una explotación sostenible y legal de los bosques a través del respeto de un plan de aprovechamiento y de contratos con compradores de madera. Y segundo se trataría de reforzar las capacidades de producción que sea dentro de la chacra para mejorar las dietas alimenticias o que sea dentro de los cultivos de venta como el cacao.

Annexe 11: questionnaire distribué en Equateur aux participants à la projection multi-acteurs

(les espaces de réponse ont été réduits pour la présentation dans cette annexe)

Nombre:

Apellido:

Institución o Comunidad:

CUESTIONARIO

POR FAVOR DETALLAR LAS RESPUESTAS

¿Usted participó en la elaboración del guión de la película, si o no? ¿Que opina del resultado final? ¿Y que piensa que le aportó este trabajo?

**¿Piensa usted que esta película describe bien la realidad de la vida en las riberas del cantón Tena?
¿Por qué?**

¿Piensa usted que la película fue una buena introducción al debate? ¿Por qué?

¿Qué piensa usted que puede aportar esta película a su institución o a su comunidad?

¿Viendo esta película usted se dio cuenta de algo que no sabia antes, aprendió algo nuevo?

¿La película cambió su punto de vista sobre ciertos aspectos? ¿Cuáles precisamente?

¿Piensa usted que este tipo de trabajo puede ayudar a cambiar relaciones entre personas, por ejemplo a resolver conflictos, o facilitar el acercamiento y cambiar las opiniones de unos sobre otros?

¿Usted tiene algunas sugerencias para el FLOAGRI?

¿Tiene algo más que añadir?

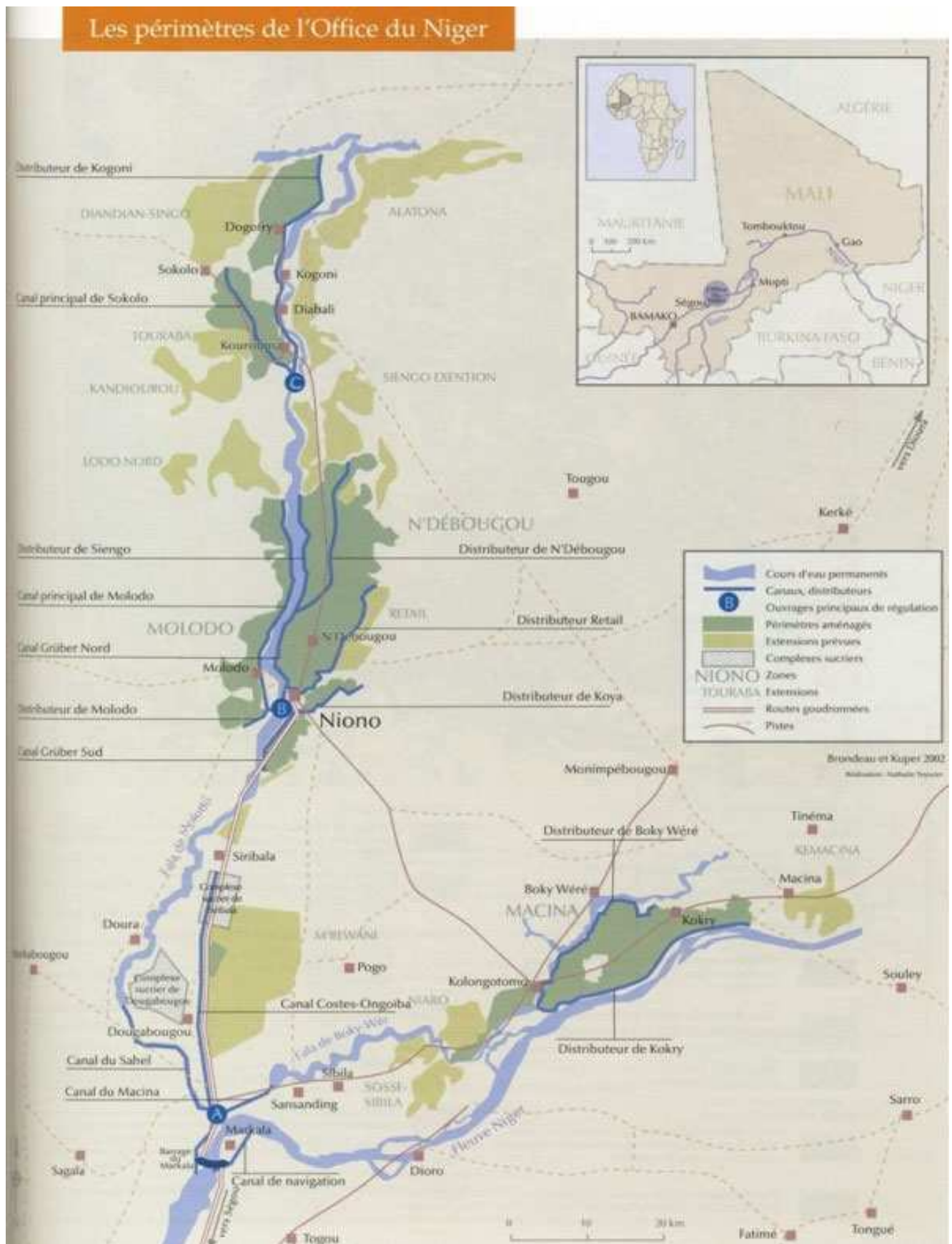
Annexe 12 : Table d'identification des fonctions de production et de leur prise en charge lors du déroulement du projet vidéo en Equateur

	Collaborateurs directs Groupe de travail	Milieu	Intervenant vidéo	Projet, chercheurs, institutions...
Décision et planification de l'intervention				
<i>Qui définit la nécessité d'une intervention de concertation appuyée par vidéo?</i>			Nous proposons la démarche de VP	Le FLOAGRI nous reçoit dans son équipe car il se retrouve dans notre approche participative
<i>Qui identifie la ou les problématiques à traiter ?</i>			Nous proposons	Le FLAOGRI décide
<i>Qui choisit la stratégie de communication à suivre (outils et objectifs) ? Qui définit les étapes du processus ?</i>			Nous définissons seuls l'ensemble de la stratégie de communication en cours de processus, et ne nous occupons pas de l'après-intervention	
<i>Qui choisit le ou les intervenants vidéo?</i>			Nous sommes à l'origine de la démarche	
<i>Qui finance l'intervention ?</i>				L'Union Européenne, via le réseau SMART, qui finance également le projet FLOAGRI
Conception et réalisation de la ou des vidéos				
<i>Qui effectue le choix des membres du groupe de travail ?</i>	Un processus d'auto-sélection est engagé. Le groupe auto-évalue sa représentativité		Nous choisissons sur la base de notre étude préalable. Mais le groupe doit rester ouvert.	
<i>Qui participe à l'explicitation de la problématique, notamment pour orienter la réalisation?</i>	Il identifie la presque totalité des thèmes qui seront traités par la vidéo	En fonction des interviews réalisées de nouveaux sujets peuvent être traités	Nous orientons la réflexion en définissant un cadre très large : la gestion territoriale	

<i>Qui pense le scénario (les sujets à traiter, la manière de le faire, l'écriture visuelle, etc.) ?</i>	Il participe		Nous assumons la plus grande partie	
<i>Qui choisit les personnes à interviewer ?</i>	Il propose des profils types, parfois des individus précis		Nous choisissons les individus selon les critères du groupe de travail	
<i>Qui mène les interviews ?</i>	Il définit les sujets et les principales informations à obtenir des interviews		Nous, selon les orientations définies par le GPW	
<i>Qui tourne les images ?</i>			Nous	
<i>Qui effectue la sélection parmi les rushes ?</i>	Le groupe de travail visionne quelques rushes et émet un avis sur l'intérêt global de l'interview, la représentativité de l'interviewé, et évoque les passages les plus intéressants		Nous dégrossissons seul dans un premier temps puis sélectionnons plus finement après avoir écouté l'avis du groupe de travail	
<i>Qui effectue les choix de montage ?</i>			Nous	
<i>Qui réalise le montage ?</i>			Nous	
<i>Qui écrit la Voix-Off ? (A qui sera-t-elle finalement attribuée par les spectateurs?)</i>			Nous (nous souhaitons impliquer le GPW, mais le temps nous a manqué)	
<i>La démarche de conception/réalisation est-elle itérative ?</i>			OUI	
Diffusion et validation de la ou des vidéos				
<i>Qui choisit le(s) public(s) ?</i>	Le groupe de travail est invité à procéder à ses propres invitations	Les projections sont ouvertes au public	Nous	

<i>Qui valide le contenu de la vidéo ?</i>	Il procède à la première validation	Il procède à l'ultime validation (ou invalidation) au moment des projections		
<i>Qui anime les projections ?</i>				Un membre de l'INIAP, extérieur à l'équipe FLOAGRI
<i>Le déroulement des projections peut-il conduire à revenir sur le contenu des vidéos ?</i>			NON	
<i>Qui finance les projections ?</i>				Le réseau SMART
Post-production et après-projet				
<i>Qui choisit les bénéficiaires des copies ?</i>			Nous proposons	FLOAGRI propose également
<i>Qui se charge de valoriser les productions sur le long terme ?</i>				FLOAGRI
<i>Qui finance la post-production ?</i>				Le réseau SMART
Evaluation de l'impact de la démarche				
<i>Qui décide de la réalisation de l'évaluation ?</i>			Nous	
<i>Qui effectue cette évaluation ?</i>			Nous	
<i>Qui finance l'évaluation de la démarche ?</i>			Nous	

ANNEXE 13: carte d'ensemble de l'Office du Niger



In **L'office du Niger, grenier à riz du Mali. Succès économiques, transitions culturelles et politiques de développement.** Bonneval P., Kuper M., Tonneau JP., Cirad / Karthala 2002.

Annexe 14 : description du réseau hydraulique et de son fonctionnement – schémas associés en fin d'annexe

Nous rappelons ici brièvement les principales caractéristiques techniques et organisationnelles du périmètre irrigué de l'Office du Niger.

Sur un potentiel total estimé à près d'un million d'hectares de terres irrigables au début des travaux dans les années 30, 75 ans plus tard seulement 80 000 hectares sont effectivement aménagés. Les possibilités d'extension des surfaces irriguées par gravité sont donc *a priori* considérables.

L'eau du fleuve Niger est dérivée via un canal adducteur (d'une capacité de $200 \text{ m}^3 \cdot \text{s}^{-1}$), soutenu par le barrage de Markala permettant, deux kilomètres en aval, de remonter le niveau du fleuve de 5,5 mètres. L'eau est ainsi acheminée jusqu'aux trois canaux primaires qui se divisent au Point A (cf. carte du périmètre en annexe 13). Le canal du Sahel alimente le *fala* de Molodo qui dessert les bassins hydrauliques du Kala Inférieur et du Kouroumari. De l'autre côté le canal de Macina dessert le bassin hydraulique de Macina via le *fala* de Boky-wéré, et le canal Costes-Ongoïba alimente les périmètres sucriers de Siribala et Dougabougou, ainsi que les premiers aménagements de la future zone de M'Béwani. Trois autres ouvrages régulateurs complètent le système : les points B et C sur le *fala* de Molodo et l'ouvrage de sécurité de Kolongotomo. Le réseau de distribution comme le réseau de drainage sont extrêmement hiérarchisés. Classiquement on distingue le réseau primaire, constitué des ouvrages majeurs, des canaux primaires, des *falas* et des grands drains collecteurs correspondants. Le réseau secondaire se compose des distributeurs, des partiteurs qui sont branchés dessus et des drains correspondants. Ces distributeurs sont long de 15 à 30 kilomètres environ et desservent des surfaces de l'ordre de 3 000 à 9 000 hectares appelés « casiers » constituant des unités hydrauliques indépendantes. Les partiteurs quant à eux sont longs de 1 à 8 kilomètres et desservent des superficies comprises entre 200 et 600 hectares. A un village peut correspondre un ou plusieurs partiteurs. La maille hydraulique est représentée schématiquement sur l'annexe 15. Le réseau dit tertiaire est constitué des arroseurs branchés sur les partiteurs, des rigoles branchées sur les arroseurs et des drains correspondants. Les arroseurs sont de tailles variables, ne dépassant que rarement le kilomètre et desservant des surfaces de 15 à 40 hectares. Certains arroseurs peuvent être branchés directement sur le distributeur voire même sur le *fala*, on les qualifie d'arroseurs indépendants.

Pour en faciliter la gestion, le périmètre irrigué a été divisé au moment de la restructuration de l'ON en 1994 en cinq zones de gestion administratives de l'Office du Niger : Kouroumari, Macina, Niono, N'Débougou et Molodo. La Direction Générale de Ségou coordonne l'ensemble, mais chaque zone dispose d'une direction autonome gérant trois services : le service administratif et financier (qui gère les redevances), le service conseil rural (en charge de la promotion des organisations paysannes) et le service gestion eau (en charge de la distribution, du drainage et de l'entretien au niveau secondaire).

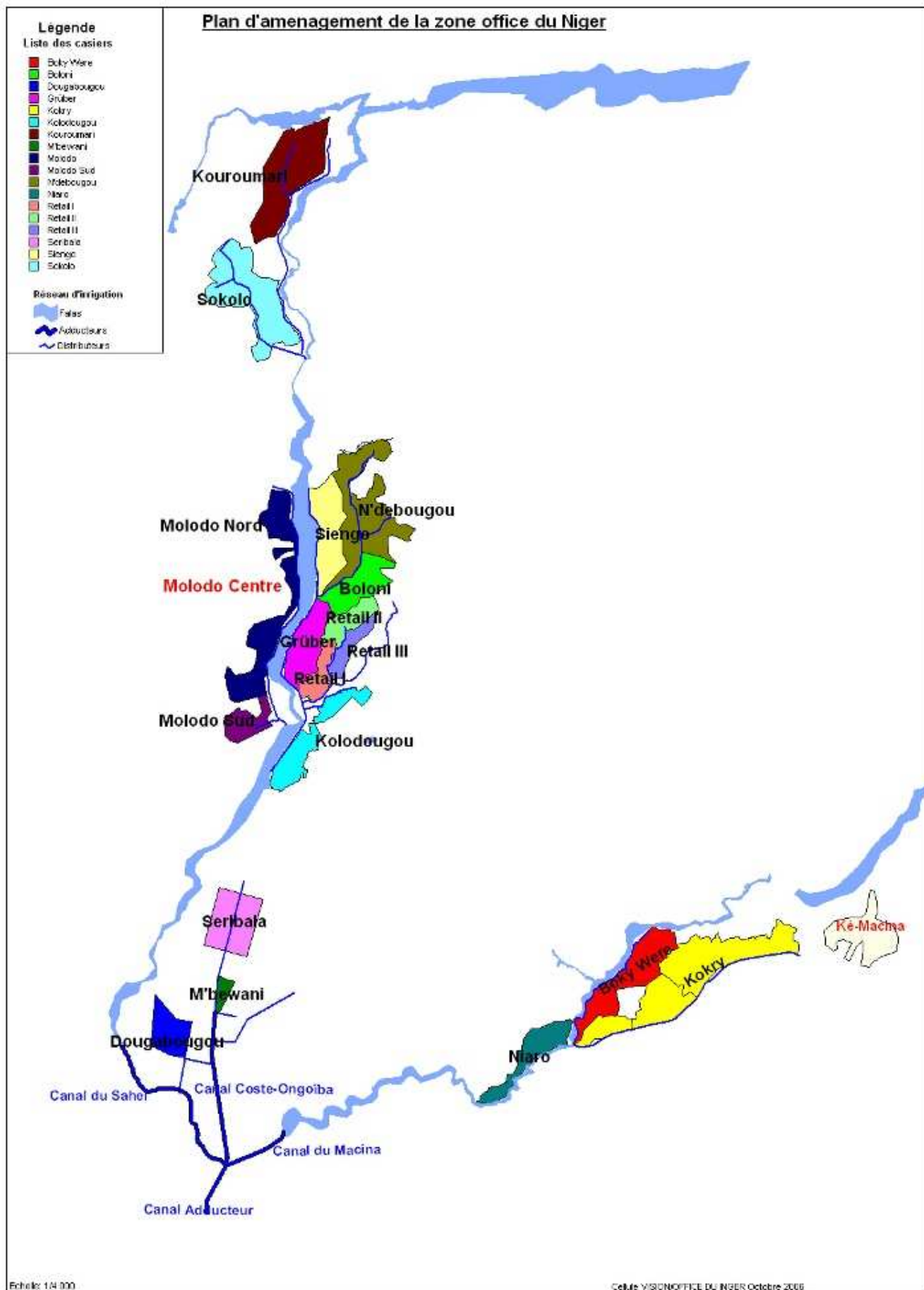
Les zones sont donc divisées en plusieurs casiers dont le type d'infrastructures hydrauliques varient selon l'époque de leur aménagement et/ou de leur réhabilitation. Si à l'origine le type de réhabilitation (Rétail ou ARPON³) entraînait des différences techniques significatives, ces dernières

³ Les objectifs des ces deux projets de réhabilitation pourtant quasi simultanés étaient assez distincts. Si le projet Rétail visait surtout à fournir aux paysans des infrastructures sophistiquées assurant une parfaite maîtrise de la lame d'eau et permettant une intensification des cultures rizicoles, le projet ARPON se situait plutôt dans l'accompagnement et la formation des paysans, l'appui aux organisations paysannes et la responsabilisation des exploitants. Ces deux perceptions portées par deux bailleurs différents se sont « affrontées » des années durant avant de s'homogénéiser peu à peu. Les principales différences techniques entre les deux projets de réhabilitation résident dans la réalisation d'un planage au laser, le recours à la latérite pour assurer les cavaliers, la mise en place de modules à masque en tête d'arroseur et la fourniture des parcelles clefs en main pour le projet Rétail, tandis qu'ARPON a favorisé la participation paysanne aux travaux tertiaire, n'a pas utilisé de latérite et a opté pour des vannes plates.

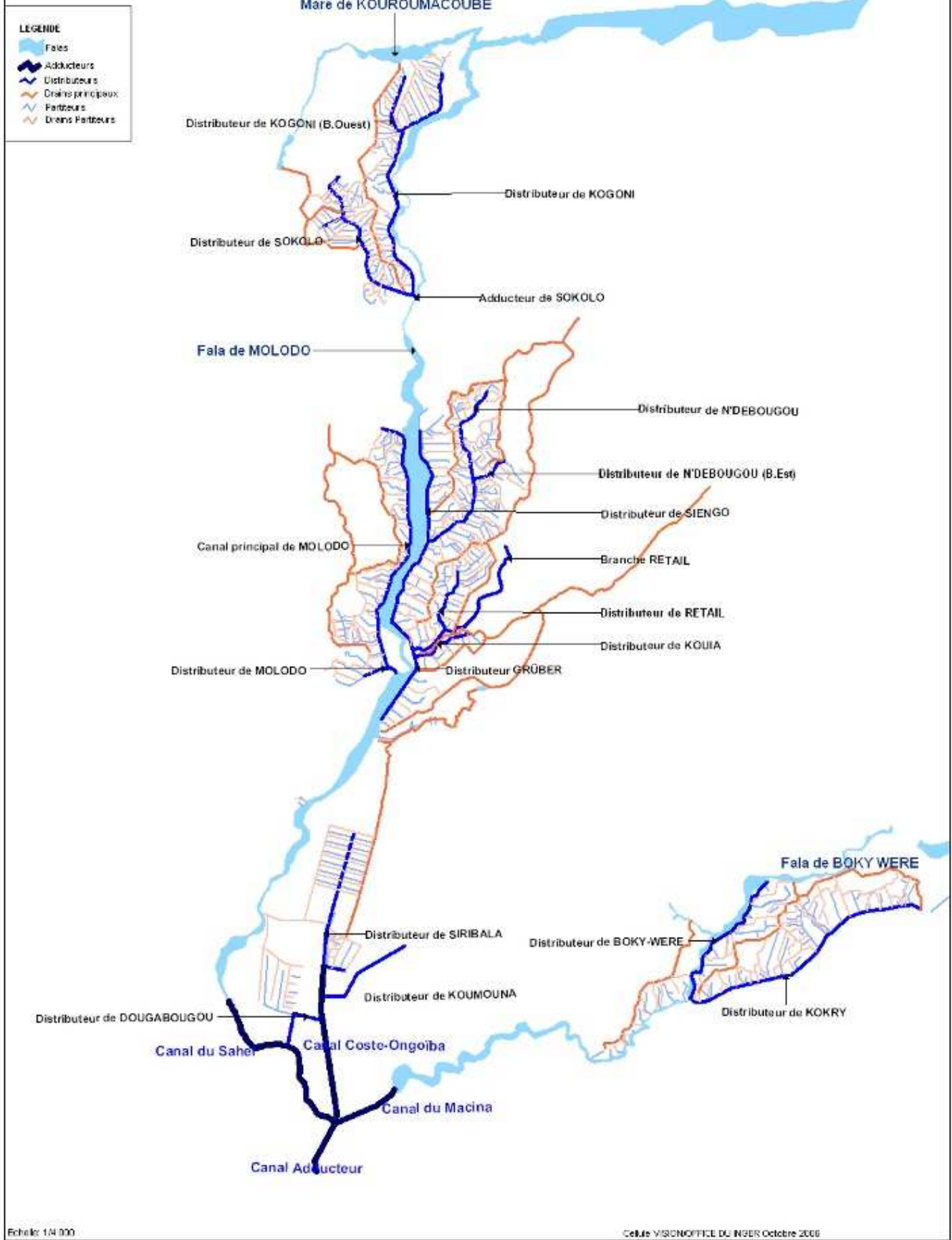
se sont peu à peu estompées et ne peuvent plus être considérées comme discriminantes. Nous avons donc décidé de ne considérer que deux grands types d'état pour les infrastructures hydrauliques:

- Les périmètres réhabilités : c'est le cas de la plupart des casiers. Ces derniers bénéficient de larges arroseurs munis de cavaliers latérités en relativement bon état, de vannes plates à la jonction entre partiteur et distributeur et de modules à masque au niveau des prises d'arroseur, ce qui facilite normalement l'établissement d'un tour d'eau au niveau des arroseurs, et la gestion des débits. Des différences peuvent ensuite s'observer entre les réhabilitations clef en main pour lesquelles le planage a généralement été réalisé au laser et par des machines, et les réhabilitations de type participatif où l'aménagement du niveau tertiaire a été confié physiquement aux futurs exploitants et où le planage a été plus grossier, conduisant à des variations topographiques relativement importantes entre les parcelles, à des arroseurs mal creusés ou mal dimensionnés, à des cavaliers non suffisamment élevés ou compactés, etc. Notons que les aménagements participatifs les plus récents ne correspondent plus qu'à un financement des travaux tertiaires par les exploitants, les travaux étant réalisés par des entreprises privées, ce qui n'a pas conduit aux mêmes types de difficultés techniques (mais souvent à des difficultés de remboursement). Un deuxième type de distinction peut être fait entre les périmètres dotés d'outils de contrôle des débits (échelles et abaques) comme par exemple le casier Boloni de la zone de N'Débougou et ceux qui n'en possèdent pas, à l'exemple du casier Sud de la zone de Molodo.
- Les périmètres non réhabilités : c'est notamment le cas des casiers central et nord de la zone de Molodo, du casier Niara de la zone de Macina, ou encore du casier N'Débougou dans la zone de N'Débougou. Cela se traduit concrètement par des infrastructures extrêmement dégradées, des cavaliers complètement émoussés voire effondrés, des vannes plates au niveau des prises d'arroseur parfois situées au beau milieu du partiteur, et la multiplication de zones dites de « buttes » et de « bas-fonds ».

Les schémas des pages suivantes présentant l'organisation des différents casiers puis l'architecture du réseau de canaux dans son ensemble.

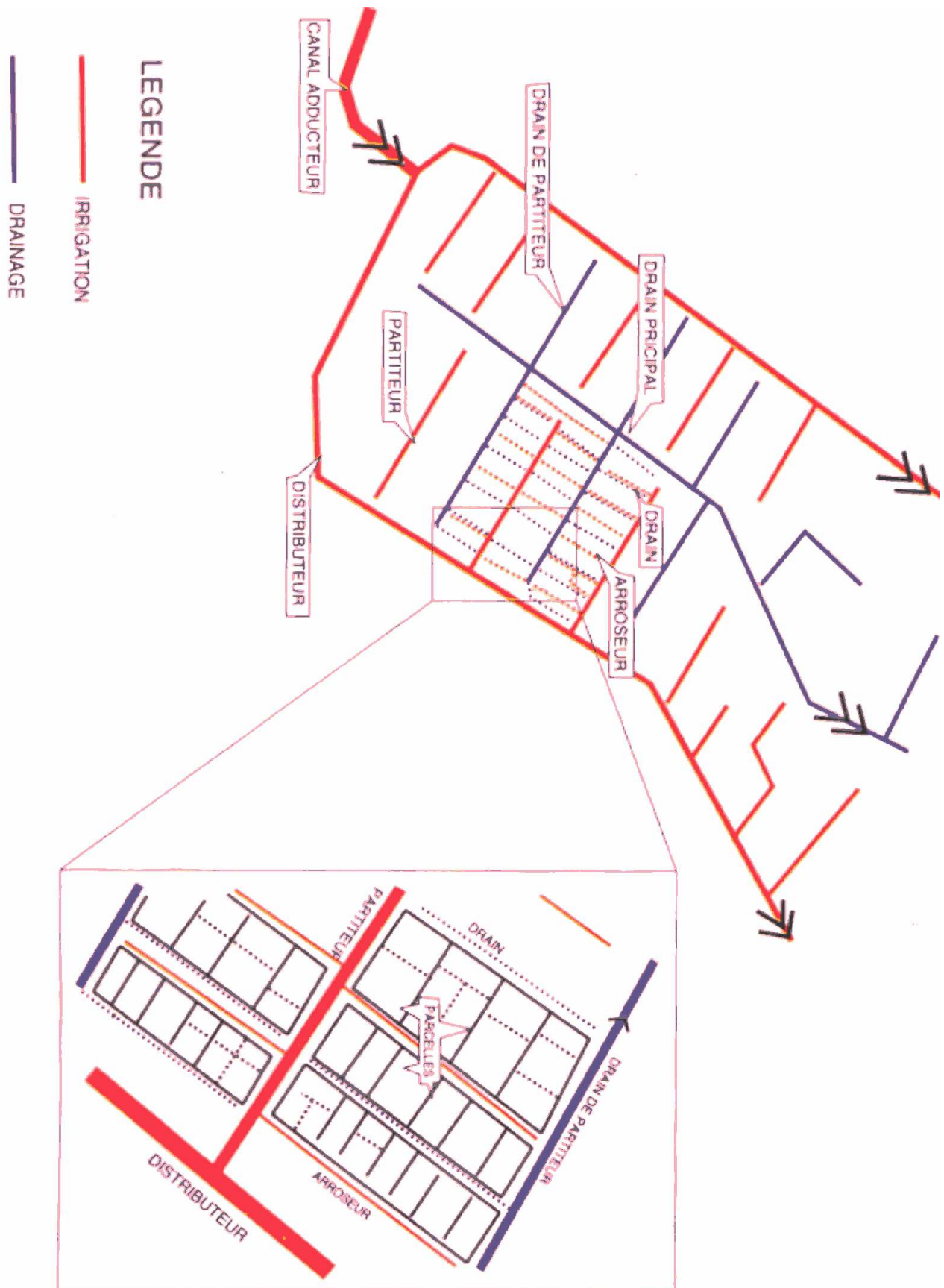


Plan du réseau hydraulique de la zone office du Niger



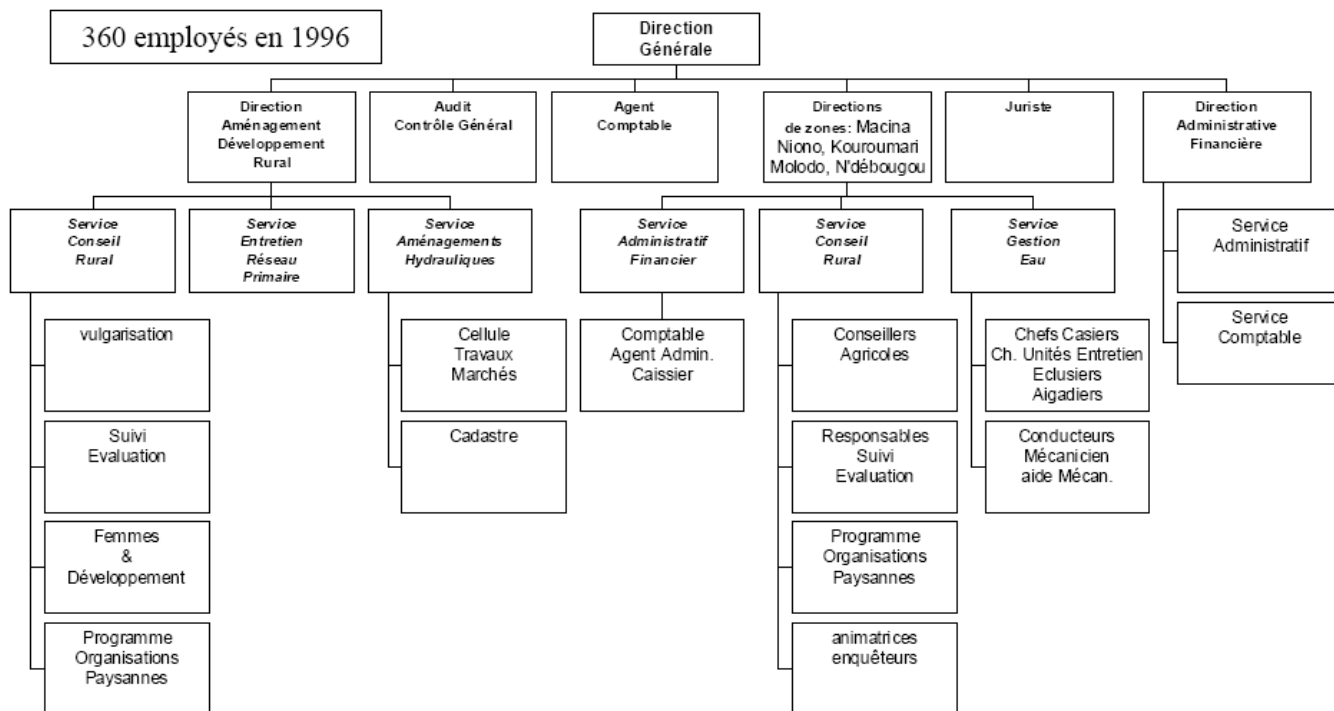
Annexe 15 : casier rizicole et niveaux d'intervention de quelques acteurs

Les cahiers de la Recherche-développement, n° 38 - 1994, La question foncière dans les périmètres irrigués de l'ON (Mali), JY Jamin et MJ Doucet

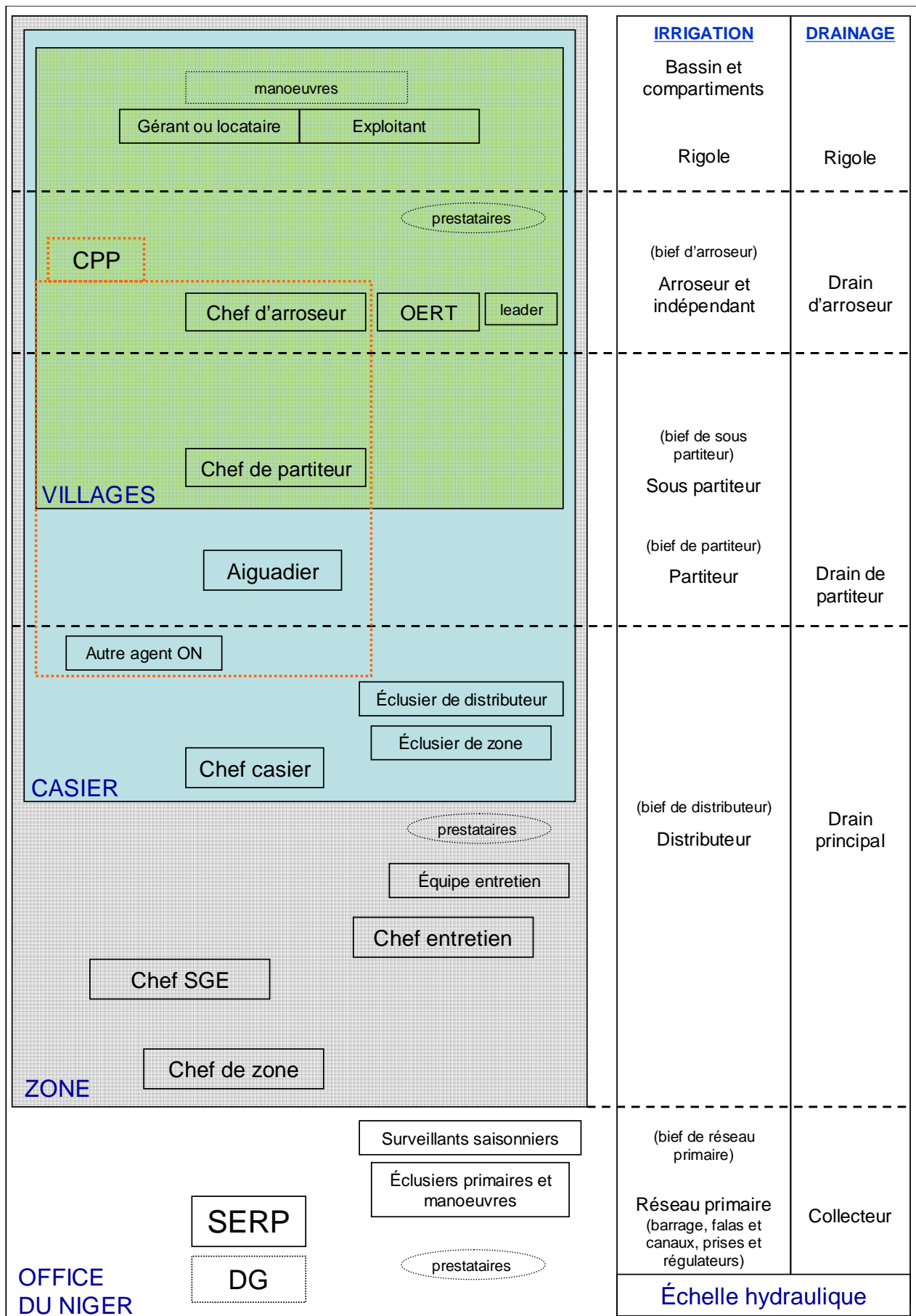


Annexe 16 : organigramme de l'Office du Niger après la restructuration de 1994

(Source : Office du Niger, ARPON, 1997)



Annexe 17 : niveaux d'intervention des acteurs de la gestion de l'eau



Annexe 18 : les modalités de la distribution de l'eau

La fourniture d'eau est considérée comme étant gérée par la demande en aval. Les besoins remontent de niveau en niveau et à chaque étape la fourniture est adaptée à ces besoins. Concrètement suivant la façon dont le réseau est sollicité en aval, les agents maintiennent le niveau de charge des différents biefs, en remontant de l'arroseur, jusqu'au fala, dont le niveau de charge est assuré par le SERP. Il ne s'agit donc aucunement d'une gestion programmée, mais d'une gestion subie, qui impose nécessairement une capacité de réaction assez forte pour éviter les risques de débordements et/ou de pénuries d'eau.

Par ailleurs alors que le fonctionnement du réseau hydraulique repose sur une mise en eau permanente de l'ensemble des arroseurs, ils n'en reste pas moins que les infrastructures les plus récentes sont adaptées à la mise en place de tours d'eau à ce niveau. Si la quantité d'eau disponible n'est pas limitante (et donc que la lutte contre le gaspillage d'eau ne constitue pas une priorité, ni pour les exploitants ni pour les agents de l'office) la mise en place d'un tour n'apparaît pas essentielle et l'on se demande alors ce qui a justifié le choix de ce type d'infrastructures. Peut-être faut-il y voir une anticipation sur des besoins futurs, mais cela ne correspond pas à un besoin réel immédiat. Ainsi, si techniquement le réseau est censé fonctionner sur le principe de tours d'eau entre arroseurs, concrètement cela n'a pratiquement jamais lieu (sauf exceptionnellement en cas de sérieux manques d'eau, et non sans difficultés d'organisation). De même il arrive que les tours d'eau soient mis en place directement entre des partiteurs voire des biefs de distributeurs, ce qui théoriquement est plus facile car cela n'implique que des agents de l'Office. De plus le réseau hydraulique est prévu pour assurer une irrigation 24 heures sur 24, même si la nuit très peu de gens se soucient de l'eau qui coule.

Dans la théorie l'exploitant remonte ses besoins à l'aiguadier (agent de l'ON) qui gère les ouvertures au niveau des prises d'arroseur et des prises de partiteur (le cas échéant c'est aussi l'aiguadier qui effectue les relevés des débits au niveau des échelles situées en amont et en aval des prises de partiteur). L'aiguadier peut être responsable de 2 à 4 partiteurs (sans compter les arroseurs indépendants), ce qui peut représenter une superficie irriguée de près de 1 000 hectares.

De façon à simplifier le travail des aiguadiers suite à la restructuration de l'ON, on a cherché à réduire leur nombre d'interlocuteurs. Les responsabilités de chef d'arroseur et de chef de partiteur ont donc été créées. Le premier est un paysan élu par les exploitants d'un même arroseur, chargé de collecter les besoins de son arroseur et de veiller à la coordination des pratiques d'irrigation de tous les exploitants qui s'y trouvent. Il communique ces besoins au chef de partiteur, élu par les chefs d'arroseurs, qui compile à son tour les besoins des arroseurs et les transmet à l'aiguadier, ce dernier n'ayant donc plus qu'un seul intermédiaire par partiteur. Cette organisation est très théorique et différents maillons de cette chaîne de transmission sont court-circuités selon les cas.

Les différents ouvrages régulateurs situés sur les distributeurs sont manipulés par des éclusiers de zone.

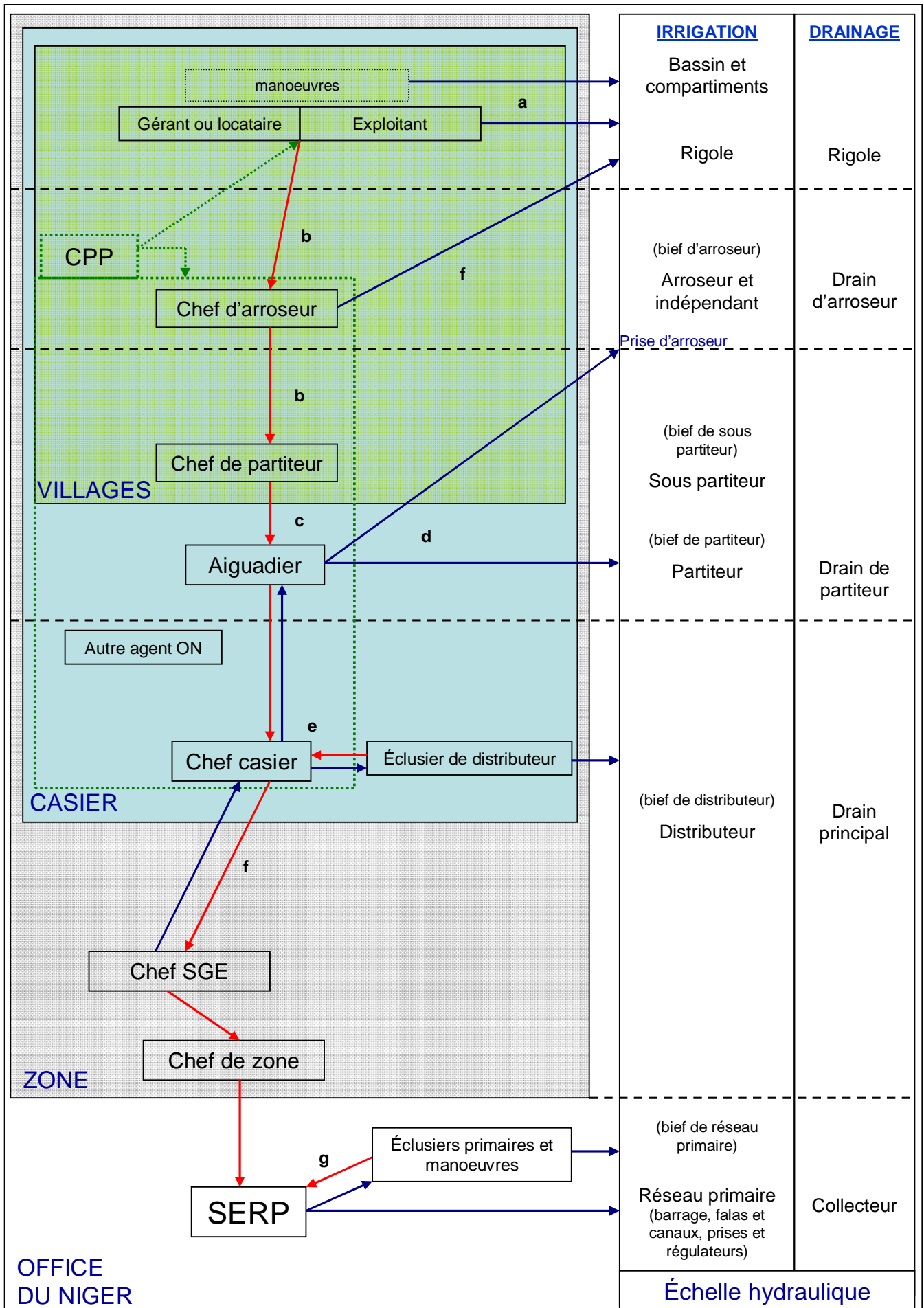
C'est le chef casier qui coordonne les activités de tous les aiguadiers et de tous les éclusiers d'un même casier. Il rend compte directement au chef du service gestion eau de la zone. Le cas échéant c'est le chef casier qui compile les relevés des consommations des différents partiteurs de son casier avant de les transmettre à son chef de service.

Ce sont des éclusiers qui gèrent les ouvrages régulateurs situés sur le réseau primaire, y compris le barrage de Markala, sous la coordination du Service d'Exploitation du Réseau Primaire qui essaie de répondre au mieux aux besoins quotidiennement communiqués par les différentes zones.

L'organisation théorique de la distribution de l'eau à l'Office est représentée schématiquement sur le schéma suivant.

Le drainage quant à lui ne nécessite pas d'organisation particulière. Les paysans qui drainent leur champ envoient l'eau dans des drains de rigole qui rejoignent des drains d'arroseur, puis des drains de partiteur, puis des drains collecteurs et des grands collecteurs qui se déverseront en brousse, dans le fleuve ou dans les falas. Ce drainage ne nécessitant aucune manipulation est pourtant la fonction la plus problématique et la moins fonctionnelle dans les périmètres aujourd'hui, ce qui est essentiellement dû à l'état des drains (envasement et enherbement).

Schéma théorique de la distribution de l'eau



Légende du schéma :

- Flux d'informations → Décisions et exécution
- Planification et/ou suivi-contrôle (échelle de temps plus importante)

a : ce sont les exploitants eux-mêmes qui gèrent les ouvertures de leurs prises de rigoles, ou « bouches à eau ».

b : l'ensemble des exploitants d'un arroseur nomme un chef d'arroseur chargé de coordonner les prélèvements des différents exploitants, de centraliser les besoins globaux de l'arroseur et de faire remonter l'information vers l'aiguadier. Il est là pour réduire le nombre d'interlocuteurs de l'aiguadier. L'ensemble des chefs d'arroseurs d'un même partiteur élitent à leur tour un chef de partiteur chargé de collaborer avec l'aiguadier.

c : si le rôle du chef de partiteur était à l'origine uniquement de surveiller le l'état du partiteur et les travaux d'entretien des paysans sur leurs arroseurs (rôle initial du CPP), il est vite devenu un interlocuteur privilégié de l'aiguadier, susceptible de le suppléer en cas d'absence de celui-ci.

d : c'est l'aiguadier qui possède théoriquement les clefs des prise de partiteurs et des prises d'arroseurs. Il est le seul à pouvoir les manipuler.

e : l'aiguadier fait remonter à son chef casier l'information sur les besoins des partiteurs à sa charge, ainsi que les relevés des débits d'entrée dans le partiteur. Ces données permettent entre autres au chef casier de contrôler le travail effectué par ses aiguadiers, et de coordonner leurs efforts. C'est également sur la base de ces informations que le chef casier demande aux éclusiers de manipuler les ouvrages régulateurs.

f : après avoir compilé les besoins des différents aiguadiers sous sa responsabilité, le chef casier communique les besoins d'ensemble de son casier à son chef service gestion eau.

g : à partir des informations reçues des différentes zones et du suivi réalisé par les éclusiers primaires, le SERP adapte les vannes du barrage et/ou intervient au niveau des ouvrages régulateurs du réseau primaire.

Annexe 19 : l'organisation théorique de l'entretien du réseau

Si l'ensemble de la gestion de la distribution de l'eau est théoriquement assurée par l'Office jusqu'au niveau des rigoles, pour ce qui est de l'entretien du réseau le contrat plan (révisé tous les 3 ans) répartit les responsabilités entre l'Etat, l'Office et les exploitants. L'Etat a la charge financière de l'entretien du réseau primaire qui est assuré par les activités du Service d'Entretien du Réseau Primaire de l'ON. L'entretien du réseau secondaire est assuré par l'Office et est financé par les redevances eau. Et l'entretien du réseau tertiaire est entièrement à la charge des exploitants.

Les Comités Paritaires de Partiteur (CPP) ont été créés de manière à faciliter la remontée des informations et à suivre les travaux d'entretien au niveau tertiaire. Ces derniers sont sensés être constitués pour moitié d'agents de l'Office et pour moitié d'exploitants. Le chef de partiteur auquel s'ajoutent un ou plusieurs chefs d'arroseurs siège à ce comité, côté paysans. Le reste du comité est constitué de l'aiguadier (secrétaire et assistant technique du CPP) et du chef casier qui doit le présider. Ce comité doit veiller au bon entretien du réseau en assurant une surveillance et un contrôle régulier de l'état des infrastructures du partiteur et du réseau tertiaire (dans les textes, seul le réseau tertiaire est à sa charge). Il doit établir des propositions d'éviction à soumettre au Comité Paritaire de Gestion des Terres et doit faire le bilan de la campagne d'entretien écoulée en mentionnant les difficultés et problèmes rencontrés et en proposant aux « Comités Paritaires de zone » (CPGFERS, Comité Paritaire de Gestion du Fonds d'Entretien du Réseau Secondaire) les mesures correctives à prendre ou les entretiens jugés prioritaires.

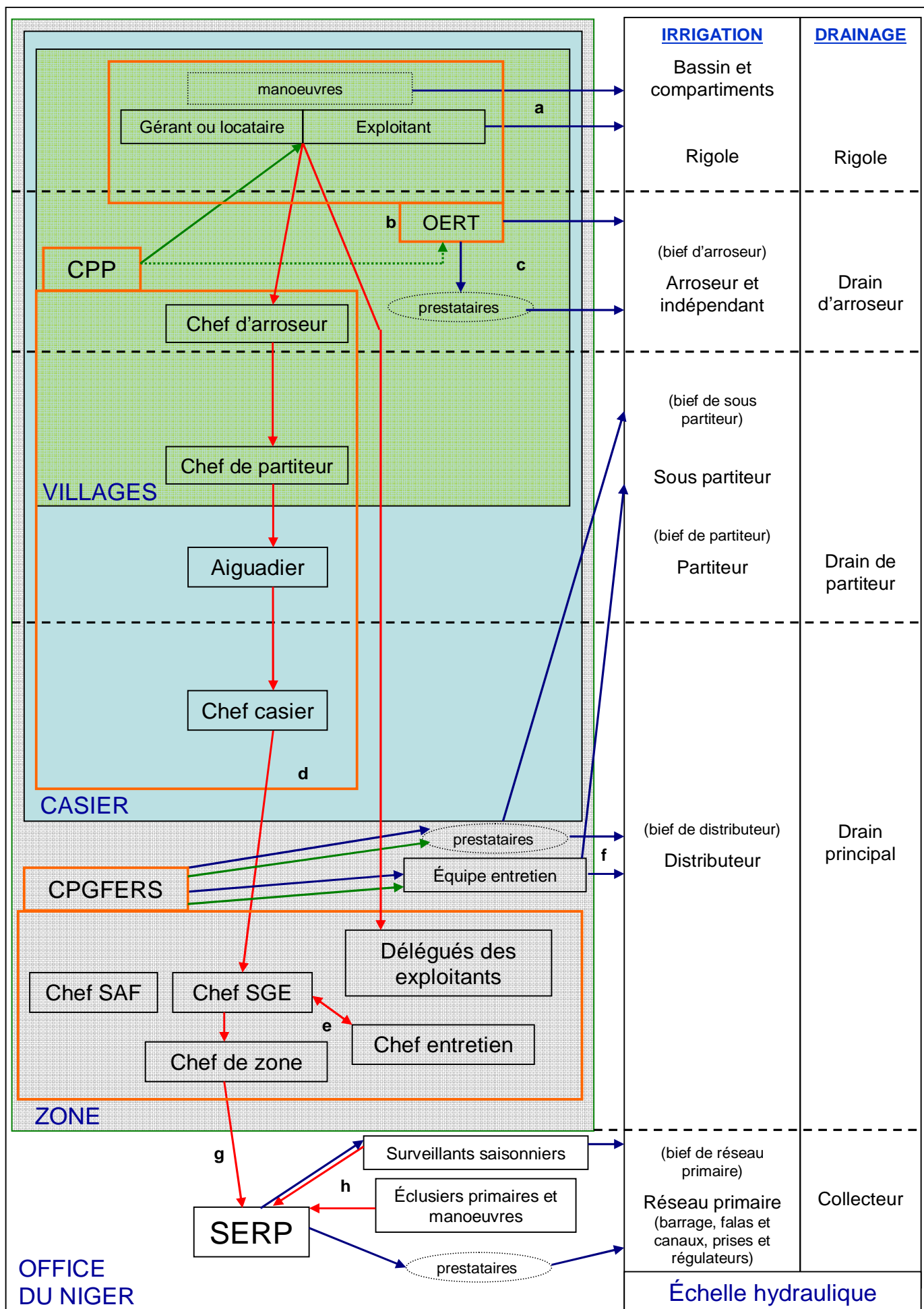
Les travaux d'entretien au niveau tertiaire peuvent être effectués par les exploitants eux-mêmes ou par des entreprises privées rémunérées par les exploitants. Depuis quelques années seulement on assiste à la mise en place progressive d'une nouvelle organisation (sûrement pour palier aux défaillances des CPP) appelée Organisation pour l'Entretien du Réseau Tertiaire (OERT), à l'échelle des arroseurs. C'est une organisation légalement reconnue chargée de coordonner les efforts d'entretien de l'ensemble des exploitants d'un même arroseur. Cette organisation est en mesure de sanctionner financièrement les exploitants réticents aux travaux de maintenance et peut également embaucher des entreprises privées pour réaliser les travaux les plus importants, comme par exemple le curage des arroseurs ou la réfection des cavaliers. Elle doit s'autofinancer par les apports de ses membres (souvent des prélèvements en paddy au moment du battage).

Les Comités Paritaires de Gestion du Fonds d'Entretien du Réseau Secondaire sont constitués de huit membres élus représentant les exploitants (de un à quatre par casier) et de membres représentant l'ON (le DZ, le chef SGE, le Chef SAF, le Chef SCR). C'est le directeur de zone qui préside le CPGFERS. Il existe un CPGFERS par zone. Son rôle est de définir le projet de programme annuel d'entretien du réseau secondaire à la charge de l'ON et d'en attribuer les marchés, de suivre et de contrôler la réalisation de ce programme, de réceptionner les travaux, d'établir les propositions d'éviction pour le PDG de l'ON, et d'examiner et de se prononcer sur les demandes de dégrèvement de redevance formulées par les exploitants. Ce sont des entreprises privées qui exécutent les travaux, en réponse à des appels d'offre.

Le programme d'entretien du réseau primaire est proposé par le SERP et se réalise en fonction du budget octroyé par l'Etat. Ce sont des entreprises privées qui exécutent les travaux, en réponse à des appels d'offre.

L'organisation théorique de l'entretien du réseau est représentée schématiquement sur le schéma suivant.

Schéma théorique de l'entretien du réseau



Légende du schéma :

- Flux d'informations → Décisions et exécution
- Planification et/ou suivi-contrôle (échelle de temps plus importante)

a : les exploitants réalisent les travaux d'entretien sur leurs parcelles

b : l'OERT réunit l'ensemble des exploitants d'un arroseur 3 fois par an pour définir les travaux d'entretien sur cet arroseur et le drain associé

c : les travaux sont réalisés directement par les exploitants (cas du faucardage), ou bien l'OERT contracte une PME dans le cas des travaux trop importants (curage du canal par exemple)

d : le CPP se réunit à mi-campagne d'hivernage pour définir les priorités d'entretien sur le partiteur et son drain. Le chef casier réunit les demandes des différents CPP à sa charge et les transmet à sa direction

e : le chef SGE et le chef entretien travaillent ensemble pour proposer au CPGFERS un programme annuel d'entretien à l'échelle de la zone, à partir de la demande des différents casiers et des délégués paysans

f : les travaux sont exécutés par l'équipe d'entretien et/ou par des prestataires sur les partiteurs, distributeurs et drains associés

g : le chef de zone communique au SERP l'état de ses grands drains collecteurs, et éventuellement de son *fala*

h : le SERP, à partir des informations provenant des zones et de ses agents, élabore son programme d'entretien, exécuté par des prestataires. En hivernage, les surveillants sont amenés à faire régulièrement des réparations ponctuelles sur le réseau, parfois en urgence et de leur propre chef.

Annexe 20 : Table d'identification des fonctions de production et de leur prise en charge lors du déroulement du projet vidéo malien

	Collaborateurs directs (GPW éclaté)	Milieu	Intervenant vidéo	Projet, chercheurs, institutions...
Décision et planification de l'intervention				
<i>Qui définit la nécessité d'une intervention de concertation appuyée par vidéo?</i>				La cellule VISION
<i>Qui identifie la ou les problématiques à traiter ?</i>	(Les interviewés et leurs proches exposent leurs problèmes)		La mission choisi les questions générales	VISION pour « la gestion de l'eau » (irrigation, drainage et entretien)
<i>Qui choisit la stratégie de communication à suivre (outils et objectifs) ? Qui définit les étapes du processus ?</i>			La mission	
<i>Qui choisit le ou les intervenants vidéo?</i>				L'Office du Niger
<i>Qui finance l'intervention ?</i>				L'Union Européenne
Conception et réalisation de la ou des vidéos				
<i>Qui effectue le choix des membres du groupe de travail ?</i>	Les villageois et les cadres de l'Office choisissent des personnes correspondant aux profils		La mission cible des profils-types	
<i>Qui participe a l'explicitation de la problématique, notamment pour orienter la réalisation?</i>	Les interviewés	Les conseils de village, avant ou après les interviews	(la mission)	Klaartje V., chercheuse hollandaise

<i>Qui pense le scénario (les sujets à traiter, la manière de le faire, l'écriture visuelle, etc.) ?</i>	Les interviewés pour les images d'appui et lieux d'interview		La mission pour le scénario	Klaartje V. et VISION pour le scénario
<i>Qui choisit les personnes à interviewer ?</i>	Les villageois et les cadres de l'Office choisissent des personnes correspondant aux profils		La mission cible des profils-types	
<i>Qui mène les interviews ?</i>			La mission	
<i>Qui tourne les images ?</i>			La mission	
<i>Qui effectue la sélection parmi les rushes ?</i>			La mission	(Klaartje V. et VISION)
<i>Qui effectue les choix de montage ?</i>			La mission	
<i>Qui réalise le montage ?</i>			La mission	
<i>Qui écrit la Voix-Off ? (A qui sera-t-elle finalement attribuée par les spectateurs?)</i>			La mission (elle reste neutre)	
<i>La démarche de conception/réalisation est-elle itérative ?</i>			OUI	

Diffusion et validation de la ou des vidéos

<i>Qui choisit le(s) public(s) ?</i>			La mission	
<i>Qui valide le contenu de la vidéo ?</i>	Les interviewés lors des réunions	Les participants aux réunions		VISION

<i>Qui anime les projections ?</i>				VISION
<i>Le déroulement des projections peut-il conduire à revenir sur le contenu des vidéos ?</i>			OUI	
<i>Qui finance les projections ?</i>				L'Union Européenne
Post-production et après-projet				
<i>Qui choisit les bénéficiaires des copies ?</i>				VISION
<i>Qui se charge de valoriser les productions sur le long terme ?</i>				VISION
<i>Qui finance la post-production ?</i>				L'Union Européenne VISION
Evaluation de l'impact de la démarche				
<i>Qui décide de la réalisation de l'évaluation ?</i>			La mission	
<i>Qui effectue cette évaluation ?</i>			La mission	
<i>Qui finance l'évaluation de la démarche ?</i>				L'Union Européenne

- En vert apparaissent les lignes correspondant au financement des différentes phases du projet
- En rose pâle apparaissent les lignes correspondant aux manipulations de l'équipement audiovisuel

- En bleu apparaissent les lignes correspondant aux prises de décisions relatives au processus vidéo
- En orange apparaissent les lignes correspondant aux prises de décisions relatives au produit vidéo

Annexe 21 : contenu final des modules vidéos construits et utilisés à l'Office du Niger

(En italique et gras : la VO, et parfois le texte à l'écran)

PRECISIONS IMPORTANTES AVANT LE VISIONNAGE

Ces vidéos ne constituent qu'une partie du diagnostic de la gestion de l'eau réalisé par l'IRAM pour le compte de la cellule VISION de l'Office du Niger. L'analyse du point de vue de la mission fait l'objet d'un rapport écrit, disponible à la cellule VISION.

Le recours à la vidéo traduit la volonté de donner directement la parole aux acteurs de la gestion de l'eau, afin de comprendre et de confronter leurs perceptions de la situation locale. Cet espace de parole ouvert à tous a surtout permis d'arriver à un consensus sur l'identification des principaux problèmes rencontrés dans la gestion quotidienne de l'eau.

Par gestion de l'eau, nous entendons essentiellement distribution, drainage et entretien.

Ces vidéos n'ont pas la prétention de décrire la situation de l'Office du Niger dans son ensemble, elles sont un outil d'animation de réunions permettant de susciter des débats.

L'équipe de réalisation s'est volontairement mise en retrait afin de favoriser l'appropriation du diagnostic par les acteurs locaux. Deux réunions ont ainsi été organisées de façon d'une part à valider le contenu des vidéos auprès des principaux intéressés et d'autre part à discuter des chemins à suivre afin de dépasser les problèmes identifiés collectivement. Une première réunion s'est déroulée à Niono en présence de l'ensemble des personnes impliquées dans la gestion de l'eau dans les zones de N'Débougou, Niono et Molodo, puis une deuxième fut organisée dans la zone de Macina. Certaines des réactions ayant eu lieu lors de ces réunions de projection ont ensuite été incorporées aux vidéos. Les participants ont exprimé le souhait de voir les vidéos diffusées le plus largement possible.

L'équipe n'a pu retenir l'ensemble des interviews effectuées auprès des acteurs locaux. Plusieurs dizaines d'heure d'entretiens ont en effet été enregistrées et la sélection du contenu des vidéos n'a pas été chose facile. Malgré tout, les réunions de projection ont validé les choix effectués. Restent certains points de vue sujets à polémique, qui n'engagent que les personnes qui les ont exprimés.

Les vidéos que vous allez voir ne reflètent donc pas la situation de l'ensemble de l'Office du Niger, mais exposent avant tout les difficultés rencontrées au quotidien par les acteurs de la gestion de l'eau. L'identification de ces problèmes était l'objectif de la mission IRAM, et ce sont ces contraintes (accompagnées parfois de propositions de solutions) que les exploitants et les agents de l'Office ont souhaité faire remonter vers les décideurs politiques et les bailleurs de fonds par le biais des vidéos.

Ainsi, alors qu'il existe des zones où la gestion de l'eau est performante (notamment à N'Débougou et à Macina, qui ont longuement bénéficié d'une assistance technique), les villages dans lesquels fut conduite cette étude ont justement été choisis pour leurs difficultés, et pour le type d'infrastructures hydrauliques dont ils bénéficient. Il s'agit d'un village non-réhabilité dans le casier Nord de Molodo (Pando Camp), d'un réaménagement participatif dans le casier Sud de Molodo (Socourani) et d'un réaménagement clef en main du casier Boloni de la zone de N'Débougou (Tiémédély Coura).

Compte tenu du grand potentiel de l'Office du Niger et de son enjeu alimentaire et social pour le futur du Mali, il convient d'analyser collectivement ces situations problématiques pour gérer au mieux les extensions à venir.

LE TRAJET DE L'EAU ET LES ACTEURS DE SA GESTION

L'Office du Niger compte aujourd'hui 80 000 hectares de terres aménagées en maîtrise totale de l'eau pour la culture du riz.

L'Office a le devoir de fournir aux paysans les quantités d'eau nécessaires à la culture du riz en hivernage.

Les rizières sont irriguées gravitairement, essentiellement à partir des eaux du fleuve Niger, qui arrivent de Guinée et poursuivent leur route vers le Niger.

L'ouvrage hydraulique principal du réseau est le barrage de Markala. Il permet de retenir les eaux du fleuve et de remonter leur niveau de 5,5 mètres en amont du barrage. Elles sont alors déviées vers l'Office du Niger pour mettre les canaux en eau.

C'est le SERP, service d'exploitation du réseau primaire, qui manipule les vannes pour maintenir les cotes nécessaires à l'irrigation.

Le réseau primaire est constitué de canaux adducteurs, d'anciens bras morts du fleuve remis en eau qu'on appelle falas, et de drains collecteurs.

Il dessert 5 zones au sein de l'Office du Niger : Niono, N'Débougou, Molodo, Macina et Kouroumari.

L'eau parcourt de nombreux kilomètres du barrage jusqu'aux parcelles.

Elle rencontre différents ouvrages régulateurs manipulés par des éclusiers jusqu'aux prises de distributeur à l'entrée des zones, elles aussi manipulées par des éclusiers.

Les zones sont divisées en casiers. Le chef casier coordonne une équipe d'aiguadiers, et chaque aiguadier s'occupe d'un ou plusieurs partiteurs. Chaque partiteur dessert plusieurs arroseurs. Les paysans d'un même arroseur élisent un chef arroseur, qui doit les organiser et les représenter auprès de l'aiguadier.

Le long des arroseurs de nombreuses rigoles permettent aux paysans d'irriguer et de drainer leurs rizières.

Dans les zones récemment réhabilitées, les vannes plates ont souvent été remplacées par des modules à masque facilitant la maîtrise des débits.

L'eau en surplus est finalement évacuée par les drains d'arroseurs, qui se jettent dans les drains de partiteurs puis dans les grands collecteurs.

Mais à l'office du Niger, l'eau des canaux ne sert pas uniquement à l'irrigation des rizières. Les gens s'y nettoient, les femmes y lavent le linge, les pêcheurs y trouvent la base de leur alimentation, les animaux s'y abreuvent et aujourd'hui encore, les villages ne disposant pas de forages s'y alimentent en eau.

Les interviews qui composent cette vidéo ont été réalisées dans trois villages. Socourani et Pandocan, respectivement dans les casiers Nord et Sud de la zone de Molodo, et Tiémédély Coura, dans le casier Boloni de la zone de N'Débougou.

ACTUELLEMENT L'IRRIGATION ET LE DRAINAGE POSENT DE NOMBREUSES DIFFICULTES

Cette vidéo cherche à montrer l'existence d'un certain nombre de difficultés dans la maîtrise de l'eau aux différents niveaux du réseau et leurs conséquences en termes de gaspillages d'eau.

M. Abdoulaye Diallo, responsable du Service d'Exploitation du Réseau Primaire, nous parle du pilotage du réseau. L'absence de matériel oblige M. Diallo à se fonder sur sa seule expérience, ce qui est de plus en plus difficile du fait de l'allongement des temps de réponse.

M. Abdoulaye Diallo, responsable du Service d'Exploitation du Réseau Primaire à Markala

« Les équipements hydrauliques nécessaires pour faire les calages des niveaux dans le réseau primaire de l'Office du Niger n'existent pas pour le moment. Donc on se cale par rapport aux cotes maxi et mini en amont des ouvrages, au niveau des ouvrages du réseau primaire. Ce calage se fait par expérience, effectivement. »

« Donc en fonction des besoins des zones nous, nous pouvons manipuler le barrage. Et ensuite il y a une cote minimum et une cote maximum qu'il faut respecter suivant la saison. En hivernage la cote 300,50 par exemple, cote ON ne doit pas être dépassée. La cote ne doit pas être au dessus de 300,50. En même temps, la cote minimum ne doit pas être en dessous de 300,40. En fonction de la cote on procède aux ouvertures ou bien aux fermetures. »

« Nous ne sommes pas limités par la ressource. Nous pouvons être limités par d'autres problèmes, par exemple l'enherbement, l'état du réseau. Quelque part vous allez voir que le fala est totalement comblé. On arrive à satisfaire les besoins, mais peut-être tardivement. Le temps de réponse c'est plus ça, il devient plus long. Donc on peut être limité par des problèmes liés au réseau : problèmes de cavaliers ou problèmes d'envasement, ou d'enherbement. »

Au niveau secondaire, l'un des principaux problèmes rencontrés depuis la restructuration est le manque de ressources humaines et matérielles pour assurer un bon suivi de l'irrigation. C'est ce que nous expliquent M. Idrissa Moussa Maïga, chef du casier Nord de la zone de Molodo, puis M. Adama Diarra, chef du casier Sud.

M. Idrissa Moussa Maïga, chef casier Nord à Molodo

« Actuellement au casier au niveau du SGE de Molodo, mon avis est que le personnel est insuffisant. Parce que tu peux trouver un agent qui peut avoir 3 ou 4 partiteurs, ça représente plus de 1000 et quelques hectares. Or il doit faire un sillonnement, il ne peut pas voir tous les arroseurs sur les partiteurs pour pouvoir rapidement, nettement faire son travail comme il faut. Le personnel est insuffisant. »

M. Adama Diarra, chef casier Sud à Molodo

« Ici nous avons de sérieux problèmes par rapport aux moyens de déplacement. Premièrement les moyens que l'on nous donne on les retient sur notre salaire. Par exemple si on te donne une moto à 1 million, tu rembourses ce million et en même temps tu travailles avec la moto pour l'Office du Niger. Alors que ce qui était prévu dans l'accord d'établissement était un remboursement à 50%. Maintenant ce n'est plus le cas, les primes qu'on nous donne pour l'entretien de ces motos sont insuffisantes, tellement insuffisantes que même si tu as la volonté de travailler il y a des jours où il ne te reste plus d'argent pour acheter de l'essence et aller au travail. »

« Nous avons toujours signalé ces problèmes. Car pour pouvoir bien gérer l'eau il faut être équipé en conséquence. Or chez nous ici à Molodo il n'y a ni échelles ni abaques au niveau des ouvrages. Par conséquent il est difficile de connaître la quantité d'eau qui passe. Mais comme on fait ce travail depuis longtemps, on sait que si tu mets la prise à tel nombre de dents tu seras capable de couvrir tels besoins en eau. Mais dire qu'on a une échelle ou un abaque pour connaître nos débits, non. On a rien de tout cela ici. »

Au niveau des partiteurs et des arroseurs, les agents de l'Office et les paysans doivent travailler ensemble pour assurer une bonne gestion de l'irrigation. Mais cette collaboration n'est pas toujours simple. Pour faciliter son rapport avec les paysans, l'aiguadier communique avec les différents chefs d'arroseur et le chef de partiteur qu'ils élisent à leur tête.

M. Diallo Soumaïla, chef de partiteur à Tiémédély Coura (casier Boloni à N'Débougou)

« Je m'appelle Soumaïla Diallo. Je suis chef de partiteur ici, je travaille en collaboration avec le moniteur. Quand l'eau arrive en période d'installation des pépinières le moniteur vient ouvrir l'eau, après il me donne la clef et repart au bureau, quand il y a un trop plein je ferme et le matin je lui rend compte dès qu'il est là. Mais s'il n'y pas beaucoup d'eau j'augmente le débit et le matin je lui rends compte de la même manière. S'il est menacé de brèches ou de débordements je ferme aussi à clef. C'est comme cela qu'on travaille ensemble. »

M. Karim Dissa, aiguadier à Tiémédély Coura, nous explique néanmoins que le chef de partiteur ne peut pas toujours assumer à lui seul le travail de l'aiguadier.

M. Karim Raphaël Dissa, aiguadier à Tiémédély Coura (N'Débougou)

« Cela ne peut pas marcher. Cela ne peut pas marcher parce que certains paysans ne tiennent pas compte du chef partiteur. Ils viennent directement voir l'agent. Le chef partiteur est là pour voir qu'il y a des problèmes au niveau du partiteur. Beaucoup de paysans ne veulent pas venir le voir, ils n'en tiennent pas compte. Le matin les chefs d'arroseurs viennent me voir avec certains paysans qui ont des problèmes d'irrigation, si bien que le chef partiteur, comme souvent ses paysans ne l'approchent pas, ne s'occupe parfois même pas de son partiteur. »

La responsabilité de chef d'arroseur est parfois difficile à assumer. Exploitant au même titre que les autres, le chef d'arroseur ne dispose d'aucun véritable moyen de pression sur ses voisins et son travail n'est pas rémunéré. M. Dramane Doumbia, aiguadier à Socourani, nous parle de cela.

M. Dramane Doumbia, aiguadier à Socourani (casier sud de Molodo)

« Après, ce qui est difficile actuellement, c'est que les paysans ne respectent plus les chefs d'arroseurs, ils ne les écoutent plus, ce qui nous oblige à approcher ces paysans pour leur dire que ce qu'ils sont en train ou ce qu'il est en train de faire n'est pas la bonne chose, si c'est le cas. Je donne un exemple. Il y a un arroseur qui est contiguë à un drain et il s'est trouvé qu'il y a eu une brèche reliant les deux. Quand j'ai vu ça, j'en ai parlé au chef d'arroseur pour qu'il informe ses exploitants afin qu'ensemble ils viennent colmater la dite brèche. Il leur a dit à 5 reprises et personne ne l'a écouté, du coup personne n'est venu. Par conséquent j'étais obligé de prendre mes responsabilités et boucler à clef leur prise en leur disant que je ne l'ouvrirai pas tant que ça ne sera pas réparé. Ils l'ont réparé et je l'ai rouverte. Ce travail d'organiser les exploitants pour l'entretien de l'arroseur c'est celui du chef d'arroseur, mais ses paysans ne le respectent plus. »

M. Moussa Dembélé, chef d'arroseur à Socourani

« On peut avoir besoin d'eau à l'heure qu'il est actuellement (11h), il se peut qu'un exploitant se trouvant dans le champ ait besoin d'eau. Il se lève, prend son moyen de transport pour venir me voir. « Moussa j'ai besoin d'eau pour irriguer telle partie de mon champ, le problème d'eau c'est comment? ». Je lui dis que je n'ai pas la clef ici avec moi, qu'il faut qu'il parte à Molodo. Bon, s'il part et qu'il ne trouve pas l'aiguadier il va perdre la journée. Nous avons jugé nécessaire d'enlever celui [*le cadenas*] de l'Office pour le remplacer avec le nôtre. Et depuis dès que les travaux commencent j'amène la clef au champ, celui qui aura besoin d'eau vient me voir et j'ouvre. »

M. Dramane Doumbia, aiguadier à Socourani (casier sud de Molodo)

« S'il joue le rôle l'aiguadier, même si les gens avec lesquels il ne s'entend pas bien sont dans le besoin, il va fermer, sauf si l'aiguadier lui-même revient ouvrir pour eux. Mais en revanche si un de ses amis a une crise d'eau, même si l'aiguadier lui demande de fermer jusqu'à ce que le réseau soit réparé, même s'il faut qu'il triche, il le fera en cachette pour satisfaire son ami. C'est la raison pour laquelle souvent nous récupérons et gardons nos clefs pour que les paysans s'exécutent. »

Le Comité Paritaire de Partiteur, constitué de paysans et de responsables de l'Office, doit normalement assurer la bonne coordination des efforts des deux parties pour l'irrigation et faciliter la surveillance du réseau. Mais dans la pratique les réunions de ce comité n'ont généralement pas lieu, sauf en cas de crise d'eau.

Ces difficultés humaines, matérielles et organisationnelles conduisent à de nombreux gaspillages d'eau aux différentes échelles.

MM. Mohamed et Bandjini Coulibaly, agriculteurs à Socourani

« Ce dont je voudrais parler moi, c'est du non-planage des champs. Les champs ne sont pas planés. Pendant qu'il y a de l'eau dans certaines parties, d'autres ne peuvent pas en avoir. Pour pouvoir irriguer les buttes, cela veut dire que dans les bas-fonds tu as de l'eau jusqu'aux genoux. Alors quand tu dois repiquer dans ces conditions cela implique nécessairement de décaler les semis. On ne peut le faire ensemble parce que les champs ne sont pas planés. »

M. Karim Raphaël Dissa, aiguardier à Tiémédély Coura (N'Débougou)

« Quand j'arrive le matin et que je fais mon tour de partiteur, souvent je constate que le niveau d'eau est élevé, et ce parce que certains paysans qui avaient demandé de l'eau, une fois satisfaits, ferment leur prise d'arroseur sans m'en informer. Si j'avais fait l'ouverture en conséquence alors qu'ils ne m'ont pas informé, cela augmente le niveau d'eau dans le partiteur. Souvent aussi je constate que le niveau d'eau a baissé, ce qui est dû au fait que certains paysans ouvrent sans nous le dire les prises d'arroseurs s'ils ont besoin d'eau, ce qui fait baisser le niveau d'eau dans le partiteur car leurs besoins sont élevés. Dans les deux cas, je viens agir sur l'ouverture de ma prise de partiteur en la réduisant ou en l'augmentant. »

M. Youssouf Coulibaly, exploitant à Tiémédély Coura (N'Débougou)

« Parce que si l'on ouvre le partiteur à un certain niveau, il y a un trop plein d'eau pendant que les paysans n'ont pas besoin d'eau, alors que si il y a beaucoup d'eau dans le partiteur il faut que les arroseurs et les sous partiteurs restent ouverts pour la prendre. »

« Bon ça c'est au niveau des agents, car ce sont les agents qui ouvrent le partiteur et s'ils ne le contrôlent pas ça déborde.»

M. Nouhoum Lah, chef Service Gestion de l'Eau à N'Débougou

« Si on demande aux agents pourquoi la quantité d'eau utilisée a été élevée, il peut y avoir plusieurs raisons. Par exemple, il y a certains partiteurs au bout desquels il y a des hors casiers, ce qui par conséquent augmente la quantité d'eau utilisée par ce partiteur. Ensuite, les agents eux aussi sont des hommes... Allah a créé des hommes qui sont courageux et d'autres qui ne le sont pas. Si l'agent n'est pas assez courageux, et donc s'il ne fait pas son tour quotidien, alors le partiteur peut se gonfler, déborder et se verser dans le drain. Alors l'agent est responsable, c'est un manque de sérieux dans son travail. Cela existe parmi nous, Il faut bien le dire. »

Malheureusement toute cette eau gaspillée se retrouve dans le réseau de drainage et accentue encore les problèmes d'engorgement des drains.

M. Youssouf Coulibaly, exploitant à Tiémédély Coura (N'Débougou)

« Le gaspillage d'eau dans les champs, oui cela existe. »

« Parce qu'il y a plusieurs types de personnes parmi nous ici. Il y en a qui ouvrent la vanne d'arroseur pour irriguer et la laissent comme ça. Et si tu ne reviens pas la contrôler et la fermer ton champ sera plein et l'eau va se déverser directement dans le drain. Le champ est plein avant que tu ne reviennes voir la vanne. L'eau est alors gaspillée. »

« Ce n'est pas intéressant pour nous. Parce que si l'eau va dans le drain qui l'achemine directement dans le drain principal, comme ce dernier est bouché et n'a pas été curé, en hivernage cette eau est refoulée dans nos champs quand il y a beaucoup de pluie, car elle n'a pas pu aller là où elle devrait aller. »

M. Moussa Dembélé, chef d'arroseur à Socourani

« Qu'on dise la vérité même si on est Molodo, qu'on le dise que réellement l'eau ne coule plus dans les drains, car avec la pratique de la contre-saison la mise en eau des champs est

permanente. Il est donc impossible de drainer. **Et quelles sont les conséquences pour les parcelles ?** Cela nous amène des difficultés et a des conséquences néfastes car cela épuise le sol, le fatigue et le tue, car ce sont les rayons du soleil qui donnent la force au sol. »

M. Adama Ouologuèm, exploitant à Pando Camp

« J'ai mon champ en location depuis 4 ans. Les propriétaires sont de vieilles personnes, leurs enfants sont encore petits pour le moment. Il m'a dit de l'exploiter dans ces conditions avant qu'il n'en ait besoin. J'ai accepté et je suis rentré dans ce champ. Mais ici l'eau ne sort pas, et quand l'hivernage arrive, on laboure dans l'eau, on repique dans l'eau, on récolte dans l'eau. On transporte les épis dans l'eau pour les mettre sur la digue pour le battage. On ne peut jamais le drainer. Et pendant l'hivernage souvent le drain secondaire refoule dans mon champ. C'est le problème que j'ai ici. »

Enfin, et malgré toutes ces difficultés quotidiennes, les paysans de l'Office du Niger voient leurs besoins en eau satisfaits. Ils produisent du riz en hivernage et parfois même en contre-saison. Les rendements peuvent atteindre 5 voire 6 tonnes dans le meilleur des cas, et la production de l'Office fournit plus de 50 % des besoins en riz du pays.

Au travers de cette vidéo les acteurs locaux de la gestion de l'eau ont soulevé un certain nombre de questions :

- **Comment assurer un pilotage raisonné du réseau, avec son état actuel de dégradation et en l'absence d'un matériel adéquat ?**
- **Comment faire face à la diminution drastique des ressources humaines et matérielles au sein de l'Office du Niger ?**
- **Comment rendre plus efficace la collaboration entre aiguadiers et paysans ? Faut-il redéfinir les rôles et les responsabilités des chefs de partiteurs et des chefs d'arroseurs ?**

Toutes ces limites mises en évidence contribuent au gaspillage de l'eau à différentes échelles, dont la principale conséquence est l'engorgement permanent des drains.

EXTRAITS DES REUNIONS DE PROJECTION A Niono le 15-11-06 et à Kolongo le 16-11-06

Hassime Savadogo, membre du Comité Paritaire de Gestion des Terres de Macina

« Les dégradations que ces bovins causent aux canaux c'est beaucoup plus important que ce que l'eau fait. Parce que les bovins rentrent là-dedans alors qu'on avait montré la route par laquelle les bovins devraient contourner pour rentrer dans les champs. Cela n'est plus respecté maintenant. Donc ils rentrent là-dedans par où ils veulent et ces passages dégradent les canaux. Ensuite il y a les pratiques des bozos, ils placent des nasses, ils coupent un côté du canal, fabriquent une nasse de deux à trois mètres et la placent dans la brèche. »

Abdoulaye Daou, délégué général des exploitants de l'ON

« Souvent après avoir fini d'irriguer tu fermes ta vanne, mais après quand tu passes au champ tu seras surpris de voir que ta vanne est ouverte et qu'une nasse est posée. L'eau est en train de couler jusque dans le drain alors que toutes tes bouches à eau sont fermées. Mais l'eau continue de couler comme cela parce que sinon le propriétaire de la nasse n'aura pas de poissons. Oh tu sais ici on dit que le paysan et le bozo se partagent la gestion de l'eau au champ. »

Dramane Doumbia, aiguadier à Socourani

« Ensuite j'ai dit dans tous les villages que s'ils voyaient des nasses dans les drains ou dans les champs, qu'ils les enlèvent, les cassent et les brûlent, et que si quelqu'un leur demandait qui l'a fait

qu'ils lui disent que c'est moi Dramane l'aiguadier qui l'a fait. Mais ils ne le feront pas à cause du voisinage, et après ils viennent nous dire que le bozo a fait ceci ou cela, mais la maison du bozo est contiguë à la tienne, le poisson que tu mets dans ta sauce vient de chez lui, pourras-tu lui brûler sa nasse ?»

Mamadou Keita, chef de la cellule VISION de l'ON

« Comme on sait déjà qu'on a des difficultés de drainage, il faudrait par conséquent bien gérer les quantités d'eau qu'on prend. Il faudrait pouvoir tout faire pour amener à ton champ et en ta présence la quantité d'eau exacte dont tu as besoin pour ne pas avoir à en vider ensuite dans le drain. Nous avons ce pouvoir. Quelqu'un a dit ici que l'aiguadier ne doit même pas aller à la maison, mais le paysan non plus ne doit pas aller à la maison si tu contrôles l'eau. Mais si tu ouvres l'eau, pars faire ton marché et ne reviens fermer que lorsque tu t'en rappelles, alors l'eau qui est entrée est en train de se vider dans le drain. Ca c'est la faute du paysan et il faut qu'on arrête ces pratiques. Le reste, ce que vous avez dit qui sont les erreurs de l'encadrement, on ne va pas les oublier et rien cacher, tout va apparaître dans cette vidéo. »

Dramane Doumbia, aiguadier à Socurani

« Mais le vrai problème d'eau c'est au niveau des paysans. Ce sont les paysans, moi je suis aiguadier. Si j'ouvre le partiteur l'eau ne quitte pas directement le partiteur pour se déverser dans le drain, elle passe d'abord par les arroseurs et les champs. L'eau ne peut jamais quitter directement le partiteur pour aller dans le drain. Moi-même j'ai un champ et je suis exploitant bien que je sois aiguadier. Une fois que tu vois l'eau dans le drain elle est passée soit par l'arroseur soit par le champ. Moi j'ai vu des paysans dans mon sous-casier qui disent que c'est la nouvelle eau qui est bien pour le riz, donc ils remplissent aujourd'hui d'eau leur champ et demain ils le vident. Il y a des champs comme ça. Il y a ici présents dans cette salle certains de mes paysans qui sont au courant de cette pratique. Je leur ai conseillé d'arrêter, ils n'ont pas voulu, et ce sont ces mêmes personnes qui viennent dire ici que l'eau ne sort pas. »

Issiaka Sanogo, exploitant de Niono

« C'est la même chose, nous cherchons tous à nous nourrir à partir du champ. Moi ce que j'ai compris dans cette affaire c'est que l'eau est gaspillée, c'est vrai l'eau est gaspillée. Parce que pour les paysans colons leur première daba de culture est l'eau, et leur premier couteau de guerre aussi c'est l'eau. Moi par exemple je vais exploiter mon champ à N4, j'y vais le matin à l'aube et j'y passe toute la journée jusqu'à la nuit. Au crépuscule je quitte le champ pour éviter les piqûres des moustiques, et alors je prends ma moto pour rentrer à la maison, mais une fois que les autres te voient à moto de passage, hop ils vont au champ pour casser ta digue et faire sortir l'eau de ton champ. C'est ça leur première arme de guerre, c'est le gaspillage d'eau.

Issiaka Maïga, aiguadier du casier de Niaro, dans la zone de Macina

« Par rapport à la crise d'eau nous avons eu de sérieux problèmes à certains endroits qu'on appelle les casiers semi-aménagés, qui sont au niveau de Bolibana. C'est dû aux exploitants eux-mêmes. Ils ont tous cherché des clefs personnelles qui ne sont pas celles de l'agent. Ils ouvrent la nuit en l'absence de l'agent, et cela a contribué à perturber leur campagne. Chaque fois il y a des brèches sur le partiteur et pour pouvoir colmater une brèche cela se fait en 5 ou 6 jours, et alors il se peut que certains soient dans le besoin et que d'autres n'aient même pas pu commencer les travaux à cause de la crise d'eau. Ceux-ci seront mis en retard. Donc nous demandons aux exploitants de cesser d'utiliser des clefs parallèles. Qu'on n'utilise seulement celle de l'agent. Qu'ils arrêtent l'utilisation des clefs parallèles car finalement elles ne créent que des crises d'eau à tout le monde.»

Amadi Gamsoré, secrétaire d'une Association Villageoise de la zone de Macina

« Alors que pour le colon, lorsque l'hivernage a commencé, nous travaillons tous les jours et même la nuit, à tout moment nous travaillons avec l'eau, donc il faut obligatoirement qu'une clef reste avec un paysan de confiance et que ce dernier puisse gérer en l'absence de l'aiguadier. Certes il y a certains qui le font avec des intentions de gaspillage, de vandalisme, mais sinon dans chaque village il y a une ou quelques personnes de confiance qui peuvent bien gérer l'eau comme l'aiguadier la gère. Tant

qu'on ne procède pas comme cela il y a toujours des problèmes ou des difficultés dans le travail. Comme je l'ai dit, j'ai pris l'exemple pour moi-même. Ousmane Touré m'a confié la clef de notre sous-partiteur, et quand nos gens ont besoin d'eau en l'absence de l'aiguadier, moi j'ouvre pour leur donner de l'eau. Quand c'est plein ils viennent me le dire et alors je vais fermer. Des cas comme cela ne gâtent en rien le travail, c'est l'entente seulement, c'est quand tu le fais avec un mauvais état d'esprit que cela va amener des problèmes.»

Des problèmes spécifiques à la zone de Macina ont également été évoqués lors de la réunion de projection à Kolongo. Il s'agit des défauts de conception du distributeur de Boky Wéré, des prélèvements importants de l'Opération Riz Ségou (ORS) et des problèmes de reflux au niveau de la jonction du drain collecteur et du fleuve pendant les périodes de crue.

L'ENTRETIEN DU RESEAU TERTIAIRE

En terme d'entretien le contrat-plan (établi pour trois ans entre l'Etat, l'Office et les paysans) réparti clairement les rôles de chacun. Les canaux adducteurs, les falas, les principaux ouvrages régulateurs et les grands drains collecteurs sont à la charge de l'Etat. Les distributeurs, les partiteurs et les drains correspondant sont à la charge de l'Office, tandis que les arroseurs, les rigoles et leurs drains sont à la charge des paysans.

L'entretien du réseau tertiaire, entièrement à la charge des paysans depuis la restructuration de l'Office en 1994, pose de nombreux problèmes. Les paysans n'arrivent pas à s'entendre entre eux pour assurer cet entretien, ou n'en ont parfois simplement pas les moyens. Et le réseau se dégrade de plus en plus. Depuis peu l'Office tente de les organiser en OERT, Organisation d'Entretien du Réseau Tertiaire, mais leur mise en place n'est pas facile.

M. Moktar Zango, chef de l'association villageoise de Pando Camp et membre du Comité Paritaire de Gestion des Terres du casier Molodo Nord

« Avant, quand l'Office achetait le riz, on entretenait les arroseurs. Le riz qu'on produisait c'est l'Office qui l'achetait pour les amener dans les rizeries. Et une fois le riz à la rizerie, l'Office coupait tous les crédits. A cette époque, pour les arroseurs l'Office retenait une certaine somme d'argent sur ta vente, que tu ne pouvais pas obtenir tant que tu n'entretenais pas ton tertiaire. Après avoir fait l'entretien du tertiaire, tu pouvais passer prendre ton argent. Dans le cas contraire tu n'avais pas le droit à cette somme. C'est ainsi que l'entretien était fait. Au moment où l'Office a arrêté ses achats de riz, les travaux d'entretien ont été abandonnés. On nous a dit que les arroseurs étaient à nous, mais vous savez quand on laisse les gens livrés à eux-mêmes, souvent il y a des problèmes. On est resté comme ça et l'état des drains s'est dégradé de plus en plus. C'est seulement l'an passé que l'Office est venu avec l'idée des OERT et leur mise en place qui consiste à organiser en groupe les exploitants d'un même arroseur pour former un « ton ».

M. Sékou Ouologuèm, aiguadier à Pando Camp (casier Nord de Molodo)

« En général ceux qui sont seuls entretiennent leur arroseur. Ils n'attendent pas qu'il y ait une nécessité pour le faire. Ils le font couramment : en début des travaux ils le font, au milieu des travaux ils le font, et à la fin aussi ils le font. Mais en général là où il y a plusieurs exploitants sur un même arroseur, il y a des désaccords. Même si vous donnez rendez-vous un jour pour venir le faire, si un seul ne vient pas les autres vont dire « ah ! Un tel n'est pas venu, donc on reporte à demain ou après-demain ». Et finalement, ils laissent tomber. Il faut qu'il y ait une autre sorte de pression ou de sanction pour qu'ils puissent le faire. »

M. Ousmane Ouedraogo, chef de partiteur à Pando Camp

« On dit de l'entretenir et nous on rentre avec des faucilles dans le drain pour faucher les herbes et les enlever dans la plupart des cas. Voilà ce qu'on fait, pour permettre à l'eau de partir. Mais pour que l'eau coule bien, il faut curer le banco qui est dedans et confectionner les digues. C'est du à la non-réhabilitation des champs et en vérité nous, on n'a ni la force ni les moyens nécessaires pour le faire. Ils sont en train de nous organiser maintenant, d'organiser en groupe les gens qui sont sur le même arroseur, pour qu'ils puissent l'entretenir ensemble. Ils nous ont montré qu'on pouvait prendre des dispositions pour qu'au moment de la récolte et du battage, chaque membre du groupe donne une certaine quantité de riz qui sera collectée. En période d'entretien des drains, on pourra ainsi embaucher des prestataires pour les curer. Tout cela constitue des alternatives pour le curage, mais pour le moment on a encore rien commencé. »

M. Salif Ouedraogo, responsable de la Promotion aux Organisations Paysannes, zone de Molodo

« Mais il y a des difficultés dans le fonctionnement de ces OERTs. Ce sont les suivantes :

La première difficulté des OERTS sont les gens qui ont leur champ dans un village où eux-mêmes ne résident pas, on les appelle « non résidents ». Ils ne peuvent pas participer à ces travaux d'OERT, car le jour où vous voulez exécuter ces travaux la personne en question n'aura pas l'information à temps. Ils ne font donc pas les travaux comme ils devraient. »

M. Gaoussou Dambélé, chef d'arroseur et chef du village de Socourani

« Cela fait qu'il y a plus d'étrangers que d'anciens résidents, et on ne se connaît plus entre paysans. Parmi ces non-résidents, certains résident en France, en Cote d'Ivoire, à Bamako, à Ségou etc. ... Comment peut-on bien exploiter les champs dans ces conditions ? Le drain que l'on a, si on veut bien l'entretenir, lui il est non résident, celui là aussi, aussi moi je suis le seul résident, est-ce que moi seul je pourrai entretenir le drain ? Non je ne peux pas. On n'est pas ensemble. Comment pourrons nous effectuer un bon entretien ?...

M. Adama Traoré, manœuvre à Tiémédély Coura

« Je suis venu ici en 2002, c'est mon oncle maternel qui m'a envoyé ici en raison d'une relation d'amitié. C'est quelqu'un qui a son champ ici et qui avait dit devant mon oncle qu'il cherchait quelqu'un pour venir l'exploiter. C'est ainsi que mon oncle lui a répondu que son neveu pourrait bien le faire. Et c'est lui qui m'a envoyé ici. Depuis que je suis arrivé j'exploite ce champ.»

Savez-vous ce qu'est une OERT ?

« Je ne suis pas au courant »

Etes-vous au courant qu'il y a eu des formations sur l'entretien du tertiaire dans le village de Tiémédély Coura ?

« Je ne suis pas au courant »

« Je suis là pour un travail, et le matin je vais au travail. Ils doivent informer les travailleurs de ce qui se passe. Mais si on te le dit et que tu ne viens pas, alors on peut t'accuser. Mais si on ne te le dit pas, tu ne peux pas être au courant.»

« Si j'avais eu l'information concernant ce groupe, je l'aurais intégrée car j'aime bien cette idée. Parce qu'une fois que le drain est sale, il est difficile pour l'eau de couler. »

M. Salif Ouedraogo, responsable de la Promotion aux Organisations Paysannes, zone de Molodo

« Deuxièmement ce sont les statuts et règlements intérieurs qui font marcher les OERTs. Ces statuts et règlements légalisent les OERTs. Mais les membres eux-mêmes ne respectent pas les contenus de ces papiers alors qu'ils ont été établis de façon participative, avec leurs propres propos.

Une fois les papiers obtenus il faut faire faire un récépissé au niveau de la préfecture ce papier que le commandant doit délivrer pour que l'état reconnaisse l'association et que le travail puisse se développer. Mais les gens ne payent pas les cotisations. Par conséquent les sanctions qui doivent être prises ne peuvent pas être prises par l'OERT si les membres n'ont pas payé pour ce récépissé.

Quatrièmement, il y a la vétusté de certains réseaux. Avant l'aménagement était fait avec un certain calibre de réseau. Mais maintenant ces réseaux sont dégradés jusqu'à un certain niveau, et finalement quand tu regardes les travaux à réaliser sont plus importants. C'est un gros problème car les gens se découragent très vite. »

Il est important de souligner la difficulté d'entretenir manuellement des arroseurs et des drains fortement enherbés. Les assécher en contre-saison afin d'y mettre le feu pourrait constituer une solution.

Si ces OERTs n'avaient pas d'existence officielle jusqu'ici, il faut reconnaître que dans certains cas, les paysans fonctionnaient déjà sur ce type de schéma. Les travaux étaient réalisés soit collectivement sur l'ensemble de l'arroseur, soit individuellement, chacun devant son champ. Mais l'absence de véritable moyen de sanction en cas de refus d'un paysan conduisait bien souvent à un entretien partiel qui finissait par décourager tout le monde. Il subsiste aujourd'hui encore quelques réticences paysannes vis-à-vis des OERTs, mais elles ne devraient pas durer.

M. Souleymane Coulibaly, exploitant, membre du Comité Paritaire de Gestion des Terres de Tiémédély Coura (N'Débougou) et premier conseiller du chef

« Si tu constates qu'ils ne l'ont pas fait tout de suite c'est dû à un manque de compréhension. L'homme de la brousse n'est pas instruit, si l'intellectuel vient avec sa parole, son avis, alors le jour où il nous demande de faire quelque chose on ne le fait pas tout de suite. On peut attendre jusqu'à l'année prochaine, jusqu'au moment où on aura des informations d'autres personnes qui l'auront déjà fait. Alors à ce moment là on se décide à le faire nous aussi. »

Au travers de cette vidéo les acteurs locaux de la gestion de l'eau ont soulevé un certain nombre de questions :

- ***Comment donner aux paysans les moyens de lutter efficacement contre la dégradation du réseau tertiaire ?***
- ***Pourquoi les paysans sont-ils incapables de s'organiser collectivement pour faire face aux problèmes d'entretien ?***
- ***Comment faire en sorte que les OERT deviennent fonctionnelles?***

Si l'entretien du réseau tertiaire pose quelques soucis, il faut reconnaître qu'au niveau secondaire et primaire cela pose également des problèmes. Les entretiens commencent très souvent en retard et sont généralement mal faits, voire pas faits du tout.

EXTRAITS DES REUNIONS DE PROJECTION A Niono le 15-11-06 et à Kolongo le 16-11-06

Abdoulaye Keita, ONG Nyeta Conseil

« Mon intervention concerne les OERT qu'on a installées au niveau des arroseurs et des drains. Il faudrait qu'on prenne des dispositions dès à présent en termes de financement pour qu'elles puissent faire leur travail, au niveau des caisses comme *nesigiso* ou d'autres réseaux de caisses. A mon avis les OERT n'ont pas été mises en place uniquement pour le faucardage, car dans ce cas la seule force physique suffirait, mais plutôt pour ce qui concerne les entretiens à long terme comme le curage et la réfection des cavaliers. Ce sont des travaux qui dépassent la force des propriétaires des champs. Donc comme à présent ce sont des organisations officiellement reconnues, il faut prendre des dispositions pour leur donner de l'argent à crédit de manière à pouvoir réparer les parties endommagées, et qu'en contrepartie elles rembourseront. Si on pouvait négocier ces lignes de crédit

au niveau de la micro finance maintenant ou bien même au niveau des banques, à mon avis ce serait une bonne chose.

[...] Maintenant il faut voir que les questions que les paysans se posent sont les suivantes : Si je fais l'entretien qu'est-ce que ça apporte à ma famille ? Si je ne gaspille pas l'eau, en termes économiques, qu'est-ce que ça peut apporter à ma famille ? On doit écrire et montrer aux paysans que si tu n'as pas entretenu ton drain tu auras des difficultés de drainage, et qu'il sache ce que cela aura comme conséquences. Tout d'abord si tu récoltes dans l'eau cela jouera sur la qualité de ton riz. Il faut qu'on lui montre cela, c'est pourquoi je pense qu'il faut une formation. Non pas de la sensibilisation mais surtout de la formation, parce que le fait de le dire aujourd'hui n'est pas la solution. Il faut qu'on s'assied, qu'on fasse des projections, qu'on parle en leur montrant et en indiquant les conséquences économiques que cela pourra induire. Par exemple, si tu as un hectare et que tu as eu des problèmes de drainage, de combien de FCFA ton coût d'exploitation a-t-il augmenté ? »

Sekou Bah, ONG Nyeta conseil

« Parce qu'il y a ce point aussi. Si on essaye de vérifier, les paysans ne font pas leur part d'entretien du réseau. Ils ne le font pas, mais chaque année on leur donne de l'eau. Et si on est tous réunis ici c'est à cause de l'eau. Et si tu vois que certains entretiens ne se font pas c'est bien parce qu'on donne l'eau. Si on coupe l'eau à certains endroits le travail est fait. C'est vrai, dans certaines localités quand tu leur dit qu'ils n'auront pas d'eau s'ils ne font pas le travail, alors ils le font. Parce que si vous constatez que la campagne est en train d'avancer, qu'on est presque en juin ou juillet et que vous n'avez pas d'eau, vous allez vous chercher et vous retrouver même si certains sont à Ségou ou à Bamako vous allez vous voir et le travail sera fait. Il faut qu'on se dise ça aussi. »

Amadou Waigalo, coordinateur des centres Faranfasi So

« Ca va amener de grandes difficultés dans l'avenir. En deux mots le problème d'OERT dont vous parlez il faut qu'on s'en méfie sérieusement parce que nous constatons qu'il y a beaucoup de faiblesse dans le processus de mise en place. Ces OERT ont un statut associatif alors que qui dit « association » dit « libre volonté des gens. » C'est-à-dire que ce sont les gens qui doivent s'inscrire ensemble pour créer ces OERT. Mais dans certaines localités la manière dont elles ont été créées laisse vraiment à désirer. Donc si ça continue comme cela les OERT ne pourront pas vivre. »

Seydou Ouedraogo, exploitant et membre du Comité Paritaire d'Oulan, zone de Macina

« Pourtant à l'Office les OERT ont été mises en place, mais si tu prends 100 OERT tu n'en verras aucune qui fait correctement son travail. Qu'on dise la vérité, si tu te lèves maintenant pour partir dans nos villages aucun drain n'est entretenu, ils sont tous plein d'herbes, et en plus quand on bat le riz on laisse la paille dans l'eau du canal, tout cela empêche l'eau de passer. Mais on se lève et on dit que c'est l'Office qui doit le faucher. Si nous fauchons les nôtres, nous pourrions parler de celui de l'Office et même de celui de l'Etat et alors on pourra dire que c'est celui là qui n'a pas bien fait le sien. [...]

Si on arrive au niveau des curages et qu'on ne peut pas le faire à la main, on va voir le chef service pour qu'il nous aide avec la machine. Même si c'est le gasoil, on va s'entendre sur la manière dont il peut nous aider pour qu'on puisse faire le travail. Le voilà assis ici, quelle est l'OERT qui est venue le voir en disant « mon drain est bouché et je voudrais le curer, j'ai tel montant d'argent et je souhaite que vous nous aidiez » ? Quelle est l'OERT qui est venue le voir de cette manière ? [...]

Quand tu dis aux gens venons ensemble tel jour pour faire le travail, tu peux te retrouver à venir seul le matin et jusqu'au soir tu ne verras personne d'autre venir. Nous ne le faisons pas. Donc voyons ensemble, les avantages de l'OERT c'est pour nous, donc prenons les au sérieux. Sinon l'Office a tout fait, on nous a même amené à Niono pour visiter d'autres OERT. Mais jusqu'ici tout est laissé comme ça. Alors qu'on a les récépissés qui montrent qu'on souhaite faire ça. Donc cela veut dire qu'on est en train de se leurrer, que nous autres paysans nous nous jetons des fleurs. C'est nous qui devons prendre ces OERT au sérieux, et commencer par balayer devant notre porte. »

L'ENTRETIEN DU RESEAU SECONDAIRE

M. Ousmane Ouedraogo, chef partiteur à Pando Camp

« On vous a amené ici pour vous montrer le drain secondaire, pour vous parler et vous faire comprendre les difficultés et les problèmes que nous avons. Ce drain... je ne peux même pas vous dire depuis quand il n'a pas été curé. Son dernier curage remonte à plus de 5 ou 6 ans, et il est bouché à tous les niveaux. Si tu regardes les drains tertiaires qui communiquent avec les drains secondaires, ils sont tous gorgés d'eau, et on ne peut plus les drainer. Vous voyez ce champ, pour que son niveau d'eau baisse il faut que celui du drain secondaire baisse sérieusement, s'il veut pouvoir drainer son champ par le drain tertiaire. Et pour cela il faut que le secondaire puisse se déverser dans le primaire, ce qui est difficile. »

Les paysans se plaignent de ne pas être suffisamment impliqués dans le suivi de ces travaux, ce qui soulève des questions importantes quant à l'efficacité du fonctionnement du CPGFERS, Comité Paritaire de Gestion du Fonds d'Entretien du Réseau Secondaire.

M. Moussa Coulibaly, chef d'arroseur et chef de partiteur à Socourani

« Nous ne sommes pas contents qu'on ne nous informe pas. Si le tâcheron travaille, on leur a dit et nous sommes revenus là-dessus au cours des assemblées, on veut que les entretiens des canaux ne se fasse pas à notre insu, que cela se fasse en notre présence. Cela nous permettrait de dire à l'entrepreneur les parties mal faites. Parce que normalement aucun papier de réception ne doit être signé et aucun déblocage d'argent ne doit se faire sans que nous ayons apprécié le travail effectué. »

M. Julien Kamaté, chef Service Gestion de l'Eau à Molodo

« Généralement ce qu'on a observé ici c'est que c'est plus tard après le chantier les gens viennent dire « oh ! y a ça, y a ça, ça a été mal fait là-bas, bon alors que les gens déjà ont consenti, le comité paritaire est passé, et les gens ont dit que les travaux ont été bien faits. Donc quand y a des remarques, je crois qu'il faut les faire à temps, pour que l'entreprise qui est sur place puisse corriger, et qu'on puisse la payer. »

M. Salif Ouedraogo, responsable POP à Molodo

« Mais nous avons constaté que quand il y a des travaux dans un village les villageois eux-mêmes ne s'en occupent pas, ils ne vont pas surveiller. Les responsables choisis au niveau du village n'y vont pas non plus. Les délégués du comité paritaire n'ont pas les moyens nécessaires pour pouvoir surveiller ou contrôler tous les travaux sérieusement. Ils n'ont pas de motos, et même s'ils ont leur propre moto il y a le problème du carburant. Ce sont les paysans qui doivent les prendre en charge, mais non, ce sont eux-mêmes qui font ces dépenses sur leur propre argent. De cette manière ils ne peuvent pas bien superviser tous les travaux. »

Messieurs Fantamadi Camara et Lamine Coulibaly, tout deux membres du CPGFERS de la zone de N'Débougou estiment ne pas avoir suffisamment de poids dans les décisions prises. Ils confessent par ailleurs leur manque de compétences par rapport à leurs responsabilités.

MM. Fantamadi Camara (de Tiémédély Coura) et Lamine Coulibaly (de Sarango), casier Boloni à N'Débougou), chefs d'arroseurs et représentants au Comité Paritaire de Gestion du Fonds d'Entretien du Réseau Secondaire

« J'ai posé la question « ai-je un rôle à jouer ? Est-ce que je peux parler ? » Oui m'a répondu le contrôleur et il a répondu que le travail était pour nous et qu'il se faisait pour nous. Donc j'ai dit qu'aucun travail n'avait été fait comme je le souhaitais et que par conséquent il n'y avait pas de réception. Il m'a dit non, certains travaux ont été faits à 50%, d'autres à 60 et d'autres à 75 %, à ce moment là nous allons faire une réception provisoire. C'est avec cette réception provisoire

qu'ils ont été faire le décaissement de l'argent en la transformant en réception définitive. Donc on cherche à ce que le provisoire reste provisoire et le définitif reste définitif. Je ne connais pas les autres zones, mais ici dans la notre une réception provisoire se transforme en réception définitive. C'est ce qui nous inquiète. »

« Quand on fait l'ouverture des plis, ce sont eux qui amènent les documents et qui nous disent le dossier de telle personne est complet, et celui-ci n'est pas complet. Et nous n'avons pas la compétence ou le savoir nécessaire pour faire ce travail. En fonction de cela on choisit les dossiers dits « complets », et on vérifie que telle personne demande peu d'argent pour ce travail, celui-ci donne un prix moyen et ce dernier est trop élevé pour le même travail. Par conséquent on choisit ceux qui sont dans la moyenne et on leur donne le travail. »

« Nous lui avons dit qu'on ne pouvait pas accepter cela, car il était convenu entre le contrôleur et nous qu'après 6 mois il devrait revenir pour continuer les travaux, et cela parce que l'hivernage avait déjà commencé. C'était le 20 juillet 2004. Durant toute l'année 2005 ils ne sont pas venus, en 2006 non plus. Maintenant vous nous demandez de faire un programme pour 2007, nous ne ferons aucun programme sauf si les anciens travaux sont exécutés. Ce sont les problèmes qui existent entre l'Office et nous. »

M. Abdoulaye Diallo, chef Unité Entretien à N'Débougou

« Bon ça c'est quelque chose que je ne peux pas comprendre. Par exemple, tu imagines que pour passer un marché, il faille appeler tous les paysans pour leur dire « voilà comment ça s'est passé »... Ils sont représentés. Ils sont représentés par 8 délégués exploitants et ça, ça doit être largement suffisant. Ils sont même rémunérés par rapport à cette restitution. Dire qu'il faille que tous les paysans soient informés, d'accord, mais ce sont les membres du comité paritaire qui doivent le faire, mais pas nous. Parce que eux participent à tous les travaux justement pour des raisons de transparence et de méthodologie. C'est ça. Mais ce qui est sûr c'est qu'il n'y a aucune phase de passation qui se fasse sans eux. Il n'y a aucune phase de réception qui ne se fasse sans eux.

Ils ont le bilan. En fin de travaux, le comité paritaire a une copie du bilan. Le comité paritaire a le programme et ils ont tous les PV des réunions. Mais en dehors de tout cela, un exploitant qui n'est pas bien informé peut très bien venir au bureau, ici.

Mais nous on ne peut pas imprimer tous ces papiers et en donner à chaque village. Dès qu'on produit un bilan, on leur en donne une copie. Ils ont un secrétariat, ils peuvent faire des réunions au sein des villages pour informer les paysans du contenu de ce bilan. Nous on n'a pas de compte à rendre aux paysans, c'est plutôt au comité paritaire de leur en rendre. Ce sont eux leurs représentants directs qui au retour doivent leur donner les informations. »

Il existe un logiciel, SIMON, qui permet à l'unité entretien et aux membres du CPGFERS de saisir toutes les informations relatives aux travaux d'entretien : nature, coût, réalisation, entrepreneurs exécutants... Mais ce logiciel n'a jamais vraiment été fonctionnel. Une nouvelle version est en cours de développement dans le cadre du Système d'Information Global de l'Office du Niger (SIGON). Les exploitants sont d'ores et déjà intéressés par ces informations sur l'entretien.

M. Youssouf Coulibaly, exploitant à Tiémédély Coura (N'Débougou)

« Si on nous donnait ces informations aujourd'hui même cela nous ferait plaisir. Parce que les tâcherons viennent mettre leurs mains dans nos arroseurs alors qu'en réalité ils ne font pas bien le travail. Nous on ne savait même pas que ce type d'informations existe. Si c'est le cas il faut donc qu'on nous la donne pour qu'on puisse en parler à ces travailleurs. On ne savait pas que cela existait. »

M. Souleymane Coulibaly, exploitant, membre du Comité Paritaire de Gestion des Terres de Tiémédély Coura (N'Débougou) et premier conseiller du chef de village

« Mais si on parvenait à avoir cette information, ce serait très bien car tous les paysans ont besoin de cette information et on doit le dire à tout le monde pour que chacun puisse le savoir. »

« Pour moi ils peuvent faire cela sous la forme d'un journal, mais rédigé en bambara car actuellement chez les colons il y a beaucoup de personnes qui sont alphabétisées et peuvent lire en bambara. Et dans ce même journal ils peuvent mettre les méthodes de travail de l'Office, ses principes, certaines lois, et ceux qui sont alphabétisés pourront le lire et informeront ceux qui ne peuvent pas lire. C'est sous cette forme que j'aimerais que ces informations nous parviennent. »

Au-delà de ces problèmes d'organisation et de transmission des informations, les travaux d'entretien souffrent de retards fréquents qui ne facilitent pas leur mise œuvre.

M. Salif Ouedraogo, responsable POP à Molodo

« Le recouvrement de la redevance eau n'est plus fait dans les délais prévus, soit au 31 mars. Chaque année on continue jusqu'en juin et à ce moment les pluies auront commencé, par conséquent les travaux programmés ne pourront plus tous être exécutés, et on est obligé d'en reporter certains sur l'année à venir. Si beaucoup de redevances ne rentrent pas il y aura forcément beaucoup de travaux qui ne pourront pas être exécutés. »

M. Julien Kamaté, chef Service Gestion de l'Eau à Molodo

« D'abord il y a un problème d'entretien, parce que tant que les canaux sont en eau, nous par exemple quand nous faisons les entretiens, c'est très difficile pour nous, parce que c'est de gros engins qui font les entretiens, des pelles, des tracteurs, des bulldozers, et tout ça. Le canal est en eau, l'engin ne peut pas monter. Ca c'est un problème. »

M. Sékou Ouologuèm, aiguadier à Pando Camp (casier Nord de Molodo)

« C'est la faute de l'Office, même si vous ne pouvez pas couper l'eau partout pendant les travaux, vous pouvez au moins le faire là où vous voulez travailler. Si les responsables, les chefs venaient en brousse comme nous, étaient sur le terrain comme nous, cela nous éviterait de faire du mauvais travail, car pendant les heures de travail même si tu veux faire autre chose, ayant en tête que ton chef peut arriver tu le laisseras et tu iras faire ton travail. Et cela leur permettrait de voir certaines réalités, par exemple le drain dont on parle, ils sauront que cette année on n'a pas pu faire le curage pour telle ou telle raison, qu'il faut fermer certains partiteurs et en conséquence ils pourront prendre des précautions pour l'année à venir. Il faut aviser les paysans en avance. Et donc ces exploitants vont s'organiser autrement, ailleurs, s'ils veulent travailler ils vont voir les voisins pour s'entendre avec eux, déménager là-bas et exploiter leurs parcelles. Parce que là où tu es l'eau ne viendra pas et on y fera l'entretien. Si l'Office ne fait pas comme cela ces travaux ne verront jamais le jour, et c'est de la faute de l'Office, pas celle des paysans. »

Il faut comprendre que le bon entretien du réseau secondaire conditionne l'entretien du tertiaire. Si le premier n'est pas exécuté comme il faut, cela décourage les paysans. Néanmoins malgré les difficultés évoquées et les critiques des exploitants, chaque année un Programme Annuel d'Entretien est bel et bien exécuté par l'Office.

M. Moktar Zango, chef de l'association villageoise de Pando Camp et membre du CPGT du casier Molodo Nord

«La difficulté dont nous parlons aujourd'hui, ce qui est dur pour nous et pose des problèmes, c'est le drain secondaire que vous voyez, ensuite le drain principal, et surtout nos partiteurs dont les cavaliers sont usés partout et par endroits cassés. Il faut que l'Office fasse les réparations. En ce qui concerne nos drains d'arroseur, de la façon dont nous nous sommes organisés maintenant on fera face pour les entretenir. Mais que l'office fasse tout pour entretenir le leur, car si leur part n'est pas entretenue et que nous faisons la nôtre, l'eau va refouler dans nos champs. Voici le riz récolté, ils sont en train de le transporter dans l'eau pour le mettre sur les digues, sans quoi après trois jours dans l'eau il va pourrir. C'est sérieux il faut que l'Office s'occupe de son drain, quand à nous avec la mise en place des OERT on fera face pour entretenir les nôtres. Mais si une des parties fait bien son travail et que l'autre ne le fait pas, cela va poser des difficultés. »

Au travers de cette vidéo les acteurs locaux de la gestion de l'eau ont soulevé un certain nombre de questions :

- **Pourquoi les paysans ne se sentent-ils toujours pas suffisamment impliqués dans les choix et le suivi des travaux d'entretien au niveau secondaire ?**
- **Quelles informations relatives à l'entretien doivent circuler, comment, et vers qui ?**
- **Comment faire respecter les périodes d'entretien pour la réalisation des travaux ?**

EXTRAITS DES REUNIONS DE PROJECTION A Niono le 15-11-06 et à Kolongo le 16-11-06

Abdoulaye Daou, délégué général des exploitants de l'ON

« Parce que si la nappe phréatique continue de remonter jusqu'à la couche superficielle de la terre cela va finir par de la salinisation. Du sel, et finalement tout ce que tu y plantes stagnera et ne va plus monter, tel qu'on le constate de plus en plus aujourd'hui dans certaines parties de nos champs où si tu ne mets pas beaucoup d'engrais sugubé-sugubé les plants ne progressent pas. C'est à cause de cette salinisation. Donc si l'on n'y pense pas cela va finir par causer des dégâts. Donc le point sur lequel je voudrais insister aujourd'hui c'est l'entretien des drains de vidange, il faut qu'on le revoie, car sinon les paysans n'auront plus de champs. Tout le monde dit qu'il y a eut trop d'eau dans les champs cette année, ou bien que c'est l'eau qui a pris les champs cette année, et ce n'est pas un mensonge nous n'avons pas eu de riz de bonne qualité. »

Moktar Zango, président de l'Association Villageoise de Pando camp et membre du CPGT

« Alors que nous on a nos gens qui sont chargés de ce travail aussi. Comment cela peut-il se faire ? Que le tâcheron ne fasse pas bien son travail et qu'on puisse procéder au décaissement jusqu'à le payer au vu et au su de nos représentants ? Certains viennent de nous dire ici que c'est le premier papier qu'ils signent pour évaluer le niveau d'avancement des travaux d'entretien qui a été transformé en réception définitive pour faire le décaissement. Alors certes moi je ne suis que membre du CPGT au niveau du casier nord de Molodo, mais je pense qu'il y a deux papiers à signer avant le paiement du tâcheron.

Pour mettre fin à toutes ces paroles et à toutes ces accusations il faudra à la réception des travaux que soit invités le chef du village et son conseil sur le lieu des travaux, afin que tout le monde apprécie ensemble. Parce que votre représentant qui a été choisi par vous est présent, les services techniques sont présents, le tâcheron lui-même est présent, et même si les responsables villageois ne sont pas autorisés à signer le PV de réception s'ils disent devant le tâcheron que le travail n'est pas bien fait alors le représentant ne pourra pas non plus signer le PV. Je voudrai qu'on ajoute cela à l'équipe de réception. Cela mettra fin à toutes les accusations car les délégués paysans au niveau du CPGFERS disent que cela se fait à leur insu. Et au niveau de l'Office eux disent que si on fait le décaissement pour payer les tâcherons ce n'est qu'après la signature du PV de réception, donc ça a été signé et cela aussi est la vérité, parce que si le papier de réception n'est pas signé ils ne peuvent pas faire sortir l'argent pour le donner. »

Amadou Waïgalo, coordinateur des centres Faranfasi So

« Paritaire » signifie deux parties en nombre égal, mais ici les paysans sont un certain nombre, les responsables de l'office un autre nombre, et s'il y a litige et que les deux parties n'arrivent pas à se départager alors c'est la position des responsables de l'Office qui est adoptée. Alors que leur position peut souvent ne pas être la bonne. C'est pourquoi ce comité paritaire pour moi ne l'est pas. Parce que paritaire signifie que vous êtes à nombre égal. Donc je voudrai qu'on écoute les paysans, s'ils sont dans l'erreur qu'on le leur dise, s'ils doivent être sanctionnés qu'on le fasse car c'est ça la responsabilité, mais qu'on prenne en compte ce qu'ils disent car ce sont eux qui sont à la base. Et le chef aussi peut se tromper des fois, alors qu'il est dit qu'en cas de litige entre les deux parties c'est l'avis du directeur de zone qui prévaudra. Mais il faut aussi que les gens assument leurs responsabilités. Un travail sans responsable ne se fera pas bien. Quand on regarde aujourd'hui le travail de l'Office ça se fait sans chef, sans responsable. Les gens font

ce qu'ils veulent, il n'y a pas de sanction ni rien d'autre, on ne sanctionne ni les aiguadiers, ni les éclusiers, ni les paysans non plus, ni les responsables de l'Office. Il faut essayer d'améliorer ce travail. »

Boua Traoré, aiguadier dans le casier Kokry, zone de Macina

« Il faut que les redevances rentrent à temps et que la date de paiement soit respectée. Qui va voir le directeur pour lui demander de repousser cette date ? Ce sont nos responsables, les délégués paysans. Et c'est nous colons qui allons voir ces délégués pour leur demander d'aller solliciter au PDG de prolonger un peu le délai. Parce qu'on a cette habitude maintenant. Jusqu'en mars le taux de recouvrement de la redevance ne dépasse pas 20 ou 25 %, on n'atteint même pas les 25 %. Mais dans la dernière quinzaine du mois on atteint les 90 ou 95% de recouvrement, voilà notre habitude. »

Sidi N. Dicko, chef casier à Boky Wéré, zone de Macina

« Je pense qu'il vaut mieux qu'on arrive à sensibiliser les paysans à payer à une date plus proche, sinon si le paiement est fait en retard, les gens vont pas... les travaux d'entretien vont se faire en retard, les gens ne pourront plus faire les travaux d'entretien correctement. »

L'ENTRETIEN DU RESEAU PRIMAIRE

De même l'entretien du secondaire n'a de sens que si de son côté l'entretien du primaire est bien mené. Mais les financements actuels de l'Etat ne permettent de faire face à l'ensemble des problèmes de maintenance affectant le réseau primaire. M. Abdoulaye Diallo nous explique pourquoi aujourd'hui la lutte contre l'enherbement constitue le premier objectif du SERP, au détriment de l'entretien des grands drains collecteurs.

M. Abdoulaye Diallo, responsable du SERP à Markala

« L'enherbement sur le réseau primaire est aujourd'hui le problème le plus important. Dans tout le réseau primaire, on a cet enherbement. Avant c'était la jacinthe d'eau, aujourd'hui c'est la salvinia molesta. C'est une végétation dont on ne connaît pas le système de développement mais qui est très encombrante.

Cette végétation quand elle se développe, elle aspire la terre et les racines s'allongent sans arrêt, et l'écoulement est de plus en plus comme « calé ». Avoir un écoulement normal tant que cette végétation est là, on ne peut pas y compter. »

« Entre le point A et le point B, auparavant c'était deux jours, mais aujourd'hui on peut en avoir 4 ou 5, de temps de réponse. Donc ça pose énormément de problèmes chez nous. »

« Dans l'histoire de l'ON, il n'y avait pas de contre saison dans le temps, les gens se passaient de l'eau en période d'étiage, et pour préparer la campagne, ils procédaient au brûlis de l'intérieur du canal. Les végétations sont brûlées, et très facilement pendant la campagne suivante on n'a pas de végétation. Mais cette fois-ci les partenaires paysans sont tellement pour la contre saison qu'ils ne peuvent pas accepter de perdre une seule contre saison, pour eux c'est une perte, aujourd'hui on fait le maraîchage et on fait la contre saison de riz, ils ne peuvent pas s'en passer. »

« Si on veut prétendre à des extensions, il faut nécessairement chercher les solutions de cet enherbement, et chercher à rétablir le canal dans son gabarit normal. Si on ne le fait pas, l'extension n'a pas de raison d'être. On ne peut pas faire une extension sans prétendre enlever totalement les enherbements, avoir une solution par rapport à ça, et puis arriver quand même à mettre le canal dans son gabarit normal. »

« Aujourd'hui, on a vu que si on investit toute la redevance de l'ON pour ce problème d'enherbement, on ne saura pas l'enlever. C'est un fonds qui n'est pas....

Le montant compte Etat ne pourra pas couvrir les entretiens qu'on doit faire au niveau de ces choses, car il n'y a pas que l'enherbement : il y a les cavaliers qui sont totalement érodés quelque part, il y a l'envasement, quelque part le fond du canal n'est plus à sa norme, il y a des bas et des hauts au fond du canal. Il y a aussi des cavaliers qui ont perdu leur hauteur. Il y a tous ces problèmes. Donc le compte Etat ne peut pas prendre aujourd'hui le réseau primaire en charge, en terme d'entretien. »

« Le premier objectif est d'irriguer la parcelle. Il faut amener l'eau à la parcelle. Et puisque l'herbe est en amont des parcelles, il faut d'abord dégager cette contrainte. C'est ça en réalité. Maintenant de l'autre côté, avant d'arriver au collecteur, on n'a plus les fonds nécessaires pour intervenir. C'est ça la réalité. »

Au travers de cette vidéo les acteurs locaux de la gestion de l'eau ont soulevé un certain nombre de questions :

- ***Comment envisager des extensions avec les problèmes actuels d'enherbement ?***
- ***Faut-il assécher le fala en contre saison pour enrayer l'enherbement ?***
- ***Comment assurer la réalisation des travaux d'entretien sur le réseau primaire si le compte Etat n'en a pas les moyens ?***

EXTRAITS DES REUNIONS DE PROJECTION A Niono le 15-11-06 et à Kolongo le 16-11-06

Mamadou Camara, ex-membre exploitants du CPGFERS et membre actuel du Comité Paritaire de Gestion des Terres de Niono

« Nous sommes obligés de faire la contre-saison car les lieux sont différents. Chez nous ici à Niono quand tu repartis lors d'une séparation de famille la superficie d'une exploitation entre ses membres, chacun d'eux aura 0,10 ou 0,15 hectare. Jamais un membre de la famille n'atteindra 0,25 hectare sur la répartition du champ. Donc comment allons-nous nous nourrir si on ne fait pas la contre-saison ? Nous sommes obligés de faire la contre-saison, tout comme le maraîchage pour lequel nous n'avons pas de champ spécifique. On te dit que c'est possible de laisser un champ et de le faire dans un autre champ, mais ce n'est pas le cas. Nous n'avons plus de champs. Nos champs ont été ré attribués depuis 1982 mais le nombre de personnes a dépassé les superficies attribuées. Le nombre de personnes qui vient ici à l'Office dépasse le nombre de ceux qui y naissent. Ceux qui viennent chaque année dépassent le nombre de naissances ici, et en plus on a des parents étrangers qui nous viennent de tous les côtés pour faire la campagne ici et faire aussi le maraîchage chez nous. Ils viennent faire le maraîchage et la contre saison pour subvenir à leurs besoins, c'est pourquoi on ne peut pas l'arrêter. Donc il faut qu'ensemble on réfléchisse là-dessus et qu'on expose le problème à nos partenaires pour qu'eux aussi puissent nous aider. Cela vaut mieux que de s'accuser mutuellement. »

Boua Traoré, aigadier dans le casier de Kokry, zone de Macina

« Il y a trois ans on nous a demandé de faire la contre-saison, il y avait pénurie de céréales et le gouvernement avait créé ce programme de contre-saison spéciale. Dieu a fait que depuis cette année jusqu'aujourd'hui il y a eu une mauvaise pluviométrie. Le riz que tu produis tu peux le revendre à plus de 10 000 FCFA le sac de paddy. C'est devenu une habitude pour les gens. Mais si ce riz produit en contre-saison ne donnait pas bien, ou bien si les prix étaient faibles sur les marchés, par exemple 5000 FCFA pour un sac de paddy, les gens arrêteraient d'eux-mêmes de faire la contre-saison. La vérité n'est pas que le gouvernement la demande, non, c'est plutôt que c'est rentable pour les paysans. Mais si maintenant on voit que c'est ça qui amène les problèmes et crée des dégâts chez nous... Tout le monde sait, que tu sois instruit ou pas, que si l'eau passe sur la terre toute l'année elle la tue. Tout le monde le sait, on le voit, ce n'est pas une question d'instruction. »

Nouhoum Lah, chef Service Gestion de l'Eau, zone de N'Débougou

« En ce qui concerne la part de l'Etat, si l'Etat qui dit qu'il peut l'entretenir et qu'il en a les moyens, alors il va le faire. Mais s'il n'a pas les moyens nous pouvons prendre des dispositions en conséquence. Si l'Etat n'a pas pu le faire nous pouvons nous prendre en main, nous déranger pour lui. Cette souffrance, ce dérangement d'une année n'est pas la fin du monde. La preuve en est que nous nous nourrissions avant que la contre-saison n'existe. Le fait de laisser passer une année sans contre-saison ne va pas nous tuer, ça peut nous déranger beaucoup, nous faire souffrir, mais ça ne va pas nous tuer. Avant que l'argent de l'Etat n'arrive il faut qu'on accepte nous-mêmes de souffrir. Les drains ne sont effectivement pas entretenus, les drains principaux, et il n'y a aucun bailleur de fonds qui soit intéressé par ces grands drains. Un bailleur est venu chez nous, il a fait des études sur l'entretien des drains collecteurs qui ont montré que le coût d'entretien de ces drains est de 6 milliards de FCFA, et ils ont dit qu'ils ne pouvaient pas investir 6 milliards sur des drains. Qu'au lieu d'investir 6 milliards sur des drains ils nous demandaient de bien gérer l'eau. La gestion de l'eau tout le monde sait de quoi il s'agit. Mais Dieu merci *Al hamou doulilahi* aujourd'hui ça n'a pas échappé puisqu'on a montré que tous les projets doivent dorénavant prendre en compte une partie de l'entretien du drain collecteur. »

Mamadi Famanta, chef Service Gestion de l'Eau, zone de Macina

« Concernant le cas du grand fala il n'y a aucun autre moyen que de l'assécher et de le brûler. Sinon, de la manière dont on est en train de le nettoyer, comme cela a été dit dans la vidéo même si on investit toute la redevance en eau de l'Office on ne pourra pas y arriver. Le blocage est de savoir à quel niveau la décision d'assèchement doit être prise. Les gens de la gestion eau, les chefs service gestion eau de l'Office se sont réunis à Niono, ils ont parcouru le fala en pirogue, et ils sont tous convenu qu'il faut l'assécher pour le brûler, et ils ont écrit cette recommandation dans une lettre déposée à la direction. Maintenant d'où viendra la décision ? »

Mamadou Keita, chef de la cellule VISION de l'ON

« On dit que la superficie de nos champs est insuffisante et qu'on est obligés de faire la contre-saison nuit et jour. En parlant comme cela tu perturbes immédiatement la réflexion des gens, leurs pensées. S'il t'est difficile de laisser passer une seule journée sans traire ta vache, qu'en sera-t-il lorsque tu ne pourras plus la traire définitivement ? Or c'est ce chemin que nous sommes sur le point d'emprunter, donc en réalité il faut prendre ce problème du fala avec plus de responsabilité. Quelqu'un a fait une proposition ici aujourd'hui : qu'on réfléchisse et qu'on ait le courage si on ne peut pas tout brûler à la fois, de brûler une certaine tranche du fala l'année où l'on a une bonne pluviométrie. Je pense que c'est une proposition concrète mais l'Office seul ne peut pas prendre cette décision. Mais ce sera fait le jour où les paysans iront ensemble le demander, alors le gouvernement sera d'accord. Cela est ma contribution ici bien que je n'ai pas toutes les solutions, mais ce sont des paroles qu'on ne doit pas oublier après cette réunion, et on ne doit pas attendre une autre réunion pour le dire. »

Christophe Zerbo, membre du comité paritaire du casier de Niaro, zone de Macina

« Et ces mauvaises herbes une fois qu'elles poussent là-dedans il n'y aura aucune limite. Jusqu'à aujourd'hui l'argent qu'on y investit, si on l'assèche une année pour le brûler alors cet argent pourra être utilisé pour autre chose. C'est réellement un grand problème si nous devons attendre deux semaines l'eau qui doit nous arriver en une semaine. Donc si l'on pouvait demander à l'assécher une année pour le brûler cela serait très important, et bénéfique pour le gouvernement comme pour nous. »

Hassime Savradogo, exploitant à Oulan, zone de Macina

« Moi je dis que si on te nomme à un poste de responsabilité il faut assumer ton rôle de responsable. Car si pour le faire tu dois demander l'avis de nous autres paysans sur la question, « je voudrais assécher le fala pour le brûler », ceux qui vont te dire oui ne dépasseront pas 1% des paysans. »

« Mais si le PDG ou un autre responsable va demander d'assécher le fala et que vous autres paysans n'êtes pas d'accord, l'année prochaine ce responsable ne se sera plus là. Ils vont te muter jusqu'à Port Boyé. Tu ne pourras pas. Il faut que vous les paysans vous entendiez, vous vous mettiez d'accord car l'Etat entretient pour vous. Nous nous sommes d'accord, ça nous pose énormément de problèmes, il faut l'assécher et l'entretenir. Si vous le mettez dans un papier, que vous le signez et le déposez, alors dans ce cas le rôle de l'Etat sera de l'exécuter. »

LA NECESSITE DE MIEUX GERER L'EAU ET LE SUIVI DES CONSOMMATIONS

M. Tidiane Traoré, aménagiste au Service des Aménagements Hydrauliques de Ségou

« Pour moi bien gérer l'eau au niveau de l'Office du Niger est une bonne chose, et cela doit se faire, car là où nous sommes si les gens ne gèrent pas bien l'eau alors le problème de l'eau va devenir complexe, car c'est quelque chose qui est difficile à avoir. Les paysans de l'Office, par habitude, il faut qu'ils aient les pieds dans l'eau. Alors que quand tu prends tout le pays, tu sauras que toute l'eau du fleuve Niger ne peut pas être dirigée vers l'Office car il n'est pas le seul riverain du fleuve. Et quand tu considères aussi le lit des canaux qui sont tellement longs, de Markala à Niono et jusqu'à Diabaly, qui est la plus longue distance, une grande quantité d'eau se perd en cours de route et donc il faut que les gens sachent et surtout se disent qu'il est temps maintenant que l'on utilise dans nos champs juste la quantité d'eau dont ils ont besoin. Et cela est obligatoire même pour l'Office pour qu'on puisse avancer. »

M. Souleymane Coulibaly, exploitant, membre du Comité Paritaire de Gestion des terres de Tiémédély Coura (N'Débougou) et premier conseiller du chef

« L'intérêt ou l'avantage de tout ça, c'est que l'eau du fleuve appartient à tous les maliens. Ce n'est pas seulement pour l'Office du Niger et ses paysans. D'autres personnes ont aussi besoin de cette eau, même en dehors de l'agriculture. Si on la gaspille ici seulement à cause de l'agriculture est-ce que les autres pourront couvrir leurs besoins en eau ? »

M. Abdoulaye Diallo, responsable du SERP à Markala

« En période d'étiage en fait tout dépend du barrage de Sélingué. L'approvisionnement même du fleuve dépend du barrage de Sélingué. Donc il arrive des moments, généralement aux mois de mars et avril, où la quantité d'eau que Sélingué peut envoyer est de l'ordre de 125 m³/s. Dans les 125m³/s, on doit tenir compte de la quantité qui doit être déversée en aval du barrage, et le minimum est de 40 m³/s. Il arrive des fois suivant les crues, quand on reconnaît une mauvaise crue de l'année, il arrive parfois que ces 125 m³/s on ne puisse pas les atteindre. On peut aller jusqu'à 120 ou 100 seulement. Et quand on retire les 40 m³/s, il n'en reste que 60. Et 60 ne peut pas couvrir les besoins de la contre saison sur le réseau. C'est ça le problème qu'en étiage on peut avoir. »

Alors qu'à l'étiage, en avril, il est doré et déjà difficile de fournir l'eau nécessaire à la culture de contre saison, et qu'en septembre les parties les plus en aval du périmètre irrigué souffrent régulièrement de manque d'eau, on envisage d'aménager près de 120 000 nouveaux hectares d'ici à 2020. Cela ne pourra se faire sans relever au préalable un certain nombre de défis en matière d'organisation et de gestion de l'eau.

M. Youssouf Coulibaly, exploitant à Tiémédély Coura (N'Débougou)

« C'est-à-dire que cette même quantité sera distribuée entre nous tous, y compris les extensions, est-ce que cette baisse de la quantité d'eau que l'on reçoit va amener des

changements dans nos comportements ici ? Ma réponse est que si on a compris que c'est cette même quantité d'eau qui sera redistribuée entre tous les champs, alors peut-être saurons-nous comment faire, car il y a toujours une manière de faire en conséquence. On saura le faire. Mais si nous n'avons pas compris dès le départ, nous serons fatigués avant de le comprendre. »

M. Nouhoum Lah, chef Service Gestion de l'Eau à N'Débougou

« On parle des problèmes liés à cette eau. Avant j'ai expliqué que notre volonté, notre souhait est de pouvoir irriguer une parcelle d'un hectare avec 14 000 m³ d'eau. C'est ce à quoi nous voulons arriver, et nous venons de très loin pour y arriver. Il y a de cela quelques années seulement pour un hectare on prenait jusqu'à 20 000 ou 30 000 m³ d'eau. Actuellement nous approchons les 14 000 m³ d'eau par hectare. Dans certaines localités, on est même en dessous de cela. Mais les gens ne doivent pas oublier que les études ont démontré qu'avec 9 000 m³ d'eau on peut faire un hectare de riz. Donc si on a besoin de 9 000 m³ pour un hectare de riz, entre cela et les 14 000 m³ que l'on approche actuellement, il reste une marge.

Si on a 80 000 hectares aménagés actuellement et qu'on se propose de faire 200 000 hectares dans le futur, ou même 300 à 400 000 hectares, on pourra tout faire. Il y a combien de mètres cubes d'eau qui passent à Markala pendant l'hivernage ? 6 000 m³ et Markala en prend 110 à 120 m³/s. Si pendant l'hivernage il y a 6000 m³/s qui passent à Markala, pendant la saison sèche, il peut y avoir quelques difficultés.

En 1929, le premier ingénieur est venu avec l'idée de créer l'Office du Niger, puis en 1932, les travaux ont commencé. Et depuis cette date jusqu'à nos jours, l'eau est en train de pénétrer la terre, la terre est en train d'absorber l'eau, si on a des problèmes avec celle qui est au dessus de la terre, prenons celle qui est en dessous pour l'exploiter. A mon avis, le facteur eau ne devrait pas poser de problème ici. Mais cela n'empêche pas de dire que l'eau doit être bien gérée, qu'elle est précieuse, qu'elle est la vie même. »

La zone de N'Débougou a bénéficié de l'appui d'un projet, financé par la KFW, qui a permis la mise en place d'échelles et d'abaques au niveau des partiteurs. Les aiguadiers ont la charge de relever les cotes amont et aval au niveau des ouvrages et ainsi déterminer les débits et les quantités d'eau qui sont quotidiennement envoyées dans les partiteurs. Ces données sont ensuite compilées au niveau de la zone par mois, puis par an, avant de remonter au niveau du SERP.

Cela permet d'assurer un suivi des débits et d'anticiper ainsi les besoins de la zone par référence aux consommations des années antérieures. Cela permet également de contrôler le travail de l'aiguadier. Ce type d'équipement est nécessaire pour connaître les consommations réelles et donc permettre de les réduire dans le futur.

M. Karim Raphaël Dissa, aiguadier à Tiémédély Coura (N'Débougou)

« Chaque année dans le grand registre, le chef service montre à chacun de nous individuellement le résultat de son travail sur l'année. Il te dit par exemple que sur tel partiteur tu as consommé beaucoup d'eau, et t'en demande les raisons. Tu lui donnes donc des explications, et s'il s'avère qu'il y a eu gaspillage d'eau il te dira de t'organiser rapidement avec tes exploitants pour éviter que cela ne se reproduise. Il te demande de travailler pour éviter le gaspillage d'eau. »

M. Idrissa Moussa Maïga, chef casier Nord à Molodo

« C'est très intéressant, ça permet à l'agent de calculer le débit qu'il doit injecter le matin dans un partiteur. Le matin quand il fait le tour de tout son partiteur, il peut peut-être avoir tous les besoins et donc il calcule. C'est très bien de faire un suivi sur les débits d'irrigation. Nous on faisait ça à Niono. Ça permet de diminuer les gaspillages, les gaspillages d'eau. »

L'intégration de ces données au niveau des zones pourrait de plus permettre de faciliter le pilotage du réseau au niveau du SERP, via l'utilisation d'un logiciel informatique.

M. Abdoulaye Diallo, responsable du SERP à Markala

« Pour le moment on m'a parlé seulement de SIMON. SIMON est dans le domaine de l'entretien, pas de la gestion de l'eau.

Qu'attendriez-vous d'un logiciel de pilotage du réseau ? Ah bien sûr ça nous faciliterait le travail. Si on a ce logiciel ça nous permettra d'être plus cohérents dans notre travail. Car actuellement on est en train de jouer avec l'expérience. Donc si il y a ce logiciel, il est vraiment le bienvenu pour nous. »

Dans l'avenir on pourrait même envisager la mise en place d'une facturation volumétrique de la quantité d'eau consommée. Cela favoriserait nécessairement la réduction des quantités d'eau utilisées mais poserait par ailleurs de nombreux problèmes d'organisation.

M. Nouhoum Lah, chef SGE à N'Débougou

« On revient souvent là-dessus et chacun a son avis. Que la quantité d'eau envoyée dans le partiteur fixe la redevance eau en fonction des quantités utilisées, ce serait la meilleure façon de faire ce travail, si on pouvait le faire. Mais si tu veux le faire avec nos canaux actuels, tu vas le faire au détriment de certains. Car la quantité d'eau que l'on mesure c'est à la prise du partiteur.»

M. Karim Raphaël Dissa, aiguadier à Tiémédely Coura (N'Débougou)

« On va se rapprocher obligatoirement car les paysans viendraient nous voir pour nous dire de faire une ouverture raisonnée de leur prise de partiteur, car il s'agirait d'une facturation à la quantité d'eau utilisée. A ce moment là les chefs partiteurs, les chefs arroseurs, chacun à son niveau s'investira beaucoup plus pour bien faire son travail.»

M. Youssouf Coulibaly, exploitant à Tiémédely Coura (N'Débougou)

« La répartition entre les exploitants de la quantité d'eau qui est passée au niveau du partiteur va poser un grand problème, il y aura des difficultés et on ne va pas du tout s'entendre là-dessus.

Parce qu'il y a des champs dont l'irrigation est facile et d'autres où elle est difficile, et si l'on doit facturer entre ces deux types la quantité d'eau qui est passée dans le partiteur, un des deux ne sera pas d'accord. »

« Je ne dis pas que je n'aime pas connaître la quantité d'eau qui est passée au niveau du partiteur, mais celle de ma parcelle et de mon champ m'intéresse beaucoup plus. J'aimerais bien connaître la quantité d'eau qu'on utilise sur toute notre parcelle et celle que moi-même j'ai utilisé sur mon champ. »

« Ca m'intéresse et j'aimerais le savoir, parce que ça me permettra de savoir la quantité d'eau dont on a besoin sur notre parcelle pour bien produire le riz.»

Au travers de cette vidéo les acteurs locaux de la gestion de l'eau ont soulevé un certain nombre de questions :

- **Face aux extensions à venir, à l'existence d'autres usagers de l'eau du fleuve Niger et aux limites de l'étiage, comment réduire la consommation d'eau de l'Office ?**
- **Quel avenir doit on donner à la contre saison ?**
- **Comment assurer un bon suivi des consommations ?**
- **Comment envisager la mise en place d'une facturation volumétrique ?**

LES AMENAGEMENTS FUTURS

Ces dernières années, les bailleurs de fonds ont largement imposé le recours à l'aménagement dit « participatif ». Ces aménagements, en plus d'impliquer le bénéficiaire des travaux, présentent l'avantage d'être nettement moins coûteux. Dans ce système les paysans ont la charge d'aménager l'ensemble du réseau tertiaire. Ils doivent donc effectuer le creusement des arroseurs, des rigoles et des drains, ainsi que le planage des parcelles. Cela conduit à un certain nombre de difficultés, comme nous explique M. Adama Diarra, chef du casier Sud à Molodo.

M. Adama Diarra, chef casier Sud à Molodo

« A la date d'aujourd'hui quand on parle d'aménagement ou de réhabilitation, c'est qu'on demande aux paysans d'exécuter leur part du travail, qui correspond au tertiaire. Mais les problèmes qu'on a constatés, c'est que les paysans n'ont pas la force nécessaire (moyens financiers, physiques et matériels) pour le faire. Tous les exemples qui ont eu lieu chez nous, n'ont pas été bien faits. Il y en a eu chez moi, ici à Niafassy. Et jusqu'à aujourd'hui nous avons des problèmes. Les paysans ne peuvent pas le faire comme cela devrait être fait. Ils ne peuvent pas non plus respecter le gabarit de l'arroseur, ni des diguettes. On a constaté que cela leur posait des problèmes.

A mon avis, si on veut que ce travail soit bien fait, il faudrait peut-être que l'entreprise accepte de faire tout le travail et que la part devant revenir aux paysans soit ajoutée au prix de leur redevance eau. »

M. Julien Kamaté, chef Service Gestion de l'Eau à Molodo

« Bon, en fait l'idée est bonne parce qu'au moins si le paysan se sent vraiment concerné par ce réseau qu'il a lui-même construit, il devrait quand même pouvoir l'entretenir car il sait que c'est lui qui l'a fait. Il a sué justement pour pouvoir faire ce réseau là, donc il devrait pouvoir être en mesure... Ca devrait pouvoir le toucher quand il le voit en mauvais état. Par conséquent il devrait pouvoir l'entretenir. Mais quant tu obtiens les choses à l'œil, que tout est bien fait comme ça, qu'on vient t'installer comme dans l'ancien office, où justement on faisait l'aménagement clef en main... On amène le paysan et on lui confie la terre, c'est pas la même chose. En fait il ne voit pas l'importance de tout ça. C'est trop « cadeau » quoi. »

« Il faut trouver une manière. Ca veut dire soit l'équipement, qu'on peut effectivement donner aux paysans pour qu'ils puissent le faire, et avoir un suivi de ces travaux là. Parce que ce qui se passe, ce qu'on observe nous ici : y a les travaux de l'entreprise et les travaux des paysans. Et il y a également le contrôle qui est là. Ce qui se passe c'est qu'il y a un délai d'exécution des travaux pour l'entreprise. Généralement l'entreprise arrive à terminer alors que les travaux paysans ont démarré depuis peu. Donc à la fin du contrat de contrôle, lui est obligé de rentrer. Mais derrière, le suivi des travaux paysans, qui doit l'assumer ? Là cela pose un problème. »

M. Adama Diarra, chef casier Sud à Molodo

« Bon, à propos de ce que tu viens de dire, on a vu qu'il y avait des entrepreneurs qui embauchaient des villageois comme manœuvres. Ce sont des gens du village dont le réseau doit être entretenu. L'entreprise utilise ces gens comme manœuvre sur leur propre réseau, dans un souci de bien faire le travail puisque c'est pour eux. On a vu des cas comme ça. Et dans la plupart des cas ce travail est mieux fait que s'il était fait par des manœuvres venus d'ailleurs. »

Bien souvent à l'heure actuelle, ce sont les entreprises qui finissent les travaux en partie à la place des paysans, ce qui engendre des retards et des surcoûts. Par ailleurs l'entretien des parties aménagées par les paysans est d'autant plus difficile et coûteux par la suite. Pourtant lorsqu'une entreprise est chargée de l'exécution de l'ensemble des travaux, ceux-ci ne se déroulent pas non plus forcément de la meilleure façon, et de nombreux paysans se plaignent de la qualité réelle de ces aménagements.

« Les gens de l'entreprise ont ramassé la propre terre des parcelles pour faire les digues. C'est le banco des champs qui a servi à faire les digues ! Ils ont mis le bulldozer dans l'arroseur pour aplanir l'intérieur et le mettre à niveau avec les cotes données par les topographes. C'est comme ça que nos arroseurs ont été réhabilités. Il n'y a pas eu de creusement.

« Quand j'étais petit, il y avait déjà un régulateur dans l'arroseur mais il était là-bas. Et au moment de la réhabilitation ils n'en ont pas remis un, soit disant que ce n'était pas prévu. A l'hivernage suivant, quand on a eu des problèmes d'irrigation, on est parti voir le chef casier qui a vérifié les plans et a reconnu qu'en fait il devait y avoir un régulateur dans l'arroseur (drain). Il a donc fait venir un entrepreneur, M. Bouaré, et il lui a montré cet endroit pour qu'il construise le régulateur. Quand alors j'ai vu l'entrepreneur et son équipe de travail, je leur ai demandé des explications. J'ai dit que si jamais le régulateur est mis en place à cet endroit, alors les exploitants qui sont en aval pleureront de ne pas avoir d'eau. Ils m'ont répondu que c'était bien le lieu que le chef casier leur avait indiqué. Ils ont continué leur travail et ensuite l'histoire m'a donné raison. On est reparti voir le chef casier. Je lui ai dit qu'il fallait nous demander à nous exploitant où installer le régulateur, parce que le bic et le papier servent à travailler dans les bureaux, mais chez nous ici en brousse, ce sont les dabas, les pelles et les pioches qui servent pour le travail. »

Au travers de cette vidéo les acteurs locaux de la gestion de l'eau ont soulevé un certain nombre de questions :

- ***Comment renforcer le contrôle et le suivi des travaux d'aménagement et de réhabilitation ?***
- ***Quelle place doit trouver la participation paysanne dans la réalisation des nouveaux aménagements ?***
- ***Comment motiver l'implication de paysans qui n'ont pas la sécurité de leur tenure foncière ?***

EXTRAITS DES REUNIONS DE PROJECTION A Niono le 15-11-06 et à Kolongo le 16-11-06

Faléry Bolly, secrétaire général SEXAGON

« Ensuite c'est une question difficile que je pose à tout le monde et à moi-même. On fait des aménagements et deux ou trois ans après on a des difficultés d'irrigation et de drainage. Est-ce que la manière de faire ces travaux est la bonne ? C'est une chose importante à laquelle il faut réfléchir. Et pourtant il y a les gens du contrôle. Au moment où ils exécutent les travaux tu verras qu'il y a les paysans qui leur disent le plus souvent que la façon dont ils sont en train de faire le travail n'est pas la bonne. Ils ne considèrent pas les paroles des paysans alors que ces paysans connaissent ces travaux depuis de nombreuses années. Ce sont des gens qui n'ont pas la connaissance de ces travaux en tête mais dans le ventre, et si tu leur poses des questions même au réveil ils te répondront. »

Amadou Tiécoura Traoré, délégué suppléant des exploitants de l'Office du Niger.

« Mais si cela se déverse dans le drain et que le drain n'est pas curé jusqu'à sa limite, c'est-à-dire jusqu'à sa connexion avec les falas (drains collecteurs), l'eau ne sortira pas. Et dans ce cas ça va refouler dans les champs comme l'ont dit les gens de B5. Donc ce que j'ai à ajouter c'est que si vous aménagez ou réhabilitez des champs il faut nécessairement curer les drains jusqu'au niveau des falas là où ils se déversent en brousse. Si tu ne les cures pas jusqu'à ce niveau, l'eau sera refoulée et va revenir, et les milliards que tu auras investis seront inutiles deux ou trois ans après. »

LES ZONES NON REHABILITEES

Cette courte vidéo a pour objectif de dresser rapidement un tableau de la situation dans les zones non-réhabilitées, au travers de quelques interventions relatives au village de Pandokan, dans le casier Nord de Molodo.

M. Idrissa Moussa Maïga, chef casier Nord à Molodo

« Ca pose énormément de problème parce que je gaspille mon eau. On crie qu'il y a une crise d'eau, j'ouvre mais je ne parviens pas à satisfaire les besoins, parce qu'il y a la dégradation, le réseau est dégradé, le réseau d'amené est dégradé et le réseau de drainage est dégradé, donc j'ai des problèmes. Si ce n'est pas réhabilité j'ai des problèmes. Je ne parviens même pas à maîtriser le débit que j'injecte dans mon partiteur. Si vous allez voir certains partiteurs vous observerez que c'est complètement dégradé. Là je ne peux pas ouvrir et avoir la cote. Il ouvre un certain nombre de drains, seulement pof ça se verse. Donc ça joue énormément. C'est vraiment un problème au niveau de la gestion de l'eau. »

M. Moktar Zango, chef de l'association villageoise de Pando Camp et membre du CPGT du casier Molodo Nord

« Bon, la difficulté qu'on subit du fait de la non-réhabilitation de nos champs, c'est surtout que même si on peut irriguer, on ne peut pas drainer l'eau. Même là où on est en train de récolter le riz, on le fait dans l'eau, on le transporte pour le déposer sur les digues, parce qu'on ne peut pas drainer l'eau. Car si tu récoltes et que tu laisses dans l'eau, au bout de 2 ou 3 jours, les épis vont noircir et c'est un vrai problème. Alors que si nos parcelles étaient réhabilitées on n'aurait pas ces problèmes.»

« L'autre difficulté que nous avons est que les champs ne sont pas planés, dans la plupart des parcelles on trouve des bas-fonds et des buttes. »

« Ensuite l'autre problème que l'on a est au niveau de l'entrée des champs avec nos charrettes, qui sont notre matériel de travail et que l'on utilise pour pouvoir faire le riz dans les champs. C'est un grand problème. Si les champs étaient réhabilités, il y aurait des entrées et des sorties prévues et bien préparées, ce qui nous faciliterait la tâche. »

INTERVENTIONS COMPLEMENTAIRES

Ce chapitre n'a pas été diffusé lors des projections locales. Il n'a pour objectif que de restituer un certain nombre d'interviews qui abordaient des thèmes intéressants mais sans rapport direct avec la problématique de la gestion de l'eau. Ce chapitre n'est donc présent qu'à titre informatif.

M. Moussa Dembélé, chef d'arroseur à Socourani

« Oui, l'arrivée des animaux dans les parcelles de riz est obligatoire et ne l'est pas en même temps. Il y a deux paroles contraires car ces troupeaux sont constitués à la fois des animaux des paysans et de ceux des éleveurs peuls. Les animaux viennent ici pour la nourriture, et en ce moment on est en période de battage. En ce moment, aucune personne seule n'a la force de les empêcher d'entrer dans les champs, si tu essaies tu échoues. C'est la masse, l'ensemble des exploitants qui doit s'organiser pour cela. Or comme cette masse est constituée de paysans, on sait qu'ils ne vont jamais s'entendre à ce sujet. Certains vont soutenir l'entrée des animaux, les propriétaires, et d'autres soutiendront l'inverse. Comme les avis sont partagés le travail n'est pas possible. Pourtant les animaux nous causent beaucoup de dégâts et nous dérangent sérieusement comme vous pouvez le constater. »

M. Julien Kamaté, chef service gestion de l'eau à Molodo

« Les calendriers existent. Les calendriers culturels, les calendriers d'irrigation existent. Mais ce qui se passe aujourd'hui, et ça fait déjà quelques années, au niveau vraiment des problèmes de non respect des calendriers. Surtout du fait qu'il y a eu des problèmes de pénurie alimentaire, la politique même de l'Etat veut donc que les gens puissent vivre. A cette époque on avait dit que les gens devaient faire la contre-saison. On a même donné des normes, des chiffres de superficie que les gens doivent pouvoir absorber, donc depuis le temps, les gens sont effectivement en train de faire la contre-saison à outrance. Et ils ne suivent pas le même calendrier. Tu trouveras par exemple des paysans, selon le calendrier de la contre saison, depuis décembre où tu dois mettre en place la pépinière, et en principe déjà fin janvier tu repiques. Tu vas trouver des paysans qui aujourd'hui même vont commencer à faire la contre saison, certains en décembre, d'autres paysans vont commencer en mars - avril. »

M. Moktar Zango, chef de l'association villageoise de Pando Camp et membre du CPGT du casier Molodo Nord

« Il y a beaucoup d'exploitants résidents ici, quand on les a installés on leur a attribué 3 hectares, à cette époque la famille était composée de trois personnes. Et maintenant cette famille compte 10 à 15 personnes pour les mêmes trois hectares initiaux. Par conséquent quelle que soit sa façon d'exploiter, son rendement ne pourra pas couvrir les besoins des familles car le nombre de personnes a augmenté alors que la superficie du champ n'a pas changé. Ainsi cela devient une obligation pour ce dernier de faire une activité en saison sèche pour pouvoir subvenir aux besoins de sa famille. Sinon nous tous qui faisons la contre-saison et le maraîchage savons bien que cela dégrade et fatigue le sol. Qu'il y ait de l'eau sur la terre pendant l'hivernage et la saison sèche tout le monde sait que cela fatigue le sol. Quand la terre ne s'assèche pas et ne reçoit pas les rayons du soleil elle s'appauvrit, car ce sont les rayons qui lui donnent plus de force. Mais entre deux maux, il nous faut choisir le moindre mal. »

M. Sékou Ouologuém, aiguardier à Pando Camp (casier Nord de Molodo)

« Dans le temps, les gens s'organisaient pour rester pendant la période de contre-saison dans le premier bief seulement, et on essayait de maîtriser l'eau dans ce premier bief seulement, pour que tout le monde travaille dans le premier bief. A ce moment les gens craignaient de faire la contre-saison, ils disaient que cela allait dégrader leurs champs, ou des trucs comme ça. Donc maintenant, tout le monde s'est lancé, s'est donné là-dedans. L'eau est dans tout le long des partiteurs et des drains pendant les douze mois de l'année. Parce que les gens ne font pas la contre-saison avec les variétés demandées. Chacun choisit la variété qu'il veut. Or si on regarde le cycle du *gambiaka*, quand tu fais ça en contre-saison ça prend beaucoup, beaucoup, beaucoup de temps. Mais tu expliques ça et les gens te disent que c'est le riz qui coûte le plus cher, ici au Mali, donc ils ne peuvent pas faire d'autres variétés. Finalement c'est resté comme ça. On n'a pas la maîtrise de la variété exploitée pendant la contre-saison. Sinon il est bien possible de faire la contre-saison et entretenir bien les drains sans qu'il y ait autre chose. Mais comme on n'a pas la maîtrise des variétés exploitées, en ce moment c'est un peu difficile. »

M. Youssouf Coulibaly, exploitant à Tiémédély Coura (N'Débougou)

« Oui, moi-même actuellement si je devais continuer comme ça dans le futur j'aurais des problèmes. Tu as compris ? Pour deux raisons. D'abord il y a le problème des engrais, si cela continue comme ça ce n'est pas que moi mais personne ne pourra s'en sortir. Puis c'est le drain principal, si jamais on ne le cure pas pour que l'eau soit drainée comme il se doit personne ne pourra s'en sortir. C'est ce que je pense par rapport à ça. »

M. Tidiane Traoré, aménagiste au SAH de Ségou

« A propos des tailles des parcelles on a arrêté avec ce discours il y a longtemps, mais peut-être n'êtes vous pas tombés sur quelqu'un qui vous l'ait expliqué. Actuellement, ici personne n'a besoin de 0,25, 0,5 ou même 1 ha, parce que tu ne pourras même pas te nourrir avec ça, ton nom sera déshonoré. Nous ne faisons plus la riziculture de subsistance aujourd'hui, nous faisons de la riziculture pour avoir de l'argent. C'est une profession, pour gagner de l'argent. On fait de

la riziculture pour avoir de l'argent pour se développer, pour s'épanouir. Mais avec 0,25 ou 0,5 ha, tu es là avec une ou deux épouses, voir même plus, et cela ne te servira à rien. C'est ce qu'on a complètement arrêté aujourd'hui. Les gens pensaient que le paysan est quelqu'un qui n'avait pas eu la chance d'être instruit, qui avait cherché à faire autre chose dans la vie et qui avait échoué. Il revenait alors à la terre pour l'exploiter. C'est faux, très faux, le paysan c'est celui qui est autosuffisant, par conséquent quand tu demandes un champ, il faut que ce champ soit à même de te nourrir et qu'après tu puisses avoir de l'argent en plus, c'est obligatoire. Par exemple notre pays a aménagé des terres que l'on dit « en location-vente ». Le minimum de superficie attribuée par exploitant est de 3 ha. C'est pour que les gens sachent qu'on ne fait plus de l'agriculture de subsistance. Cette activité est une profession à part entière et il faut que certains acceptent de s'installer spécialement pour cette activité, pour s'épanouir. Les attributions de 0,25 ou 0,5 ha c'est terminé. Elles avaient lieu dans le temps, mais c'est révolu maintenant, on ne le fera plus, c'est fini. C'est pourquoi je disais au début qu'il y a des projets qui vont venir dans un proche avenir - certains d'ailleurs sont déjà en cours - qui concernent des surfaces pouvant exploiter 5 ha, 10 ha, 20 ha voir même 100 ha. A ce moment là tu verras que ces exploitants dans leurs champs n'auront plus besoin de Bamako. Bamako appartient aux bamakois et c'est le paysan qui nourrit les bamakois. Tu restes dans ton champ, tu reçois les images de la télévision, tu as ton téléphone, et donc tu n'envies personne d'autre. C'est cette forme d'agriculture, ce modèle de paysan vers lequel nous voulons nous orienter. »

M. Gaoussou Dambélé, chef d'arroseur et chef du village de Socourani

« Le paysan pouvait être endetté pendant trois ans. On continuait à te maintenir grâce à des crédits de campagne, jusqu'à ce que tu puisses te ressaisir et enfin les rembourser. Maintenant ce n'est plus pareil, même si tu n'as que 5 Fcfa de dette on te retire ton champ à cause de ce montant. Il y a de grandes différences entre les périodes comme vous le constatez, et actuellement les exploitants n'ont plus l'esprit tranquille, ils ne savent plus quel chemin prendre, ils sont inquiets, car le travail que tu exerces, ça peut te réussir comme ça peut ne pas te réussir selon les années. Ce n'est pas que tu n'as pas travaillé, c'est Dieu qui l'a voulu. Cela ne doit pas faire l'objet d'éviction. Mais actuellement on évince un exploitant à cause de 5 Fcfa de dettes sur la redevance et on attribut son champ à une autre personne. »

Annexe 22 : quelques problèmes du périmètre en images



Cavalier d'arroseur dégradé
par le passage des animaux



Prise d'arroseur dont les
masques ont été brisés



Enherbement d'un arroseur
par « la fougère »



Parcelle de bas fonds inondée



Prise d'arroseur devenue inutilisable après dégradation du cavalier



Paille de riz envahissant un distributeur après le battage



Enherbement d'un arroseur par le « typha »



Travaux manuels de lutte contre l'enherbement du fala



Annexes 23 à 29 :

Se succèdent dans les pages suivantes :

<u>Grille d'analyse de la réunion Niono 1</u>	p. 107
<u>Grille d'analyse de la réunion Niono 2</u>	p. 112
<u>Grille d'analyse de la réunion Niono 3</u>	p. 116
<u>Grille d'analyse de la réunion Macina 1</u>	p. 119
<u>Grille d'analyse de la réunion Macina 2</u>	p. 123
<u>Grille d'analyse de la réunion Macina 3</u>	p. 127
<u>Grille d'analyse de la réunion Macina 4</u>	p. 131

N° Intervention et locuteur	Rôle	Domaine socio émotionnel	Domaine de la tâche 1 <i>Gestion de l'eau (distribution, drainage, entretien)</i>										Domaine de la tâche 2 <i>Processus d'accompagnement assisté par vidéo</i>				Sujet		
			Le thème abordé est contenu dans la vidéo				Le thème abordé n'est pas contenu dans la ou les vidéos vues précédemment			Aborde des alternatives			A propos de l'outil vidéo		A propos du processus				
			Positif Signes de solidarité, détente...	Négatif Signes de tension, antagonisme	Appui	Apporte des plus	Contredit, critique	Demande de l'info	Apporte de l'info	Demande de l'info	Evoque un cas particulier	Propose de faire ensemble	Demande que les autres fassent	Appui	Critique	Propose		Demande	
1	N 1	Animateur L=42	+					+						+					Sensibilisation aux enjeux des thèmes qui seront abordés ; pourquoi une vidéo ; objectifs réunions
2	N 2	Animateur L=72	+																Démarche globale ; objectifs réunions
3	N 1	Animateur L=19												+		+			Déroulement de la réunion
PROJECTION MODULES 1 et 2 (Présentation ON et Irrigation et drainage)																			
4	N 1	Animateur L=2																	Donne la parole
5	N 3	Participant actif L=31			+				+										Difficultés de transport des agents de l'ON ; pbs des bozos ; surveillance des canaux
6	N 4	Participant actif L=38			+													+	Fala pose pb ; manque de RH à l'ON ; drains jamais considérés comme importants ; augmenter le nbr d'aiguadiers ; encourage la participation au débat
7	N 5 Itw	Plaignant L=15																	pbs de drainage ; accuse l'ON au travers d'un cas particulier ne pas entretenir les drain ;

28	N 1	Animateur L= NC							+			+							L'assèchement du fala est un problème qui concerne tout le monde
Tot	28 int./ 17 pers.		3/4	3	17				18			21		1	7	3 (+2)			

LEGENDE

ON	Agents de terrain	
	Cadres de zone	
	Cadre Ségou	
	Agent Serp	
Paysans	Paysans	
	Représentants paysans	
	Représentant syndicaux	
	Non résidents	
	Expert locaux	
	Experts étrangers	
	Baillieurs de fonds	
Etat		

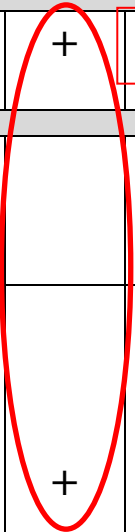
N° Intervention et locuteur	Rôle	Domaine socio émotionnel		Domaine de la tâche 1 <i>Gestion de l'eau (distribution, entretien, drainage)</i>									Domaine de la tâche 2 <i>Processus d'accompagnement assisté par vidéo</i>				Sujet
				Le thème abordé est contenu dans la vidéo				Le thème abordé n'est pas contenu dans la ou les vidéos vues précédemment			Aborde des alternatives		A propos de l'outil vidéo		A propos du processus		
		Positif Signes de solidarité, détente...	Négatif Signes de tension, antagonisme	Appui	Apporte des plus	Contredit, critique	Demande de l'info	Apporte de l'info	Demande de l'info	Evoque un cas particulier	Propose de faire ensemble	Demande que les autres fassent	Appui	Critique	Propose	Demande	
PROJECTION MODULES 3, 4 et 5 (Difficultés d'entretien au niveau I, II et III) suivie d'une pause																	
29	N 1	Animateur L=11			+												Difficultés des OERT; puis problèmes entretien II et I ; précautions concernant les critiques du CP pour pouvoir en discuter
30	N 18 Itw	Participant actif L=NC			+												absence d'entretien des drains principaux ; conséquences sur les pratiques paysannes
31	N 7	Défensive puis accusateur L=36			+												Paysans entretiennent leurs sous-arroseurs ; difficulté d'entretien des arroseurs ; mauvais faucardage volontaire par les tâcherons ; assèchement difficile des drains à cause des HC
32	N 5 Itw	Plaignant puis accusateur L=70		- - - (ON)		- (tacherons) - (ON) - (ON)											Le drain principal de N'Dila jamais curé, malgré paiement des redevances ; travail mal fait ; manque de rigueur de l'ON ; mauvaise utilisation des sous ; battage sur cavalier ; paysans immuables et agents licenciés
33	N 15	Plaignant															Drain principal travaux mal faits et

40	N 22 Itw	Participant actif L=17			+														Les autorités villageoise doivent assister aux réceptions ; la CS est utile mais pose aussi des pbs ; revient sur les pbs de son partiteur
41	N 17	Participant actif Expert opportuniste ? L=34																	Demande un soutien des OERT par des caisses rurales ; montrer aux paysans les effets économiques des gaspillages ; besoin de formations aux paysans, appuyées par des ONGs ?
42	N 1	Animateur L=61	(+)		+														A chacun ses responsabilités ; limiter l'irrigation avant de régler les pbs de drainage ; rassure sur l'incorporation des critiques faites à l'ON dans la vidéo ; les paysans doivent décider l'assèchement du <i>fala</i> ; étudier la possibilité de cultiver d'autres plantes
Tot	14 int. / 13 pers.		2 (+3)	4		32			4				20	0	1	4			

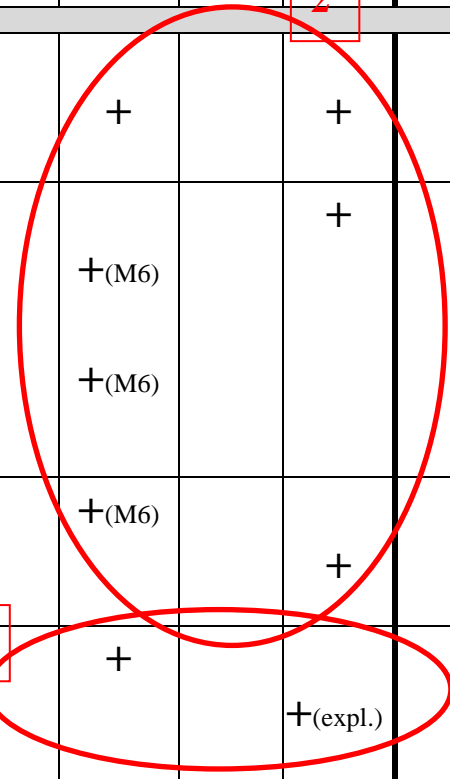
N° Intervention et locuteur	Rôle	Domaine socio émotionnel		Domaine de la tâche 1 <i>Gestion de l'eau (distribution, drainage et entretien)</i>									Domaine de la tâche 2 <i>Processus d'accompagnement assisté par vidéo</i>				Sujet
				Le thème abordé est contenu dans la vidéo				Le thème abordé n'est pas contenu dans la ou les vidéos vues précédemment			Aborde des alternatives		A propos de l'outil vidéo		A propos du processus		
		Positif Signes de solidarité, détente...	Négatif Signes de tension, antagonisme	Appui	Apporte des plus	Contredit, critique	Demande de l'info	Apporte de l'info	Demande de l'info	Evoque un cas particulier	Propose de faire ensemble	Demande que les autres fassent	Appui	Critique	Propose	Demande	
PROJECTION MODULE 6 (Suivi des consommations)																	
43	N 1	Manipulateur / Promoteur du suivi des consos L=98			+					+			+				ATT et le FED vont améliorer les drains ; besoin d'un suivi et utilité multiple, gaspillages, redevance ; besoin d'expliquer l'intérêt de cet équipement aux paysans, utilité de la vidéo ; besoin de transparence sur la conso ; technologie
44	N 12 Itw	Participant actif L=12												+(ONG)			Demande que soient multipliées les visites par les paysans d'autres périmètres irrigués où un suivi est en place
45	N 23 Itw	Garant de la vérité, accusateur L=41			+									-(expl.)			Confirme les pbs de drainages, mais critique les pratiques des paysans ; responsabilité des paysans vis à vis des bozos
46	N 24	Participant actif L=15							+				+				Evoque les conflits entre paysans conduisant aux gaspillages ; pense qu'il faut régler les gaspillages avant de faire les extensions

N° Intervention et locuteur	Rôle	Domaine socio émotionnel		Domaine de la tâche 1 <i>Gestion de l'eau (distribution, drainage et entretien)</i>									Domaine de la tâche 2 <i>Processus d'accompagnement assisté par vidéo</i>				Sujet
				Le thème abordé est contenu dans la vidéo				Le thème abordé n'est pas contenu dans la ou les vidéos vues précédemment			Aborde des alternatives		A propos de l'outil vidéo		A propos du processus		
		Positif Signes de solidarité, détente...	Négatif Signes de tension, antagonisme	Appui	Apporte des plus	Contredit, critique	Demande de l'info	Apporte de l'info	Demande de l'info	Evoque un cas particulier	Propose de faire ensemble	Demande que les autres fassent	Appui	Demande Critique	Propose	Demande	
1	M 1	Animateur L=34							+								Présente l'enjeu de la GE ; les objectifs du travail ; le pourquoi de la vidéo ; explique pourquoi on ne verra que les difficultés
2	M 2	Animateur L=56															Définit ce qu'est un « diagnostic participatif » ; explique la démarche suivie ; présente les vidéos ; explique le déroulement de la réunion
3	M 1	Animateur L=2															Lance la première projection
PROJECTION MODULES 1 et 2 (Présentation de l'ON et Irrigation et drainage)																	
4	M 1	Animateur L=4															Donne la parole
5	M 3	Participant actif L=10															Evoque les images vues et demande à l'Etat d'assumer sa part d'entretien
6	M 4	Participant actif L=10															Reprend pb du temps de réponse ; demande à l'Etat d'assumer sa part
7	M 5	Participant actif L=4															pb d'entretien des drains de vidange

8	M 10	Animateur L=1																Explique que ce thème sera abordé plus tard
9	M 4	Participant actif L=2																Ici l'aiguadier est disponible ; par contre, ils n'ont pas d'eau ici
10	M 6	Plaignant L=6																Evoque les pbs spécifiques de son distributeur et demande que des solutions soient trouvées
11	M 7	Participant actif L=18																Appelle à limiter les gaspillages au niveau des affluents des <i>falas</i> ; confirme les pbs de fonctionnement du distributeur BW ; confirme la forte disponibilité de son aiguadier, qui lui a même confié des clés
12	M 8	Participant Actif L=7							(+)									Confirme les pbs rencontrés sur son distributeur ; demande que des solutions soient trouvées
13	M 9	Participant actif L=11																Rebondit sur les crises d'eau et évoque le pb des clés parallèles en demandant aux paysans de cesser de les utiliser
14	M 3	Participant actif L=12																Présente les OERT comme une solution possible aux pbs ; propose de donner des moyens de déplacement aux membres du CPP ; évoque la CS
15	M 10	Animateur L=1																Précise qu'une autre vidéo traitera de ces pbs



1



2

3

N° Intervention et locuteur	Rôle	Domaine socio émotionnel		Domaine de la tâche 1 <i>Gestion de l'eau (distribution, drainage et entretien)</i>									Domaine de la tâche 2 <i>Processus d'accompagnement assisté par vidéo</i>				Sujet
				Le thème abordé est contenu dans la vidéo				Le thème abordé n'est pas contenu dans la ou les vidéos vues précédemment			Aborde des alternatives		A propos de l'outil vidéo		A propos du processus		
		Positif Signes de solidarité, détente...	Négatif Signes de tension, antagonisme	Appui	Apporte des plus	Contredit, critique	Demande de l'info	Apporte de l'info	Demande de l'info	Evoque un cas particulier	Propose de faire ensemble	Demande que les autres fassent	Appui	Demande Critique	Propose	Demande	
PROJECTION MODULE 3 (Entretien du réseau tertiaire)																	
27	M 1	Animateur L=16			(+)	6											OERT ; paysans qui font pas leur travail d'entretien ; pb des OERT ; et pb d'entretien aux niveaux II et I ; donne la parole
28	M 7	Plaignant L=38			+												Les paysans font ce qu'ils peuvent, mais certains travaux sont trop durs ; demande l'appui de l'ON et de l'Etat pour l'accès aux machines ; chez eux l'OERT marche bien ; pb de non entretien des drains de vidange ; les tacherons ne travaillent pas proprement ; pb de dates des entretiens
29	M 8	Défensive / Accusateur L=8															le problème d'entretien du III est lié aux mauvaises pratiques des paysans ; il faut les sanctionner, ou que les paysans brûlent la paille eux-mêmes ; pour les OERT il faut multiplier les formations pour que

																		les paysans en saisissent l'intérêt
30	M 16	Garant de la vérité / Accusateur L=64			+(expl.)													<p>Ce sont les paysans qui n'entretiennent pas les arroseurs ; les OERT, il n'y en a aucune qui fonctionne ;</p> <p>Les paysans doivent faire leur entretien avant de critiquer ; L'ON lui fait son entretien. Les paysans n'arrivent pas à s'organiser ; les non résidents sont un faux problème ; aucune OERT n'a récolté les fonds et demandé l'appui des machines de l'ON ; l'ON fait son travail pas les OERT, c'est la faute des paysans</p>
31	M 18	Garant de la vérité / accusateur L=25																<p>Explique que le travail de l'ON est difficile ; les représentants paysans ne font pas circuler l'info dans les villages ;</p> <p>les OERT ne savent même pas à quoi elles servent ; les représentants mentent dans les réunions sur le fait qu'ils font les entretiens ; prendre des mesures, les expliquer aux villages et sanctionner</p>
32	M 6	« Avocat du diable » L=17																<p>Les paysans ne savent pas quelles sont leurs responsabilités ; l'ON et l'état jouent leur rôle ;</p> <p>les paysans</p>

																			n'entretiennent pas ; malgré les formations ; les OERT ne fonctionnent pas ; maintenant il faut sanctionner	
33	M 20	Plaignant L=25																	Absence de drains de vidange dans leur village ; demande à l'ON l'aide des machines pour creuser ce drain	
34	M 14	Garant de la vérité L=34																	le pb c'est le comportement des paysans, c'est ça qu'il faut changer ; besoins des herbes pour attacher le riz ; Etat et ON ne font pas bien leur travail, mais les paysans ne le font pas du tout ; besoin de changer les comportements ; perte d'autorité de l'aiguadier sur les paysans	
35	M 7	Médiateur L=18	9 +															+	Il faut identifier les problèmes si on veut que qqn les résolve ; il ne faut pas se contredire, chacun a ses problèmes ; le pb des non résidents se pose bien dans certains endroits, à chacun son expérience ; les paysans ne sont pas les seuls coupables	
36	M 1	Animateur L=44																	Résume les points abordés lors de la discussion, selon son point de vue...	
37	M 3	Participant actif L=5																	+	Pour brûler la paille sur les cavaliers, faut attendre la fin du battage pour mettre le feu

N° Intervention et locuteur	Rôle	Domaine socio émotionnel		Domaine de la tâche 1 <i>Gestion de l'eau (distribution, drainage et entretien)</i>									Domaine de la tâche 2 <i>Processus d'accompagnement assisté par vidéo</i>				Sujet
				Le thème abordé est contenu dans la vidéo				Le thème abordé n'est pas contenu dans la ou les vidéos vues précédemment			Aborde des alternatives		A propos de l'outil vidéo		A propos du processus		
		Positif Signes de solidarité, détente...	Négatif Signes de tension, antagonisme	Appui	Apporte des plus	Contredit, critique	Demande de l'info	Apporte de l'info	Demande de l'info	Evoque un cas particulier	Propose de faire ensemble	Demande que les autres fassent	Appui	Critique	Propose	Demande	
PROJECTION MODULES 4 et 5 (Entretien des réseaux secondaire et primaire)																	
39	M 1	Animateur L=4															Donne la parole
40	M 5	Participant actif L=16			+												Tous les pbs ont été évoqués par les vidéos ; pense que la CS est à l'origine de la plupart des problèmes ; comment assécher et brûler le <i>fala</i> dans ces conditions de cultures systématiques en CS ? ; c'est à l'ON de prendre la décision, car les paysans ne seront jamais d'accords
41	M 7	Participant actif / plaignant L=5														+	Il faut chercher une solution à l'enherbement du réseau, car les herbes se retrouvent dans les champs
42	M 4	Participant actif L=8															Explique que si l'on ne lutte pas contre l'enherbement on ne pourra bientôt plus irriguer ; demande à l'ON d'agir sans l'appui des paysans, qui ne seront jamais d'accords pour brûler le <i>fala</i>

N° Intervention et locuteur	Rôle	Domaine socio émotionnel		Domaine de la tâche 1 <i>Gestion de l'eau (distribution, drainage et entretien)</i>									Domaine de la tâche 2 <i>Processus d'accompagnement assisté par vidéo</i>				Sujet
				Le thème abordé est contenu dans la vidéo				Le thème abordé n'est pas contenu dans la ou les vidéos vues précédemment			Aborde des alternatives		A propos de l'outil vidéo		A propos du processus		
				Positif Signes de solidarité, détente...	Négatif Signes de tension, antagonisme	Appui	Apporte des plus	Contredit, critique	Demande de l'info	Apporte de l'info	Demande de l'info	Evoque un cas particulier	Propose de faire ensemble	Demande que les autres fassent	Appui	Critique	
PROJECTION MODULES 4 (Suivi des consommations)																	
52	M 1	Animateur L=6															Donne la parole en priant les participants de faire court car le repas est déjà prêt
53	M 13	Expert L=13															Une meilleure GE est nécessaire car il va falloir qu'on se partage l'eau avec tous les pays riverains du Niger ; satisfait de l'approche vidéo qui facilité l'accès à l'information pour tous ; la vidéo permet de voir les pbs des voisins et d'en discuter avec eux
54	M 18	Participant actif L=6															Meilleure GE nécessaire ; La vidéo permet de prendre du recul sur sa propre expérience en voyant celles des autres
55	M 5	Participant actif L=6															Demande que la vidéo soit projetée dans tous les villages
56	M 14	Participant actif L=13															Satisfait du travail mais se demande comment va-t-il faire pour diffuser cette information au-delà de la réunion...

18

19

Annexe 30 : transcription des débriefings conduits avec les paysans dans les villages au Mali

Les réunions retranscrites dans ce document se sont tenues dans les villages ayant participé au diagnostic, dans l'objectif de recueillir les impressions des villageois sur le processus vidéo et la démarche qui va avec. Deux d'entre elles se sont déroulées autour de l'arbre à palabres et une dans la concession du chef de l'assemblée villageoise. Etaient conviés les personnes qui furent invitées à la projection finale de Niono (10 représentants par village, desquels font partie ceux qui interviennent directement dans la vidéo), et la réunion était ouverte à toute personne voulant s'y greffer.

Ces réunions se sont intégralement déroulées en bamanan. Cette retranscription est donc une traduction, qui n'a volontairement pas été trop francisée de manière à rester le plus proche possible du sens des mots utilisés, selon le traducteur malien. En rouge figurent nos propres interventions.

Débriefing collectif à Tiémédély Coura

La discussion se tient autour des projections de la vidéo (déjà effectuées et à venir) en attendant que les retardataires rejoignent le groupe près de la concession du chef de village.

(...)

Souleymane Coulibaly : Est-ce que vous êtes partis à Macina ? Est-ce que c'est fait comme à Niono ?

Oui, et tout ce que vous avez dit à la réunion de Niono et ce qui a été dit à Macina, tout a été enregistré et nous sommes en train de le traduire en français pour les mettre aussi dans les vidéos.

On va pouvoir commencer ?

Comme vous le savez nous avons une mission, faire un diagnostic participatif de la gestion de l'eau à l'Office du Niger. Vu que nous étions limités par le temps entre autres facteurs, nous avons réalisé des interviews filmées dans trois villages, dont B5 Tiémédély Coura, et deux autres villages de la zone de Molodo. Et puisqu'il y avait beaucoup d'interviews et qu'on ne pouvait pas tout garder de chacun de vous, il a fallu faire une sélection et c'est ce qui a donné un film, la vidéo que nous avons projeté mercredi dernier à Niono de manière à recueillir les avis des gens. Et comme ce travail a été réalisé sur le terrain ici, nous voulons connaître votre avis là-dessus. Quel est votre avis sur le fait de projeter une vidéo pour animer une réunion, puis de donner la parole aux gens sur ce qu'ils viennent de voir, comme on l'a fait à Niono ?

Souleymane Coulibaly : Koné et ses blancs étaient venus ici ces derniers temps nous interviewer, et le mercredi de la semaine passée nous sommes partis regarder le résultat. Ce travail a été bien fait. Comme il vient de le dire dans son introduction c'est-à-dire faire une projection de vidéo et ensuite parler sur cette projection. Pour moi Souleymane c'est le meilleur travail que l'on puisse faire. Parce que d'abord pour celui qui parle dans la vidéo ça te permet de te réécouter, et de savoir si tu as bien parlé, si c'est correct. Tu le vois tout de suite et si c'est le contraire tu le verras aussi. Ensuite les autres peuvent parler sur tes propres propos, en y ajoutant ce qui manque, ou bien même en te corrigeant. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il y avait beaucoup de personnes. Une seule personne ne peut rien faire, ce sont les gens qui s'unissent qui peuvent faire quelque chose. Si toi seul tu as parlé... aucune personne seule ne peut dire toutes les paroles. Tu peux dire une parole et penser que c'est complet alors que ce n'est pas le cas. Une autre personne peut savoir que la parole n'est pas complète et ajouter quelque chose pour la compléter. Pour moi leur démarche vers nous ici a été une bonne chose, et aussi le fait que nous soyons partis à Niono pour voir, et je pense que ce que l'on a dit là-bas était bien. La raison même de cette chose, interviewer quelqu'un, le filmer, ensuite projeter ce film et savoir tout de suite la réaction des gens par rapport à cela, pour moi c'est

une très bonne chose. Koné votre travail est très bien, j'ai participé à ce travail ici à B5, ensuite à Niono, et encore cette après-midi ici. Je suis satisfait c'est un excellent travail, merci.

Avez-vous retrouvé dans cette vidéo vos soucis actuels vis-à-vis de l'eau à l'Office ? Est-ce que son contenu reflétait votre situation ?

Le collectif : oui.

Souleymane Coulibaly : le contenu de la vidéo, c'est-à-dire les paroles que l'on a dit, a été une grande raison : c'est comme si tu m'avais appelé pour me former. Parce qu'on ne savait pas grand-chose par rapport à cette affaire d'eau, et cette projection permet de le savoir. Pour moi en réalité cette manière de nous former a été bien. Cette cassette vidéo nous a formé car en voyant et en écoutant ce que nous avons dit et ce que d'autres personnes ont dit aussi, le tout nous a formé et nous a permis de savoir des choses que l'on ne savait pas sur l'eau. Maintenant après cette formation on connaît beaucoup de choses sur l'eau, je ne dis pas qu'on connaît tout, mais beaucoup.

Si quelqu'un d'autre à une réponse différente à cette question il peut le faire.

(...)

Vous avez l'habitude de faire des réunions, vous en avez fait beaucoup avec l'Office, quelles différences avez-vous vues avec celle que l'on vient de faire avec la vidéo ?

Youssef Coulibaly : je suis colon, et j'étais l'autre jour à la réunion pour laquelle vous nous avez appelés, où vous nous avez montré une projection de vidéo, c'est-à-dire les paroles que nous-mêmes avons dit dans nos villages, dans nos champs, vous nous avez projetées en images. Depuis la création de l'Office jusqu'à ce jour nous n'avons jamais fait une réunion de ce genre. On n'a jamais fait une réunion comme celle-là, et tout ceux qui étaient dans la salle on tous dit que cela pouvait continuer, qu'ils aimeraient ça. Personne n'a contredit personne sur cette parole. Parce que dans la salle tous ceux qui ont parlé ont tous bien parlé, et les images étaient toutes aussi bien faites. Parce que vous avez su trier et maîtriser les meilleures idées, ce qui a beaucoup plu aux gens. Pour moi en réalité il n'y a jamais eu pour le moment à l'Office un travail comme cela. C'est ce que je connais pour l'instant là-dedans. Bissimilah.

Mady Camara (ex-agent de l'Office) : je suis colon à B5 ici, vraiment nous vous saluons d'être venus chez nous ici. Nous en sommes contents. L'intérieur de l'Office est vaste, il y a eu beaucoup de réunions. Mais faire une réunion avec une projection de vidéo cela est une leçon qui forme les gens. Ca se réalise dans ton village et pas celui de ton voisin, et ce dernier quand il le voit il souhaiterait que ça se réalise chez lui aussi. Quand on filme quelque chose, au moins cela peut arriver à destination, parce que l'on fait des réunions où l'on écrit des papiers et après ces papiers sont laissés là-bas, ça ne va nulle part. Mais là ce sont des images, une vidéo que tu peux voir et beaucoup d'autres personnes vont le voir, et ça va dans beaucoup de lieux. Les problèmes qui sont dans ce village les gens les verront et ensuite sauront prendre des dispositions quand ce sera leur tour de donner toutes les informations. C'est pourquoi pour cette affaire de vidéo il ne faut pas que ça se limite à cela, il ne faudrait pas que beaucoup de temps s'écoule sans que l'on se revoie. Faisons en sorte que l'on se donne la main pour faciliter le travail, sinon les réseaux d'irrigation et de drainage de l'Office, de même que tous les problèmes que les gens ont évoqués, cela va s'aggraver, en tout cas ça ne diminuera pas. Mais là c'est une occasion, beaucoup de personnes le verront et l'entendront, les différents services le verront et cela fera en sorte que les gens viendront avec des solutions pour nous faciliter la vie ici à l'Office par rapport aux problèmes d'eau. C'est un travail qui est très bien, je vous salue, merci.

Pour répondre à ta parole, la semaine prochaine nous voulons faire une projection de cette vidéo devant les cadres de l'Office, les investisseurs qui sont les bailleurs de fonds, et les décideurs, pour savoir ce qu'il faut faire par rapport à ces sujets.

Est-ce que le contenu de ces vidéos reflétait le point de vue de vous autres paysans ici, ou bien celui de la mission, c'est-à-dire les blancs qui ont fait ce travail ?

Souleymane Coulibaly : quand on a vu cette vidéo, elle reflète bien nos soucis, et même mieux, les préoccupations de tous les paysans, il ne s'agit pas des nôtres seulement. Après la projection on a

vu toutes les choses dont les gens ont besoin. Le travail a été bien fait. Ce n'est pas nous seulement qui sommes partis visionner la vidéo qui étions contents, non, de retour nous avons fait la restitution au village et tous ceux qui nous ont entendu commenter étaient contents également de ce travail vidéo.

Soumaïla Diallo : je suis chef partiteur et je travaille en collaboration avec le moniteur. Au cours de la réunion de l'autre jour, les vidéos qui ont été projetées ont plu à tout le monde, responsables office et paysans. Il y avait les paysans, les moniteurs, et d'autres fonctionnaires. Chacun a dit son avis par rapport aux vidéos. Certains intervenants ont même demandé que toutes les réunions soient animées avec ces vidéos. Parce que toi qui parles tu es vu, on t'entend, et on voit le sujet sur lequel tu es en train de parler, si ça concerne quelqu'un et bien il te voit aussi. En tout cas la projection de la vidéo a beaucoup encouragé les gens, on a appris beaucoup de choses à travers cette projection. Il y avait des paroles qu'on ne savait pas mais suite à la projection les gens ont pris la parole pour le dire. Sans ces vidéos on n'aurait jamais de telles informations. Parce que beaucoup d'entre nous partent pour des réunions mais ne comprennent pas ce qui se passe. Mais cette fois-ci quand ils ont vu les vidéos tout le monde savait sur quoi on devrait ensuite parler. Donc ceux-ci se sont mis à jour avec la projection des vidéos. Il se peut qu'il y ait certaines choses que tu ne sais pas, et si quelqu'un l'explique dans la vidéo en le montrant tout de suite tu le sauras, et pour toujours car non seulement tu l'as vu mais on t'a expliqué aussi. Donc ce que tu as besoin de voir tu le vois, et par conséquent ensuite tu sauras quoi dire. C'est la projection des vidéos qui a confirmé tout cela. Quand on est arrivés pour la réunion après les explications on était plus de 100 personnes dans la salle, et tous ceux qui voulaient parler l'ont fait. Si bien que cette réunion s'est tenue dans un très bon climat d'entente, dans la tranquillité et dans le plus grand respect mutuel. Ça s'est très bien passé. Les gens se sont bien compris sur le sujet principal qui était les problèmes d'eau concernant le barrage de Markala, beaucoup de paysans ne savaient pas son rôle donc ils ne savaient pas non plus son importance capitale. Mais ils l'ont su au travers de ces vidéos. Une fois qu'on a connu l'importance de ce barrage et de l'acheminement de l'eau jusqu'ici chez nous, on ne va plus s'amuser avec de l'eau. Parce qu'on a su qu'il y a certaines formes de gaspillage qui peuvent bien s'éviter. Ils ont dit la date de la construction du barrage de Markala, je l'ai oubliée, mais ils ont dit que l'on n'a pas encore atteint 10% de sa capacité d'irrigation à l'Office. C'est à travers ces vidéos que l'on a su beaucoup d'informations de ce type, on a parlé aussi sur l'eau, et sur les drains, et tout le monde était présent, paysans, fonctionnaires et responsables de l'Office. Et chacun à son niveau a su en son fort intérieur s'il faisait bien son travail ou pas, que ce soit au niveau de l'Office ou du paysan, cela a été confirmé au travers de ces vidéos, l'image le montre devant nous tous. Ce que je suis en train de dire sur toi tu sais si c'est vrai ou faux, tu es présent, on est tous présents. Les participants paysans à leur sortie de la réunion étaient tous unanimes, il faut continuer d'animer des réunions avec des projections de vidéo, que ce soit cette année ou les années à venir, c'est ce qui mettra fin aux diffamations, aux mensonges et aux tricheries. Les paysans ont tous souhaité qu'on procède toujours par des vidéos, parce que c'est un outil qui les forme et qui leur permet de mieux visionner les différents problèmes d'un sujet traité. C'est ce que j'ai compris. Je pense que c'est une bonne chose, je souhaite que ces vidéos soient projetées même à l'étranger car ça permet de faire ressortir beaucoup d'autres connaissances, parce que les gens n'ont pas les mêmes niveaux de connaissance, donc cela permettra à tout un chacun d'apprécier ce très beau travail que vous venez de réaliser selon moi. C'était ce que j'avais à dire pour le moment.

Souleymane Coulibaly : ce que je veux ajouter à celle de Soumaïla, c'est toujours sur l'importance de cette vidéo. Pour moi Souleymane ces vidéos sont plus importantes que tout cela, je souhaite que tous les paysans maliens puissent les visionner. Nous demandons aux deux blancs d'amener cette cassette à la télévision nationale pour que tout le monde puisse la voir à la télé. Même ceux qui ne l'ont pas encore vue mais qui ont entendu nos restitutions sont tous pressés de la voir, tout le monde veut voir et cela ne sera pas possible avec notre seule projection. Moi j'aimerais qu'on amène la cassette à la télévision nationale à Bamako afin de mettre sa projection dans les émissions de la télé, que les gens sachent que c'est telle nuit et à tel moment que l'émission va passer sur les paysans afin que tous les maliens puissent les voir, les responsables du pays, les commerçants, les élèves, bref tous les maliens. Merci.

Yoro Diallo : A Salame Aleyikoum. Koné et ton blanc je vous salue. Vous êtes les bienvenus, on est très contents de vous voir parmi nous ici parce que ces derniers temps vous avez effectué plusieurs va-et-vient à la recherche des informations, vous vous êtes entretenus avec nos gens ici dans le village et dans les champs. Ensuite vous nous avez invités à participer à la réunion de restitution des informations que vous aviez reçues, pour qu'on en discute ensemble. Vous avez fait la projection

des images et des interviews. Dieu merci nos gens sont partis là-bas, et de retour ils en ont parlé, nous nous ne sommes pas partis mais sur ce qu'ils nous ont dit on est confiants. Ce qu'on nous demande par rapport à ce travail c'est d'avoir plus de courage. Parce que nous ici on a un problème de drainage, car le drain principal est bouché et depuis 2004 ils ont promis de le curer, et jusqu'ici rien n'a été fait. Il y a de l'eau dans le drain principal, on ne peut pas drainer même à présent. A mon avis tant qu'on ne pourra pas le drainer le travail ne sera pas satisfaisant. Il faut qu'on entretienne bien les réseaux pour que l'eau puisse rentrer et sortir à volonté, comme cela le paysan pourra travailler avec l'esprit tranquille. Et ainsi la production va augmenter. Mais tant que les champs sont pleins d'eau pendant l'hivernage et pendant la saison sèche il n'y aura pas de bonne production. Nous sommes très contents que vous soyez venus chez nous ici, nous vous remercions, et nous souhaitons tous qu'on fasse tout pour que la vidange soit curée. C'est ça mon avis. Moi je vous salue, nous vous faisons tous des bénédictions. Mais je vous demande à tous de resserrer vos ceintures. Car dans ce monde actuel celui qui n'est pas courageux et qui ne serre pas sa ceinture ne pourra rien faire dans cette vie. Je demande aussi aux paysans la même chose et surtout ceux qui ont été à la réunion de Niono. Nous vous souhaitons tous une longévité en bonne santé et une bonne chance aussi dans la vie. Je m'appelle Yoro Diallo et je suis le chef de village de B5. Que Dieu vous en paye. J'en ai fini.

Et quelle suite pourrait-on donner à ce diagnostic vidéo ?

Mady Camara : l'importance de ces vidéos est énorme. Car si l'on continue comme cela, pour nous autres colons beaucoup de nos difficultés seront solutionnées. Parce que les gens de l'Office viennent chez nous ici et on tient des réunions, ils nous convoquent à N'Debougou et là-bas aussi on va tenir des réunions... mais on parle, et ensuite c'est écrit. Si ce que toi tu dis n'est pas de l'avis de l'Office, on ne l'écrira pas. On ne l'écrira jamais. Il y a plusieurs personnes qui participent aux réunions de l'Office mais ce que tu dis on le transforme en français. Et toi tu n'es pas là-bas et tu ne pourras même pas aller là où ça part. Mais par contre à la vidéo on te voit et on t'entend dire cela, on ne peut pas le transformer. Donc Dieu fasse que cette affaire de vidéo puisse bien avancer. Si ces vidéos marchent, tous les responsables du Mali en plus de ceux de l'Office sauront que les paysans ont ces problèmes et cherchent à les corriger. Sinon ce sont nos paroles flatteuses qui sont écrites, les mauvaises ne sont même pas écrites, elles sont laissées. Donc il faut que cette affaire de vidéo continue, que cela avance très bien.

Quelqu'un veut-il ajouter quelque chose ?

Souleymane Coulibaly : ce que je vais ajouter j'ai l'habitude de vous le dire au cours de l'entretien que l'on a eu à faire chez moi. C'est toujours le problème d'eau potable. Nous ici n'avons pas de bonne eau pour boire. Il faudra dire au blanc (l'AT VISION) que comme lui il vient de la France même s'il ne peut pas le faire lui-même il connaît des gens qui peuvent le faire. Qu'il nous aide à trouver le chemin qui nous amène à avoir une bonne eau. Car dans notre village ici il y a 4000 personnes et il n'y a pas d'eau potable. Pour aller cultiver, irriguer, drainer, fermer l'eau ou entretenir le drain, il faut d'abord que tu sois en bonne santé. 4000 personnes qui n'ont pas une bonne eau de boisson dans le Mali d'aujourd'hui, c'est cela notre préoccupation. Je le dis au nom du chef de village, moi je suis son adjoint, son envoyé. Il faudra lui dire de faire à cause de Dieu pour qu'il puisse nous aider afin d'avoir un forage dans notre village, pour qu'on puisse préserver notre santé. Merci.

Oui vous nous l'aviez déjà dit l'autre fois, et honnêtement vous faites bien de le rappeler nous avons oublié. Mais je vous le répète nous n'avons rien à voir avec l'eau potable, et nous ne connaissons personne. Nous n'aimons pas faire de fausses promesses que nous ne pourrions pas tenir, donc je ne vais pas dire que nous trouverons une solution à votre problème. Je ne peux pas promettre ça. Je peux juste promettre d'en parler autour de moi.

Certaines idées proposées par les participants au cours des réunions de projection seront mises dans les vidéos. Par exemple à Macina sur l'entretien du fala il y a eu pas mal de propositions. Certains pensent qu'il faut cesser de faire la contre-saison riz et le maraîchage pendant une année afin de pouvoir assécher le fala et l'entretenir, d'autres pensent qu'il faut une décision politique sans laquelle on n'arrivera jamais au consensus entre les exploitants....

Youssef Coulibaly : on peut assécher le drain et faire la contre saison. Koné chez eux c'est le fala même qui amène l'eau. Mais chez nous ici il y a eu une année où on a fait la contre-saison et on n'a pas drainé dans le drain. Cela veut dire que les colons peuvent bien faire la contre-saison sans mettre l'eau dans le drain car cette année là ils ont fermé toutes les vidanges vers le drain pour qu'on puisse l'entretenir. Mais il n'a pas été entretenu.

(...)

La discussion dérive vers des aspects techniques, puis de politique extérieure française, puis le thé est pris avec les remerciements et les au revoir.

Débriefing collectif à Pando camp

La cloche de réunion a été sonnée, et en attendant les participants la discussion se tient autour de la projection de la vidéo aux cadres de l'Office à Ségou, à l'exposé dans les bureaux des problèmes de terrain.

(...)

[...] et en fait on aimerait recueillir vos avis et vos impressions sur la démarche de diagnostic que l'on a utilisée avec vous, c'est-à-dire la réalisation des vidéos thématiques et leur restitution au cours d'une réunion avec des débats. Toutes vos opinions, ce que vous avez pensé de tout ça, en bien et en mal, et après nous vous poserons des questions plus précises.

M. Bah : le travail que l'on nous a présenté à Niono dernièrement était un bon travail. Sauf sur un point : si vous étiez parvenus à montrer les images des ponts cassés et des vannes qui n'existent plus, cela aurait été mieux. Parce que là où vous êtes allés filmer l'autre jour c'était dans mon champ, quand j'ai visionné la vidéo j'ai vu qu'il n'y avait pas de diguettes mais quand je voyais l'arroiseur, l'image de l'arroiseur qui manquait n'a pas été filmée. Donc si ces ponts cassés ou ces vannes qui manquent sortaient dans la vidéo l'Office ne pourrait pas dire que ce n'est pas de leur faute, parce qu'ils savent que ce n'est pas à nous de les faire. C'est cette partie seulement qui a manqué dans votre travail.

Le vieux avec un boubou blanc : l'autre jour on est partis à Niono, j'ai été satisfait du travail qui a été fait parce que l'Office, nous autres exploitants et les réalisateurs de la vidéo nous sommes retrouvés et avons discuté sur un seul sujet, et cela est un honneur pour nous. Et cet honneur va durer longtemps car à cause de ce que vous venez de réaliser demain ou après-demain certaines personnes qui voulaient faire quelque chose de mauvais ne le feront plus. Car que ce soit ce que nous paysans disons qui est vrai ou faux, ou bien ce que les gens de l'Office disent qui est vrai ou faux, dans tous les cas tout a été clarifié l'autre jour à Niono. En vérité moi j'ai été complètement satisfait de votre travail, je souhaite que ce type de travail continue de façon fréquente, car les gens peuvent oublier certaines choses la première fois, mais si on reprend ils vont se le rappeler et le diront. Et ça pourra nous donner une autre pensée en fonction de la stabilité de notre développement, c'est pourquoi je dis que la réalisation et la restitution de ce travail ont été un honneur pour moi. Au plaisir de Dieu et de vous.

Mady Gamsoré : en ce qui me concerne moi je ne suis pas parti à Niono, mais le travail que vous êtes venus faire ici chez nous était bien et j'en suis très content. Parce que vous vous êtes déplacés dans les champs pour filmer les parties dont parlaient les gens. Parce que d'habitude on vient nous poser des questions et noter nos réponses avant de partir simplement. Dans ces conditions il se peut que celui qui écrit note son propre avis à lui et pas ce que toi tu lui as dit. Dans votre cas ce n'est pas possible car vous êtes partis filmer les mauvaises parties et vous les avez projetées et tout le monde les a vues. Pour moi cela est très juste et sérieux, et c'est pourquoi je suis ravi du résultat de votre travail. Moi ma parole s'arrête à ce point, ici.

Le jeune à la chemise blanche : La parole que je veux donner est un ajout à celle de mes prédécesseurs. L'intérieur des champs vous-mêmes vous les avez vus, maintenant nous on

souhaiterait que les arroseurs et les drains soient bien curés. C'est ça ma parole, qu'on trouve une solution pour réhabiliter nos champs car ils sont fortement dégradés, de même que les arroseurs et les drains. C'est ça mon avis car ils sont tous dégradés, vous-mêmes vous les avez vus. C'est ça ma parole.

Oui il y a dans les séquences de la vidéo que nous n'avons pas projetées mais qui sont sur le DVD final une séquence sur les zones non réhabilitées, à partir de l'exemple de Pando Camp, qui explique les difficultés que vous avez ici à cause de la non réhabilitation. Inch'allah les gens la visionneront.

Ousmane Ouedraogo : vraiment nous sommes très contents du travail que vous êtes venus faire chez nous ici. Parce que les gens de l'office disent toujours nous avons curé tel nombre de drains dans telle ou telle partie de notre zone. Si on filme ces parties et qu'on les projette... Car ils avaient dit que notre drain avait été curé c'est pourquoi nous vous l'avons montré pour que vous puissiez le filmer et le projeter ensuite devant tout le monde là-bas. Et à travers cette vidéo on a montré que ce n'était pas curé et surtout en plus on a expliqué que si l'on ne le curait pas l'eau ne pourrait pas sortir, et moi j'ai été très content de cela. Grâce à ces vidéos cela a été justifié et prouvé qu'ils disent que certaines parties ont été entretenues alors que c'est faux. Ce qui montre que toutes leurs paroles ne sont pas toujours vraies, et ce sont les vidéos qui l'ont montré.

Et dans ces vidéos que vous avez visionnées, selon vous les points de vue qui étaient exposés étaient ceux des acteurs locaux, c'est-à-dire les paysans et les gens de l'Office, ou bien ceux de la mission, c'est-à-dire des deux blancs ? Ou un mélange des deux ?

Ousmane Ouedraogo : moi je demande la parole sur ce point. Vraiment les vidéos qu'on a visionnées à Niono reflétaient nos soucis. Vous êtes venus nous demander et nous vous avons dit nos soucis, nos pensées, nos problèmes, vous les avez filmés et vous les avez également fidèlement projetés, donc cela ne peut refléter autre chose que nos soucis, sauf si nous mêmes au moment des interviews n'avions pas vraiment dit nos soucis. Dans ces vidéos il n'y a aucune idée de l'équipe qui les a réalisées. C'est nous qui vous avons montré que telle partie est comme cela.

M. Bah : il n'y a pas de discussion sur ce point parce que le premier jour où vous êtes venus ici moi-même je croyais que vous étiez des stagiaires : donc vous ne pouvez pas nous inculquer une autre idée dans nos pensées. C'est au cours du débat que nous nous sommes rendus compte que vous étiez venus filmer les mauvaises parties. Le jour où vous êtes venus c'est moi-même qui les a autorisés à vous conduire sur le M21, à le longer depuis la prise jusqu'au bouchon, et ce jour Dieu a fait qu'en partant là-bas vous avez été fatigués et vous êtes revenus mouillés. Aucun responsable de l'Office n'a jamais l'habitude d'arriver jusque là où vous êtes partis. Le directeur n'est jamais arrivé jusque là-bas, et à plus forte raison un moniteur. Vous êtes partis là-bas et vous l'avez filmé, vous avez aussi trouvé là-bas quelqu'un dont le riz est à maturité et le champ gorgé d'eau, vous l'avez vu, c'est la vérité et la réalité que vous avez vue. La vérité est née, elle a vu le jour, c'est fixé. Telle était ma parole.

Un jeune avec un blouson bleu : voilà, votre travail nous a plu. Nous vous saluons et nous vous demandons jusqu'ici plus de courage. Nous nous sommes des exploitants et nous aimerions que les champs soient réhabilités. Vraiment nous sommes contents de votre travail. C'était ça ma parole.

Et que pensez-vous de la vidéo comme support pour restituer le diagnostic, par rapport aux supports classiques utilisés d'habitude ?

M. Bah : moi je préfère sur des cassettes.
(...)

M. Bah : ce que vous venez de dire tout de suite, si vous pouvez le mettre sur des cassettes cela nous fera plaisir. D'ailleurs il a été dit l'autre jour à Niono qu'on va le mettre sur des cassettes pour que tout le monde puisse le visionner. Cela vaut mieux que des photos seulement car des photos les gens ne vont pas bien les comprendre.

Un jeune au T-shirt blanc : ce que j'ai à ajouter sur leurs paroles c'est le fait que vous êtes venus filmer chez nous ici et nous en sommes très content, nous remercions infiniment celui qui se déplace jusque chez toi pour chercher à savoir ce que tu fais comme travail et t'aider dans l'exécution de ce travail, car ça veut dire que ce dernier t'aime bien. Ce qu'on peut ajouter ce sont des salutations, on

vous salue et vous remercie pour votre bon travail. Ce travail nous a beaucoup plu et nous sommes tout à fait d'accord avec son contenu. Mais comme M. Bah l'a dit c'est sous forme de cassette qu'on aimerait l'avoir, pour qu'on puisse nous-mêmes le visionner ici dans les villages afin de réfléchir ensemble sur ce qui se passe dans les champs et pouvoir bien accueillir une autre mission de ce genre s'il nous en arrive une. C'est ça mon avis.

D'accord, mais sur quel type de cassettes ? Des VHS. Des DVD, des VCD ?

Le jeune au T-shirt blanc : nous souhaiterions que ce soit sur des cassettes vidéo si cela n'a pas été dépensé, car certaines cassettes CD tremblent ce qui nous empêche de comprendre les images, mais si les cassettes vidéos vous coûtent plus cher il faudra le faire sur cassette CD, c'est ça mon avis.

Bien et en dehors de ça comment est-ce qu'on peut améliorer la démarche, faire la même chose mais faire en sorte que cela se passe mieux ?

Le collectif dit qu'il n'a pas d'autres idées, « cela fut bien organisé ».

Alors quelles suites est-ce qu'on peut donner à cette démarche, comment on la prolonge ?

M. Bah: le jour où nous-mêmes allons nous asseoir pour dire qu'on a trouvé la solution à cela alors les gens de l'Office seront satisfaits et nous aussi. Comme cela on cherchera à faire autre chose.

Ousmane, à M. Bah : c'est concernant l'équipe qui a réalisé ce travail, il nous pose la question de savoir quelle suite donnez vous à cette démarche ?

M. Bah : je n'ai pas beaucoup de choses à dire, la prochaine fois si vous venez pouvez-vous faire un nouveau programme sur le prix du riz ? Ou bien cela ne fait pas partie de votre travail ? Parce que nous avons ce problème, nous produisons du riz mais à la vente de nos produits les prix sont très bas et nous souffrons beaucoup de cela. Ce serait bien si vous pouvez mettre dans un programme pour faire quelque chose qui puisse nous aider à pouvoir vendre un peu plus cher le riz pour que les paysans puissent se développer. Le prix du riz ne compensent pas du tout le temps et l'effort que l'on fournit dans les champs pour le produire. Donc on ne s'en sort pas et on ne pourra pas s'épanouir dans ces conditions. Nous souhaiterions trouver une solution afin que le riz puisse être bien vendu et que les paysans puissent se développer... si tu pouvais lui dire pour qu'il le mette au programme.

Le jeune au blouson bleu : en plus des cassettes, il faudrait faire des écrits aussi, pour les générations futures. Les deux. Mais sinon pour les cassettes plutôt en cassette qu'en cassette CD.

(...)

Le collectif se met d'accord sur le fait qu'il faudrait les deux supports, VCD et VHS. Remerciements et bénédictions, invitation à passer à table.

Débriefing collectif à Socourani

Explication des objectifs de la réunion.

Donc qu'avez-vous pensé de notre intervention ici, du diagnostic fait avec la vidéo, et des réunions pour le restituer et débattre ?

Gaoussou Dembelé : nous sommes partis à Niono pour visionner ces vidéos. Moi je pense que c'est bien, et que le travail a été fait tel qu'il devait l'être. Tout ce qui a été dit là-dedans a été fidèlement projeté jusqu'à la fin. Pour moi vous avez effectué un très bon travail.

Est-ce que le contenu de ces vidéos reflétait bien la problématique locale, est-ce que ce sont vos problèmes que vous avez retrouvés dedans ?

Daouda Bouaré : on est partis à Niono, les vidéos qu'on a visionné là-bas nous ont fait plaisir, et dans le cadre du travail si on peut continuer à œuvrer dans ce sens des vidéos alors tout va marcher. Parce que notre souci majeur c'est l'irrigation et le drainage, de la manière dont ces sujets ont été traités si cela permet de trouver une solution cela nous fera plaisir. Mais tout reflète nos soucis à l'Office. Chaque paysan s'y reconnaîtra.

Asalam Aléhy Kouné: je vous salue au nom de la religion musulmane. Comme vous le savez notre déplacement sur Niono, le sujet était l'irrigation et le drainage. Certains ont dit qu'ils ne peuvent pas labourer leur champ à cause de l'eau, certains ont dit qu'à la maturité du riz ils ne peuvent pas drainer, et c'est ce qui fait que beaucoup d'endroits se dégradent maintenant. C'est ce sur quoi on avait débattu. Mais les types de terres sont différents et chaque lieu ou chaque partie a sa façon de faire. Certains ont évoqué aussi la contre-saison et d'autres ont dit qu'il était impossible d'arrêter de faire la contre-saison. Donc on ne peut pas arrêter la contre-saison, alors même qu'elle est en train de dégrader les champs maintenant. Par conséquent comment va-t-on faire pour éviter les dégradations des parcelles et des réseaux en continuant bien sûr à faire de la contre-saison ? Une autre parole : il faut peut être trouver une parcelle pour faire uniquement de la contre-saison, qui soit différente des grandes parcelles. Sinon je ne sais pas comment l'arrêter, bien que tout le monde sait que ça dégrade, que ça gâte les champs. Dieu aime la vérité, comme tout un chacun parle en fonction de l'état de son sol, chez nous ici le fait qu'on ne puisse pas drainer l'eau est dû à la culture de contre-saison. Les vidanges se remplissent d'eau dès la saison sèche. Les eaux d'hivernage viennent trouver ces vidanges déjà remplies d'eau. Comment pourras-tu exploiter ton champ dans ces conditions ? Et en plus de ça pendant les irrigations hivernales l'eau entre dans le champ et se déverse directement dans le drain. Ce jour là il y a eu beaucoup de paroles. Si on veut tout dire ici, ce qui est certain, c'est que ce ne sont pas toujours les responsables qui sont en faute hein, ils ne sont pas la cause de beaucoup de problèmes. Mais il est difficile de dire la vérité qui te concerne. Il y a beaucoup de paysans qui laissent leur eau rentrer pendant des journées et des nuits, tout le monde le voit. Moi-même étant assis ici je peux compter 10 arroseurs qui sont dans ces conditions entre ici et Manialé (village voisin). Tout le village est au courant de cela. Que les drains de vidange ne soient pas entretenus cela est certes la faute des responsables, mais que l'eau entre dans ton champ pour se déverser immédiatement dans le drain cela n'est pas la faute des responsables. Vous voilà tous, vous êtes tous au courant de cela, tous les gens de Manialé sont au courant, de même que les gens de Molodo-Bamanan. Ce n'est pas un problème d'entretien mais chez nous c'est dû au fait que l'eau rentre comme cela dans les champs et se déverse directement dans les drains. Il n'y a plus personne pour garder les choses, comme ils nous l'ont dit ceux qui sont chargés de surveiller s'ils viennent nous voir pour nous en parler on leur répond que l'on s'en fiche pas mal. Bon, celui qui est face à toi, si tu ne respectes pas ce qu'il dit, là où il va rendre compte il va se décourager. C'est ça notre part de responsabilité dans cette affaire. C'est ça ma parole.

Et que pensez-vous du support vidéo pour diffuser une étude comme le diagnostic, par rapport à ce qui se fait d'habitude, au papier ?

Bourahima Diallo : je m'appelle Bourahima Diallo de Socourani. A mon avis cette vidéo est la meilleure chose. Parce que parfois tu peux voir certaines images mais tu ne sais pas comment ça se fait, tu peux entendre parler de certaines choses mais tu ne les vois pas. Dans ces vidéos tu le vois dire, tu l'entends, et tu le vois aussi en train de le faire. Tu vois aussi celui qui est en train de le dire. Peut-être sera-t-il une connaissance à toi. C'est différent des vidéos venues de l'étranger, ou d'autres pays. C'est réalisé dans notre pays, on l'a dit, on l'a fait, et maintenant on est en train de le visionner. Selon ma solution c'est bien.

Quelles sont les principales différences entre la réunion de mercredi et les réunions sans vidéo, en terme de déroulement, et de débat ?

Yacouba (jeune au pantalon retroussé) : bon en ce qui concerne ces affaire d'eau, comme on est sur les vidéos maintenant, ces vidéos nous donnent beaucoup de nouvelles idées. Parce que tu peux travailler différemment de quelqu'un, il se peut que vous soyez dans les mêmes champs mais que vous ne travailliez pas de la même façon si vous ne communiquez pas. Quand tu prends des images de là-bas et que tu prends mes images aussi, en regardant les deux peut être que moi je pourrai me rendre compte que ce que j'étais en train de faire n'était pas bien. Parce que les champs sont différents et les manières d'irriguer aussi sont différentes. Ou l'autre là, s'il voit le mien, il peut savoir si ce qu'il fait d'habitude est bon ou mauvais. Parce que si tu vois les deux l'un à côté de

l'autre ça te permet de juger ce qui est bien et ce qui ne l'est pas. Tu pourras aussi savoir si les deux méthodes sont bonnes toutes les deux ou mauvaises toutes les deux. Parce que l'eau il y a une manière de l'irriguer et une manière de la drainer, car nos champs sont constitués de buttes et de bas-fonds. Il y a certains bas-fonds profonds dans lesquels une fois que l'eau entre elle pourra tarir mais il n'est plus question de la faire sortir. Est-ce que tu l'as vu ? Et puis vraiment nous avons des problèmes sur la manière de fermer nos tuyaux. Parce que quand on les ferme en étant sûr de bien les fermer, après quand tu reviens voir tu te rends compte que l'eau rentre encore. Vraiment cela inquiète les gens. Car beaucoup de personnes reviennent et trouvent l'eau ouverte et en train de rentrer dans le champ, alors que toi-même tu l'avais bien fermée avant. Nous avons ce problème ici. On trouve nos tuyaux ouverts à notre insu. C'est un problème que l'on a sérieusement. Je m'arrête là pour le moment.

Oui cela a été évoqué au cours des réunions à Niono et à Macina aussi. Nous allons le rajouter aux vidéos.

Et une fois que nous aurons complété les vidéos en introduisant les réunions, qu'est-ce que vous voulez qu'on donne comme suite à tout ça ?

Moussa Coulibaly : l'autre jour on parlait dans ce même micro. Selon ma vision là où ces vidéos doivent arriver pour que ça puisse nous être bénéfique, il faut que ça arrive à destination, si ça n'arrive pas à destination et que ça s'arrête à Niono ou à Ségou ça ne pourra pas nous être utile. Pour nous il faut que ces vidéos arrivent jusqu'au niveau des hauts responsables de l'agriculture, l'APCAM et le ministre de l'agriculture. C'est quand ça sera arrivé là-bas qu'on pourra en tirer profit. Le ministre saura le travail que l'on a ici, ce qu'on a dit dans les vidéos, il verra de ses yeux qu'on est en train de le dire dans les vidéos. Il verra le travail à faire et une fois qu'il l'aura vu, généralement lui il est au bureau là-bas et il a ses envoyés ici avec nous, mais il va entendre que ce sont les paysans eux-mêmes qui ont dit cela, moi-même je l'ai vu au travers de ces vidéos. Donc cela n'est pas une parole de mes agents, ce sont les paroles des paysans eux-mêmes, voici leur image en train de le dire. Le fait que le ministre le verra de même que le président de l'APCAM, c'est ça qui nous sera bénéfique. Sinon si ça se limitait entre nous et nos responsables, entre la direction à Ségou et nous ici, ça ne pourra pas nous servir et dans ce cas pour nous il n'y aura eu aucune raison de le tourner. C'est ça ma parole.

Bandjani Coulibaly : bonsoir ! Ce que moi Bandjani a à vous dire c'est ce que je vous ai dit dans les champs, c'est la même parole. Si le champ est bien aménagé, bien plané, quand tu mets l'eau et quand tu l'ouvres elle sort tout de suite. Mais dans nos champs il y a de tels bas-fonds que quand tu repiques le riz il ne pourra jamais se tirer hors de la nappe d'eau. Il y a plusieurs parties comme cela dans nos champs. Mon soucis a moi Bandjani est de parvenir à bien planer notre terre. C'est la partie que je cherche.

J'ai une autre question. Pour faire le film on a du réduire 40 interviews, on a donc dû faire des choix, ce que été important ou pas, ce qui était déjà dit ou pas... et c'est difficile de ne pas trahir la parole des gens. Qu'est-ce que vous avez pensé de ces choix ? Comment est-ce qu'on aurait pu vous faire plus participer à ces choix ?

Gaoussou Dembelé : le travail a été fait comme il se devait. C'est très bien fait. Parce qu'en vérité tout ce qu'on a dit ne pouvait pas être retenu intégralement dans les vidéos. Mais les parties importantes, intéressantes et indispensables que vous avez sélectionnées dans ces vidéos, cela a été un travail d'intellectuel. Pour moi ça a été un bon travail, je n'y ai vu aucune faute.

Moussa Coulibaly : le travail été bien fait, mais j'avais parlé sur le travail des tâcherons, et je n'ai vu dans les vidéos qu'une intervention de quelqu'un sur le même sujet qui a fait qu'on a effacé la mienne. Parce que la façon dont les tâcherons exécutaient les travaux d'entretien des canaux, les villageois n'étant pas au courant... Sérieusement, je voulais même intervenir là-dessus là-bas, il y a des villages qui ont dit qu'au cours de leurs travaux ils font ça ensemble avec l'Office. Mais moi j'ai dit qu'ici chez nous à Socourani, à Molodo, nos canaux sont entretenus à notre insu. Le fait que cette partie ne soit pas sélectionnée pour qu'on la visionne c'est ce qui m'a rendu un peu insatisfait sur ce point, sinon tout le reste du travail s'est très bien déroulé. Il faut toujours que les critiques que l'on formule sur le comportement des gens, et c'est une réalité de terrain de chez nous, il ne faut pas le couper et le laisser de côté, il faut que ça sorte et que les gens de cette localité le voient. Cette partie on ne l'a pas projetée pour que les gens de Molodo ne voient pas qu'on a dit qu'ils donnent nos entretiens à des tâcherons qui viennent les exécuter à notre insu, sans qu'on ne soient

présent pendant l'exécution de ces travaux afin que l'on puisse apprécier si c'est bien fait ou pas. Donc s'ils doivent le faire, que l'on nous appelle pour nous demander de le surveiller et que cela se fasse devant nous et qu'on l'apprécie nous-même, de cette manière si l'on dit que c'est bien ou mal fait on ne pourra plus dire le contraire. Mais si eux ils les donnent aux tâcherons qui les exécutent et qu'ils disent que c'est bien fait car ils leur donnent des pots-de-vin, nous dirons que c'est mal fait. Mais si nous-mêmes avons dit que c'est bien fait alors on ne pourra plus dire le contraire, car cette eau sert à irriguer nos champs. Si ensuite on dit que c'est bien fait et que l'on se plaint d'avoir des problèmes pour irriguer nos champs cela ne marchera pas car on ne peut pas se contredire. C'est pourquoi il serait bon que nous-mêmes bénéficiaires apprécions la qualité du travail effectué.

Oui effectivement ça c'est une erreur de notre part, on aurait dû le garder. Mais à la zone l'autre jour Moktar Zango le chef AV de Pando Camp a fait une proposition, il a demandé de convier les gens du village concerné par des travaux à la réception, pour faire le PV. Pour arrêter les accusations de corruption par les villageois, qu'ils soient présents à la réception. Il a fait cette proposition et nous pouvons l'ajouter à la suite de la vidéo.

Moussa Coulibaly : oui je me souviens. Dans ce cas alors je serai satisfait.

Lundi nous serons à Ségou, pour présenter la vidéo au PdG de l'Office. Et la semaine suivante nous voulons faire une réunion avec les décideurs et les bailleurs de fonds. Dans tous les cas, nous voulons faire en sorte que les vidéos arrivent au niveau de tous les participants et aussi des gens qui peuvent prendre des décisions à Bamako....
Longue explication

Le collectif : c'est très bien.

Bon, est-ce que vous voulez dire autre chose sur les sujets dont on a parlé ?

Moussa Coulibaly : Non, vraiment il n'y a rien de plus à ajouter. On a déjà dit ce qu'il fallait, mieux vaut faire une intervention rentable et conséquente que de passer la journée à dire n'importe quoi. Ce qui devait être dit a été dit. Vous avez la bénédiction des colons de l'Office. Allah exaucera toutes vos entreprises.

Remerciements chaleureux.

Annexe 31 : caractérisation et description d'expériences de Vidéo Participative de par le monde

Intitulé : **Action health project**

Date : 1992

Durée : NC

Lieu : Nigéria

Partenaires :

- NYAP, Nigerian Youth AIDS Program
- AHI, Action Health Incorporated
- John D. and Catherine T. MacArthur Foundation
- C4C, Communication for change

Objectifs spécifiques:

- Offrir aux jeunes nigériens un accès à des informations sur la santé de la reproduction et la planification familiale, au travers de vidéos
- Encourager les étudiants à s'exprimer par eux-mêmes sur les sujets de santé les concernant, et à s'engager activement dans les programmes d'Action Health afin de participer à l'information de leurs pairs
- Produire des vidéos permettant de sensibiliser jeunes et adultes, et diminuer les résistances (souvent politiques ou religieuses) rencontrées vis-à-vis des véritables besoins des jeunes en matière de santé de la reproduction

Déroulement du projet :

Un premier atelier de formation a été mis en place en 1992. Il fut mené par une dizaine d'éducateurs de santé, 4 membres de C4C et trois représentants des bailleurs de fonds, et fut adressé à des étudiants de dernière année. Ces derniers y ont acquis des compétences très diverses en production vidéo, planification, écriture de *storyboard*, recherche, réalisation d'interview, travail en équipe, éducation pour la santé. Puis ils ont été chargés de transférer eux-mêmes ces nouveaux savoirs à d'autres jeunes, selon la pratique chère à C4C de « formation de formateurs ». Une fois les vidéos réalisées, elles sont projetées dans les centres d'accueil d'Action Health ainsi que dans les écoles publiques. Ce sont les jeunes auteurs-réalisateurs qui sont chargés d'animer les discussions faisant suite aux diffusions. Les responsables d'AHI reconnaissent aujourd'hui largement que l'utilisation de la vidéo participative est l'un des facteurs de succès du programme.

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	---------------------------------	----------------------------------	-----------------------------------	--	-----------------------------------	--------------------------------

S'il s'agit ici d'un projet rappelant d'une certaine façon le média communautaire (où matériels et compétences sont complètement transférés aux populations locales), sa particularité réside dans le fait qu'il se positionne comme un outil au service d'un projet déjà existant. La thématique et l'objectif des vidéos produites sont ainsi prédéfinis, tout comme le type de bénéficiaires (ici les jeunes essentiellement). En ce sens on peut considérer que le projet s'inscrit dans une démarche quelque peu activiste (il s'agit bien de défendre une cause que l'on croit juste). Mais le contenu des messages et la façon de les présenter dépendent du seul souhait des jeunes réalisateurs, et du fruit des discussions s'engageant au sein de leur groupe. Ces discussions visent au partage de leurs expériences individuelles et à la construction progressive de références communes face aux problèmes liés à la reproduction. Par ailleurs un transfert de compétences est réalisé, et un transfert qui se veut durable, par le biais des « formations pour formateurs ». Cette démarche se situe selon nous plutôt dans la catégorie de l'échange d'expériences, car il s'agit surtout de sensibiliser des jeunes à partir du vécu d'autres jeunes.

Notons que les instigateurs du projet ont également identifié des retombées de nature thérapeutique, qui n'étaient ni prévues ni attendues au regard des objectifs initiaux. L'acquisition de nouvelles compétences chez les jeunes a permis à certains le développement de leurs capacités de *leadership*, au travers de leurs prises de responsabilités, de leur pratique de la facilitation de discussions, de leur maîtrise d'opérations techniques, de la présentation de leurs travaux à leurs

pairs, de la réalisation du transfert de leurs compétences... Les participants au programme vidéo ont ainsi peu à peu gagné de la confiance en eux.

La démarche est centrée à la fois sur le produit et sur le processus. Ce dernier semble être plutôt linéaire (au sens où même si les réactions lors d'une diffusion peuvent parfois amener à restructurer, modifier la production vidéo, ce n'est pas l'objectif de cette diffusion). L'effet miroir et l'identification possible du public (aux acteurs, aux histoires, etc.), le potentiel de diffusion large, la nature même de support de communication oral et visuel, la possibilité de communication horizontale (d'écoles à écoles et vers d'autres organismes d'accueil pour adolescents) et verticale (vers les décideurs politiques) sont exploités.

Les acteurs locaux participants à cette démarche sont essentiellement des jeunes, étudiants ou non. Ces participants ne sont pas les mêmes d'année en année. Le public est principalement constitué d'enfants et éventuellement de décideurs locaux.

Référence :

- <http://www.c4c.org/egypt.html>
- <http://ictupdate.cta.int/>

Intitulé : **Vidéo Sabou et Nafa**

Date : 2002

Durée : quelques semaines

Lieu : Guinée Conakry

Partenaire :

- CPTAFE (*La cellule de Coordination sur Les Pratiques Traditionnelles Affectant la santé des Femmes et des Enfants*)

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	---------------------

Déroulement du projet : C4C est venu appuyer le programme de lutte mené par le CPTAFE en Guinée contre la pratique de l'excision génitale. 5 équipes ont été formées au sein CPTAFE : une équipe pour chacune des 4 régions du pays et une pour la capitale. Cette formation qui a duré 15 jours a été dispensée par l'équipe de C4C dans la capitale afin d'apprendre aux futures équipes vidéos les bases de la vidéo participative. Puis chaque équipe s'est rendue dans sa région, accompagnée par un membre de C4C, afin de réaliser 3 produits vidéo sur le thème de l'excision, et de les présenter dans les communautés. Ces diffusions ont donné lieu à d'intenses débats, animés par les membres de l'équipe. Les vidéos ainsi produites correspondaient parfois à des « mini-fictions » et parfois à des structures de type documentaire.

Intitulé : **Proshika's video project**

Date : 1989

Durée : NC, mais il s'agit d'un projet durable

Lieu : Bangladesh

Partenaires :

- Proshika
- Fondation Ford
- C4C

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	---------------------

Descriptif : il s'agit là d'un véritable projet de média communautaire, où l'équipement vidéo est entièrement confié à une organisation locale (Proshika) dont les activités sont tournées vers la promotion du développement local. Plusieurs équipes vidéo réparties dans les différentes régions du pays ont été formées par C4C à la pratique de la vidéo participative, et chaque équipe a ensuite développé ses propres projets en fonction des objectifs qui leur semblaient importants (lutte contre

les pratiques illégales de la pêche, sensibilisation aux risques économiques liés à la pratique de la dote, ...). Peu à peu la vidéo est devenue une composante essentielle des activités de Proshika. L'organisation a défini 10 objectifs pour l'utilisation de la vidéo qui démontre leur maîtrise des différentes approches de la VP. Ces objectifs sont :

- Réveiller les valeurs éthiques et humaines des gens
- Renforcer la participation des villageois pauvres et valoriser leurs savoirs et croyances
- Mettre à mal la croyance populaire comme quoi les villageois pauvres ne sont pas capables de maîtriser des technologies sophistiquées et transférer ces compétences aux populations cibles
- Servir de porte parole des points de vue des villageois sur les sujets sociaux
- Mettre en évidence et illustrer les raisons pour lesquelles les pauvres sont dépourvus de pouvoir et spoliés
- S'assurer que la VP reste ancrée dans la vraie vie et évite de ne servir qu'au simple divertissement
- Ouvrir de nouvelles perspectives aux gens, qui sont aliénés par les *mass média*
- Démontrer que les ruraux sont capables d'exprimer leurs sentiments et leurs problèmes
- Elever la conscience des gens en échangeant des programmes vidéo entre eux et entre des régions différentes
- Montrer les processus selon lesquels les gens deviennent pauvres

Cette expérience démontre qu'une approche participative du média communautaire peut par la suite permettre localement d'envisager la mise en œuvre de processus de VP correspondant aux 6 autres catégories que nous avons définies.

Intitulé : **Projet Cacao**

Date : 2005

Durée : quelques semaines

Lieu : Ghana

Partenaires :

- Cocoa Research Institute Ghana
- The Sustainable Tree Crops Program (STCP)
- CABI (Commonwealth Agricultural Bureaux International)

Objectifs :

- Diffuser des connaissances et des techniques permettant d'améliorer la productivité des parcelles de cacaoyers et de mieux combattre les maladies
- Elaborer un support pédagogique le mieux adapté possible à la réalisation de ce transfert

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	---------------------

Déroulement du projet :

« Pour accroître leur productivité, réduire leur dépendance vis-à-vis des produits agrochimiques et améliorer la qualité de leur cacao, les producteurs ghanéens ont besoin d'informations spécifiquement adaptées à leur cas. Pour les aider à assimiler ces informations, il existe l'école d'application des producteurs (EAP), une méthode de formation participative spécialement conçue à leur intention. Dans le cadre de cette stratégie, ce sont les producteurs de l'EAP qui sont directement initiés à la réalisation de films vidéo au travers desquels ils pourront faire connaître à leurs confrères des techniques qui améliorent la production de cacao. »

(cf. http://ictupdate.cta.int/fr/feature_articles/ghanaian_cocoa_farmer_videos_tackle_pod_pest)

La formation à la vidéo qui a été mise au point par les chercheurs de CABI permet d'impliquer les paysans à toutes les étapes de production de la vidéo. Cette formation a été divisée en 5 étapes. Un premier atelier a été organisé, réunissant les 130 membres de la communauté. Ces derniers ont choisi six personnes parmi eux, 3 femmes et 3 hommes, qui ont ensuite été formés à la production

vidéo par un intervenant local. Une fois cette formation achevée, ils ont été chargés d'élaborer une vidéo de 12 minutes sur les bonnes pratiques de taille des vieux cacaoyers comme moyen d'améliorer les rendements. Ils en ont testé le contenu et la forme auprès d'habitants de leur propre village et ont ainsi apporté les corrections nécessaires avant de projeter plus largement le film (le public-cible n'est pas explicitement précisé). Puis ils ont réalisé une seconde production vidéo (de 20 minutes) sur les moyens de lutte contre une maladie particulière (la « cabosse noire »). Le montage a été effectué par l'intervenant vidéo professionnel local sous le contrôle de l'équipe des paysans préalablement formés. La vidéo a été éditée, et largement distribuée auprès des différentes organisations intervenant dans ce secteur.

Références :

- "Ghanaian cocoa farmer videos tackle pod pest", Andrews Akrofi, <http://ictupdate.cta.int/>
- www.cabi.org

Intitulé : **CESPA (Centre de Services de Production Audiovisuelle)**

Date : 1989

Durée : toujours en fonctionnement

Lieu : Mali

Partenaires :

- Ministère de la culture
- FAO (exécutant)
- UNDP (financeur)

Objectifs :

- Améliorer la formation des paysans afin de favoriser la mise en place des nouvelles politiques de développement social du gouvernement, fondées sur la participation des communautés rurales
- Appuyer l'organisation des populations rurales
- Faciliter la diffusion et l'adoption des innovations
- Promouvoir le dialogue entre et avec les populations rurales et développer de nouveaux canaux de communication, afin de renforcer la participation
- Rechercher, capitaliser et disséminer le savoir-faire agricole traditionnel, et mettre en avant les initiatives locales et les valeurs culturelles des communautés rurales

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	-----------------------------	------------------------------	-------------------------------	--	-------------------------------	----------------------------

Déroulement du projet : ce projet s'inscrit dans la méthode dite de « pédagogie audiovisuelle de masse » largement développée par Manuel Calvelo, qui est d'ailleurs lui-même venu former les premiers techniciens maliens. Ainsi l'approche de la production et de l'utilisation des « paquets pédagogiques » est exactement la même que celle que nous avons décrite dans le cadre du projet CESPAC au Pérou ou du projet PRODERITH au Mexique, en première partie de cette thèse.

La spécificité de cette expérience malienne réside dans le fait qu'en 1993, suite à la diminution progressive des financements en provenance de l'UNDP, le CESPA a été contraint de se convertir en une véritable entreprise (un EPIC, établissement public à caractère industriel et commercial), et fut placé sous la tutelle du ministère de la communication et des nouvelles technologies. Dès lors il lui fallait générer des profits pour pouvoir survivre et continuer ses activités. Cette conversion s'est accompagnée d'un renouvellement, nécessaire selon les dirigeants, du matériel technique afin de pouvoir répondre aux exigences esthétiques des nouveaux clients (projets institutionnels ou totalement privés). Ceci s'est semblé t-il traduit en un écartement progressif vis-à-vis des objectifs premiers de l'institution : l'approche des communautés rurales est moins fréquente, le degré de participation moindre, l'accent est de plus en plus mis sur le produit par rapport au processus (Dagron A. G., 2001). Cette expérience montre ainsi les difficultés rencontrées par ce type de structures pour atteindre l'autonomie financière sans perdre leur vocation première.

Selon son site internet, le CESPA mènerait aujourd'hui (2006) les activités suivantes :

- formation paysanne
- formation des formateurs

- formation en communication
- conseil en communication
- production audiovisuelle
- formation internationale et sous-régionale (récente)
- sensibilisation (récente)

Quelques références :

- <http://www.cespamali.com/>
- "Le Centre de services de production audiovisuelle (CESPA)", une étude de cas par N'golo Coulibaly. FAO, Rome, 1999
- "Making waves, stories of participatory social change", Alfonso Gumucio Dagron, Fondation Rockefeller, 2001

Intitulé : Projet Media des Chiapas / promedios de comunicación comunitaria

Date : 1998

Durée : toujours en fonctionnement

Lieu : Mexique

Partenaires :

- La Neta
- Institut latino-américain pour la communication éducative (ILCE)
- Le fonds US-Mexico pour la Culture
- Le Fonds pour la Paix et le Développement
- les communautés indigènes de Chol, Tzeltal, Tzotzil et Tojolabal

Objectifs :

- donner un certain contrôle aux communautaires du Chiapas sur l'information circulant à leur sujet
- renforcer le pouvoir des communautés dans leurs luttes pour la démocratie et la réforme agraire
- augmenter leur autonomie en développant un média alternatif qui permette à leurs voix d'être entendues
- Préserver la mémoire culturelle et politique locale
- Participer à l'éducation et à l'acquisition de nouvelles compétences

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	-----------------------------	------------------------------	-------------------------------	--	-------------------------------	----------------------------

Déroulement du projet : près de 100 caméras ont été distribuées à plus de 40 communautés. Trois tables de montage ont été installées et 6 vidéoprojecteurs mis à disposition de ce groupe. 8 ordinateurs portables ont servi aux formations et aux besoins de correspondance des communautés, grâce à une connexion internet satellitaire. Potentiellement le projet permet de toucher près de 400 communautés, ce qui représente environ 1 000 000 d'individus. Des consultants mexicains et américains ont dispensé les formations, appuyés par de jeunes indiens faisant les traductions et apprenant ainsi à la fois les compétences en techniques vidéo et les compétences liées à l'enseignement. Les bénéficiaires de ces formations à la maîtrise de l'outil vidéo (filmer, interviewer et monter) sont nommés par les autorités locales. Conformément à leurs traditions, ces « chanceux » mettront leur savoir nouvellement acquis au bénéfice de la communauté. En 2004, plusieurs *media center* ont été ouverts dans les communautés (permettant d'éviter les problèmes liés à la centralisation des équipements de montage vidéo dans une communauté particulière). Notons qu'en plus des compétences techniques en vidéo, des formations à la maîtrise des logiciels de bureautique, à l'envoi de mails et à la gestion comptable sont dispensées de façon à favoriser la pérennité de la démarche à travers une prise en charge complète par les bénéficiaires. Actuellement le projet vit sur des fonds récoltés auprès des sociétés civiles américaine et mexicaine, sympathisants de la lutte des indiens du Chiapas.

Cette initiative correspond parfaitement à ce que l'on appelle un projet de média communautaire. Une fois les formations dispensées et le matériel fourni, l'ensemble des processus de production et de diffusion se retrouve aux mains des communautaires (avec toujours un certain droit de regard réservé aux différents partenaires du projet, parfois amenés également à offrir un coup de pouce financier pour assurer la survie de l'initiative). Comme tout projet de « media communautaire », l'accent est mis sur la formation et la pérennisation de l'initiative. Dans le cas présent, il semble qu'il n'y ait pas eu d'approche de ce que pourrait être le recours à la vidéo participative (d'après nos références). Plusieurs vidéos ont ainsi été produites de manière linéaire, et ont pu parfois servir à l'organisation de projection-débat au sein de la communauté concernée ou auprès d'autres communautés. Les acteurs locaux participants à la démarche sont uniquement des communautaires. Le public cible des différentes vidéos produites sont les participants du processus, leurs pairs et éventuellement leurs partenaires.

Quelques références :

- *Chiapas Media Project* site internet : <http://www.chiapasmediaproject.org/index.html>
- http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=333
- "Making waves, stories of participatory social change", Alfonso Gumucio Dagron, Fondation Rockefeller, 2001

Intitulé : Community Media Trust (DDC, Deccan Development Society)

Date : 1998 Durée : toujours en fonctionnement

Lieu : Inde

Partenaires :

- Deccan Development Society (DDS est une ONG indienne engagée dans le développement local, travaillant notamment avec les femmes)
- UNESCO

Objectifs :

- Augmenter l'autonomie des groupes locaux (« *sangham* ») de femmes rurales, en leur offrant notamment un moyen d'expression et de communication
- Favoriser la participation de ces femmes aux choix et aux prises de décisions concernant le développement local
- Valoriser le savoir local rural

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	---------------------

Déroulement du projet : cette initiative a été mise en place en 1998, comme partie intégrante du projet de l'UNESCO « *Apprentissage sans frontières* ». L'idée de son instigateur (P.V. Saatheesh, qui à l'origine est un producteur de télévision avant d'être le fondateur de DDS, il y a plus de 20 ans) était que le matraquage des organisations internationales sur l'alphabétisation n'était pas nécessairement l'unique ni la meilleure solution pour établir un dialogue constructif avec les populations locales et favoriser leur participation aux processus de développement. L'alphabétisation crée en particulier de nouveaux fossés entre les générations (ceux bénéficiant des formations et les autres) et surtout ne valorise pas comme il le faudrait les importantes capacités de représentations orales et visuelles de la plupart des populations rurales. Ainsi l'idée lui est venue d'utiliser la vidéo pour permettre aux populations de femmes rurales travaillant avec DDS de s'exprimer par elles-mêmes sur les sujets de leur choix, avec leurs mots et à leur manière.

Saatheesh, assisté par un caméraman professionnel et par un jeune homme issu du milieu rural et en cours d'apprentissage des techniques audiovisuelles dans une école, a dispensé des formations au maniement de la caméra, au montage, à l'image, au cadrage, etc., à 7 femmes (âgées de 16 à 35 ans, étudiantes, paysannes, employées de DDS), dont 4 étaient totalement illettrées. Cette formation s'est étalée sur 8 mois, au travers de plusieurs ateliers de 4 jours à chaque fois. Les motivations de ces femmes à participer à cette initiative peuvent se résumer en quelques points :

faire connaître le point de vue local, faciliter les échanges horizontaux et verticaux, documenter et archiver les événements. Au bilan aujourd'hui plus d'une centaine de films courts ont été entièrement réalisés par ces femmes et certains sont accessibles au visionnage sur le site internet de DDS. Ce groupe de femmes a pris le nom de « *Community Media Trust* » et travaille étroitement avec DDS.

Une deuxième phase du projet a permis la formation d'un groupe de femmes et d'hommes d'Asie du Sud (Népal, Inde, Sri Lanka, Bangladesh). La méthodologie utilisée pour la formation repose sur les discussions de groupe, les explications visuelles, la constitution participative d'un glossaire (création d'un vocabulaire technique dans le dialecte local), des jeux pour apprendre, la manipulation de l'équipement, les groupes d'analyse des travaux des uns et des autres.

Les principales conclusions de cette expérience toujours en cours sont, aux dires de P.V. Saatheesh, l'acquisition d'une certitude quant à l'efficacité de l'outil vidéo pour permettre aux non-lettrés de s'exprimer par eux-mêmes à destination du « monde extérieur » au sens large, et que le fait de ne pas être lettré n'est pas un obstacle à l'apprentissage de la maîtrise de la technologie audiovisuelle et de ses subtilités.

Bien que nous n'ayons malheureusement réuni que peu d'informations sur les activités précises réalisées par ces équipes locales de vidéastes, cette expérience correspond clairement à une approche de type media communautaire (transfert de matériels et de compétences, puis chaque équipe est libre de réaliser ses propres activités). En dehors de la nature même des formations, le caractère réellement participatif de projets mis en œuvre par ces équipes locales est incertain. Il semblerait malgré tout que ceux-ci s'inscrivent dans le cadre de pratiques de VP de type activisme, formation spécialisée et échanges d'expériences.

Référence : <http://www.ddsindia.com/www/default.asp>

Intitulé : **Solar Power = Community Power**

Date : 1999

Durée : plusieurs années. Ce programme se divisait en activités, ou interventions, qui à chaque fois ne duraient pas plus de quelques jours dans un même village

Lieu : Turkménistan

Partenaires :

- Insight
- Ambassade de Nouvelle Zélande à Moscou
- Ambassade d'Allemagne, Achgabat
- Ambassade d'Angleterre, Achgabat
- Ambassade Hollandaise, Islamabad

Objectifs :

- Renforcer la coopération et les capacités d'action communautaires
- Solliciter l'appui des donateurs internationaux et des autorités locales
- Maintenir l'intérêt des différents groupes d'acteurs au sein de la communauté (exemple des femmes) et favoriser (voire permettre) leur implication dans la planification et la mise en place du projet communautaire
- Documenter le processus en cours
- Permettre un échange d'expériences entre les différentes communautés bénéficiant de l'appui du projet

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	-------------------------	--------------------------	---------------------------	---	---------------------------	------------------------

Déroulement du projet : il s'agissait de développer des systèmes de panneaux solaires individuels permettant de fournir l'électricité aux communautés du désert de Kara Kum. En échange du matériel, chaque famille devait donner une brebis et une agnelle de façon à constituer un troupeau communautaire. Ce dernier était gardé par une personne désignée par la communauté et soumise au contrôle d'une tierce personne tous les six mois environ. En échange de son travail le « berger

communautaire » a le droit de conserver la moitié des mises bas. Le troupeau communautaire devait servir de capital pour la mise en place d'actions collectives. La démarche d'appui vidéo aidait à la mise en place de ce système (échanges d'expérience) et à stimuler l'émergence d'une réflexion communautaire sur les actions de développement local qui pourraient être menées collectivement (planification / diagnostic / évaluation). L'objectif est d'accroître les marges de manœuvre des habitants des villages.

Ici, la vidéo est considérée comme un outil au service d'un projet répondant à une éthique particulière : la gestion locale par les communautaires bénéficiaires. Le recours à la vidéo n'est pas absolument nécessaire à la bonne marche du projet, mais tente de répondre aux différents besoins s'exprimant au fur et à mesure de la mise en œuvre du programme. Ainsi plusieurs vidéos ont été montées avec des objectifs variés : appuyer la recherche de fonds complémentaires ; favoriser l'échange d'expériences entre les communautés ayant déjà bénéficié du programme et celles qui cherchent encore comment en tirer le maximum de profit pour l'ensemble du village et surmonter les problèmes d'organisation ; ou encore permettre à tous les groupes d'acteurs de la communauté de participer aux réflexions et prises de décisions, la vidéo venant alors en quelque sorte en appui à la planification participative et à la concertation. Si ce sont les communautaires qui sont à l'origine du contenu des vidéos, qui tournent eux-mêmes les images et qui procèdent à la réalisation des interviews, il ne s'agit pas d'une expérience de média communautaire, car il n'y a pas de véritable transfert de matériel et de compétences. Les formations dispensées ne le sont que dans l'objectif de réaliser la ou les vidéos nécessaires à la bonne marche du projet. Si les besoins sont effectivement exprimés localement, l'initiative consistant à se dire qu'une vidéo devrait être et sera réalisée puis diffusée demeure entièrement aux mains des intervenants extérieurs (ici l'équipe d'Insight).

Quelques références :

- "Insight into participatory video, a handbook for the field", de Nick et Chris Lurch, 2006.
- <http://www.insightshare.org>
- "Solar power = community power, November 2003-2004, 1st et 2nd Interim Report", de Chris Lurch et Jabbar Abdul

Intitulé : **NORMA – Gestion des Ressources Naturelles dans les régions montagneuses d'Asie**

Date : 2004-2005

Durée : plusieurs mois au total. Localement chaque projet s'est déroulé en seulement 4 à 10 jours par communauté (après les prises de contacts avec les partenaires locaux et leur formation au rôle de facilitateur de VP)

Lieu : Inde, Chine, Pakistan, Grande Bretagne

Partenaires :

- Insight
- Macaulay Institute
- Aberdeen
- ICIMOD (Népal)
- Commission Européenne

Objectifs :

- Identifier les besoins concrets en termes de GRN sur lesquels la recherche doit concentrer ses efforts, notamment pour appuyer les politiques de développement durable et intégré dans les Karakorum - Hindu Kush - Himalaya
- La VP devait permettre aux communautaires, mais aussi aux ONG locales ou aux organisations rurales de faire connaître leurs points de vue auprès de la communauté internationale des chercheurs

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	-------------------------	--------------------------	---------------------------	---	---------------------------	------------------------

Déroulement du projet : après avoir repéré des partenaires locaux éventuels (partageant notamment les mêmes valeurs et la même éthique), les équipes d'Insight sont allées former à leur démarche vidéo des facilitateurs-traducteurs locaux (membres de ces organisations partenaires). Les équipes ont ensuite passé de 4 à 10 jours dans différentes communautés afin de réaliser des vidéos participatives sur les rapports de chacune de ces populations avec la gestion des ressources naturelles. La démarche de chaque équipe de facilitateurs a d'abord reposé sur des exercices d'apprentissage et de renforcement de l'estime de soi développés par Insight⁴, avant de voir la caméra directement confiée aux communautaires et de les laisser eux-mêmes définir et filmer leurs vidéos. Ces films, réalisés dans 4 communautés différentes, ont été traduits en anglais et entièrement montés par l'équipe d'Insight en vue de préparer une rencontre internationale en Ecosse, réunissant des chercheurs en GRN de tous horizons, des responsables politiques, financiers, des universitaires, etc. Les transcriptions complètes des vidéos ont été envoyées aux partenaires locaux et par leur intermédiaire aux communautés impliquées afin d'en faire valider le contenu avant utilisation. Des représentants de chaque communauté impliquée ont été invités à venir présenter eux-mêmes « leur » vidéo et à participer activement aux ateliers. Un film de ces sessions de travail a également été tourné, monté, puis traduit dans les langues locales pour pouvoir le faire parvenir aux communautés impliquées, qui pour une fois disposaient d'un retour concret vis-à-vis de leur participation, se sentant ainsi valorisées et fières de leur apport. Notons également, puisque les auteurs le précisent, que les communautaires ont fortement apprécié la possibilité offerte par cette démarche de documenter et en quelques sortes « sauver » en vidéo (« sauvegarder ») un peu de leur culture.

Intitulé : **Cowley Road Matters**

Date : 2003-2005

Durée : plusieurs mois

Lieu : Angleterre, Oxford

Partenaires :

- Insight
- East Oxford Action

Objectifs :

- Susciter la participation du plus grand nombre à un projet de rénovation urbaine
- Utiliser la VP comme un moyen d'atteindre et faire s'exprimer les groupes les plus marginaux (malades mentaux, handicapés, minorités ethniques...)

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	-----------------------------	------------------------------	-------------------------------	--	-------------------------------	----------------------------

Déroulement du projet : il s'agissait d'un vaste projet dont Insight n'était responsable que d'un tout petit volet. Chaque partenaire impliqué a d'abord suivi une formation de près de 3 mois, menée par East Oxford Action afin de comprendre le projet et connaître la communauté. EOA a identifié 12 groupes cibles, qualifiés de « difficiles à atteindre » (« *far to reach* »), pour le travail d'Insight. Insight a alors choisi 5 facilitateurs issus de la communauté qu'ils ont formés à la VP. Ces facilitateurs ont rendu deux visites en deux mois aux différents groupes cibles identifiés. La première visite consistait en recueillir les interviews, tandis que la deuxième visait à valider le montage de ces interviews et le cas échéants, le corriger, le compléter, etc. Cette deuxième visite était également l'occasion pour chaque groupe interviewé de voir ce qu'avaient pu dire les autres groupes. Enfin une grande réunion fut organisée où toutes les vidéos ont été projetées et discutées. Insight déplorait malheureusement l'absence à cette réunion des principaux intéressés, à savoir justement ces groupes cibles... ce qui finalement n'a donné que peu de sens à la discussion engagée, et encore moins de suite.

⁴ Voir leur ouvrage à destination des praticiens « *Insights into participatory video, a handbook for the field* » disponible depuis leur site Internet

Intitulé : **Appuyer les Associations de Paysans Volontaires (VFA)**

Date : 2003-2004

Durée : quelques mois en tout, mais quelques jours sur le terrain

Lieu : Turkménistan

Partenaires :

- Insight
- Ambassade d'Angleterre

Objectifs :

- Les commanditaires demandaient la réalisation d'un film qui puisse être montré à d'autres villages et aux politiciens afin de promouvoir et étendre le concept des VFA
- Favoriser l'émergence des VFA (encourager les paysans à coopérer, échanger leurs connaissances et leurs savoir-faire)
- *sans être un objectif au départ, il est cependant vite devenu prioritaire pour les paysans impliqués dans la démarche de produire des supports d'échanges d'expériences et de savoir-faire, de paysan à paysan, dans un contexte où le retrait de l'Etat, anciennement tout-puissant dans le secteur agricole, a laissé bon nombre de paysans livrés à eux-mêmes*

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	---------------------------------	----------------------------------	-----------------------------------	--	-----------------------------------	--------------------------------

Déroulement du projet : après avoir formé 3 nouveaux facilitateurs vidéo en ville (des femmes issues du milieu des ONG), l'équipe d'Insight s'est rendue dans deux villages ayant réalisé des VFA afin de mener leur démarche de VP et d'obtenir des réponses aux deux questions suivantes : qu'est-il nécessaire pour assurer la mise en place d'une VFA, et quels sont les avantages et les défis à relever dans ce cadre ? L'idée était d'arriver à faire s'exprimer clairement les paysans sur l'intérêt des VFA de façon à obtenir du matériel permettant d'aller chercher des soutiens financiers et politiques aux échelles nationale et internationale. L'équipe vidéo a ainsi passé 5 jours dans chaque communauté, puis le montage a été effectué en Angleterre. Un mois après tous sont revenus au Turkménistan pour présenter les différents films aux communautés et s'assurer de leur adhésion (en étant prêts à y apporter des corrections si nécessaire). Des copies de ces vidéos ont été laissées aux mains de personnes clés et chez certains loueurs de vidéos. De plus une réunion de projection - discussion avec des représentants des bailleurs et décideurs politiques locaux a été organisée dans l'ambassade d'Angleterre à Achgabat.

Référence :

- « *Participatory Video: Rural people document their own knowledge and innovations* », Chris Lunch, August 2004. World Bank IK notes No.71.

NB : D'autres projets ont été menés par Insight, notamment un projet très court au Malawi : trois jours avec un groupe de sidéens dont les objectifs étaient essentiellement de types thérapie et échange d'expériences. Un autre projet fut réalisé afin d'évaluer (au travers d'une combinaison entre VP et méthodologie du « *Most Significant Change* ») l'impact d'un réseau international de chercheurs sur les 5 dernières années. Enfin un dernier projet fut mis en œuvre en Asie Centrale (Turkménistan et Kazakhstan) afin d'appuyer une équipe pluridisciplinaire de chercheurs travaillant sur la désertification et les impacts environnementaux des modes de conduite des troupeaux.

Présentation de Maneno Mengi :

« *Maneno Mengi* » signifie « beaucoup de mots » en Swahili (dialecte tanzanien).

Après avoir travaillé avec la vidéo en 1994 dans un vaste projet de communication pour le développement visant entre autres à lutter contre la pêche à la dynamite et assurer la durabilité des revenus économiques des pêcheurs de la côte tanzanienne, d'anciens membres du RIPS (Appui au Programme Rural Intégré en Tanzanie) créent Maneno Mengi en 1998. C'est une petite entreprise de services constituée de quatre communicateurs de nationalités différentes (suédois, allemand, anglais et tanzanien). Le RIPS est devenu un partenaire de Maneno Mengi, notamment dans le cadre de la

création d'un réseau croissant de centres ruraux de médias. Maneno Mengi travaille avec de nombreux pays d'Afrique de l'Est. Cette organisation suit une double stratégie de « média pour la construction de revendications » et de « média pour la médiation » permettant de rechercher des solutions adaptées après avoir collectivement identifié les problèmes.

Lars Johansson, principal moteur de cette démarche, définit la démarche de vidéo participative de la façon suivante : « *c'est un processus de production vidéo sans scénario, dirigé par un groupe de ruraux et se déroulant selon des cycles itératifs de tournage/visionnage* ». Selon Johansson, la rédaction d'un script constitue en soi un objectif précis à viser, ce qui transfère l'accent sur le produit, accordant moins d'importance au processus. A l'heure actuelle Lars Johansson estime que l'utilisation d'un matériel vidéo numérique permet de transférer la maîtrise du processus de production aux mains des communautés, sans nécessairement leur laisser manipuler la caméra. En d'autres termes, c'est l'équipe de Maneno Mengi qui reste en charge des aspects techniques mais toutes les décisions relatives aux sujets à traiter et à la manière de le faire sont prises par les communautés locales, plus ou moins influencées par l'équipe technique.

Dans ses différents projets, Maneno Mengi a constaté que les communautés se sont rapidement familiarisées avec l'équipement vidéo. Pour les fondateurs de la structure, l'étape suivante consisterait en réussissant un véritable transfert de compétences et de matériel. Mais cela n'apparaît pas si simple car comme ils le disent : « *Quelques minutes pour apprendre comment appuyer sur le bouton ; quelques jours pour apprendre comment cadrer ; zoomer et choisir la bonne lumière ; quelques semaines pour apprendre à raconter des histoires en utilisant des images qui bougent ; quelques mois voire quelques années, pour aider les gens à raconter leurs propres histoires* ».

Aujourd'hui Lars Johansson et son équipe continuent de travailler avec la vidéo participative en Tanzanie. L'avantage de cette structure est qu'au sein d'une population ayant déjà eu l'occasion de découvrir le potentiel du recours à la vidéo sous des formes participatives, les individus comme les organisations viennent spontanément chercher ce type d'appui en vue de solutionner, ou tout au moins progresser, face à un problème donné.

Intitulé : **Le projet des pêcheurs (Fisherfolk's project)**

Date : 1994

Durée : quelques années

Lieu : Tanzanie

Partenaires :

- Appui au Projet Rural Intégré (RIPS) de Tanzanie
- TV Zanzibar
- Programme d'Appui aux Cités Historiques (HCSP)

Objectifs :

- Utiliser l'outil vidéo pour favoriser la participation des populations locales à la mise en œuvre d'un projet de développement
- Appuyer les populations rurales dans la construction et l'organisation de leurs points de vue sur la pêche à la dynamite, de façon collective (recours à la « vidéo-miroir ») ; les aider à prendre conscience que ces problèmes identifiés sont partagés par beaucoup ; les amener à réaliser eux-mêmes un diagnostic de la situation aboutissant à la formulation de propositions concrètes qui leurs sont adaptées ; appuyer l'effort de médiation nécessaire avec les différentes parties prenantes de cette problématique
- Permettre aux populations rurales impliquées de s'exprimer pleinement sur les sujets de leurs choix et de la façon qu'ils jugent appropriée

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	---------------------------------	----------------------------------	-----------------------------------	--	-----------------------------------	--------------------------------

Descriptif : à l'origine les objectifs du volet « communication interactive » du RIPS étaient de promouvoir des médias ruraux régionaux afin de donner aux paysans un accès aux informations et de leur permettre de faire entendre leurs « voix » ; négocier des partenariats et des modes de régulations locales pour la gestion des ressources naturelles ; lier la recherche participative au débat politique national ; favoriser un processus d'apprentissage participatif pour améliorer la fourniture de services sociaux.

D'abord utilisée pour archiver les résultats d'un exercice de PRA réalisé lors d'une réunion, la vidéo a ensuite été utilisée sur demande des participants pour faire partager aux autres villages l'avancement de leurs réflexions. Pour filmer les apports de chacun à cet exercice de PRA, la caméra était disposée au milieu de la pièce et chacun, tour à tour, pouvait filmer et/ou être filmé, ce qui permettait de dépasser la timidité ou la gêne de certains et de créer un enthousiasme particulier autour de cet outil. Selon L. Johansson, les discours s'en sont trouvés bien plus détaillés qu'ils ne l'ont été dans d'autres exercices de PRA, comme si se sachant filmé on attachait soi-même plus d'importance à son discours. Le montage des vidéos a été réalisé techniquement par Johansson, mais les décisions de montage étaient prises de façon collégiale au sein d'un groupe de représentants des villageois. A chaque fois que la vidéo était montrée à un décideur politique, un « officiel », sa réaction était filmée à son tour et incorporée dans une nouvelle version de la vidéo, qui au retour était projetée aux villageois. Une boucle de communication était ainsi créée. Pour chercher à résoudre collectivement les problèmes identifiés, un comité a été mis en place. Celui-ci était également en charge des productions vidéo (définir, diffuser, etc.). Mais les résultats n'ont pas été au rendez-vous, pour plusieurs raisons (dont l'impact de la corruption, très importante dans la filière pêche). Il a donc été décidé de mettre en œuvre une communication de type vertical, à destination directe du premier ministre pour que des solutions soit apporté par l'Etat. Touché par le sujet (ou intéressé par l'impact médiatique de l'approche), le premier ministre est intervenu en faisant appel à la Navy qui a mis fin par la force à l'utilisation de la dynamite dans le cadre des activités de pêche. Précisons qu'initialement cette approche par la communication, et en particulier la vidéo, avait été suggérée car la Tanzanie est un terrain largement « surpâturé » par la recherche et l'appui au développement. Il fallait donc trouver des démarches innovantes, suscitant la curiosité. Dans ce projet, la vidéo a été utilisée comme appui à un PRA, donc finalement comme appui à la recherche participative.

Quelques références :

- <http://www.maneno.net/pages/mmpv.html>
- "Communicative aspects of participatory video project, an exploratory study", de Bernhard Huber, août 1998, Uppsala, Suède
- "Making waves, stories of participatory social change", Alfonso Gumucio Dagron, Fondation Rockefeller, 2001

Intitulé : **Projet Nigéria**

Date : 2006

Durée : Trois interventions de trois semaines, sur une même année

Lieu : Nigéria

Partenaires :

- L'International des Amis de la Terre (FEI)
- Action pour les Droits Environnementaux (ERA)
- Maneno Mengi

Objectifs :

- Faire connaître le plus largement possible le point de vue des habitants du delta sur l'impact des activités locales de l'industrie pétrolière
- Permettre la mise en place d'une « boucle de communication », à savoir un retour de la part des acteurs internationaux de l'industrie pétrolière, des journalistes, etc., vers les habitants du delta ; susciter un véritable débat public
- Produire un documentaire télévisé sur la situation environnementale dans le delta du fleuve Niger dans un objectif de distribution internationale

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	-----------------------------	------------------------------	-------------------------------	--	-------------------------------	----------------------------

Description : il s'agit d'un projet mené au Nigéria sur les incidences des pollutions pétrolières sur le cadre et le mode de vie des paysans et pêcheurs de la région du delta du fleuve Niger. L'intervention fut découpée en trois fois trois semaines, au cours d'une année. Très concrètement, l'équipe de

Maneno Mengi a formé des volontaires locaux aux techniques de VP ; les a aidés à réaliser des films documentant l'impact de l'industrie pétrolière sur leurs vies ; a monté les différents clips et les a aidés à les publier sur le web. De plus, sous l'impulsion de l'organisation ERA, consciente de la difficulté d'accès à internet dans le delta, et souhaitant créer un réseau dynamique autour de ce problème, Maneno Mengi a mis au point un système d'envoi de SMS par les communautaires, directement sur le site web, leur permettant de le maintenir à jour avec les informations les plus récentes. Inversement, les numéros des personnes interviewées dans les clips vidéo sont également en ligne, permettant ainsi aux personnes extérieures de venir chercher l'information la plus récente auprès des gens les mieux informés.

A l'occasion d'une rencontre à la Hague avec le directeur de gestion de l'entreprise Shell, un certain nombre des questions soulevées dans les clips ont pu lui être directement posées par une volontaire de l'ERA, et la conversation filmée. Cette nouvelle vidéo a été diffusée dans les communautés du delta (afin de leur montrer l'impact et les possibles retombées de l'action menée) puis auprès du ministre de l'environnement qui s'est engagé à organiser des réunions de travail entre des représentants des communautés et des responsables de Shell afin de trouver des solutions aux problèmes évoqués.

Notons qu'ici, un seul groupe d'acteurs se retrouve présent dans la vidéo (exception faite de la vidéo avec le cadre de Shell), et donc un seul point de vue pratiquement est présenté, celui des habitants du delta face à leurs problèmes environnementaux. Ces vidéos clips et leurs utilisations correspondent ainsi très clairement à un objectif de type activiste poursuivis au travers d'approche de vidéo clairement participative. Mais par la mise en œuvre de ces boucles de communication par envoi de SMS ou l'organisation de rencontres filmées entre représentants des communautés et responsables de la compagnie pétrolière Shell, on assiste peut-être à l'émergence d'un processus de concertation.

Référence :

- http://ictupdate.cta.int/en/feature_articles/camcorders_cassava_and_crude

Intitulé : **Projet N'Gorongoro**

Date : 1995 Durée : quelques semaines

Lieu : Tanzanie

Partenaires :

- FTTP : Forest, Trees and People Program
- NCAA : N'Gorongoro Conservation Area Authority
- IIED : International Institute for Environment and Development
- Maneno Mengi

Objectifs :

- Permettre aux habitants de la réserve de N'Gorongoro d'exprimer librement leurs points de vue, dans leurs propres mots, sur le nouveau plan de gestion de la réserve
- Faire prendre conscience aux décideurs et experts locaux, mais aussi aux bailleurs de fonds, de la faiblesse de la communication entre eux et les habitants de la réserve

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	---------------------

Description : depuis plusieurs années le FTTP explorait le potentiel de la vidéo comme moyen d'inclure les perspectives locales, les représentations et points de vue locaux relatifs à la gestion des ressources naturelles. C'est ainsi qu'en 1995, au moment de la définition du nouveau plan de gestion de la réserve N'Gorongoro (à la fois centre de biodiversité, destination touristique pour safari, source de revenus pour le gouvernement, et lieu de vie de 40 000 Maasais nomades) fut programmée une action de vidéo participative. Un premier processus vidéo fut lancé en 1995, avant l'élaboration du plan de gestion, afin de favoriser la mobilisation communautaire dans les hautes-terres de N'Gorongoro autour de ce plan. Ce processus fut mené sur le terrain par Francis Ole Ikay, né dans un village de la réserve, bilingue et membre du FTTP. Les premiers résultats de ce travail conduisirent au constat que, selon eux, les Maasais n'étaient pas suffisamment impliqués dans les

discussions avec les autorités. Ils souhaitent en particulier être représentés par les institutions traditionnelles Maasais, totalement mises de côté dans l'administration de réserve (seule existait une pseudo-organisation consultative de Maasais, dont les membres étaient désignés par le NCAA (l'Autorité pour la Conservation de la Réserve N'Gorongoro, organisme paraétatique au fonctionnement très opaque). Malheureusement le matériel vidéo fut volé et le processus dû s'arrêter brusquement de telle sorte que finalement le plan de gestion fut élaboré de façon unilatérale entre le NCAA et les consultants de l'IUCN (un bureau d'études).

Ces derniers ont tout de même voulu consulter la population *a posteriori* au sujet de ce plan, afin de le leur faire approuver. La vidéo s'est alors une nouvelle fois révélée être un outil intéressant. Ils ont organisé, à l'aide de leaders locaux, 6 réunions animées en langue *Maa*, dans 6 villages différents. Chacune des réunions regroupa entre 50 et 200 personnes et était entièrement filmée. F. Ole Ikay était chargé de présenter brièvement en *Maa* les objectifs de la session. La forme choisie pour ces rassemblements ressemblait beaucoup aux formes traditionnelles de réunions Maasais, les « *Enkigwana* ». Il n'y avait pas de véritable interview, pas de questions, aucune sélection des personnes susceptibles de s'exprimer devant la caméra. Tout le monde pouvait librement s'exprimer face à la caméra et dire ce qu'il avait sur le cœur par rapport à la gestion de la réserve. Tout était enregistré, sans exception jusqu'à épuisement des cassettes disponibles. Ils ont ainsi obtenu 20 heures d'images brutes qu'ils ont emmenées en Suède où fut fait le montage. F. Ole Ikay sélectionna 3 heures sur les 20, qu'il traduisit entièrement en anglais, afin de monter par la suite une vidéo de 50 minutes avec les moments jugés les plus pertinents. La transcription de la vidéo fut envoyée au NCAA et à l'IUCN, pour qu'ils en prennent connaissance avant d'organiser une large réunion multi-acteurs où elle devait être présentée. Avant cela, elle fut montrée à 6 leaders et anciens de la population Maasai afin qu'ils en approuvent le contenu et donnent leur autorisation quant à sa diffusion. Mais finalement le NCAA a refusé d'organiser la dite réunion, jugeant que le contenu de la vidéo était trop négatif, et accusant même l'équipe vidéo d'avoir délibérément suscité de la frustration parmi les Maasais, qui avaient déjà au préalable donné leur accord (via des représentants non légitimes, directement choisis par le NCAA aux dires de Maneno Mengi, des illettrés de préférence, tout juste informés du contenu du plan et dont les objections n'ont semble-t-il jamais été prises en compte dans le processus soi-disant participatif de planification). Pour finir le plan a bel et bien été accepté en l'état et le NCAA s'est fermement opposé à tout renouvellement de ce type de démarche vidéo, alors que le FTTP leur avait proposé de mettre en œuvre une nouvelle démarche visant à produire un support audiovisuel en langue *Maa* afin d'expliquer le contenu du plan de gestion et de répondre aux inquiétudes exprimées par les Maasais. Finalement, et malheureusement, le NCAA a jugé que les personnes apparaissant dans la vidéo n'avaient tout simplement pas compris le plan. Pour autant ils n'y ont pas vu le besoin d'instaurer une meilleure communication entre eux et les habitants de la réserve.

Référence :

- "Our voices, our words and our pictures", de Geoff Taylor et Lars Johansson, Forest, trees and people newsletter, 1996
http://www.fao.org/docrep/x0271e/x0271e06.htm#P646_97877
- "Communicative aspects of participatory video project, an exploratory study", de Bernhard Huber, août 1998, Uppsala, Suède

Intitulé : **Baraza TV et Outreach Programme**

Date : d'Octobre 98 à Mars 99 pour Baraza TV
de 1999 à 2000 pour l'*Outreach Programme*

Durée : 6 mois

Lieu : Tanzanie

Partenaires :

- Maneno Mengi
- Les habitants du quartier

Objectifs :

- Trouver des sources de financement pour la maintenance et la réparation des bâtiments de Stonetown et favoriser l'émergence d'une véritable collaboration entre habitants, propriétaires et gouvernement

- Permettre l'émergence d'un débat public autour de la nécessité de sauvegarder des milliers de bâtiments historiques dans la cité de pierre (Stonetown)
- Informer, mobiliser et responsabiliser les habitants de ce quartier, comme les autorités

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	---------------------

Description : nous ne disposons que de peu d'informations sur la manière dont ce projet a été conduit. L'objectif principal était de lutter contre la dégradation des bâtiments traditionnels de l'île de Zanzibar, classée patrimoine culturel de l'humanité par l'UNESCO.

Onze programmes vidéo ont été produits de manière participative, dans les rues et les maisons des habitants de la cité de pierre. Ces programmes étaient diffusés par TV Zanzibar de façon hebdomadaire et chacun était réalisé en réponse ou en continuité avec le précédent. Verena Knippel, en charge de l'évaluation du projet, qualifie ce travail de « *nouvelle approche de la planification urbaine et de la conservation, combinant planification participative et média* » (V. Knippel, 2000).

Les résultats de ce projet furent très positifs : tous les habitants du quartier ont pris l'habitude de regarder la série, y apprenant beaucoup et étant ainsi encouragés à faire des efforts personnels pour engager des réparations ; de nouveaux contrats (durée des baux et sécurité foncière) entre les locataires et les propriétaires ont été mis en place ; une véritable identité de quartier s'est créée (pourtant dans un contexte de tensions croissantes entre ethnies, groupements politiques et classes sociales à l'échelle nationale) permettant de jouer le rôle de plate forme pour une action organisée et une collaboration constructive.

L'évaluation du projet Baraza TV a montré toute l'efficacité de la TV locale pour diffuser l'information et susciter les discussions, par rapport aux autres formes d'implications du public (réunions, études, ...), dans le cas où ces programmes sont produits d'une manière participative et itérative.

Références :

- "Participatory video production in Tanzania : an ideal or wishful thinking ?" , Dr M.Mandho, Murdoch Université, Australie, Tanzanet Journal 2005, volume 5(1):9-15, www.tanzanet.org/int/journal/tznetjournal_07_2005_partic_video_prod.pdf
- "Community-based conservation of Zanzibar Stonetown, Outreach Programme 1998-2000", rapport de Verena Knippel, Maneno Mengi, Octobre 2000 pour Aga Khan Trust for Culture.
- <http://www.maneno.net/pages/baraza.html>

Intitulé : **Projet SEWA**

Date : 1984

Durée : toujours en fonctionnement

Lieu : Inde

Partenaires :

- SEWA (Self-Employed Women's Association)
- US Aid
- John D. et Katherine T. Mac Arthur Foundation (C4C, Communication For Change)

Objectifs :

- Permettre aux femmes de l'association de maîtriser pleinement un outil de communication alternatif aux *mass média*. Libre à ces femmes alors d'y recourir pour atteindre différents objectifs : formation ; plaidoyer ; diffusion d'innovations ; échanges d'expériences ; prévention ; mobilisation ; documentation ; organisation et orientation de leurs luttes ; publicité, etc. Aujourd'hui toutes ces potentialités liées à l'utilisation participative de la vidéo ont été explorées par l'association à un moment ou à un autre.

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	---------------------

Déroulement du projet : en 1984, Martha Stuart, une spécialiste de la communication par vidéo de renommée internationale (qui fonda par la suite son association, aujourd'hui appelée C4C), vint animer un atelier de formation aux techniques audiovisuelles de trois semaines, dans les locaux de SEWA, à destination d'une vingtaine de femmes. A cette occasion, des caméras furent mises à disposition de l'association. Pendant trois ans, les femmes ainsi formées ont réalisé diverses vidéos sur le principe du « tourné-monté ». Puis en 1987, une seconde formation a été menée et un équipement de tournage et de montage a cette fois été fourni à l'association, qui a alors fortement développé son activité audiovisuelle (Vidéo SEWA). Finalement en 1994, une troisième et dernière formation eu lieu (15 femmes), afin de faciliter le lancement d'un projet de centres de communication au niveau des villages ruraux. En 1999, Vidéo SEWA comptait 4 membres permanents dans son équipe.

Les femmes de vidéo SEWA formées à l'utilisation du matériel audiovisuel, bien qu'illettrées pour la plupart, sont toutes capables de conceptualiser un script, de tourner, de prendre le son et de monter un film. Elles ont ainsi appris peu à peu, par la pratique, quelles étaient les potentialités de l'outil vidéo, en l'utilisant tour à tour pour de la formation interne, pour de la publicité, pour mobiliser la population, pour sensibiliser, pour interpeller les politiques et les décideurs financiers, etc. Elles se sont donc parfaitement appropriées un outil pourtant souvent considéré comme relevant de la « haute-technologie ». Vidéo SEWA dispose des moyens d'organiser des projections dans les villages et a pu, à plusieurs reprises, profiter de canaux de télévision pour toucher un public plus large. Une audience de près d'un demi-million de personnes fut notamment atteinte par la vidéo « *My work, Myself* » en 1991. Lorsque des projections ont lieu dans les villages, elles jouent un rôle d'aimant, attirant un très grand nombre de personnes et stimulant l'émergence d'une discussion entre elles sur les sujets abordés par la ou les vidéos.

Le projet Vidéo SEWA mené par C4C est un projet de type « vidéo communautaire ». C4C fournit la formation et l'équipement. Il s'agit de permettre aux femmes de SEWA de maîtriser au moins une partie de l'information qui est créée et véhiculée sur leur compte ou sur leurs conditions de vie. Précisons qu'il n'y a pour l'heure aucune activité de prestation de services qui soit menée par Vidéo SEWA pour gagner en autonomie financière. Notons enfin que malgré le message clair des responsables de C4C consistant à mettre en avant le processus vidéo vis-à-vis du produit vidéo, il semble que les productions de SEWA demeurent surtout centrées sur le produit et soient le plus souvent le fruit d'une construction linéaire.

Quelques références :

- <http://www.tve.org/sisters/home1.html>
- http://www.c4c.org/video_bang.html
- "The power of video in the hands of grassroots women", de Sara Stuart et Renuka Bery.
- "Making waves, stories of participatory social change", Alfonso Gumucio Dagron, Fondation Rockefeller, 2001

Intitulé : **Vidéo et rêves communautaires**

Date : 1997

Durée : NC

Lieu : Egypte

Partenaires :

- C4C
- Le Centre pour le développement et les activités de la population
- Coptic Evangelic Organisation for Social Services (CEOSS)
- USAID

Objectifs :

- Utiliser la vidéo pour appuyer la reconnaissance des femmes, élever leur statut social et appuyer leurs voix au sein des communautés
- Etendre la portée du projet « *New horizon* » (projet éducatif du CEOSS, abordant des problèmes liés à la santé) en dispensant aux membres de l'ONG une formation aux stratégies de communication participative
- Faire identifier et évaluer par les femmes un certain nombre de leurs problèmes

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	----------------------------

Déroulement du projet : sous l'impulsion de CEOSS (après une visite en Inde et une rencontre avec les femmes de vidéo SEWA), un certain nombre d'éducatrices et de membres du staff de l'ONG ont été formés en une quinzaine de jours à la production de vidéos par une équipe de C4C (l'initiative a été mise en œuvre dans 4 communautés). Ils ont également été équipés. Ils ont ensuite réalisé un certain nombre de vidéos sur des sujets très locaux (touchant surtout à la santé et à l'éducation, en accord avec les priorités de CEOSS) et les ont diffusées dans les communautés de façon à y susciter des discussions et favoriser l'émergence d'un changement social. D'autres vidéos ont été envoyées aux responsables du gouvernement concernés par les thématiques abordées. Puis les personnes formées ont à leur tour formé d'autres membres des communautés permettant une diffusion des compétences nouvellement acquises. Depuis cette formation initiale, C4C a conduit plusieurs ateliers de formation et quatre nouvelles communautés ont rejoint le projet. L'objectif principal de cette démarche était de renforcer le poids des femmes dans les communautés et favoriser leur reconnaissance, en leur apportant de nouvelles compétences ainsi qu'un moyen de faire entendre (et voir) leurs points de vue. L'initiative ne concernant finalement qu'une certaine catégorie de la population, à savoir les femmes au travers des activités d'une ONG (CEOSS), on peut considérer qu'elle est guidée par un certain activisme, même si la « formule » suivie (formations et dons d'équipements, puis liberté d'action) s'apparente à celle d'une activité de « média communautaire ». Une fois la formation dispensée et les compétences acquises, chacune des nouvelles réalisatrices est en mesure de proposer ses propres travaux, suivants des objectifs très divers (activisme, ou échange d'expériences, ou thérapie).

Références :

- "Making waves, stories of participatory social change", Alfonso Gumucio Dagron, Fondation Rockefeller, 2001
- "Strengthening the Voices of Women", Sara Stuart, dans Rhodes Journalism Review, 1999, Afrique du Sud.
- "Life Under the Lens", Amira El-Noshokaty, dans Al-Ahram Weekly, Issue No. 457, Décembre 1999.
- <http://www.c4c.org/egypt.html>

Intitulé : **TV Serrana**

Date : 1993

Durée : toujours en fonctionnement

Lieu : Cuba

Partenaires :

- Association Nationale des Petits Agriculteurs (ANAP)
- Institut Cubain de Radio Télévision
- UNESCO (Programme International pour le Développement de la Communication), UNICEF

Objectifs :

- Mettre en place une forme de communication alternative pour les communautés, afin de les aider à réfléchir sur leur propre situation et leur permettre de participer à la recherche de solutions adaptées aux problèmes les affectant
- Participer à l'éducation et à l'acquisition de nouvelles compétences
- Sauvegarder la culture des paysans des communautés isolées de cette région et leur faciliter l'accès à d'autres horizons culturels

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	----------------------------

Déroulement du projet : l'Unesco a fourni les caméras vidéo et l'équipement de montage, le gouvernement provincial a fourni le terrain et le bâtiment, et l'Institut Cubain de Radio et Télévision

a pris en charge la formation de l'équipe technique (trois caméramans, trois réalisateurs, deux monteurs, deux producteurs, deux techniciens du son et trois chauffeurs). Après la phase préalable de mise en route, l'ANAP est devenue responsable du projet.

Ce projet a été mis en place dans une région isolée de l'île, la *Sierra Maestra*, ancienne place forte de la guérilla. L'équipe technique a été choisie par le gouvernement au sein de l'*Instituto Cubano de Radio y Televisión*. Même si, comme son nom l'indique, l'objectif final est de constituer une véritable station de télévision dans cette région, le projet fonctionne pour le moment comme une simple unité de production et de distribution. Installée dans l'un des villages de la *sierra maestra*, TV Serrana (TVS) propose ses services pour la production et la formation à l'usage de la vidéo à des fins sociales, démocratiques et de développement communautaire, mais aussi afin d'assurer au mieux son autonomie financière. Des formations gratuites sont aussi dispensées par l'équipe technique pour former des jeunes communautaires aux métiers de l'audiovisuel, dans le cadre du Centre d'Études pour la Communication Communautaire. Ces derniers peuvent ainsi venir proposer des sujets à l'équipe technique de TVS qui est susceptible de les mettre en œuvre en collaborant avec eux. Les productions vidéo réalisées (plus de 300 !) donnent la parole aux paysans, leur offrant ainsi la possibilité d'aborder les sujets qui les concernent. Les plus récentes sont généralement diffusées dans les communautés à l'aide d'un générateur mobile d'électricité. Une autre activité qui a beaucoup de succès est celle des « vidéo-lettres », surtout menée avec les enfants. Il s'agit de messages vidéo enregistrés, sortes de documentaires-témoignages envoyés à d'autres villages, parfois même dans d'autres pays. Généralement ces messages permettent aux jeunes d'une communauté de présenter leurs conditions de vie et de poser des questions sur celles des destinataires de la « vidéo-lettre ». Il s'agit d'un échange de type horizontal.

Pour les autres productions vidéo, les sujets sont proposés par l'équipe technique ou les communautaires, qu'ils aient ou non suivi des formations audiovisuelles. Les projets sont toujours débattus et précisés en interne. Les communautaires interviennent ensuite de nouveau dans le processus de production soit au moment du tournage s'ils sont interviewés, soit au moment de la diffusion, lorsqu'ils sont invités à réagir et débattre du contenu des films.

Pour caractériser les objectifs de TVS, le fondateur du projet, Daniel Diez⁵ utilise l'expression « d'homogénéisation des cultures », *au sens de permettre à ces populations rurales marginalisées de bénéficier de la même capacité que les autres à faire entendre leurs voix, défendre leurs visions et leur culture*. Ce projet participe également du renforcement de leur estime de soi. Le simple fait d'être considérés comme un sujet intéressant par une équipe de tournage participe à ce renforcement. Ils sentent que leur identité culturelle et personnelle est reconnue et respectée.

« Nous avons pu obtenir des changements au niveau de la communauté, du point de vue de la construction de rues, de chemins, de canaux qui ont permis l'amélioration du système d'adduction d'eau. Nous avons pu obtenir la construction d'un lieu de détente. Les paysans se sont sentis les véritables propriétaires de cette télévision. » (D. Diez)

Nous l'avons vu, l'objectif de ce programme est de contribuer à « l'homogénéisation des cultures », en documentant les problèmes quotidiens et les conditions de vie des habitants de la *Sierra Maestra* aussi bien que le sont les difficultés des habitants de La Havane. On perçoit ici une pointe d'activisme à l'origine du projet. Mais l'un des objectifs initiaux principaux était également de renforcer le regard critique des communautaires sur leurs propres conditions de vie, et de faciliter les échanges horizontaux d'expériences de façon à favoriser l'adoption efficace d'alternatives adaptées. La vidéo est donc ici un outil pédagogique et un instrument pour le renforcement de l'identité culturelle. Enfin, même s'il existe une équipe spécifique venue de l'extérieur qui maîtrise la plupart des étapes (techniques comme décisionnelles) dans la production des vidéos, tout en restant à l'écoute des besoins et attentes des communautaires, les produits vidéos traitent de sujets locaux et sont destinés presque exclusivement à des diffusions locales, visant à susciter des débats internes aux communautés. Cette façon de procéder se rapproche donc plutôt d'un projet de type « télévision communautaire ».

Citons de nouveau Daniel Diez : « *Notre objectif était de refléter fidèlement les moindres détails de la vie quotidienne de ces hommes et de ces femmes qui vivent dans les montagnes et de préserver ces données pour notre culture nationale, mais aussi d'améliorer l'amour-propre de ces populations* ».

⁵ Actuel vice-président de l'Institut Cubain de Radio et Télévision

Quelques références :

- <http://www.tv.serrana.islagrande.cu/>
- TVS publie *El Colibri*, un bulletin électronique sur les médias alternatifs.
- <http://www.periodismosocial.org.ar/notacompleta.cfm?id=2568>
- "Making waves, stories of participatory social change", Alfonso Gumucio Dagron, Fondation Rockefeller, 2001

Intitulé : **TV Viva et TV Maxambomba**

Date : 1986

Durée : toujours en fonctionnement

Lieu : Brésil

Partenaires :

- Le Centre de Création d'Images Populaires
- NOVIB, UNESCO, UNICEF, CCFD, OMS

Objectifs :

- Offrir une alternative populaire aux programmes proposés par les *mass média* brésiliens, et notamment par le monopole de TV Globo
- Participer à l'éducation, à la sensibilisation et à l'échange d'expériences communautaires
- Participer à une plus grande dignité et qualité de vie : accroître la citoyenneté

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	---------------------------------	----------------------------------	-----------------------------------	--	-----------------------------------	--------------------------------

Déroulement du projet : TV Viva consacre ses sujets aux problèmes qui concernent directement les communautés. Il s'agit d'un média alternatif qui offre un autre regard sur la réalité des conditions de vie au Brésil. Ce sont des projections publiques extérieures qui sont organisées, à l'aide d'un équipement mobile, de manière à aller directement à la rencontre des gens et susciter des débats dans les quartiers. Le visionnement collectif en extérieur est un processus très différent du visionnement individuel à la maison, qui favorise l'émergence de discussions (un échange de type horizontal) et renforce les liens sociaux. TV Viva bénéficie également d'une petite place au sein de la télévision publique, appelée « TV éducative ». Les programmes de TV Viva utilisent beaucoup l'humour pour atteindre plus facilement les gens de la rue et les faire réagir.

TV Maxambomba est une opération similaire à TV Viva, qui a donné naissance au CECI, une association à but non lucratif dont la vocation est la production de matériels éducatif (vidéo et graphique) à destination des milieux pauvres et marginalisés. En permettant à chacun de s'exprimer librement, selon son caractère, avec son humour, son ton particulier, les programmes de TV Maxambomba permettent aussi la reprise ou la naissance d'une certaine estime de soi, souvent mise à mal dans les quartiers pauvres. Cette initiative permet également à de nombreux illettrés de participer dans une plus grande mesure à la vie sociale et politique du pays. Ils développent ainsi un esprit critique vis-à-vis de la société brésilienne et s'organisent mieux pour défendre leurs intérêts de groupe.

A l'origine, il s'agit clairement d'une action militante, assimilable à de l'activisme : TV Viva et TV Maxambomba sont un moyen de lutte contre le monopole des *mass média* en vigueur au Brésil. L'idée est de permettre au média télévisé d'aborder des sujets d'importance sociale (la dette du pays, la démocratie, les droits citoyens, l'éducation, le genre, etc.) qui concernent directement les communautés. Il s'agit d'amener ce média dans les communautés et de créer un contexte de réflexion collective autour des sujets abordés. Les objectifs de cette démarche sont au nombre de trois : la communication autour des expériences des habitants, l'analyse par la population elle-même de ce qui est fait par les organisations communautaires de base et l'échange d'informations concernant les droits de chaque citoyen. En ce sens, ce travail vidéo participe également du renforcement du niveau local d'organisation, et de la formation, via l'échange d'expériences. Il facilite également d'une certaine façon un travail de thérapie, en renforçant l'estime de soi au travers de la considération dont les vidéastes font preuve à l'égard des communautaires.

Selon nous, on peut clairement parler ici de vidéo participative car les communautaires qui sont associés aux diffusions sont amenés à alimenter la réflexion des vidéastes et à susciter de nouvelles

productions. En revanche l'interaction entre la vidéo et les communautaires se limite uniquement à ces phases de diffusion. Les communautaires ne participent pas formellement aux étapes de conception et de réalisation des vidéos.

Quelques références :

- *Le monde de l'éducation au développement,* N°7 Juillet 2004
- *"Making waves, stories of participatory social change",* Alfonso Gumucio Dagron, Fondation Rockefeller, 2001
- *"Caméra des favelas",* Pascal Percq, 1998

Intitulé : **Projet Vietnam, OXFAM**

Date : 1995

Durée : quelques jours

Lieu : Vietnam

Partenaires :

- OXFAM

Objectifs :

- tester l'intérêt du recours à la vidéo pour la collecte et la représentation des informations issues des villageois, et ce sous une forme leur permettant de s'exprimer directement (sans que leurs mots ne souffrent d'une quelconque transformation, comme c'est souvent le cas après prise de notes et transcription écrite des enquêtes menées oralement)

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	-----------------------------	------------------------------	-------------------------------	--	-------------------------------	----------------------------

Déroulement du projet : après avoir suivi à Hanoï une formation de trois jours sur le B.A.-ba de la production vidéo, auprès d'une équipe composée de membres d'Oxfam étrangers et locaux, trois groupes pluridisciplinaires ont été constitués pour aller travailler 10 jours au sein d'une communauté rurale (Ky Nam). L'objectif de cette expérimentation était de laisser l'ensemble des décisions aux mains des communautaires et de n'assurer que le support technique. Il s'agissait pour Oxfam de tester l'intérêt de l'outil vidéo dans une démarche participative. La réalisation des vidéos fut menée selon un processus itératif : tournage la journée, montage sur place, visionnage le soir, nouveau tournage le lendemain, etc. A la fin de l'intervention, les vidéos produites ont été visionnées par l'ensemble de la communauté qui a alors discuté du contenu et de la meilleure façon d'utiliser ce matériel de communication. Malgré les intentions initiales, de nombreux biais sont venus perturber la bonne marche de l'expérimentation. La pression temporelle pour cause de manque de financements était très importante, amenant ainsi à tout instant les membres de l'équipe du projet à chercher à accélérer autant que possible les prises de décisions. Par ailleurs le matériel vidéo n'a pas pu être laissé à disposition des communautaires et il n'y a même pas eu de réelle formation à son maniement. Quatre vidéos ont été produites. Leurs objectifs ont été définis par les communautaires. Certaines vidéos correspondaient à un diagnostic réalisé par les communautaires eux-mêmes et aboutissaient à la formulation d'alternatives (sous conditions de financement extérieur). D'autres vidéos traduisaient un besoin de médiation face à un conflit interne à la communauté. La démarche était clairement centrée sur le processus en cherchant à établir un dialogue au sein de la communauté ; mais aussi secondairement sur le produit, puisqu'il s'agissait tout de même d'exporter les résultats de ces discussions, de donner à voir ces analyses des populations sur leur propre situation.

Une mission d'évaluation de l'impact de cette intervention a été menée par Braden et Huong, un an après (Braden et Huong, 1998). Si l'un de ces produits a concrètement permis la remise à plat et la résolution d'un conflit interne entre professeurs et parents d'élèves, les autres, visant à montrer les besoins matériels de cette communauté aux autorités locales mais aussi aux bailleurs de fonds, ont complètement échappé aux communautaires. Ces derniers n'ont en effet pas su mener eux-mêmes une campagne de diffusion de ces vidéos, et n'ont pas non plus été mis au courant des diffusions qui avaient pourtant lieu (en 1998 Oxfam utilisait encore ces vidéos pour lever des fonds). L'étude d'impact montre qu'en l'absence de toute retombée concrète visible, les communautaires n'ont pas

réellement perçu l'intérêt de la démarche. Ils sont en quelques sortes restés un peu frustrés de n'avoir eu qu'un film à la place d'un véritable réservoir à eau...

Notons tout de même qu'une chaîne de télévision locale, intriguée par le projet, a demandé à l'équipe d'être formée à la pratique de la vidéo communautaire participative.

Références :

- "Video for Development", 1998, Braden and Huong
- "Communicative aspects of participatory video projects, en exploratory study", Bernhard Huber, 1998

Intitulé : **Mémoires paysannes de Bocaina do Sul**

Date : 1990

Durée : plusieurs mois

Lieu : Brésil, Etat de Santa Catarina, district de Bocaina

Partenaires :

- Dialogo Cultura e Comunicacao
- Centre Viane d'Education – Lages (SC), Brésil

NB : L'ONG Dialogo Cultura e Comunicacao développe différentes théories et applique plusieurs types de démarches participatives de terrain pour appuyer les exclus, les femmes, les paysans sans terre, les ouvriers, etc., du Brésil et plus spécifiquement de l'Etat de Santa Catalina. Spécialistes de l'information et de la communication, ils ont à leur actif plusieurs dizaines d'expériences : des émissions de radio, des échanges et des rencontres, des formes d'appuis institutionnels et des formations, des réalisations vidéo, de l'enseignement, etc. Leur cheval de bataille est la défense de l'identité, de l'histoire et de la culture locales. Leur souci est de fournir aux populations les moyens de créer localement leurs propres outils de communication, que ce soit des fiches ou des medias communautaires, pour faire progresser la démocratie et appuyer le développement des plus fragiles.

Objectifs :

- Permettre la redécouverte et la réappropriation d'une histoire et d'une identité commune
- Favoriser la communication populaire pour promouvoir la parole de ceux qui ne l'ont pas
- Démystifier la télévision et le pouvoir des *mass medias*

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	-------------------------	--------------------------	---------------------------	---	---------------------------	------------------------

Déroulement du projet : Bocaina do Sul se trouve dans l'Etat de Santa Catarina, au sud du Brésil. La région est pauvre, les sans terres y côtoient les grands propriétaires fonciers absentéistes, les hivers sont les plus rigoureux du pays. Depuis deux siècles et demi, sa population souffre d'une extrême misère sociale et d'une forte domination politique et culturelle. Suite à un séminaire sur l'histoire de la région, 13 communautés qui avaient participé à cet effort de mémoire ont voulu en diffuser les principaux résultats. En discutant avec l'équipe de Dialogo Cultura e Comunicacao, les participants ont manifesté l'envie de « faire un film » sur leur district : "Parce que nous avons des choses à transmettre à nos fils, à nos petits enfants. Et puis un film c'est agréable, ça sert à ceux qui ne savent pas lire, aux vieux qui n'y voient plus très bien, aux enfants qui n'ont pas encore été à l'école".

Chaque communauté a donc collecté de son côté la « mémoire historique locale » pendant plusieurs mois : photographies, objets anciens, vieux porteurs de témoignages, etc., puis a organisé les prises de vue sur son territoire. Lorsque le travail fut achevé dans quelques unes des communautés, une première présentation a été faite au cours d'une fête traditionnelle auprès de 400 personnes réunies dans une petite salle de cinéma improvisée où la vidéo passait en boucle. Les spectateurs furent très touchés, chacun à leur manière : nostalgie des lieux, surprise de découvrir tant de similitudes avec leurs voisins, si proches et pourtant inconnus, et émotion de revoir des disparus (photos). Cet évènement suscita le développement (ou la redécouverte) d'un fort sentiment identitaire autour d'une histoire commune. Les communautés ont donc validé la poursuite du tournage, tout en

demandant chacune une cassette des rushs spécifiques à son histoire. Ces copies brutes auraient semblé t-il beaucoup circulé entre les membres.

Lorsque le tournage fut terminé, une réunion s'est tenue avec les paysans pour décider de la manière dont le film serait construit. Tout ce qui a pu être gardé des 18 heures de rushes l'a été. Visionner les bandes vidéo avec les paysans a duré presque une journée entière. Il fut très difficile de savoir ce qu'il fallait retenir dans la vidéo. La volonté générale était de tout garder, mais les agriculteurs ont dû se plier à l'idée déchirante que pour un public extérieur, il fallait faire d'importantes sélections et choisir les images ou séquences les plus fortes. Il était clair que chacune des communautés filmées devait apparaître dans la vidéo, néanmoins aucune compétition ne s'est instaurée entre elles pour leur temps de passage et leur importance dans le film final. Après accord sur les idées principales qui devraient apparaître, quatre agriculteurs ont été élus "réalisateurs" pour monter le scénario, décider du texte et du découpage.

Cristiana Tramonte note que « les agriculteurs ont choisi le thème du message final de la vidéo de façon tout à fait inattendue. Plus généralement, les communicateurs ont fourni des indications techniques et méthodologiques et les agriculteurs ont apporté des informations culturelles, historiques, des leçons de vie. Cela ne veut pas dire que les premiers n'ont eu aucun rôle dans l'orientation du tournage, mais que le travail participatif est générateur d'autonomie individuelle et collective. Un des enjeux de ces processus pédagogiques est l'exercice de la démocratie dans la conception et l'exécution des outils de communication. Un exercice qui demande beaucoup de négociation et de dialogue. Ce n'est pas nous qui devons déterminer les besoins et les centres d'intérêt des populations et nous mettre "à leur service". Si nous faisons cela, nous continuons à agir de façon verticale. Ce qui est important, c'est de réfléchir ensemble aux meilleures façons de favoriser une expression libre et démocratique. »

En termes de résultats, ce travail a permis d'une part de démystifier la télévision (toute puissante au Brésil) et de relativiser un peu les valeurs et symboles véhiculés par les chaînes. D'autre part la récupération de l'histoire des communautés rurales (et donc de leur identité) montre que la « vraie histoire » n'est pas uniquement celle des livres et des dynasties. Enfin, cette expérience a montré les possibilités mobilisatrices exceptionnelles du tournage vidéo au Brésil, la fascination qu'exerce sur les gens le fait de participer à la production d'un film, d'apparaître sur l'écran et d'y voir sa propre communauté.

Quelques références :

- Viera de Souza Marcio, Tramonte Cristiana, 1992, « Dialogo Cultura e Comunicacao », CIEDEL in. Histoires de Développement, N.18
- <http://base.d-p-h.info/fr/fiches/organisme/fiche-organisme-29.html>
- Tramonte Cristiana, 1993, « Des paysans cinéastes au Brésil », in Chantier Art et Société, 1999, FPH
- Tramonte Cristiana, 1992, « Pourquoi céder si nous pouvons résister ? La vidéo divulgue des alternatives énergétiques conçues par un agriculteur », in Savoirs paysans et savoirs scientifiques, à la recherche de l'équilibre, Idoux A.C., Beau C., FPH, 1997, pp.118

Intitulé : **Paysans brésiliens : dialogues en vidéo sur l'agro écologie**

Date : 1991

Durée : non renseignée (de quelques semaines à quelques mois sans doute)

Lieu : Brésil, Etat de Santa Catarina, Lages

Partenaires :

- Centre Viane d'Education – Lages (SC), Brésil

Objectifs :

- Echange d'expériences entre groupes d'agriculteurs

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	---------------------

Déroulement du projet : le Fundo de Credito Rotativo est un projet de gestion collective de financements à la petite production rurale dont l'administration est à la charge du Centre Vianeí. Environ 140 familles réparties dans 13 communes de la région *serrana* participent à cette expérience. Ce fonds sert à la fois à financer des projets d'investissements dans les petites propriétés pour permettre leur survie et à développer des principes de culture agro écologique. L'un des principaux problèmes de ses bénéficiaires est le manque de communication entre eux – leurs expériences demeurent isolées les unes des autres. Il n'existe pas de canaux d'échanges entre les membres du Fonds, à l'exception des réunions périodiques au sein d'un Conseil Consultatif, où seul un représentant de chaque communauté est présent. Au cours d'une des séances d'évaluation, les représentants des agriculteurs ont constaté qu'il y avait un besoin d'améliorer les échanges entre les différents groupes et ont demandé l'appui du secteur communication du Centre Vianeí.

Suite à des discussions collectives, il fut décidé de réaliser une série d'enregistrements vidéo afin de documenter les expériences propres à chaque communauté et évaluer leur développement, puis d'échanger les cassettes pour que ces expériences soient connues par tous. Cristiana Tramonte et Marcio Vieira de Souza ont ainsi enregistré près de 8 heures de matériel brut. Une fois le travail entamé, les groupes commencèrent déjà à échanger leurs cassettes par l'intermédiaire de l'un des agriculteurs, devenu "l'entraîneur" de ce collectif. Il convient de souligner que l'organisation de ces enregistrements était à la charge des groupes eux-mêmes : ce sont eux qui sélectionnèrent le contenu, les séquences des scènes, les témoignages, etc.

Ce travail a abouti à la mise en place d'une certaine dynamique, aux multiples facettes, et parfois contradictoire comme l'a été l'expérience elle-même : certains par exemple se sont servis des enregistrements pour vanter leurs propres expériences, d'autres en ont profité pour faire entendre leurs revendications et pour solliciter une plus grande aide (ce fut le cas notamment de groupes qui se trouvaient en difficultés et qui devaient, à brève échéance, rendre des comptes sur les fonds qui leur avait été prêtés). D'autres groupes enfin en ont profité pour poser des questions sur le fonctionnement du Fond de Crédit ; ils se sont plaints entre autres de la qualité de l'aide technique apportée dans le secteur agricole. Lors de la seconde étape de l'expérience, c'est-à-dire l'échange de cassettes entre les groupes, de nouvelles idées ont émergé et le besoin d'une plus grande unité dans le groupe s'est fait sentir. Selon les paroles de l'un des participants "*il y avait encore beaucoup de choses à se dire pour pouvoir échanger les réussites et les échecs*". La vidéo a servi également de révélateur de conflits internes, lors des enregistrements notamment, ce qui a finalement donné lieu à une séance où les participants ont dit tout ce qu'ils avaient sur le cœur.

(Extraits remaniés de C. Tramonte, 1992)

Alors que l'objectif premier de la démarche était vraiment de créer un canal de communication entre groupes de paysans, le procédé a auto généré un travail du groupe sur lui-même, sur ses conflits et son besoin de coordination. Dans cet exemple les paysans sont à l'origine d'une énorme part des prises de décisions, ils sont également le public cible principal, et les intervenants vidéo (confondus avec le projet) ont joué un simple rôle de techniciens- facilitateurs.

Quelques références :

- Viera de Souza Marcio, Tramonte Cristiana, 1992, « *Dialogo Cultura e Comunicacao* », CIEDEL in. Histoires de Développement, N.18
- Tramonte Cristiana, 1992, « *Vidéo populaire et dialogue sur l'agro écologie entre groupes d'agriculteurs* », in *Savoirs paysans et savoirs scientifiques, à la recherche de l'équilibre*, Idoux A.C., Beau C., FPH, 1997, pp.118

Intitulé : **Vidéo mémoire pour le Mouvement des Sans Terre du Brésil**

Date : 1993

Durée : environ un an

Lieu : Brésil, Etat de Santa Catarina, commune de Dionosio Cerqueira (principalement)

Partenaires :

- Mouvement des Sans Terre
- Dialogo-Bresil (soutenu par la FPH)
- Crocevia (Italie)

Objectifs :

- Réunir puis sauvegarder (archiver) la mémoire du mouvement
- Militer pour le mouvement en diffusant la vidéo

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	-----------------------------	------------------------------	-------------------------------	--	-------------------------------	----------------------------

Déroulement du projet : depuis avril 1993, le MST de Santa Catarina discutait avec Dialogo-Brésil et Crocevia de la possibilité de réaliser une vidéo sur son histoire. Il avait en effet le sentiment qu'il fallait produire une vidéo pour sauvegarder la mémoire du Mouvement, montrer ses conquêtes au cours de ses dix années de luttes et appuyer la propagande institutionnelle. A la suite de nombreuses discussions avec les responsables de Dialogo, la direction du Mouvement mit en œuvre un travail de "récupération" de matériel audiovisuel sur son histoire (photographies et cassettes vidéo). Plus de soixante heures de bande vidéo furent ainsi récupérées dans les paroisses, chez les amis, dans les organisations gouvernementales et non gouvernementales. Alors que le MST pensait que ce matériel suffirait, Dialogo lui a ouvert les yeux sur ses faiblesses (cassettes VHS amateur de qualité médiocre, copies d'images de la télévision en PAL-M, témoignages importants mal enregistrés, etc.) et a donc proposé un mini projet à l'Union Européenne afin de produire une vidéo de qualité pour répondre à ses attentes. Après acceptation du projet, les animateurs de Dialogo organisèrent une réunion de préparation avec les responsables de la vidéo et la direction du MST, de manière à redéfinir les objectifs ensemble. Un accord a été trouvé sur le fait qu'il fallait accroître le nombre des enregistrements (témoignages de leaders paysans, images de production des coopératives, etc.). Pendant huit mois, outre les discussions avec les dirigeants du Mouvement sur toutes les étapes du tournage, sans exception, un groupe d'agriculteurs participa à la production et à la réalisation de la vidéo. Une grande partie du travail fut réalisée dans la commune de Dionisio Cerqueira, à l'extrême ouest de l'Etat, en collaboration avec un groupe d'agriculteurs de la zone de colonisation "Conquistada Fronteira". Ils participèrent à la production (écriture, mise en scène et tournage) mais furent également acteurs dans la partie fiction de la vidéo. Cette partie fut construite autour d'une pièce de théâtre écrite et interprétée par les paysans eux-mêmes, et qui retraçait leur histoire. Le MST participa directement à toute la production de la vidéo, y compris à son montage final, au travers de l'élection de deux représentants.

Une fois la production de la vidéo terminée, le MST se chargea de son lancement à Chapeco, ville à l'ouest de l'Etat de Santa Catarina. Invité, l'évêque de Chapeco, Dom José Gomes, l'un des fondateurs de la Commission pastorale de la terre au Brésil, fut très ému et salua ce travail de « sauvetage de l'histoire ». La distribution de la vidéo fut assurée par l'ABVP (Association Brésilienne de Vidéo Populaire) et tous les droits d'auteurs furent réservés au MST.

Quelques références :

- Viera de Souza Marcio, 1994, « *Terre et vie Catarina : une vidéo réalisée par les travailleurs sans terre* », in *Savoirs paysans et savoirs scientifiques, à la recherche de l'équilibre*, Idoux A.C., Beau C., FPH, 1997, pp.121

Intitulé : Paysans brésiliens : diffusion de l'alternative du « silo cincho »

Date : 1991

Durée : non renseignée (quelques semaines)

Lieu : Brésil, Etat de Santa Catarina, sur le plateau

Partenaires :

- Centre Vianeil d'Education – Lages (SC), Brésil
- Syndicat des Travailleurs Ruraux (STR) d'Otacília Costa

Objectifs :

- Diffusion auprès des paysans d'une alternative fourragère pour la saison froide
- Donner dans la vidéo les bases techniques nécessaires à sa mise en œuvre

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	---------------------

Déroulement du projet : le Centre Vianeï procède à des expériences auprès des petits exploitants agricoles du plateau de l'Etat de Santa Catarina, expériences qui visent à encourager les agriculteurs à s'organiser en associations pour développer des pratiques qui soient à la fois socialement justes, économiquement viables et écologiquement supportables.

Sur le plateau les hivers sont réputés les plus rudes du pays, néanmoins les agriculteurs ne maîtrisent pas les techniques d'ensilage qui permettraient d'économiser et de conserver des aliments pour cette saison. A partir d'une expérience de conservation de maïs en silo, le STR d'Otacilio Costa et le Centre Vianeï (aidé de son secteur communication) ont souhaité réaliser une vidéo pour diffuser les résultats du « *silo cincho* » qu'ils jugeaient fondamentaux pour les autres agriculteurs. Il s'agissait ainsi de motiver le développement de ce type de pratiques dans d'autres communautés. Le choix du support de diffusion vidéo s'est fait suite à différentes réunions entre ces deux organismes. Puis les agriculteurs, forts de l'appui des techniciens du secteur de production agricole du Centre Vianeï et des formateurs en communication, réalisèrent le film vidéo qui fut ensuite diffusé. La forme comme le contenu de ce travail audiovisuel ont été décidés par ce groupe de travail tripartite.

Ce film mêle des images de "*mutirao*" (travail collectif) d'un "*silo cincho*", des témoignages de techniciens expliquant comment produire ce type d'ensilage ainsi que des interviews d'agriculteurs donnant leur avis sur les résultats obtenus. Les analyses critiques des agriculteurs sur les avantages et les inconvénients du "*silo cincho*" furent essentielles pour s'assurer que le film ne soit pas le fruit des seuls techniciens agricoles du centre. Si le processus de réalisation semble avoir été assez linéaire, le contrôle en cours de réalisation par des paysans a semble t-il permis des ajustements permanents de la vidéo.

Quelques références :

- Viera de Souza Marcio, 1991, « *Dialogo Cultura e Comunicacao* »
- Tramonte Cristiana, 1992, « *Silo cincho, une expérience agroécologique* », in Savoirs paysans et savoirs scientifiques, à la recherche de l'équilibre, Idoux A.C., Beau C., FPH, 1997, pp.120

Intitulé : **CENDIT** (Centre for Development of Instructional Technology)

Date : depuis 1974 Durée : NC

Lieu : Inde

Partenaires :

- Divers partenaires locaux, nationaux ou internationaux, selon les projets

Objectifs :

- Promouvoir des productions audiovisuelles décentralisées, en opposition aux *mass media*

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	---------------------

Déroulement du projet : en 1974, le CENDIT s'est lancé dans un programme de recherche axé sur l'utilité des films pour appuyer le développement, et ce dans plusieurs villages très isolés où l'audiovisuel n'existait pour ainsi dire pas. Le constat de départ était que les films produits « centralement » n'avaient aucun effet sur les populations locales. Le CENDIT a donc décidé d'emprunter une caméra et a expérimenté sous un arbre une simple séance de jeu (les participants voyaient leur image sortir à l'écran), avant de filmer les discussions qui en résultaient et de projeter les séquences aux participants. Chacun a ainsi pu visionner ses mouvements et écouter ses propos.

L'idée a germé d'utiliser cet outil pour rompre les « *barrières du silence* » (Albert O., 1994). En Inde, les catégories sociales sont très marquées et la communication entre membres de différentes catégories est quasi impossible. Au sein de cette stratification, des règles préétablies et contraignantes déterminent la façon dont une femme doit d'adresser à un homme, par exemple. Il en va de même pour les jeunes et les vieux, les riches et les pauvres, les castes supérieures et inférieures, etc. C'est dans le but de surmonter cette difficulté que le CENDIT a réalisé plusieurs vidéos permettant de véhiculer des messages sans avoir à pâtir de ces règles sociales. Par exemple :

- des paysans sans terre racontent dans une vidéo leur désespoir de voir des terres collectives occupées illégalement par de riches propriétaires, alors qu'eux-mêmes éprouvent des difficultés à se constituer un abri convenable. Cette vidéo fut visionnée par les propriétaires qui ont eu des réactions diverses, se justifiant ou pas, mais sans jamais envisager de céder (rendre) la terre. Les paysans se sont alors mis d'accord pour changer la composition du conseil de village.
- certains adolescents qui souhaitaient ouvrir une maison des jeunes mais n'osaient en parler à leurs aînés ont exposé leurs désirs et leurs attentes dans une petite vidéo. Cette vidéo, projetée aux aînés, a permis d'obtenir leur autorisation pour réaliser le projet.
- de même, un projet d'aménagement d'un point d'eau dans une zone de sécheresse a été sensiblement amélioré après qu'une vidéo ait été réalisée avec les femmes, principales utilisatrices du point d'eau et pourtant exclues des prises de décision relatives aux modalités de partage (de leur côté elles n'osaient pas non plus s'exprimer). Cette vidéo projetée lors d'une réunion a largement influé sur les décisions finales.
- des vidéos tournées dans d'autres villages sur des groupes de femmes organisés en associations de tisserandes ont servi à passer outre la peur de réaliser un emprunt, de faire des démarches d'autonomisation, etc.

La conclusion du CENDIT fut que ces expériences démontraient l'efficacité de la vidéo pour faciliter la communication et améliorer la compréhension entre groupes de population, au travers de l'instauration d'un dialogue indirect, par vidéo interposée. Mais ils constatèrent également que cette communication bien que hautement nécessaire n'était pas pour autant suffisante pour faire advenir un changement durable. Cette ébauche de dialogue engendrait par ailleurs le plus souvent de nouvelles exigences et de nouveaux besoins (terres, crédits, connaissances, etc.) pour mettre en œuvre les pistes de développement esquissées. Or la capacité d'accompagnement du CENDIT sur ces points était très limitée, surtout à long terme.

A l'issue de ce programme de recherche, le CENDIT s'est donc structuré autour du constat que « la communication pour le développement est un sujet bien trop important pour être laissé entre les seules mains de communicateurs professionnels, de cinéastes, etc. ». Dès lors leurs efforts ont été concentrés sur la formation de personnes travaillant « à la base » (travailleurs sociaux, enseignants, membres d'ONGs) afin que celles-ci puissent produire leur propre matériel audiovisuel, adapté à leurs attentes. Le CENDIT se tourne donc vers des gens proches du terrain et des populations, engagés sur le long terme et qui ont su mettre en place une relation de confiance avec les gens. Le CENDIT assure ensuite le suivi post formation en prêtant du matériel, des locaux, voire des agents. Il réalise également ses propres vidéos en collaboration étroite avec les populations locales, et en s'appuyant sur une distribution gérée par des organisations de la base, volontaires.

Voulant aller plus loin, le CENDIT s'est ensuite orienté vers la formation aux techniques de la vidéo auprès de la population locale. Actuellement, il organise plusieurs types d'ateliers de formation : ateliers de courte durée (dix à quinze jours) dans les villages, ateliers régionaux (un mois environ) destinés aux femmes militantes d'associations d'Asie du Sud, en plus des ateliers de plus longue durée pour les techniciens du développement et membres d'ONG. Les étapes du travail en ateliers sont sensiblement les suivantes : démystification des outils et prise de contact, mise à jour participative des problèmes locaux, apprentissage des techniques pour manipuler l'équipement, réalisation participative de programmes sur les problèmes locaux, visionnage avec la population et débat. Malgré certains écueils (certains participants exprimant par exemple le souhait de s'orienter vers un cinéma professionnel), le CENDIT travaille à la mise en place de structures décentralisées de production et de promotion, à la formation de réseaux, à la mise en place de plates-formes de matériel et d'échange d'expériences, à l'intégration verticale des productions, du local vers le national, etc.

Quelques références :

- JAIN, Rajive, 1991, « *Communicateurs aux pieds nus* », in THEDE, Nancy, AMBROSI, Alain, 1992, dans « *Petits écrans et démocratie : Vidéo légère et télévision alternative au service du développement* », SYROS
- Albert Odile, 1994, « *La vidéo participative permet de rompre la culture du silence - des expériences en Inde* », <http://base.d-p-h.info/pt/fiches/premierdph/fiche-premierdph-2203.html>

Intitulé : Projet Vidéo-communication Haïti / promotion de la parole paysanne

Date : 1979

Durée : 15 mois

Lieu : Haïti - LACRO/BRALA

Partenaires :

- L'Institut de l'Action Culturelle pour le Développement, IACD, France
- Centre de Recherche Agronomique haïtien de Madian-Salignac
- Ministère haïtien de l'agriculture
- Appui CRDI, SCAC, Oxfam-Angleterre

Cadre général : projet de vulgarisation agricole financé par le PNUD

Objectifs :

- Combattre les préjugés sur les paysans et leurs pratiques culturelles et diffuser leurs rationalités agronomiques et leurs vécus de la crise agraire (grâce à la vidéo et par leurs propres voix) vers les universités, les centres techniques, les ONG, les PTF, etc.
- Faire de la formation de paysan à paysan, ainsi que de la formation de techniciens et d'étudiants, par les vidéos
- Capitaliser et documenter le résultat de dix années de recherches
- Placer les paysans en situation d'auto observation pour stimuler leur reprise en main de leur propre développement, et une relativisation de leurs connaissances empiriques individuelles par comparaison aux autres

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	---------------------

Déroulement du projet : le centre de recherches de Madian-Salignac s'est opposé dès la fin des années 60 au transfert technologique massif post-révolution verte, prônant des modèles de développement agricole autocentrés, diversifiés, adaptés aux conditions micro-locales, et fondés sur l'agriculture vivrière. L'équipe a mené pendant plusieurs années un programme de recherche participative sur les systèmes agraires, le long d'un transect de la presqu'île sud d'Haïti, dans des niches aux conditions pédoclimatiques très variées. Cette étude mettait en avant la valeur adaptative d'un certain nombre de pratiques - telles que les poly associations de cultures - répondant à des contraintes réelles (densité de population, crise de fertilité, intensification du travail) et non à un déterminisme lié à la fainéantise ou à une résistance des paysans à la modernité, qui constituaient le fond de commerce de la pensée dominante de l'époque. Leurs principales conclusions étaient que les choix des paysans ont des justifications qui échappent souvent aux formateurs et aux spécialistes et que les obstacles à la mécanisation et à la chimisation des pratiques agricoles sont réels et nombreux. Mais les systèmes sont hautement adaptatifs et évolutifs.

Après dix ans de recherche et fort de nombreux acquis, le centre a voulu communiquer autour de toutes les innovations locales qu'il avait identifiées, partager le matériel de recherche, et passer à une phase de formation rurale. L'objectif du centre était alors d'« *utiliser l'outil incomparablement souple que constitue le matériel vidéo pour filmer, à des fins de formation et d'information, des faits et des situations caractéristiques de la réalité paysanne haïtienne sous toutes ses facettes* ». Cet objectif fut croisé avec les principes des frères Belkin, fondateur d'IACD : « *seul le paysan, mis en situation de confiance d'abord, de questionnement ensuite, peut articuler les vérités de son*

expérience d'agriculteur et de sa vie sociale » ; « *Le but est d'amener les paysans à inventorier et évaluer eux-mêmes leurs propres techniques, dans leur propre contexte, [par comparaison] avec les moyens modernes qu'on leur offre, souvent avec insistance, afin d'apprécier les éventuels avantages qu'ils pourraient en retirer individuellement et collectivement* ». Finalement une équipe composée de trois haïtiens et de quatre étrangers a enregistré sur VHS 200 heures d'interviews paysannes *in situ*. La collaboration avec les paysans fut dirigée par une équipe de chercheurs que nous qualifierons d'« éclairée » : dix années d'expérience de terrain en recherche agronomique participative, une connaissance approfondie des systèmes paysans, un apprentissage du créole par immersion chez l'habitant pour les vidéastes, etc. L'écriture visuelle de ces produits vidéo se veut simple, la caméra se contentant de capturer du vécu. C'est la parole des agriculteurs qui fournit l'information orale. Après montage la collection, intitulée "Paysans... Silences à voix basses" se compose de 20 vidéo-cassettes en créole, d'une durée totale de vingt heures. Des versions étrangères (anglais, français, espagnol et suédois) ont été réalisées par doublage.

On est dans une situation paradoxale où les porteurs du projet ont fait la quasi-totalité des choix de conception et de réalisation, mais où grâce à une connaissance préalable approfondie de la réalité paysanne locale et un respect de leur discours dans les vidéos, ce sont bel et bien les paysans qui sont au centre à la fois du processus et du produit.

Les vidéos furent utilisées pour animer des rencontres et des voyages d'étude en complément des visites, afin de diffuser des innovations paysannes réussies (de manière orale et visuelle, et en créole), et d'éviter aux autres le tâtonnement coûteux en temps (et sur le plan humain) ainsi que l'expérience des ruptures culturelles et sociales qui entretiennent les sentiments de dépendance et de passivité. L'auto observation servait à faire prendre conscience au groupe que le développement est son affaire. Elles furent également utilisées au ministère et à la faculté pour l'enseignement rural et la formation d'agronomes et de techniciens en complément des stages de terrain, et furent diffusées lors de différents rencontres de spécialistes ou de décideurs.

Quelques références :

- « *A l'écoute des paysans* », Bernard Méchin, 1981
- http://www.idrc.ca/pt/ev-71416-201_790035-1-IDRC_ADM_INFO.html
- « *Savoirs paysans et savoirs scientifiques, à la recherche de l'équilibre* », Idoux A.C., Beau C., FPH, 1997, pp.114

Intitulé : **Kheda télévision**

Date : antérieur à 1991

Durée : plusieurs années

Lieu : Inde

Partenaires :

- Un réseau de télévisions communautaires
- Le Space Application Centre of the Indian Space Research Organization

Objectifs :

- Proposer aux télévisions communautaires des programmes proches des véritables préoccupations locales
- Faire de ces télévisions un moteur du changement social

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	-----------------------------	------------------------------	-------------------------------	--	-------------------------------	----------------------------

Déroulement du projet : une organisation de recherche spatiale qui installait un réseau de télévision par satellite s'est étonnée du rôle des télévisions communautaires dans les villages où elle effectuait son installation. Cet organisme, le SAC (Space Application Centre of the Indian Space Research Organization) s'est ainsi mis à diffuser des émissions très ciblées sur les préoccupations des villageois, alors qu'à l'origine il assurait surtout la diffusion de messages de développement centralisés, à l'échelle nationale.

Une demi-heure par jour et avec un émetteur terrestre de faible capacité, le centre de recherche diffusait des émissions à près de 400 villages équipés de télévisions communautaires. L'équipe chargée de ce projet (constituée de chercheurs, de réalisateurs et de producteurs) faisait des enquêtes systématiques auprès des téléspectateurs pour identifier leurs problèmes quotidiens et leurs valeurs, afin d'élaborer sur cette base la grille des programmes de Kheda télévision. Les émissions étaient produites sur le terrain, traitaient le plus souvent de questions liées à l'agriculture, la santé ou l'éducation, et avaient un caractère pédagogique. D'autres, moins formelles, visaient simplement le divertissement. Certaines de ces émissions, bien que très populaires, n'ont malheureusement eu guère d'impact sur l'évolution des villages. Ce fut le cas par exemple de chatur mota, une série télé sur les problèmes sociaux quotidiens, qui malgré une audience forte n'a entraîné aucun changement social. Une autre qui était censée dénoncer une forme d'exploitation populaire par la religion fut perçue à l'inverse comme faisant l'éloge des pratiques en question. Ces échecs furent reliés au fait que, bien que les acteurs soient effectivement des villageois, les scénaristes demeuraient des urbains, très éloignés des réalités locales.

Pour améliorer la portée de ses reportages, le SAC commença donc à élaborer ses scénarii en collaboration avec la population locale, qui pu alors construire des intrigues, choisir des rôles et élaborer des dialogues. « *Le résultat fut extraordinaire* » selon Rajive Jain. Devant le succès de cette formule, des ateliers de travail avec les écrivains des villages ont même été constitués, et les résultats de ces réflexions communes étaient traduits en scénarii. Deux cents écrivains villageois ont ainsi vu leurs écrits réalisés puis diffusés sur les télévisions communautaires. Kheda était une « télévision participative axée sur les préoccupations populaires » qui, en termes de développement, annonçait la fin du *statu quo*.

Mais il a fallu canaliser ce travail pour éviter toute confrontation avec les autorités, et éviter ainsi « d'éventuelles repréailles contre les défavorisés ». Une stratégie particulière fut élaborée pour que les émissions restent dans le cadre des choses acceptables par la politique officielle du gouvernement. Si certaines situations dépassaient ce cadre, on s'efforçait de les transposer sous forme de fiction en faisant intervenir des techniques de théâtre, des marionnettes, ou en s'inspirant d'éléments du folklore.

Cette expérience, malgré son intérêt, n'a malheureusement pas été poursuivie à Kheda, et ne fut pas non plus répétée ailleurs. La raison sans doute financière n'est pas explicitée dans la littérature. Ce projet reste concentré sur le produit vidéo, à savoir la création d'émissions pour des télévisions locales, mais il est facile d'imaginer l'impact du processus dans les villages avec l'implication des locaux (les 200 écrivains, les acteurs, etc.). Toutes les réalisations vidéo étaient de type linéaire, mais l'équipe du projet a modifié son approche à la vue de l'insuccès de certaines de ses émissions, et a augmenté la participation des locaux aux phases de réflexion et de décision, avec succès. Les intervenants ont apporté du matériel et un savoir technique, et ont peu à peu laissé les populations villageoises prendre part à la conception et la scénarisation. Malgré tout, on ne peut pas considérer que ce soit là un projet de média communautaire au sens strict, car il n'y a pas réellement d'autonomie des populations locales dans les processus de scénarisation, de production et de diffusion. Ceci explique d'ailleurs les programmes parfois édulcorés et peut-être même la non durabilité de l'expérience.

Quelques références :

- JAIN, Rajive, 1991, « *Communicateurs aux pieds nus* », in THEDE, Nancy, AMBROSI, Alain, 1992, « *Petits écrans et démocratie : Vidéo légère et télévision alternative au service du développement* », SYROS
- Albert Odile, 1994, « *La vidéo participative permet de rompre la culture du silence - des expériences en Inde* », <http://base.d-p-h.info/pt/fiches/premierdph/fiche-premierdph-2203.html>

Intitulé : **Projet vidéo pour la gestion de conflits fonciers au Liban**

Date : 1998

Durée : plusieurs mois (années ?)

Lieu : Arsaal, nord Liban

Partenaires :

- l'Association pour le Développement Rural d'Arsaal, ARDA

- projet [Amélioration durable de terres marginales au Liban](#), géré par l'[Université américaine de Beyrouth \(AUB\)](#) et parrainé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).
- Zico House, centre communautaire culturel spécialisé dans l'utilisation de l'art à des fins de développement

Objectifs :

- Introduire un outil novateur pour proposer un éclairage nouveau sur la nature des conflits existants au sein du village
- Bonifier les pratiques de négociation préexistantes pour faciliter la résolution des conflits autour de la gestion des ressources naturelles
- Reconstruire le tissu social local et donner aux différentes communautés une direction commune
- Permettre aux groupes marginalisés de s'exprimer

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	---------------------

Déroulement du projet : depuis des décennies, les villageois d'Arsaal étaient empêtrés dans un conflit sur l'utilisation et l'entretien des pentes occidentales du massif, tout proche, de l'Anti-Liban. C'est une zone sèche et rocailleuse, colonisée par un ancien peuple nomade caractérisé par ses habitations précaires et sa vocation pastorale depuis plusieurs décennies (aujourd'hui plus de 36 000 personnes).

Le système agraire traditionnel local reposait sur l'élevage de chèvres et de moutons, avec culture de céréales et de quelques légumineuses. Ce mode de vie pastoral était fondé sur des relations de clans, un système complexe qui supposait une attitude conciliante pour l'utilisation des terres à diverses altitudes selon les saisons et la pluviosité. Mais une transition économique, survenue au début des années 1950, a entraîné une plantation massive d'arbres fruitiers à noyaux, plus rentables. Si bien qu'aujourd'hui Arsaal compte plus de deux millions d'abricotiers et de cerisiers. Les terres considérées comme communes furent perturbées par ces plantations, avec des déplacements des éleveurs vers les zones marginales (pénuries de fourrages), et une érosion (dégradation des sols) due à la disparition de la végétation originelle et au surpâturage. Quelques années plus tard, des gens extérieurs sont venus ouvrir des carrières de pierres dans la région. Avec la reconstruction du pays cette activité est devenue très rentable mais elle a de lourdes conséquences sur l'élevage et l'agriculture, notamment à cause des nuées de poussière.

Ces changements rapides dans le système social et les modes de subsistance, conjugués aux animosités qui ont toujours existé entre différents clans, mais aussi aux différences de classes, de générations, d'origines ethniques et de religion, n'ont fait qu'envenimer les conflits et appauvrir un peu plus encore les gens déjà dépourvus de pouvoir. Cette situation a donné naissance à un grave problème de GRN et de relations entre acteurs. Au sein de la communauté, les stratégies traditionnelles de gestion fondées sur le consensus ont cédé la place à des conflits entre éleveurs, producteurs de fruits et propriétaires de carrières (à l'influence sociopolitique de plus en plus importante) autour de l'utilisation du territoire. Or il n'y a jamais eu personne pour régler ou arbitrer ces conflits, car pendant 35 ans (dont les 20 années de guerre civile) Arsaal n'a pas eu de gouvernement municipal. Et dans cette situation chaotique les milices et les partis ne se sont préoccupées d'aucune règle de gouvernance locale : des utilisateurs séculaires furent ainsi tout simplement expulsés pour implanter des cerisaies ou des carrières, et l'intérêt des centaines de jeunes, revenus de Beyrouth, était plutôt la contrebande avec la Syrie.

C'est la réélection d'un conseil municipal avec le retour de la paix en 1998 qui a permis d'enclencher un processus de résolution des litiges : les Aarsalis ont vu dans ce conseil sans expérience un possible médiateur et senti un souffle politique nouveau qui les a poussés à s'asseoir ensemble pour parler de la gestion des ressources. Néanmoins le conseil était peu apte à diriger le processus puisqu'il fut dans l'ensemble constitué selon des intérêts familiaux particuliers et non en fonction des compétences de ses membres. Mais cette dynamique bénéficia de l'appui d'une ONG locale, l'Association pour le développement rural d'Arsaal, et par le projet Amélioration durable de terres marginales au Liban, géré par l'Université américaine de Beyrouth (AUB). Les universitaires recherchaient des moyens de réduire les conflits sur l'utilisation des terres.

En collaboration avec les principaux intéressés dans ce conflit, l'ARDA et les chercheurs de l'AUB ont mis sur pied un « réseau des utilisateurs locaux » (RUL), afin de rapprocher tout d'abord les parties prenantes. Ce réseau fut fondé sur une stratégie de communication participative inspirée des *majlis* arabes, ou conseils communautaires traditionnels : il repose principalement sur la négociation directe et l'interaction face-à-face. Ce réseau était donc avant tout une plateforme de concertation par la confrontation : communication interpersonnelle, rencontre de groupes, etc. Cependant contrairement aux *majlis* tribaux, les rencontres s'étendraient cette fois au-delà des membres pour inclure toutes les parties prenantes, soit la communauté, les chercheurs, les agents de développement et le gouvernement.

La représentation au sein du réseau fut discutée entre tous après consultation auprès des ONG locales, des autorités locales, des *mukhtars* (chefs de villages) et des fonctionnaires de la municipalité. L'ARDA veilla tout particulièrement à la bonne représentativité de trois sous-groupes plus « fragiles » : les éleveurs, les fruitiers, et les femmes.

Une unité spécialisée membre du réseau, le « forum environnemental » constitué de jeunes enseignants d'Arsaal, a été créée dans le but précis de servir de catalyseur au partage des connaissances avec la communauté dans son ensemble. Les résultats obtenus par les agriculteurs ont été intégrés au processus de recherche lors de rencontres régulières et de contacts avec les membres de l'équipe de recherche. Ainsi, ces agriculteurs ont joué un rôle central dans la diffusion des résultats de la recherche et dans les discussions autour de ceux-ci. La satisfaction des agriculteurs et la diffusion des nouveaux acquis semblent avoir été à la hauteur de la participation de la population locale.

Le réseau qui se voulait participatif et interactif a fonctionné sur la base de multiples outils et pratiques de communication, des tables rondes, des séjours dans les villages, la production de courts documentaires vidéo sur différentes questions, également utilisés comme des outils de participation qui se sont avérés puissants, des bulletins de liaison, un site Web, tout ceci servant de base à un ensemble d'ateliers portant sur différents thèmes relatifs à la gestion communautaire des ressources naturelles et au développement communautaire.

Au cours de sa seconde phase, le projet a établi un partenariat avec « Zico House », un centre communautaire culturel alternatif spécialisé dans l'utilisation de l'art à des fins de développement communautaire. La production de vidéos (autres que les précédentes servant à l'animation scientifique du RUL) a été expérimentée dans le but d'engager la communauté dans un processus de dialogue et de résolution de conflits, en partant du principe que l'utilisation de l'image peut mettre en lumière certains aspects de la dissension jusque-là demeurés plus obscurs ; constituer une plateforme pour la liberté d'expression des groupes marginaux et une référence visuelle d'un contexte de développement particulier à un certain moment.

Les premières rencontres qui se sont tenues pour discuter des questions conflictuelles entre les parties ont révélé que ces dernières étaient réticentes à s'engager dans un dialogue. Après la tenue de quelques sessions sans grand succès, l'unité de communication a suggéré d'avoir recours à des images pour faciliter le démarrage du processus. Initialement, les représentants des parties en conflit qui refusaient de discuter des questions en litige ont été interviewés et filmés séparément. La vidéo a ensuite été projetée en présence de toutes les parties, puis elle a fait l'objet d'une discussion qui a également été documentée sur bande vidéo. Les acteurs locaux qui avaient été filmés ont été consultés pendant le montage pour s'assurer de leur accord quant au contenu. En dernier lieu, la nouvelle vidéo a été projetée à un auditoire plus vaste, parmi lequel on comptait un plus grand nombre d'habitants du village. Les discussions se sont poursuivies jusqu'à ce qu'un dialogue positif émerge dans l'auditoire. Le moment où un consensus a été atteint a également été filmé et formulé par un facilitateur local sous forme de recommandations précises pour le suivi. Par exemple, les parties en conflit se sont mises d'accord pour s'en remettre aux autorités locales (municipales et *Mukhtars*) et les investir de la responsabilité de définir et de recommander différents scénarios pour gérer les utilisations du territoire dans le village.

La méthode arabe utilisée traditionnellement pour régler les litiges a donc pris un virage technologique avec l'introduction de caméras vidéo dans le *majlis*. S'il y aurait sans doute eu une solution de proposée de toute manière, les vidéos ont accéléré les choses puisqu'elles ont permis de briser la glace, ou plutôt les oppositions de principe. De plus les gens « se sont montrés plus francs » et les marginalisés ont eu droit à la parole. Ils parlaient sans détour devant un objet neutre : la caméra. Ils n'avaient pas à faire montre de la même politesse que celle qui est de mise dans les réunions du *majlis*. Lorsque d'autres Arsaalis impliqués dans le litige ont visionné les deux documentaires, ils se sont rendus compte qu'il existait d'autres points de vue que le leur, que la nature des conflits n'étaient pas claire pour tous, et que le problème ne concernait pas seulement les clans.

À mesure que les collectivités locales acquéraient confiance et expérience dans le RUL, elles invitaient des groupes d'agriculteurs et des représentants d'autres zones de la région. Depuis lors, le RUL sert de modèle à de nombreuses organisations communautaires dans d'autres districts. Autre indice de succès, lors de la reconstitution du gouvernement local en 1999 plusieurs des nouveaux conseillers élus avaient été dirigeants du RUL.

Exemple d'une vidéo produite lors de l'accompagnement du RUL : un film a été réalisé dans le but de souligner la productivité économique des femmes au sein des ONG, de la coopérative alimentaire et d'une société pastorale. La vidéo abordait en particulier l'amélioration de leur perception d'elles-mêmes et le sentiment d'affranchissement qui accompagne l'activité productive. Le film a été projeté pendant un *iftar* (déjeuner) organisé par l'ARDA. Ceux et celles qui prenaient la parole dans le film ont ressenti une grande fierté en se voyant à l'écran, notamment parce que d'autres personnes les ont félicités au sujet des opinions exprimées dans le film. Tant les hommes que les femmes ont fait ressortir l'importance du travail hors de la sphère domestique. Les femmes ont fait valoir que, même si l'argent est essentiel et qu'il contribue à améliorer le statut de la femme dans le ménage, la seule possibilité d'apprendre et de socialiser qu'offre le travail salarié est satisfaisante et augmente l'estime de soi. Des discussions ont également eu lieu sur la question des femmes qui ne participent pas à la production et sur l'importance de reconnaître leur rôle dans la société. Certains ont même soulevé que le film aurait dû présenter d'autres types de femmes, comme les enseignantes et les femmes au foyer. Le groupe était d'accord pour dire que le film leur a plu et que celui-ci était une façon très appropriée de documenter, en particulier dans un contexte comme celui d'Arsaal, où les gens préfèrent « regarder » plutôt que lire.

Quelques références :

- S. Hamadeh, "Sustainable improvement of marginal lands in Lebanon: Arsaal, a case study", 2003, American University of Beirut
- Foster Scott, « La vidéo, un instrument de paix au Liban », 2004, IDRC
- Shadi Hamadeh, Mona Haidar, Rami Zurayk et al., "Goats, cherry, trees and videotapes: participatory development communication for natural resource management in semi-arid Lebanon", 2006, IDRC
- Bob Stanley, « Des chercheurs trouvent de nouveaux moyens de résoudre de vieux problèmes au Liban », 2006, IDRC

Intitulé : **un « télé événement » à Roanne : vidéo de quartier**

Date : 1992

Durée : 3 mois de terrain (sans la réflexion initiale et les projections)

Lieu : quartier du Parc des sports – Oudan, à Roanne (Loire)

Partenaires :

- Centre de ressources pour le Développement Social Urbain (initiative de départ et pilotage – suivi)
- Mirage Vidéo pour la réalisation
- Financement : mairie de Roanne, Fonds Social Urbain, Fonds d'Action Sociale, Conseil Général, DDJS

Objectifs :

- Améliorer l'image du quartier, auprès de ses habitants et des roannais en général
- Recréer du lien social entre ses habitants autour de la réalisation de la vidéo

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	---------------------

Déroulement du projet : en 1992, le quartier a une image très négative à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur. Les habitants sont souvent mal informés mais il est vrai qu'il y a des conflits entre voisins et entre générations. L'idée de créer un événement télévisuel qui valorise l'image du quartier et de ses habitants est née dans le cadre du projet de développement social. Il s'agissait de rassembler les gens autour d'une réalisation commune, une action symbolique qui renverserait nombre de clichés défavorables sur ce quartier. Une image plus positive, et surtout plus vraie, en ce qui

concerne la vie du quartier, pouvait ainsi être donnée à l'ensemble des Roannais, et surtout aux habitants des lieux.

La forme choisie fut celle d'un film, tourné en vidéo. La réalisation fut confiée à des professionnels. Les thèmes ont été définis en commun par les intervenants vidéo, un groupe d'habitants, et les relais sociaux du quartier. Le film cherchait bien sûr à présenter le quartier sous ses aspects positifs : ses équipements, et surtout ses habitants. Le choix fut fait d'un film composé de plusieurs séquences. Le fil conducteur est le personnage du facteur. Il circule partout, rencontre tout le monde. En alternant des entretiens, des reportages sur les loisirs, les fêtes et sur les actions de développement, cela permet de présenter l'histoire du quartier, les activités qui s'y déroulent, et de faire connaître ses habitants : jeunes, anciens, etc.

Le travail dura environ trois mois : 1 mois pour "oser parler" ; c'est l'occasion pour une trentaine d'habitants de s'impliquer, d'arriver à parler d'eux-mêmes sans gêne. 15 jours pour connaître les outils audiovisuels. 1 mois de tournage, et parallèlement de sensibilisation du quartier.

Le tournage fit l'objet d'une publicité dans le quartier. Affichettes et tracts furent distribués. Ils informaient sur les dates du tournage et sur les participants (techniciens et habitants). Le scénario du film fut présenté comme étant "votre histoire", soit celle des habitants du quartier (interviews, fictions, histoire du Parc des Sports, etc.). Chacun fut ainsi invité à participer.

A la fin l'équipe du projet informa les habitants sur les dates et heures de diffusion. Le film fut projeté sous la forme d'une soirée télé. L'émission fut diffusée sur le câble, avec une première le 4 juillet 1992. Un événement ponctuel et local fut donc organisé, mais qui s'inscrivait tout de même dans un cadre plus large qu'une simple projection en salle. Cette soirée fut donc l'occasion de créer des liens, les gens étant incités à regarder la télé avec leurs voisins, leurs amis.

(Extraits remaniés de la fiche de Laurence TOURNIAIRE issue de l'interview de Joachim Rocamora (CR DSU : Centre de Ressources sur le Développement Social Urbain))

Quelques références :

- http://www.alliance21.org/2003/article.php3?id_article=1138

Intitulé : **Projet Kayapo**

Date : 1985-93

Durée : plusieurs années, avec différentes équipes poursuivant différents objectifs

Lieu : Brésil

Partenaires :

- Le Centre de Travail Indigéniste
- Divers anthropologistes, dont Terence Turner

Objectifs :

Il est important dans ce cas de bien distinguer ce qui relève des objectifs des chercheurs-anthropologues mettant en œuvre le projet vidéo et ce qui relève des objectifs des indiens Kayapo une fois devenus maîtres de l'outil vidéo.

- Objectifs des chercheurs : Produire de l'information sur le patrimoine culturel des indiens Kayapo et la sauvegarder ; avoir accès aux modes de représentation des indiens Kayapo
- Objectifs des Kayapo : redécouvrir leurs traditions, échanger avec les autres communautés, appuyer leurs luttes sociales et politiques, faire connaître leur culture au reste du monde.

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	-----------------------------	------------------------------	-------------------------------	--	-------------------------------	----------------------------

Déroulement du projet : à l'origine le projet de Turner était de faire produire de l'information sur la culture Kayapo par les indiens Kayapo eux-mêmes, au travers de la réalisation de documentaires sur leurs traditions et leurs rites (en 1987 et 1989). Or suite au travail réalisé quelques années plus tôt par une autre équipe d'anthropologistes (en 1985, une équipe dirigée par Monica Feitosa et Renato Pereira), les indiens Kayapo avaient déjà appris à utiliser l'outil vidéo grâce auquel notamment ils redécouvraient leurs traditions et les « immortalisaient » par l'enregistrement vidéo. Ils ont ainsi réinventé, ou plutôt reconstitué leur culture afin de la préserver. Ils ont ensuite peu à peu appris à

utiliser le potentiel de l'outil vidéo pour d'autres objectifs, comme par exemple communiquer avec leurs pairs et échanger des idées (démarche qui participe au renforcement du niveau local d'organisation), mais aussi documenter et appuyer leurs luttes politiques internes et externes (une forme d'activisme finalement). Ils ont complètement adopté l'outil vidéo dont la maîtrise est assez vite devenue, comme le dit Turner, « *un symbole de cette culture hybride* » qu'est la culture Kayapo, entre des racines traditionnelles profondes et une curiosité sans limite vis-à-vis de la culture occidentale.

En 1987, constatant cette maîtrise de l'outil vidéo dont faisaient preuve les Kayapo, Turner a mis en œuvre un programme d'auto-documentation de leur culture par les indiens eux-mêmes. En leur apprenant à monter leurs films par eux-mêmes (en collaboration avec le CTI de Sao Paolo) il espérait surtout pouvoir en apprendre un peu plus sur leurs « *schémas de pensées* » : « *En organisant un programme d'auto-documentation, et en construisant des représentations appropriées d'eux-mêmes et de leur culture à destination de différents publics (leurs pairs, les brésiliens, ou des étrangers potentiellement prêts à les appuyer), ils mettraient en œuvre une forme de réflexion et d'objectivisation d'un grand intérêt anthropologique. La nature même du média audiovisuel, incluant le processus de montage des films depuis les séquences brutes, pourrait permettre de rendre plus concret et plus accessible des aperçus de leurs processus mentaux et conceptuels, et ce plus que n'importe quel autre mode de représentation culturelle. Avec cet intérêt à l'esprit, j'ai conçu le Projet Vidéo Kayapo comme un moyen de supporter et d'étudier simultanément la lutte des indiens Kayapo pour leur survie sociale, politique et culturelle.* » (Traduction personnelle d'un extrait issu de T. Turner, 1990)

Si la démarche de réalisation d'un film ethnographique (au travers d'une démarche de VP) menée par Turner était initialement plutôt centrée sur le produit (sans volonté affirmée de participer à une dynamique de développement), l'anthropologue a rapidement compris l'importance que la vidéo avait prise dans la culture de ces indiens. Même si ce sont toujours les produits vidéos montés par les Kayapo qui restaient l'objectif (et non pas le processus de production), force est de constater que c'est au travers du choix des sujets à documenter et dans l'utilisation qui en était faite que le processus de réalisation des vidéos a pu participer à la préservation de leur patrimoine culturel, favoriser le renforcement du poids social et politique des Kayapo, et appuyer leurs luttes... De même, ce qui intéressait Turner dans sa démarche était bien le processus de construction mentale de la vidéo qui était suivi par les vidéastes-monteurs indiens. Pour toutes ces raisons, il n'est pas simple de classer ce projet atypique, devenu finalement presque malgré lui un projet de vidéo participative pour le développement local. Nous considérerons donc qu'il s'agit d'un projet multiple, polymorphe, mélange « d'activisme », « d'échanges d'expériences » et de « média communautaire ».

Références :

- « *The Kayapo video project : a progress report* », de Terence Turner Revue de la Commission d'Anthropologie Visuelle, (Université de Montréal), 1990
- "*Making waves, stories of participatory social change*", Alfonso Gumucio Dagron, Fondation Rockefeller, 2001
- Conférence de Marcelo Fiorini dans le cadre d'un séminaire CREDAL organisé le 23 mars 2007 par l'Equipe de Recherche Identité et Pouvoirs en Amérique Latine de et à l'HEAL. Intitulé : Usages de l'image dans les recherches de sciences sociales : De l'anthropologie visuelle au film documentaire

Intitulé : **Projet WADEMED**

Date : 2003-2004

Durée : plusieurs mois (de juin 2003 à avril 2004 pour le projet initial, mais il se poursuivait encore en 2008)

Lieu : Maroc

Partenaires :

- Institut Agronomique Méditerranéen
- Projet Wademed
- Ecole nationale d'agriculture de Meknès
- Centre National d'Etudes et de Recherche en Vulgarisation

Objectifs :

- Etudier les rôles possibles des supports de communication dans les processus de régulation des perceptions mutuelles et dans le développement d'une plate-forme de négociation (prise en compte des différentes stratégies et contribution à l'évolution des discours des différents acteurs)
- Réaliser le diagnostic d'une problématique de développement et rechercher des solutions prenant en compte les analyses et les stratégies des agriculteurs
- Instaurer un dialogue entre producteurs, et entre producteurs et office (administration en charge de la gestion de l'eau du périmètre irrigué), qui puisse contourner les relais de communication classiques.
- Construire un outil destiné à l'animation d'un séminaire devant réunir tous les acteurs du périmètre irrigué et aborder l'ensemble des problèmes rencontrés par l'agriculture locale.

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	---------------------------------	----------------------------------	-----------------------------------	--	-----------------------------------	--------------------------------

Déroulement du projet : Wademed est un programme de recherche financé par l'Union Européenne et coordonné par des enseignants-chercheurs de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan 2 de Rabat, Maroc. L'idée de l'équipe du projet Wademed était d'intégrer la vidéo dans la relation entre l'administration du périmètre irrigué des Doukkala et les agriculteurs afin de favoriser l'émergence (formulation et préparation) de projets négociés visant à la modernisation de l'agriculture irriguée. La vidéo devait permettre de (re)construire une parole paysanne, certes contradictoire, mais accessible aux autres intervenants. Il s'agissait de se mettre à l'écoute des paysans pour comprendre la logique de leurs pratiques ; reconstruire les représentations qui orientent leurs conduites et leurs décisions ; saisir la rationalité paysanne.

Pour la conception et la réalisation des vidéos, le projet a fait appel à l'équipe du Centre National d'Etudes et de Recherches en Vulgarisation. La démarche de construction des vidéos est présentée comme étant itérative et s'articulant autour de 4 étapes. De juin 2003 à février 2004 eut lieu la phase de préparation, durant laquelle la mobilisation de scientifiques de disciplines différentes a permis la définition de la problématique et des sujets à traiter. Parallèlement une discussion sur l'utilisation des produits vidéo et sur leur mise en scène pendant le séminaire (prévu en avril 2004) a été menée de façon à définir au mieux les contours de ces produits. La deuxième phase, réalisée en même temps que la première, correspond à l'instauration d'une discussion avec les acteurs locaux. Au travers de contacts fréquents, il s'agit pour les chercheurs du projet de mieux cerner la problématique, ce qui fut possible à l'aide notamment d'enquêtes auprès des agriculteurs, de voyages d'études, de déplacements de terrain avec les agents de l'Office de Gestion et de diverses réunions. En même temps étaient réalisés les repérages sur le terrain afin de valider les choix des thématiques, repérer les personnages pour le tournage des vidéos (selon des profils types établis par l'équipe de recherche en fonction des besoins identifiés pour chaque sujet à traiter). Notons également que ce fut l'occasion pour l'équipe de tester la chaîne de production dans son ensemble (tournage, montage, diffusion) afin de s'assurer de la faisabilité technique du projet. La troisième phase correspond à la réalisation de la vidéo en tant que telle, donc à la conduite d'interviews menées de façon ouverte et couplées à une prise d'images des travaux agricoles quotidiens. Le tournage se voulait également ouvert à toutes les situations et tous les personnages susceptibles de préciser plus encore la représentation de la situation que les paysans s'étaient construits. Les séquences tournées pendant la journée étaient visionnées le soir de façon à préparer les entretiens du lendemain. Au total ce sont 15 agriculteurs qui ont été interviewés. L'écriture détaillée du scénario eut lieu après le tournage. Le premier montage a été présenté aux différents membres de l'équipe du projet de façon à apporter immédiatement les premières modifications visant à élever la qualité technique et améliorer la compréhensibilité des messages. Enfin la quatrième et dernière phase de ce projet de communication correspond à la projection-discussion des produits vidéo. Deux projections ont été organisées, la première lors du séminaire multi-acteurs Wademed sur la modernisation de l'agriculture (un public large de 80 personnes environ, réunissant agriculteurs, Office de gestion, professionnels, chercheurs, nationaux et internationaux, etc.), et la deuxième eut lieu sur zone, dans une coopérative laitière (face à un public essentiellement constitué de paysans, d'agents de l'Office et de représentants de la Chambre d'Agriculture du Lot). Chaque projection fut suivie d'un débat.

Dans l'analyse *ex-post* faite par l'équipe du projet sont mis en avant les nombreux choix effectués de façon délibérée et parfois subjective par les responsables du projet, au cours du processus de

construction des vidéos. Il est ainsi constaté que ces choix sont susceptibles de conduire à des simplifications excessives voire à des manipulations (et ce malgré les précautions prises, comme la triangulation des informations et la validation des maquettes avant finalisation). La projection des films devaient permettre aux chercheurs du projet d'identifier les éventuelles variations de positionnement des acteurs au travers des révisions, maintiens ou renforcements des attitudes, et amener les décideurs à réagir au film en présence des acteurs et des principaux intéressés. La vidéo devait permettre de stimuler l'engagement dans l'action collective, de démystifier les experts et les différents responsables vis-à-vis des agriculteurs et offrir ainsi des perspectives prometteuses pour la négociation.

L'un des principaux résultats dégagé par l'équipe du projet est le « *rapprochement des cadres de références* », qui permet par exemple d'avoir une discussion se fondant sur les mêmes exemples concrets, et traitant des mêmes préoccupations. De plus, selon l'équipe Wademed la vidéo limite les distorsions liées à l'interprétation des codes, la sélection et le filtrage affectant le travail d'enquêtes. Par contre, comme tout support de communication, la vidéo peut être affectée par diverses formes de distorsions. Elle peut néanmoins aider efficacement à affiner des diagnostics, à restituer des résultats, à lancer des débats.

Précisons une dernière chose : il s'agit ici d'un projet à long terme au sein duquel la vidéo n'est qu'un outil parmi d'autres, même s'il est structurant sur l'ensemble de la démarche.

Les vidéos produites par le projet WADEMED sont de deux types : d'une part des « *portraits* » (sans voix-off) et d'autre part des vidéos thématiques (avec une légère voix-off), pour reprendre les appellations utilisées par les membres du projet. Suite à cette première expérience de recours à la vidéo, qui a notamment permis aux producteurs de s'asseoir à la même table que les responsables administratifs et donc d'établir un dialogue d'un nouveau type et de favoriser l'échange d'expériences et de points de vue (notons au passage que l'Office leur a reproché de ne pas avoir eu la possibilité d'exprimer son opinion directement dans les vidéos), le projet a préféré se concentrer sur la réalisation de *portraits*. Ces vidéos étaient alors destinées à stimuler les dynamiques locales, à constituer une documentation (des « balises ») consultable et compréhensible par les producteurs, et à structurer les points de vue des acteurs de façon individuelle. Comme nous l'a confié Marcel Kuper, l'un des penseurs et principal moteur de cette approche : « *on se positionne sur un nœud, au milieu du système d'acteurs, et on dénoue le nœud fil après fil* ». L'objectif du projet est aujourd'hui de valoriser au mieux les initiatives locales positives, notamment en termes d'organisation des producteurs, et favoriser une modification des discours des différents acteurs, visant la convergence. Les productions vidéo se succèdent.

Références :

- « *La vidéo comme support de concertation pour la gestion de l'eau en grande hydraulique au Maroc* », Hassane Kemmoun, Marcel Kuper, Mostafa Errahj, novembre 2004, acte du séminaire Cirad, Montpellier
- « Quel lien entre recherche agronomique pour le développement et production de connaissances par les acteurs de la grande hydraulique au Maroc », Nicolas Faysse, Hassane Kemmoun, Marcel Kuper, Mohamed Mehdi, Mostafa Errahj, Article présenté au 3ème atelier régional scientifique et technique du projet Sirma, 4-6 juin 2007, Nabeul, Tunisie
- Communications personnelles du 19 au 22 décembre 2006, Rabat.
- Films du projet : *Le vaccin du lait* ; *Les fruits de l'économie de l'eau* ; *Demain le lait* ; *Le chemin de la fraise* ; *Economie d'eau pour tous* ; *Je vais au marché par plaisir* ; *Pour que les gens restent ici* ; *Sans écraser le voisin*.

Intitulé : **Projet Safran**

Date : 2002 Durée : NC

Lieu : France, Lot

Partenaires :

- Institut National de Recherches Agronomiques
- L'association des « Safraniers de Quercy » (créée en 1999 dans l'objectif de produire collectivement des savoirs techniques et des procédures permettant d'obtenir une production de safran acceptable et de qualité)

Objectifs :

- Proposer des outils méthodologiques pour favoriser la construction, la formalisation et la diffusion des procédures au sein du collectif associatif
- Faire émerger les savoirs techniques impliqués dans les activités de cueillette et d'émondage, les faire expliciter et les confronter, d'une part afin de permettre la formalisation et la diffusion de ces connaissances, et d'autre part afin de favoriser leur construction individuelle et collective

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	-----------------------------	------------------------------	-------------------------------	--	-------------------------------	----------------------------

Déroulement du projet : ce projet fut mis en place à la demande de l'association des Safraniers du Quercy qui souhaitaient redécouvrir le mode de production usuel et relancer la culture du safran dans le Lot. Pour les appuyer, un projet de recherche en ergonomie a été mis en place. Son objectif était de répondre à la question suivante : « en quoi les outils ergonomiques peuvent favoriser, accélérer la construction, la formalisation et la diffusion de savoirs techniques à partir de la pratique ? ». L'objectif est bien ici de partir du travail concret pour reconstruire des procédures. Face à un mode de production à redécouvrir (pour cause de manque de savoir-faire et de connaissances) et un ensemble d'agriculteurs relativement isolés les uns des autres (malgré l'existence de l'association), l'utilisation de la vidéo comme mode de communication et de confrontation a été considéré comme potentiellement utile.

Cinq producteurs de safran ont ainsi été filmés alors qu'ils effectuaient leurs activités de cueillette et d'émondage. En même temps il leur était demandé d'explicitier les tâches qu'ils réalisaient. Ces films ont ensuite permis d'effectuer 4 types de confrontation :

- Auto-confrontation individuelle (le filmé regarde « son » film)
- Allo-confrontation individuelle (le filmé regarde des films sur d'autres personnes)
- Allo-confrontation individuelle des non filmés
- Confrontation collective des filmés (dans ce cas un film global a été remonté à partir des films individuels, notamment pour éviter d'être trop long et de remonter des films déjà vus individuellement. Le film global fait 20 minutes. Chaque producteur filmé, sélectionné sur des critères d'efficacité dans la démonstration, disposait ainsi de deux minutes de vidéo pour exposer chacune des deux activités.

Lors de la confrontation (de la « verbalisation ») l'ergonome n'intervenait pas, laissant le spectateur réagir librement, sauf en cas de silence prolongé. La confrontation permettait ainsi l'analyse des données gestuelles et verbales. La vidéo a donc été utilisée comme un outil de recueil de l'activité ; comme un outil d'aide à la verbalisation permettant d'explicitier les pratiques ; et comme un outil d'aide à la construction de savoirs nouveaux. Les chercheurs ont ainsi pu constater l'existence d'autant de façons de faire que de producteurs, et acquérir la conviction qu'il s'agit d'une activité fortement ancrée sur un apprentissage individuel.

Les résultats de la confrontation des pratiques au niveau individuel ont illustré leur potentiel d'aide à la réflexion et à la construction de connaissances. En effet les paroles et/ou activités de l'autre peuvent amener les producteurs à remettre en cause ou à réfléchir sur leurs propres savoirs, ou encore à les renforcer et justifier leurs pratiques. Le recours à la confrontation par vidéo interposée constitue également, aux dires des auteurs, un moyen de propagation des connaissances qui permet de compenser l'absence de lieu commun de réunion, mais constitue également un bon moyen de formation et d'apprentissage par l'approche comparative.

Notons enfin que les confrontations collectives par des non filmés ne sont pas réellement apparues comme très constructives (se bornant à des comparaisons et des pseudo-évaluations des différentes façons de faire selon des normes et des points de vue très personnels), tout comme la confrontation collective par les agriculteurs filmés n'a rien apporté de plus que les confrontations individuelles, selon les auteurs.

Les impacts de la vidéo sur l'activité de « l'opérateur analyste » (ici le producteur de safran filmé) sont :

- Une meilleure compréhension des procédures mises en œuvre, par la comparaison des différentes façons de faire, aboutissant à la construction de pratiques nouvelles
- Une mise à distance temporelle et physique de la tâche, permettant la mise en œuvre d'une activité réflexive

Référence :

- « *La construction des procédures par la pratique* », XXXVIIème congrès d'Aix en Provence, par Vanina Mollo, 2002

Intitulé : **PIA (Programme Inter-associatif Cuba)**

Date : 2005 Durée : 2.5 mois

Lieu : France ; Espagne

Partenaires :

- Comité catholique Contre la Faim et pour le Développement (CCFD)
- Institut de Recherches et d'Application des Méthodes de développement (IRAM)
- Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET)
- ARECA (centre de recherche guadeloupéen)
- ANAP (Association National des Petits Agriculteurs), ACTAF (Association Cubaine des Techniciens Agricoles et Forestiers), ACPA (Association Cubaine de Production Animale), IPA's (centres de formations agricoles cubains) et CEEC-EER (Centre d'Etudes de l'Economie Cubaine – Etudes de l'Economie Rurale)
- Nous-mêmes en tant que consultants vidéo

Objectifs :

- Participer de l'animation des réflexions individuelles et collectives lors du voyage, en permettant notamment de revenir sur des éléments observés lors des conférences et visites de terrain
- Elaborer un outil pédagogique permettant d'une part de capitaliser (archiver) l'expérience vécue par les participants du voyage d'étude, et d'autre part de pouvoir diffuser cette expérience assez largement à Cuba, auprès des différents partenaires des bénéficiaires du voyage

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	---------------------------------	----------------------------------	-----------------------------------	--	-----------------------------------	--------------------------------

Déroulement du projet : le CCFD organisa en 2005 un voyage d'études à l'attention de leurs partenaires cubains afin de leur permettre de mieux comprendre l'organisation des secteurs agricoles français et espagnol. Il s'agissait notamment d'explorer les différentes structures permettant d'assurer la gestion des terres agricoles, l'installation des nouveaux agriculteurs, le coopérativisme, le rôle et le fonctionnement des organisations professionnelles agricoles, le système de formation professionnelle à destination des futurs agriculteurs, ainsi que les voies explorées en matière d'agriculture biologique. Le voyage d'études dura trois semaines. Les deux premières semaines eurent lieu en France (en Bretagne et dans le Languedoc Roussillon) et la dernière en Espagne (dans la région de Valence). Le voyage se composait de conférences, de visites de terrain, et de sessions de travail internes aux participants. Nous suivions le groupe dans ces différents déplacements, profitant des visites de terrain pour tourner des images d'appui, et prenant le temps de réaliser des interviews de synthèse des différents intervenants, selon ce que nous avons retenus (pensions avoir compris) des préoccupations des participants au voyage (pour cela, les questions que ces derniers posent lors des visites sont assez révélatrices). L'ensemble des réunions internes aux participants étaient également filmé et permit d'affiner la compréhension des centres d'intérêts de chacun. A l'issue de chaque semaine, à l'occasion d'une réunion interne de travail, nous propositions un court montage (entre 10 et 15 minutes) en espagnol, reprenant les principaux points abordés durant la semaine. Ces vidéos étaient l'occasion de se remettre en tête un certain nombre d'éléments (lors de ce type de voyage la quantité d'informations récoltées est souvent considérable, et il est extrêmement difficile de se souvenir de tout) et d'engager la discussion sur les points essentiels pour chaque thème traité, et sur la meilleure manière de les aborder, de les structurer en vidéo pour que les informations pertinentes soient parfaitement comprises par les futurs spectateurs cubains. Si un certain scepticisme vis-à-vis de cet accompagnement vidéo fut ressenti lors des premiers jours, la première réunion de ce type suscita un enthousiasme très important chez l'ensemble des participants qui dès lors ont commencé à s'investir pleinement dans la démarche,

n'hésitant pas à suggérer que certaines images en particulier soient filmées ou que certaines questions soient posées.

A l'issue du voyage d'étude, un groupe de réflexion fut constitué au sein des participants pour élaborer, dans les grandes lignes, ce qui devait ensuite servir de scénario pour la réalisation des vidéos pédagogiques finales. Tous les participants furent interviewés afin de récupérer leurs impressions sur le voyage et son intérêt. Un groupe de suivi fut également constitué avec lequel les intervenants vidéo ont ensuite échangé afin d'élaborer dans le détail les scénarii, discuter des voix off, etc. Après un mois et demi de montage en France, nous avons produit plus de deux heures de vidéo, réparties en neuf modules thématiques accessibles de manière indépendante sur les dvd. L'ensemble des partenaires impliqués dans ce projet ont exprimé leur grande satisfaction quant au résultat de ce travail. Plusieurs centaines de DVD et de VHS ont été produits par le CCFD puis envoyé auprès de leurs partenaires cubains. L'évaluation précise de l'utilisation de ces produits par les associations cubaines est en revanche plus difficile à faire, comme cela est souvent le cas avec Cuba. Mais il semblerait que ces vidéos ne soient pas exploitées aussi largement qu'elles auraient pu l'être (notamment si elles sont souvent utilisées dans le cadre de la formation des ingénieurs, techniciens, et autres étudiants, leur diffusion dans le milieu professionnelle agricole semble nettement plus limitée) Rappelons tout de même que dans ce pays les libertés d'actions et de discours demeurent souvent limitées, ce qui est de fait un contexte peu propice à l'utilisation de ce type de vidéo. Les vidéos sont en revanche utilisées par des agronomes dans d'autres pays d'Amérique Latine pour animer des ateliers paysans.

Références : personnelles

Intitulé : **AGTER**

Date : 2008 Durée : 3 mois

Lieu : France ; Espagne

Partenaires :

- Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources naturelles (AGTER, France)
- Groupe d'Etude et de Service pour l'Economie des Ressources (GEYSER, France)
- Groupe d'études Environnementales (GEA, Mexique)
- Gestion et Conseils en Ingénierie Environnemental (GAIA, Mexique)

Objectifs :

- Elaborer un outil pédagogique permettant de capitaliser (archiver) l'expérience vécue par les participants du voyage d'étude, et de la diffuser largement au sein des membres de l'association AGTER
- Proposer une comparaison thématique en vidéo entre ce qui a pu être observé au Mexique et ce qui le sera en France en octobre 2008

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	---------------------------------	----------------------------------	-----------------------------------	--	-----------------------------------	--------------------------------

Déroulement du projet : l'association AGTER organisa en avril 2008 un voyage d'étude au Mexique pour quelques uns de ses membres et de ses partenaires latinos dans le but de stimuler la réflexion interne sur le thème des normes locales de régulations de l'accès aux ressources naturelles. L'ONG mexicaines GEA travaillant sur ce thème depuis plusieurs années fut logiquement choisie comme partenaire pour ce projet et suggéra qu'une collaboration soit également envisagée avec l'ONG GAIA. L'existence au Mexique d'une forte population indigène aux revendications affirmées, et l'existence de niveaux de reconnaissance différents de ces populations selon les Etats font du Mexique un lieu tout à fait adapté et particulièrement intéressant pour l'étude de la mise en place et de la viabilité des normes des régulations locales.

Le projet vidéo s'est déroulé selon les mêmes principes que celui mis en œuvre dans le cadre du PIA, à l'exception des montages vidéo intermédiaires en cours de voyage pour participer à l'animation de la réflexion. En effet, en une seule semaine de voyage (particulièrement dense qui

plus est) il était pratiquement impossible de réaliser un tel travail. Des discussions régulières avec les participants ont permis la définition des thèmes et de la structure des vidéos qui seront réalisées, et un groupe de suivi sera constitué parmi les différents participants pour assurer la bonne marche de la réalisation vidéo. A la date où ces lignes sont écrites la vidéo n'a pas encore été réalisée. Elle le sera durant le mois de juillet 2008.

Une seconde partie de ce voyage sera réalisée en septembre 2008 dans les Alpes Françaises et viendra compléter les réflexions des uns et des autres en proposant l'étude d'autres expériences de régulations locales de l'accès aux ressources naturelles. De nouvelles vidéos en seront issues et une ou plusieurs vidéos transversales et/ou comparatives (avec les exemples mexicains) seront réalisées.

Références : personnelles

Intitulé : **Lutte anti-érosion en zone CMDT**

Date : NC Durée : plusieurs mois

Lieu : zone cotonnière du Mali

Partenaires :

- Le CESP (Centre de Service de Production Audiovisuelle)
- La CMDT (Compagnie Malienne pour le Développement des textiles)

Objectifs :

- Réaliser un « paquet pédagogique » constitué d'outils audiovisuels et écrits afin de promouvoir de façon massive des pratiques de lutte anti-érosion formulées par les paysans

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	-------------------------	--------------------------	---------------------------	---	---------------------------	------------------------

Déroulement du projet : ce projet est un exemple d'intervention du CESP. L'intervenant est mandaté en zone CMDT afin d'enquêter dans différents villages sur les connaissances paysannes en matière de lutte contre l'érosion des terres cultivables et d'étudier les manières d'articuler ces techniques. Les savoirs sont récoltés de village en village lors de rencontres collectives organisées sous l'arbre à palabres. Dans l'un deux, une vieille femme portant le titre de « régulatrice des saisons », confie le secret ancestral que garde sa famille pour annoncer le début des époques de culture et prévoir l'évolution du niveau d'eau dans la rivière, qui régulièrement dévaste le village : les hirondelles viennent nicher dans le lit de la rivière lorsque l'hivernage doit commencer, et la hauteur de leur nid permet d'avoir une idée de la hauteur d'eau attendue (la nidation a lieu en période de hautes eaux). Cet exemple est intégré dans le paquet pédagogique avec la promesse faite à la vieille de ne jamais révéler le nom du village et de la famille. Après restitution du résultat des enquêtes auprès des villageois, les vidéos sont réalisées sur la base des interviews paysannes, en même temps que sont construits les autres outils du paquet pédagogique.

L'intervenant revient deux ans plus tard sur zone pour animer des formations sur la lutte anti-érosion, à partir de ce même paquet pédagogique. Mais dans le village de la vieille femme, ces pratiques de protection de la rivière sont mal acceptées. En effet la rivière y est très mal vue. Elle est assimilée à des *djinnns*, des esprits malins responsables des destructions régulières du village. Dans ce contexte impossible *a priori* d'amener les villageois à prendre soin de cette rivière. Confronté à un problème d'éthique le communicateur décide finalement de révéler l'histoire de l'observation du comportement des hirondelles, avec l'accord du chef de village (la vieille femme est morte l'année précédente). Les réactions sont diverses, allant de la culpabilité, à la révolte en passant par le simple étonnement. Mais les discussions permettent finalement une prise de conscience sur l'importance de préserver les hirondelles et donc leur habitat : la rivière. Le débat est ainsi recentré sur la lutte anti-érosive. Cette formation permet de transformer complètement la vision et le comportement de la communauté. Les mois qui suivirent ont vu se développer une zone tampon aux abords des berges, avec des murets de pierre, la mise en place de diverses pratiques de lutte contre le ruissellement proposées dans les vidéos, dont un reboisement massif qui préservait également les hirondelles, assorti de normes locales de protection du bois. Le village est

véritablement devenu pionnier dans ces pratiques anti-érosion et a peu à peu influencé ses voisins. La rivière fut largement reboisée sur 300 mètres de chaque côté de son lit.

Référence :

- N'Golo Diarra, « la vieille femme et les hirondelles », in « *Eau, terre et vie : communication participative pour le développement et gestion des ressources naturelles* », G. Bessette (dir.)

Intitulé : **Culture de la banane en Ouganda**

Date : NC Durée : plusieurs mois

Lieu : district de Raika, Ouganda

Partenaires :

- Institut Kawanda pour la recherche en agriculture
- département communication pour le développement de l'Institut Kawanda
- Organisation Nationale pour la recherche en agriculture (NARO)

Objectifs :

- faciliter la prise en compte par les agriculteurs des avancées des chercheurs sur les itinéraires techniques de production de bananes et de gestion des ressources naturelles associée à cette culture
- améliorer la production en déclin d'un aliment stratégique dans la région

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	---------------------------------	----------------------------------	-----------------------------------	--	-----------------------------------	--------------------------------

Déroulement du projet : alors que les pratiques traditionnelles ne permettaient plus aux paysans de relever les défis liés à la dégradation des sols et aux problèmes phytosanitaires, ils n'étaient pas non plus enclins à accepter les propositions issues de la recherche. Les avancées technologiques n'étaient mises en place qu'en présence des chercheurs, et étaient négligées dans leur dos. Les parcelles incultes abandonnées se multipliaient. Les échecs semblaient venir de la prégnance pendant des décennies d'un schéma vertical de diffusion des pratiques dans lequel l'agriculteur n'avait aucun droit à la parole. Les chercheurs ont finalement mis sur pied une méthodologie pour que les paysans prennent part aux recherches agronomiques, et donc en acceptent et en diffusent plus facilement les résultats. Un projet de communication participative de deux ans fut élaboré, avec comme objectifs premiers de faire communiquer les chercheurs avec les communautés puis d'encourager la formation d'agriculteurs par d'autres agriculteurs. L'équipe en charge du projet fut constituée d'un socio-économiste, d'un expert en communication, d'un pédologue et d'un chercheur familial de la zone d'intervention choisie pour le projet (le comté de Ddwaniro). Ses principaux partenaires furent les leaders locaux d'opinions, les vulgarisateurs du district et les communautés d'agriculteurs. Trois groupes de dix paysans furent impliqués dans des visites à d'autres agriculteurs qui appliquaient déjà des bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles, plus appropriées à la culture de la banane. Les agriculteurs ont peu à peu été convaincus et même impressionnés par les résultats obtenus sur leurs propres bananeraies (en termes de quantité et de qualité de production). Une fois les techniques maîtrisées, ces trois groupes ont manifesté le désir de les partager avec leurs communautés d'appartenances et leurs voisines, et reconnu le besoin d'outils de communication à cet effet. Avec les chercheurs ils ont opté pour la vidéo, mais aussi la photographie, des affiches et des brochures sur la rétention de l'eau dans les sols, la fertilité, l'érosion, etc. La phase de production de ce matériel pédagogique s'est révélée très longue, d'autant plus que les membres de l'équipe du projet étaient novices en la matière et ont du demander l'appui d'un graphiste, d'un illustrateur et d'un caméraman. Les agriculteurs ont donc appris à manier les outils de communication. Ils ont progressivement pris confiance et compris qu'ils étaient capables de manipuler une caméra. Après de nombreux cadrages ratés (personnages coupés en deux, images de travers), les paysans ont fini par produire un matériel acceptable aux yeux de tous, et l'ont présenté à d'autres communautés. En retour celles-ci les ont conseillés sur le choix des images et ont proposé l'ajout d'une chanson à la vidéo. La diffusion vers d'autres districts a alors pu débuter. Les agriculteurs ayant participé à l'expérience se sont réunis en association et son devenus

particulièrement pro-actifs dans leurs contacts avec les partenaires commerciaux et institutionnels, suggérant et demandant des projets, et allant même jusqu'à proposer des reportages sur la gestion des ressources naturelles à la radio locale.

Références :

- Nora Naiboka Odoi et al., « culture de la banane en Ouganda : le fruit de la communication participative pour le développement », in « *Eau, terre et vie : communication participative pour le développement et gestion des ressources naturelles* », G. Bessette (dir.)
- Nora Naiboka Odoi et al., « *des outils de communication entre les mains des agriculteurs* », http://www.idrc.ca/fr/ev-103610-201-1-DO_TOPIC.html
- http://www.idrc.ca/fr/ev-104991-201-1-DO_TOPIC.html

Intitulé : **Lutte contre l'apartheid**

Date : 1995 Durée : plusieurs années
Lieu : Afrique du Sud

Partenaires :

- Vidéo News Services (VNS)
- Des syndicats nombreux, tels que la COSATU ou la NUMSA
- La Film and Allied Workers Organization (FAWO)

Objectifs :

- Contrecarrer le monopole intellectuel du régime sur les productions audiovisuelles
- Appuyer les mouvements syndicaux dans leur lutte contre l'apartheid

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	---------------------------------	----------------------------------	-----------------------------------	--	-----------------------------------	--------------------------------

Déroulement du projet : en 1985 une poignée de cinéastes décide de s'engager de manière semi clandestine contre les « œillères audiovisuelles » que produisent le régime et l'industrie télévisuelle nationale. Dans un contexte d'explosion du militantisme populaire ils ressentent une responsabilité politique forte compte tenu de leurs compétences : ils créent VNS pour produire sur le territoire sud-africain des supports à la lutte sociale engagée dans le pays. Ils forment un réseau de diffusion clandestin dans le pays, dont le cœur est à Johannesburg, en s'appuyant sur les organisations du mouvement démocratique populaire. VNS s'est mis à produire différents types de vidéos, filmant de nombreux congrès syndicaux et des discours politiques afin de les diffuser, ou montant des documentaires sur les luttes et les injustices. La diffusion était laissée à l'appréciation des organisations bénéficiaires des copies. L'engouement était tel que de plus en plus de gens contactaient l'association pour les appuyer. Les syndicats venaient solliciter les techniciens, préparaient eux-mêmes les interviews et les tournages, et réalisaient finalement les films en collaboration avec VNS. Des représentants visionnaient le résultat, suggéraient des changements que VNS discutait puis appliquait. VNS leur produisait alors des copies qui étaient diffusées lors de meetings, ou parfois à la cantine dans les usines où les syndicats étaient assez forts pour se le permettre. Certains qualifiaient ces montages de « pamphlets vidéo ». Au fur et à mesure que la renommée de VNS grandissait, il lui devenait impossible de satisfaire toutes les demandes qui lui arrivaient. Les meetings se multipliaient et les sud-africain réclamaient même des vidéos sur les luttes d'autres pays, comme le Nicaragua par exemple. Or les cinéastes réalisaient déjà leurs propres projets (documentaires sur les assassinats politiques, la santé, l'éducation, etc.) et les vidéo participatives des syndicats. En 1988 la FAWO est alors créée pour promouvoir un cinéma et une télévision progressistes. Les membres de VNS occupent les postes clefs de cette nouvelle association. La VNS et la FAWO, débordées de demandes, ont commencé à former des jeunes issus des *townships* à la réalisation. Une école (la Community Video School, CVS) fut ouverte et permis de rompre avec l'héritage culturel de l'apartheid en rétablissant l'égalité des chances d'accéder à la carrière cinématographique : elle vit affluer des dizaines de jeunes des banlieues de Johannesburg. Le relatif assouplissement politique du début des années 90 a permis d'ouvrir des débats sur la télédiffusion dans le pays. VNS a commencé à cette époque à développer des collaborations en Afrique australe (notamment avec la Namibie) et des organisations comme Vidéo Tiers Monde. En

1992, Spike Lee, le réalisateur hongrois Istvan Szabo, Gaston Kaboré et Mira Nair ont visité la CVS. En 1993, parmi les visiteurs il y avait Haile Gerima, Liv Ullman, Suzanne Ousten et Joyce Makwenda. Les premiers diplômés trouvèrent quelques postes à la télévision nationale. Mais les inégalités perduraient bien évidemment. En 2003, la VNS avait disparu, mais pas la FAWO, qui avait su conserver sa ligne de conduite. Les produits de VNS étaient toujours projetés, comme des témoins de certains moments douloureux de l'histoire socio-politique de l'Afrique du Sud, à l'image du célèbre *Fruits of defiance*.

Références :

- Thabiso Leshoi, 1994, « Naissance d'un cinéma "africain" en Afrique du Sud: un chemin long et difficile », in *Ecrans d'Afrique*, n°6, pp. 117-126
- Jacqueline Maingard, 1995, "Trends in South African Documentary Film and Video: Questions of Identity and Subjectivity", in *Journal of Southern African Studies*, Vol. 21, No. 4, pp. 657-667
- Auteur inconnu, 2007, "A question of rights - the transformation years", in *screen Africa news*, N° 19, pp. 10-12
- Mokonyana Moletse, 1992, « la caméra explore les luttes », in *Petits Ecrans et Démocratie*, N. Thede et A. Ambrosi (dir.), Syros, 273 p.

Intitulé : **SANFEC**

Date : 1996 Durée : plusieurs années

Lieu : Asie du Sud

Partenaires :

- SANFEC (South Asia Network on Food, Ecology and Culture)
- De nombreuses organisations du Bangladesh, d'Inde (dont la DDC), du Pakistan, du Népal, du Sri Lanka et du Canada (dont le CRDI)
- De multiples communautés paysannes

Objectifs :

- Pratiquer et promouvoir le développement autocentré des communautés paysannes, la recherche participative, le militantisme autour de la souveraineté alimentaire et la conservation de la biodiversité
- Permettre aux paysans, aux femmes et aux indigènes de documenter eux-mêmes leurs visions et de les diffuser

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	---------------------------------	----------------------------------	-----------------------------------	--	-----------------------------------	--------------------------------

Déroulement du projet : la SANFEC fut créée dans la foulée du forum mondial de la FAO de 1996 par plusieurs organisations du Bangladesh, d'Inde (P.V. Satheesh de la DDC est le représentant pour ce pays), du Pakistan, du Népal, du Sri Lanka et du Canada. C'est une vision commune de nombreuses problématiques, dont l'importance de la souveraineté alimentaire, et la volonté de proposer une réflexion régionale qui a motivé la formation du réseau. La plupart des organisations membres partagent deux activités phares : la promotion du développement participatif voire autocentré des paysans, des femmes et des indigènes, et un rôle actif dans les campagnes nationales et internationales de plaidoyer. Le réseau a tissé de nombreux contacts avec des partenaires du monde entier qui partagent cet engagement militant. Le réseau a recours aux échanges entre paysans, promeut les activités de recherche dirigées par les paysans, participe à l'organisation de multiples campagnes de plaidoyer et de festivals sur la biodiversité, dans l'objectif d'influencer les politiques nationales et internationales.

La vidéo participative occupe une place majeure dans les activités du réseau, sous cette appellation ou celle de « *documentation vidéo communautaire* ». Elle sert avant tout à véhiculer directement les représentations paysannes sur l'alimentation, l'agriculture et la biodiversité. C'est la volonté de faire des populations locales les vrais leaders (y compris d'opinion) du mouvement qui a poussé la SANFEC à formé des agriculteurs illettrés aux techniques audiovisuelles. Six équipes locales dans six

communautés des pays membres furent ainsi appuyées à l'origine. En retour elles ont produit une série de vidéos sur les problèmes importants dans leurs communautés, vus depuis leur propre perspective. Les paysans ont ensuite été impliqués dans les choix de diffusion et ont participé à l'animation des échanges lors des projections. Certaines vidéos ont été télévisées et d'autres distribuées au sein d'organisations à travers l'Asie du Sud et le Canada. Aujourd'hui les travaux de la SANFEC se multiplient et servent également à diffuser les résultats de la recherche participative ainsi qu'à identifier les nécessités des populations pour certains projets. Ce réseau est impliqué dans de vastes programmes de sécurité alimentaire, avec des dizaines d'ONG partenaires, et y inclue systématiquement une composante de VP (il bénéficie notamment du support du CRDI depuis sa création). Le Center for Human Development au Sri Lanka est un membre actif qui permet à de nombreuses femmes rurales de produire des vidéos. Aujourd'hui les liens se créent avec des organisations du Bhoutan et des Maldives.

Nous ne détaillerons pas les nombreux projets de VP mis en place par la SANFEC. Le bandeau illustre la diversité des objectifs poursuivis par ses projets.

Références :

- www.sanfec.org/
- www.cfhdslanka.com/projects.htm
- www.crdi.ca/rpe/ev-80536-201_101124-1-IDRC_ADM_INFO.html

Intitulé : **SaRA**

Date : 2000 Durée : plusieurs mois
Lieu : Pérou

Partenaires :

- A préciser

Objectifs :

- Analyser les relations des jeunes entre eux et avec la sexualité en fonction de leur origine sociale
- Faire réfléchir les jeunes sur ces thématiques

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	-----------------------------	------------------------------	-------------------------------	--	-------------------------------	----------------------------

Déroulement du projet : SaRA (*Salud Reproductiva para Adolescentes*) était un projet de recherche (et de sensibilisation) sur les aspects sanitaires de la sexualité chez les adolescents des quartiers difficiles, âgés de 10 à 19 ans. Les chercheurs s'intéressaient à la relation entre le contexte socioculturel des jeunes et leur perception de la sexualité, et aux relations sociales entre les adolescents eux-mêmes. L'équipe du projet a créé quinze « Clubs Adolescents » dans des communautés urbaines et rurales marginalisées, y a proposé des animations et instauré une intense communication entre clubs. Des appareils photos et des caméras furent donnés aux jeunes afin qu'ils produisent, après une courte formation, des « histoires » sur les thèmes d'intérêt pour SaRA, sur leur communauté, leur famille, leur vie. Ces histoires servaient d'éléments fédérateurs intra et inter groupes. Les chercheurs observaient et analysaient leur contenu, mais aussi le processus de réalisation et de partage de ces histoires avec les autres groupes pour comprendre les relations entre les adolescents et leur environnement social et culturel, ainsi que leur évolution. Au matériel de recherche constitué des documentaires et fictions produits par les groupes venaient s'ajouter les films des réunions et ateliers durant lesquels les adolescents présentaient et discutaient collectivement leurs réalisations. Ce projet de recherche s'accompagna ainsi spontanément, grâce à l'investissement des adolescents, de projet de sensibilisation et de retombées de type « thérapie ». Un exemple de fiction, intitulée « l'histoire de Marcos » traitait d'un jeune homme qui, après de nombreuses frustrations avec sa famille, ses amis et sa petite amie, avait des relations occasionnelles avec un transsexuel, contractait le VIH et en mourrait. Cette histoire a permis aux

chercheurs un accès précieux aux représentations des adolescents sur le SIDA et les relations homosexuelles, notamment grâce à une bonne contextualisation permise par le processus de VP. Finalement, SaRA a permis de récolter des propositions d'actions formulées par les jeunes eux-mêmes.

Références :

- Ramella. M. and Attride-Stirling. J., 2000, "The creation of gendered spaces as a medium for sexual health promotion among young people in Peru". In J. Watson and S. Platt (Eds.), *Researching Health Promotion*. London: Routledge.
- Ramella, M. and Bravo de la Cruz, R., 2000, « Taking part in adolescent sexual health promotion in Peru: community participation from a social psychological perspective », *In Journal of Community & Applied Social Psychology*, 10(4), 271-284

Intitulé : **Positive Futures**

Date : 2003 Durée : plusieurs mois / années

Lieu : Angleterre et Pays de Galles

Partenaires :

- Le London Multimedia Laboratory for Audiovisual Composition and Communication (LML) de la London School of Economics
- Les multiples organisations partenaires du projet
- Les jeunes bénéficiaires

Objectifs :

- Evaluer le projet d'insertion sociale depuis la perspective de ses bénéficiaires
- Analyser la perception des jeunes au sujet de leur place dans la société

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	-----------------------------	------------------------------	-------------------------------	--	-------------------------------	----------------------------

Déroulement du projet : le programme *Positive Futures* utilisait le sport comme prétexte pour approcher et travailler avec des jeunes marginalisés afin de promouvoir leur insertion sociale dans le monde du travail, en collaboration avec une centaine d'organisations en Angleterre et au Pays de Galles (services sociaux, clubs de sports, ONG, etc.). Un programme de recherche fut mis en place pour évaluer la valeur du programme et sa perception par ses principaux bénéficiaires. Parmi les différentes méthodes utilisées à cet effet était prévu un volet de PAAS (*Participant Authored Audiovisual Stories*) qui visait à définir la perception du projet par les jeunes, mais qui devait aussi permettre aux chercheurs de comprendre au travers des histoires produites comment les jeunes se positionnaient dans le contexte socio-culturel intégrant *Positive Futures*. Le volet de VP devait ainsi permettre d'accéder à la signification et au vécu du programme par les jeunes.

Un projet pilote devait servir à mettre au point la méthode de PAAS, qui par la suite se verrait étendue au niveau national. Six des 62 groupes concernés furent sélectionnés pour leur représentativité et formés à l'usage de la vidéo, et notamment aux techniques de tournage et de montage. Des caméras leur furent confiées avec l'objectif de réaliser des vidéos sur leur quartier et le rôle de *Positive Futures* dans leur vie. Les jeunes se sont mis en scène et ont interviewé des proches, traitant des problèmes qui les affectaient de manière concrète et informative, avec une liberté de réalisation totale. Le tournage a duré deux semaines, autour des thèmes de la drogue, du racisme, de la surveillance policière et des gangs. L'équipe de recherche a ensuite rencontré les groupes un à un de manière à les appuyer pour le montage, se positionnant comme techniciens aux ordres des jeunes. Un « forum plénier » fut finalement organisé pour permettre aux groupes de se présenter mutuellement leurs montages et d'engager le dialogue autour des thématiques qui les concernaient. Ce fut également l'occasion pour les chercheurs d'approfondir leur évaluation du programme. L'atelier en lui-même était filmé. A son terme, les adolescents ont élu la meilleure vidéo dont les réalisateurs ont reçu un prix symbolique.

Le processus a ainsi permis aux chercheurs d'apporter des réponses à de nombreuses questions sur la place des jeunes dans leurs quartiers et sur le rôle de *Positive Futures* dans leur vie, et le projet

pilote fut effectivement étendu à l'ensemble du pays. Le programme a par ailleurs identifié les points clefs sur lesquels travailler avec les jeunes.

La phase d'extension est en cours, et des documentaires ont même été compilés sur un DVD et mis à la vente. Le détail des modes opératoires utilisés pour produire les vidéos est disponible sur la troisième référence.

Références :

- Ramella, M. 2004, "Positive Futures Impact Report: Engaging with Young People", London: Home Office (www.positivefutures.gov.uk)
- Humphreys, P., Olmos, G. and Pérez-Varón, R., 2003, "Final Report Of Young People's Views Project. Qualitative Research Pilot: Participatory Multimedia Project", London Multimedia Lab for Audiovisual Composition and Communication
- Newsletter du printemps 2005 sur www.londonmultimedia.org

Intitulé : **District 9**

Date : 2005 Durée : 9 mois, dont 2 de réalisation vidéo

Lieu : Bolivie

Partenaires :

- Le Centro Andino para la Gestión y el Uso del Agua et le projet NEGOWAT
- Federico Zammito et Julien Coignac, étudiants d'AGROPARISTECH, comme intervenants vidéo
- La fondation Abril

Objectifs :

- Informer la population du district sur les sources et les usages multiples de l'eau afin d'en clarifier la gestion par une explicitation des intérêts de chacun
- Sensibiliser la commune et les organisations départementales et nationales à la situation très difficile des habitants du district
- Lancer une dynamique de concertation autour de l'outil vidéo en y impliquant tous les acteurs concernés par la gestion de l'eau

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	-----------------------------	------------------------------	-------------------------------	--	-------------------------------	----------------------------

Déroulement du projet : les intervenants se sont chargés dans un premier temps d'établir un diagnostic de la gestion de l'eau dans la zone (dont une analyse très détaillée du système d'acteurs). C'est sur cette base que furent réalisées les séquences vidéo à la fin du projet, en peu de temps. Le choix d'utiliser la vidéo comme support de restitution du diagnostic fut motivé par le taux très élevé d'analphabétisme chez les habitants du district. Les interviews furent conduites de manière semi dirigée, chaque question étant posée (et filmée) deux fois pour augmenter les chances d'obtenir une réponse efficace. Les intervenants cherchaient néanmoins des réponses précises et prévues à l'avance. Le storyboard fut défini après dérushage des interviews de manière à écrire une voix-off assurant le déroulement logique de la vidéo ; il a servi de guide pour tourner les images manquantes. Une première version a été soumise au contrôle du Centro AGUA et du projet NEGOWAT (cf. partie 2) qui ont apporté des corrections pour rendre le produit plus intelligible. La fondation Abril, engagée dans des projets éducatifs sur l'eau et d'appui aux organisations civiles dans le domaine, fut par la suite sollicitée pour donner son avis sur la vidéo intermédiaire, jugée trop longue, trop complexe et sans objectif clair. La vidéo a été divisée en chapitres thématiques explicités avec du vocabulaire simple. Une projection publique fut organisée à la faculté d'agronomie, en invitant tous les acteurs des vidéos, les dirigeants des organisations du district et des entreprises de l'eau, et en affichant dans les rues des affiches annonçant la projection. Le dimanche en question, seul le directeur de SEMAPA sud s'est présenté. Une autre projection fut organisée en présence de l'équipe technique de la fondation Abril. Avec l'appui d'un des acteurs de la vidéo, une réunion de présentation aux dirigeants d'OTB (Organisation Territoriale de Base, la plus petite échelle d'organisation de la société civile) et de comités d'eau fut organisée dans une église. Les personnes présentes validèrent l'outil et appelèrent de leurs vœux à le communiquer aux

autorités dans l'objectif de négocier avec elles. Le collège du district accueille une quatrième projection, durant laquelle une soixantaine d'enfants furent sensibilisés à la problématique et certains représentants du quartier interpellèrent le dirigeant de SEMAPA présent au sujet de certaines promesses de projets d'eau potable. Pour la dernière projection, les intervenants profitèrent d'une réunion routinière de discussion de la société civile locale, dont une partie du débat fut donc consacrée à l'eau sur la base des vidéos. Les spectateurs validèrent les thématiques mais pas le choix (réalisé par les seuls intervenants) de la personne sensée représenter les comités d'eau potable dans la vidéo, accusée par tous de ne chercher que son propre intérêt. Des copies VCD et DVD furent finalement amplement distribuées à la population et aux organisations concernées par le thème.

Références :

- Zammito F. et Coignac J., 2005, "El Uso y el Manejo del agua en el Distrito 9 de Cochabamba", Centro AGUA, 72 p.
- Le DVD présentant la vidéo et certains éléments du projet

Intitulé : **Projet riz ADRAO**

Date : 2001 à 2007 Durée : plusieurs années

Lieu : Afrique et Asie

Partenaires :

- Le Centre de riz pour l'Afrique ADRAO

Objectifs :

- Diffuser et faire adopter des pratiques agricoles identifiées par des projets de recherche participative

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	---------------------

Déroulement du projet : Le Centre de Riz pour l'Afrique (ADRAO) a réalisé des séries de vidéos sur la gestion de semences ainsi que d'autres vidéos qui traitent des activités de post récolte du riz, utilisant cet outil pour son impact très élevé permettant de toucher un nombre assez élevé de producteurs lors des séances de formation et de vulgarisation agricole. Six vidéos sur le riz sont aujourd'hui disponibles en français, anglais, et dans plus de 15 langues africaines. Aux dires des gens de l'association, elles ont permis de changer des pratiques de plusieurs millions de paysans dans plus de 10 pays en Asie et en Afrique.

« En 2001, l'ADRAO a développé une approche pour la gestion intégrée des cultures (GIC) en conditions de bas-fond. L'objectif de l'apprentissage participatif et recherche action (APRA) est de promouvoir le changement technologique à travers le renforcement des capacités des paysans à échanger la connaissance, les expériences et les pratiques. [...] Les groupes de paysans apprennent à trouver des réponses adaptées aux problèmes spécifiques aux sites et font la meilleure utilisation des ressources disponibles, notamment la connaissance locale et la compréhension basée sur la recherche des processus sous-jacents. A travers des sessions hebdomadaires avec les groupes de paysans, une vaste gamme d'outils didactiques est utilisée tels que les calendriers culturels, les cartes, les diagrammes et les observations de champs. [...] Avant 2006, l'APRA a été introduit au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, à Madagascar, au Nigeria, en Gambie et au Togo. Les paysans appliquent maintenant ce qu'ils ont appris à une vaste gamme d'autres cultures. Actuellement, de nouveaux modules sont en cours de développement pour les mangues et le cajou, cultures clés produites dans les franges des bas-fonds. En plus du renforcement des capacités en APRA, l'Unité de transfert des technologies de l'ADRAO travaille sur la vidéo. [...] En plus d'être économique par rapport à la vulgarisation paysan-à-paysan, la vidéo a le pouvoir de mieux expliquer les processus biologiques et physiques sous-jacents si elle est développée avec les utilisateurs finaux. Récemment, l'ADRAO a développé deux vidéos avec des femmes transformatrices de riz pour répandre les technologies post-récolte prouvées. De même, pour s'assurer qu'un plus grand nombre de femmes puissent bénéficier de l'APRA, les modules qui

ont les impacts locaux les plus élevés et un potentiel d'expansion au niveau régional sont développés en produits vidéo. En outre, en collaboration avec CABI, RU, et l'IRRI aux Philippines, un jeu de quatre vidéos, qui vise à améliorer la santé des semences de riz au champ, forme la base d'une expérimentation sur l'échange Sud-Sud. L'évaluation des processus et de l'impact fait partie de notre recherche. [...] Sur la base de nos expériences avec ces six vidéos sur le riz, l'approche de zoom avant et arrière a été créée pour aider les agents des services de vulgarisation à concevoir des matériaux d'apprentissage pertinents sur le plan régional qui sont localement adéquats. »

Références :

- <http://www.warda.org/warda/adrao/techtransfer.asp>
- Paul Van Mele, 2006, Zooming-in zooming-out: a novel method to scale up local innovations and sustainable technologies, www.earthscanjournals.com

Intitulé : **NOWEFOR**

Date : 2006-2007

Durée : plusieurs mois

Lieu : Cameroun

Partenaires :

- Le SAILD, service d'appui aux initiatives locales de développement
- L'Inter-Réseaux Développement Rural
- L'association Nowefor (Nord west farmers organisation)

Objectifs :

- Informer

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	----------------------	-----------------------	------------------------	-------------------------------------	------------------------	---------------------

Déroulement du projet : Ce projet tourne autour d'une vidéo réalisée sur l'expérience des producteurs de NOWEFOR, qui ont mis en place un système de régulation de l'offre de gingembre sur le marché de Bafut au Nord-ouest Cameroun. L'Inter-Réseaux est à l'origine de cette initiative, inspiré par son expérience précédente d'une vidéo réalisée sur la coopérative de Mogtedo et le marché du riz au Burkina, expérience concluante en termes d'impact local. C'est une discussion avec le SAILD qui a lancé le projet. La vidéo fut réalisée par une équipe camerounaise contractualisée sur place. Un membre du SAILD a supervisé l'ensemble du processus, depuis l'écriture du scénario jusqu'à l'accompagnement des populations rurales en passant par le tournage. Un membre de NOWEFOR, Aurelian Mbzibain, était technicien salarié par l'OP associé en permanence à l'équipe puis à la phase d'exploitation. La version originale fut réalisée en « *Pidgin English* », dialecte local utilisé dans la communication quotidienne, avant d'envisager d'autres versions. La vidéo fut restituée pour contrôle aux directeurs de Nowefor puis aux membres de la communauté Bafut où elle fut tournée. Les interviewés du film se sont sentis valorisés et ont réclamé des copies. Ces deux projections furent l'occasion de discuter et de revoir le fonctionnement du comité de régulation du marché, et les rôles des autres acteurs. L'utilisation lors de visites d'échanges où les producteurs ont reçu d'autres agriculteurs ont montré des limites du fait du commentaire Off en français. Nowefor a également utilisé la vidéo dans un forum organisé par la SNV entre OP du Nord-Ouest du Cameroun. La projection fit grande impression et Nowefor fut amenée à diriger le groupe chargé de l'application des recommandations du forum. La vidéo fut ensuite présentée par Nowefor à Bamako lors d'un forum régional sur la valorisation d'expériences de commercialisation de produits agricoles (organisé par l'IR et le CTA), ce qui a également eu un impact direct sur les pratiques au sein de l'OP, sur l'organisation du marché et le prix des produits. Le fait d'avoir pu participer à la capitalisation en amont de la vidéo et à la réalisation de la vidéo elle-même, indéniablement, a permis à l'équipe camerounaise de donner une vie intense à la vidéo au Cameroun après sa présentation à Bamako: multiples projections, multiples copies réalisées sur fonds propres pour diffusion élargie, et même passage à la TV, sur la CNTV, qui couvre 60% d'une province de 2 millions d'habitants. Par ailleurs, la vidéo fut utilisée par l'Inter-Réseaux pour animer des débats et des réunions avec des OP, lors de plusieurs ateliers au Sud et pour des présentations au Nord auprès de ses

partenaires. Des participants aux ateliers ont ensuite utilisés les vidéo pour les projeter dans leurs OP (Cote d'Ivoire, Madagascar, etc.). Parmi les difficultés identifiées dans ce succès global, on trouve le manque d'équipements de projection de l'OP en elle-même, le coût de diffusion qui n'avait pas été budgété, et la vidéo souvent jugée trop courte par les spectateurs, ce qui a démontré à plusieurs reprises le besoin essentiel d'une animation des projections ou de l'accompagnement du produit vidéo par un guide écrit et illustré qui complète les informations et donne des pistes d'animation.

Références :

- Échanges avec Anne Lothoré, Inter-Réseaux Développement rural
- Rapport présenté par Aurelian Mbzibain, coordinateur de NOWEFOR
- <http://www.inter-reseaux.org/>
- <http://www.saild.org/>

Intitulé : **Tiraque: miradas sobre el agua**

Date : juillet 2007 à janvier 2008

Durée : 6 mois

Lieu : province de Tiraque, Bolivie

Partenaires :

- Le centro Andino para la Gestión y el Uso del Agua, centro AGUA
- Le projet 'Competing for Water'
- Alba Departe et Camille Lassalle, étudiantes d'AGROPARISTECH, comme intervenants vidéo

Objectifs :

- Participer des objectifs du projet de recensement des événements conflictuels et coopératifs liés à l'eau dans la province de Tiraque
- Etablir un diagnostic de la gestion de l'eau
- Susciter une médiation entre les acteurs représentés dans le film

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
------------------	-----------------------------	------------------------------	-------------------------------	--	-------------------------------	----------------------------

Déroulement du projet : Une première phase bibliographique devait permettre de connaître la zone et son histoire, essentiellement sous l'angle de la gestion de l'eau, mais pas uniquement. Une vingtaine d'interviews fut ensuite réalisée avec les acteurs de cette gestion, agriculteurs, membres des organisations responsables de la gestion de l'eau (potable et d'irrigation), dans l'objectif de connaître les utilisations, modalités de partage, relations, problèmes techniques et conflits, afin d'établir un diagnostic global et actualisé de la gestion de l'eau dans la province de Tiraque. Les intervenantes ont ensuite réalisé une vidéo de 25 minutes destinée aux partenaires institutionnels d'une part, et aux différentes personnes impliquées directement dans la gestion de l'eau dans la zone de Tiraque d'autre part (membres des Comités d'eau potable, Comités d'irrigations, Comités des retenues d'eau, ...) : la vidéo avait alors pour objectif d'être présentée plusieurs fois, à l'occasion de réunions locales, afin de provoquer des réactions parmi le public et ainsi d'ouvrir un débat, permettant ensuite de compléter les informations obtenues lors des entrevues, et de recenser de nouveaux conflits. Une certaine filtration de l'information fut réalisée pour ne pas obtenir une vidéo trop provocatrice sur des sujets « brûlants ». La vidéo fut ensuite projetée aux partenaires institutionnels, puis en mars lors d'une réunion à Tiraque où les acteurs devaient définir les projets à venir dans leur zone. A l'instant où nous écrivons ces lignes, des projections sont prévues dans les associations locales de gestion de l'eau par le Centro AGUA.

Les intervenantes relèvent comme principaux avantages de l'outil vidéo son potentiel descriptif, l'intérêt qu'il suscite (elles comparent notamment au rapport écrit qui l'accompagne), l'implication des illettrés, le visionnage collectif, et le fait que le produit en lui-même fut considéré comme un résultat concret par les acteurs fatigués de la succession des ONG sur le terrain.

Références :

- entretiens avec les intervenantes

Intitulé : **De nombreuses autres expériences !**

Finalement, notre recherche d'expériences vidéo est un exercice sans fin, et nous découvrons chaque jour de nouveaux cas, anciens et plus récents, qui peuvent s'avérer très intéressants. À défaut de pouvoir étudier toutes ces expériences, nous proposons ici une liste de références et de pistes à creuser pour le lecteur intéressé par un recensement exhaustif et plus systématique que le nôtre. Nous donnons pour certaines d'entre elles une brève description obtenue par la consultation de bases de données, ou par un entretien avec les personnes impliquées, ou via quelques extraits d'articles.

Expériences

En dehors de celles déjà mentionnées dans le corps du rapport, comme les projets du Grupo de Estudios Ambientales de México, qui a produit et diffusé auprès des paysans de Oaxaca et Guerrero des dizaines de vidéo sur des thèmes agro-environnementaux, ainsi que l'initiative « Capitalisation des expériences – Eau, terre et communautés » actuellement mise en oeuvre en Bolivie, en Inde et au Mali, ou encore les initiatives foisonnantes des canadiens dans les années 70 et les activités du GRAD, de Vidéazimut et de Vidéo Tiers Monde, nous pouvons mentionner :

ORDIK et Djama Djigui

Grâce aux efforts communs de la FPH (Fondation pour le Progrès de l'Homme) et du GRDR (Groupe de Recherches et de Réalisations pour le Développement Rural dans le Tiers-Monde), une formation vidéo de dix jours a été organisée à Kabate, début avril 1994. Tous débutants, les participants se sont heurtés, dans l'apprentissage de cet outil nouveau de communication à différentes difficultés. D'ordre technique tout d'abord, renforcées par le problème de la traduction dans des langues, le soninke et le bambara, qui ne possèdent pas tous les termes nécessaires. Méthodologiques aussi : filmer, c'est faire passer un message clairement défini. Cela implique donc d'apprendre à n'interroger que certaines personnes, celles qui ont quelque chose de novateur à déclarer sur le sujet choisi... et pas toute la hiérarchie de l'association féminine par exemple, afin de ménager les susceptibilités ! Depuis, deux associations intervillageoises maliennes, l'ORDIK (Organisation Rurale pour le Développement Intégré de la Kolimbine) et Djama Djigui réalisent des vidéos pour se concentrer sur les actions innovantes dans la zone et montrer l'actuel regain d'intérêt dont jouit la riziculture. Récemment dotée en matériel audiovisuel par la FPH (Fondation pour le Progrès de l'Homme), l'ORDIK envisage le recours à la vidéo dans deux directions : le film pédagogique, mettant en valeur une réalisation, une technique (un sujet est en cours sur les digues et diguettes de pierres pour la lutte anti-érosive) et la communication avec les migrants sur la vie du projet qu'ils soutiennent financièrement. Une grande salle de réunion pouvant également servir pour les projections et un petit magasin destiné à protéger le matériel de la poussière et à réaliser le montage dans de bonnes conditions viennent d'être construits. Les responsables de l'ORDIK sont conscients qu'il ne s'agit pas de créer, dans les villages, de nouveaux besoins, en acceptant de filmer fêtes familiales, baptême, mariage... Pour l'équipe technique de l'association, la nouveauté et la modernité de cet outil de communication ne doivent pas occulter les dangers et les limites qu'il comporte également. Pragmatisme et modération dominant donc, en particulier quant à l'amélioration de la communication entre le village et les foyers de migrants où la vidéo pouvait apparaître comme la solution idéale.

(Extraits remaniés d'articles de Anne Fonteneau, "quelles utilisations de la vidéo dans un projet de développement?" et "Comment par la vidéo transcrire de façon informative la réalité d'une activité villageoise familière" pour la FPH)

Loes Witteveen de Communication and Innovation Studies, Wageningen UR

Elle a réalisé trois expériences vidéo principales: des *telenovelas* sur la santé, l'éducation, la propreté ; 5 films sur le développement qui sont allés d'une réalisation 100% participative à une réalisation pro, pour des problèmes de technique et de facilité de choix ; et le Visual Problem Appraisal VPA, leur sujet de recherche actuel. Il semble s'agir d'une méthode pour réaliser des

vidéos en faisant participer les populations locales mais en gardant le contrôle technique... (cf. site et article de Brickeman and Witteveen, 1998).

Thom Deelstra de Deelstra and Dejong

Il nous a exposé, entre autres, une vidéo faite sur le VIH avec des enfants en Afrique, et le succès qu'avait connu leur approche pour parler de ce sujet et le montrer. Il se sont appuyés sur un réseau de connaissances locales pour demander aux africains ce qui devait figurer dans le film. « Je ne sais pas si c'est de la VP mais cela a été fait avec l'aide d'africains et pour un public africain ! ».

Rana Ghose

Rana Ghose est un praticien de la VP qui a travaillé sur différents projets, notamment avec le Réseau d'Accès aux Connaissances dans les Zones Rurales Inter-connectées (<http://www.karianet.org>), et l'Association pour le progrès des communications - Internet et TIC pour le développement durable et l'équité (<http://www.apc.org>).

CTA

Le CTA documente différentes expériences de vidéo participative récentes, notamment au Malawi dans le cadre d'un programme de lutte contre le VIH ou au Ghana dans un échange de paysan à paysan appuyé en VP autour des parasites du cacao (voire notamment [http://ictupdate.cta.int/en/\(issue\)/34](http://ictupdate.cta.int/en/(issue)/34)). De très nombreuses expériences d'utilisation des médias dans la pacification des conflits, dont certaines participatives, sont disponibles à l'adresse [http://ictupdate.cta.int/en/documents/\(issue\)/34](http://ictupdate.cta.int/en/documents/(issue)/34).

Cours en communication et vidéo pour le développement

De nombreux cours furent créés pour diffuser différentes conceptions de la CPD, certains sont toujours d'actualité. Les archives et personnes en charge de ces cours sont des sources d'informations précieuses. Quelques exemples de cours :

- Cours Régional de Communication et Mobilisation Sociale (Communication & Social Mobilization Training Course), Institut Régional de Santé Publique (IRSP), University of Cotonou, Cotonou, Benin).
- Development Communication Courses, International Institute of Rural Reconstruction (IIRR), Training Division, Silang, Cavite, The Philippines.
- Marketing Communication for International Health and Development, New York University (NYU), New York, USA.
- Participatory Rural Communication Appraisal, the SADC Regional Centre of Communication for Development, Harare, Zimbabwe.
- Social Mobilization Course, College of Mass Communication, University of the Philippines, Diliman Campus, Manila, The Philippines.

Etc.

Vidéos

Deux exemples de vidéos participatives que nous n'avons pas consultées, dans le domaine de la formation spécialisée et de l'échange d'expériences :

Akwaake, Abuis ; Vainio-Mattila, Arja ; FINNIDA (1995) *Sanitation with the people* (Motion Pictures and Video Recordings) / (Helsinki, FI ; Namibia. Ministry of Agriculture, Water and Rural Development -NA. - Windhoek, Namibia, New Dawn Video, - Video (16 min.): VHS and User's guide *Sanitation with the People* was filmed in October/November 1994 while the project was carrying out a participatory survey of past and present sanitation practices in the Ohangwena Region, Namibia. The video has been designed to initiate a discussion on sanitation at a community level, or that it can be used as part of the training of extension workers in rural areas. The video shows rural men and women, young and old people, talking about their ideas on sanitation. They also talk about the benefits of sanitation programmes and the obstacles to improved sanitation as they see it. The accompanying user's manual provides ideas for discussion topics. The end of the manual also has

the translated Oshiwambo script.

IDRC communication division (1986) *A handle on health* (Motion Pictures and Video Recordings) / Canada, IDRC communication division, - video (28 min.): VHS

Thousands of people in the developing world die each day for lack of access to clean water and proper sanitation. Women and children spend hours and waste energy each day in back-breaking labour, bringing home water that is often contaminated. *A handle on health* shows how this burden can be lifted by actively involving the community in a new approach to the delivery of safe water. The projects featured in the film demonstrated how simple durable handpumps can be designed, tested, and manufactured in developing countries with low-cost materials, providing employment opportunities and saving scarce foreign exchange. The film also shows how women, the Third World's primary drawers of water, are helping to ensure a safe, uninterrupted supply by taking control of water delivery and are maintaining and even manufacturing their own handpumps.

Voir aussi auprès de l'Inter-Réseaux Développement rural qui s'implique dans le soutien de divers projets vidéo au Sud et surtout en Afrique : <http://www.inter-reseaux.org>

Etudes de cas

Quelques réponses fournies par des recherches sur des bases de données scientifiques:

EiKatsha, Samiha ; Watts, Susan (1993) ***A multifaceted approach to health education : a case study from rural Egypt*** / American University (Cairo, EG). In: *International Quarterly of Community Health Education* ; vol. 13, no. 2; p. 139-149 : 2 tab. 17; Summarized version also published as: EiKatsha, Samiha; Watts, Susan (1994). *A model for health education*. In: *World health forum* ; vol. 15, no. 1 ; p. 2933

This article describes and evaluates an environmental health education project, focusing on water and sanitation issues, which was carried out in two Egyptian villages in the Nile Delta. The study considered various hygiene education strategies carried out by health unit staff, teachers, graduate volunteers and local village leaders who deliver simple environmental health messages in a variety of different settings. The project looked at health education in relation to specific health interventions. The project examined the full context of local behaviour, collaborated with local people, especially women, in the design and implementation of the programme. Specific health education messages focused on water storage, infant feeding, hand washing, food preparation, latrine cleanliness, and the preparation of dung cakes for fuel. Overall, the programme stressed the linkages between behaviour, cycles of disease transmission, and environmental sanitation; how and why diseases are transmitted in relation to the daily practices of household members. The experience of the project was used to develop a broad based model for health education.

Tuberculosis education in an endemic setting: application of participatory methods to video development in The Gambia. *International Journal of Tuberculosis and Lung Disease* 9 (5), Martin, M.; Brookes, L.; Cham, A.; Sowe, D. M.; Khan, S.; Thomas, D. R.; Hill, P. C.

Objective: to produce an educational video for tuberculosis (TB) awareness in The Gambia using participatory methods and integrated formative evaluation. METHODS: A steering group was formed of key people working in TB research, health education, the health service and the media. They developed a script and commissioned local production of the video in three local languages and English. A formative participatory evaluation of the project was conducted using document review, attendance at rehearsals and semi-structured interviews. A pilot version of the video was evaluated through focus groups in Banjul and remote villages. Data were analysed using a general inductive approach. RESULTS: Five major themes emerged from evaluation of the project participatory process: collaboration, knowledge sharing, networking, ownership and a common desire to sustain the project goals for video dissemination. The video was well received and described as informative, entertaining and professional. Audiences were able to identify the key messages, prevailing attitudes about TB were challenged, and many participants expressed a desire to act on their new knowledge. CONCLUSION: A participatory approach to the development of a video in The Gambia proved to be empowering to local participants and led to the production of a resource well received by Gambian people.

Mele, P. van; Salahuddin, A.; Magor, N. P. Innovations in rural extension: case studies from Bangladesh. 307 pp. 2005

From 1999 to 2004 the PETRRA (Poverty Elimination Through Rice Research Assistance) project explored the development of innovative extension mechanisms through a learning by doing process with multiple service providers. Partnerships linked government, non-government and private sectors as appropriate. Topics addressed by the project include seed production, marketing and distribution systems, crop and soil fertility management, postharvest technologies, mobile pumps, aromatic rice, and integrated duck-rice farming. The methods used include women-led group extension, whole family approach, participatory video, Going Public, and picture songs. This book examines these approaches to extension and assesses their potential for replicability and scaling-up. It includes four thematic sections covering: gender in agricultural extension; learning with rural communities; enterprise webs; and pro-poor seed systems. Each thematic section is introduced by an overview chapter, followed by a number of empirical cases. The concluding section puts all experiences in a broader context, draws on transaction cost theory, and targets donors, policy makers and academics. The book has 21 chapters and includes a list of acronyms and abbreviations, a glossary of special terms, a map of Bangladesh, and a subject index.

Braden, S.; Mayo, M. Culture, community development and representation. Community Development Journal 34 (3) : 191-204 1999

A bottom-up approach to community development is described, using a video camera as a tool for community participation and empowerment. A case study of a community in rural Burkina Faso is presented, who decided to explore the problem of finding water in the village through a small drama. The case study demonstrates how community media, and in particular the training of people to use video, can assist in the process of representation and participatory action research.

Braden, S.; Nelson, V. Communities meet policy-makers through video-supported analysis: rural energy issues in Malawi. PLA Notes - International Institute for Environment and Development (No. 34) : 57-62 1999

Based on a project conducted in March 1997 when villagers contributed to the Malawi Government policy on rural energy and natural resource management by presenting their video-based research, the paper discusses some of the steps in a progressive sequence of reflection involving different participants and audiences over a 14 month period. The action-research approach is an example for extending participation from the village level to national policy-making processes. Issues discussed are: broadening the research question; an evolving approach; learning en route; integrating video; initial outcomes; and the villagers meeting the policy makers.

Protz, M. Developing sustainable agricultural technologies with rural women in Jamaica: a participatory media approach. FAO Economic and Social Development Series (No. 55) : 53-62 1998

A pilot project in Jamaica is described which employed a gender approach to using various participatory media at appropriate points during the technology development and extension process. The project 'Participatory Communication for Fertilizer Technology Transfer: a Gender Approach' was conducted from April 1994 to December 1996 to improve the effective use of soil nutrients. The project offers a methodology and a set of participatory communication techniques for a gender approach to agricultural projects. A range of communication approaches were used in the project during its three phases (introduction; technology introduction and testing; and redesign for the 'techpack'). The approaches are described under the corresponding phases of the project: (1) introduction: one to one farm visits and contribution to farm labour; community video screenings; community demonstration plots; baseline survey with interviews conducted on videotape or audiotape; dramatisation; communication cadres and photography training; and oral history testimonies; (2) technology introduction and testing: newsletter production; 'rough cut' and instructional video; and participatory video training course; and (3) redesign of the techpack: revision of the techpack using the video, participatory rural appraisal, the baseline survey and the mid-term evaluation.

Shaw, J. Empowerment through video. How community groups can use video as a catalyst for self advocacy, education and community action. Rural Extension Bulletin (No. June) : 5-7 1998

An examination is presented of Real Time Video's approach, as a UK-based NGO specialising in the use of video as a catalyst for participatory education and community action, and a short case study is presented of its use in Nepal. Since 1984 the NGO has been researching and developing a

comprehensive approach to self-advocacy and group empowerment through video. Issues discussed are: video and 'development'; video as a potent tool for group work; participatory video; the sustainable use of video for development in Nepal; and the benefits of video.

Norrish, P. Media communication and participatory development. Rural Extension Bulletin (No. June) : 2-4 1998

An introductory article is presented for this special issue of Rural Extension Bulletin which focuses on the use of radio and video for development. The paper highlights the changes between professional and people-based media. A wide range of approaches to, and use of radio and video are examined in the special issue. It is concluded that the participatory approach to development will, it is hoped, lead to political empowerment of communities and permanent reductions in poverty. Better access to media communication may not guarantee this, but it can enable the poor to use the information revolution to help reinforce the processes of democratization and social reform. The most important change may be the fact that the poor are increasingly able to use communication and information technology for their own needs instead of just receiving messages.

Jobs, K. PME under the spotlight: a challenging approach in St. Vincent. Waterlines 16 (4) : 23-25 1998

An examination is presented of a fully participative approach to improving sanitation in St Vincent, which had initially looked unlikely to succeed given that the community were angry, sceptical and apathetic. The paper describes the five step approach to participatory monitoring and evaluation which the Community Development Division developed and implemented: set long-term goals based on the community's own indicators of success; create short action-checklists describing what needs to be done to reach the long-term goals; conduct participatory monitoring of progress to obtain community feedback on what has been done and what still needs to be done; conduct participatory evaluation to obtain feedback on the changes people have noticed; and produce a people-friendly record of the community's self-assessments, for example, a photo album, a video, role-play, songs, poems, or stories. The paper reviews the success of the project but notes that continued input is required from the fieldworkers to keep momentum up as otherwise the participation aspects may raise expectations without obvious rewards.

Wake, M. R. Dialogue or directed extension? The limits to communication. RRDC Bulletin (16) : 3-7 1982

The article examines the role which dialogue plays in participatory extension through an analysis of one element of the Indian SITE (Satellite Instructional Television Experiment) Programme, and then considers its importance in directed extension using an example from Dominica. In India's SITE Project, video was used to facilitate dialogue between villagers, in contrast to 'directed' extension in which analysis of, and solutions to problems are often generated outside the village. In the second case study, a popular radio serial in Dominica undertook to convey a message about dehydration therapy for diarrhoea in babies. The message conflicted with traditional views and practices of infant feeding but the campaign was successful because it identified the core of peoples' cognitive resistance, and the story then acted as a catalyst for discussions among villagers. Analysis of these case studies led to the conclusion that the 'credibility' of the source of the information is vitally important: health services often have high credibility while agricultural extension services usually have low credibility but often adopt an approach to communication based on belief that they are credible.

Bibliographie complémentaire

Nous proposons ici diverses références qui traitent d'expériences de Vidéo Participative, la plus riche étant sans aucun doute la première:

White, S. A. (2003). Participatory video: images that transform and empower. New Delhi; London, Sage Publications.

A touch of magic! Unveiling the art of Farmer Participatory Videos! Farmer Participatory Video (FPV): Communication for Social Learning and Transformation in Ghana. (M.A. Kumi, September 2007) Master of Development Thesis, 2007 A Research project submitted to Larenstein University of

Professional Education In Partial Fulfillment of the requirements for The Degree of Master of Development, Specialization Training, Rural Extension and Transformation. Wageningen, The Netherlands.

Participatory Video: A tool for dissemination of improved agronomic technologies to cocoa farmers in Ghana. A.Y Akrofi, J.E Sarfo, F.M.Amoah, Nick Nathaniels, Keith Holmes, I.O.O. Ansah, I. Gyamfi, M. Adu Kumi, & E. Cobbah (June 2006)

Archer, D. and S. Cottingham (1996). Action research report on REFLECT : Regenerated Freirean Literacy through Empowering Community Techniques : the experiences of three REFLECT pilot projects in Uganda, Bangladesh, El Salvador. London, Overseas Development Administration.

Bery, R. and S. Stuart (1996). Powerful grassroots Women Communicators: participatory video in Bangladesh. Participatory communication for social change. J. Servaes, Rhomas, L & White, S.A., Sage.

Frost, N. and C. Jones (1998). "Video for recording and training in participatory development." Development in practice 8(1).

Johansson, L. (2000). Participatory video and PRA - Acknowledging the politics of empowerment. Forest, trees and people newsletter. 40/41.

Laney, M. L. (1997). Video: a tool for participation. PLA Notes. London, IIED: 63-64.

McLellan, I. (1987). "Video and narrowcasting: TV for and by ordinary people." Media in Education and development 20(4).

Nigg, H. and G. Wade (1980). Community media. Zurich, Regenbogen-verlag.

Protz, M. (1991). Distinguishing between "Alternative" and "Participatory" models of Video production. Video and the changing world. N. Thede and A. Ambrosi. Montreal, Black Rose books: 31-9.

Satheesh, P. V. (1999). Participation and beyond: handing over the camera. <http://www.ddsindia.com/www/ppvideo.htm> Hyderabad, Deccan Development Society. 2005, 10th March.

Stuart, S. (1986). Video in the village, Development communication report.

Thede, N. and A. Ambrosi (1991). Video the changing world. Montreal, Black Rose books.

Tomaselli, K. (1989). "Transferring video skills to the community: the problem of power." Media Development, Journal of the World Association for Christian Communication

Thomas Tufte, Entertainment-education in development communication Between marketing behaviours and empowering people in Media & Global Change Rethinking Communication for Development <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/edicion/media/14Chapter9.pdf>

Protz, M. (2004). Watching for the unspoken, listening for the unseen. International and Rural Development Department. Reading, University of Reading.

Annexe 32 : considérations autour de la typologie des expériences de VP proposée par B. Huber (1998)

Dans sa thèse Bernard Huber définit trois catégories principales de projet de Vidéo Participative (VP) respectivement intitulées *Thérapie*, *Activisme* et *Empowerment*.
Présentons-les brièvement :

✓ Type 1 : Thérapie

Ces projets renvoient à une définition de la VP initialement proposée par Shaw et Robertson : « *C'est une activité de groupe organisée autour des besoins des participants. La vidéo est utilisée pour développer leur confiance en eux, leur auto-estime et les encourager à s'exprimer de manière créative afin de développer leur esprit critique et leur fournir les moyens de communiquer avec d'autres. La vidéo participative est surtout utilisée avec les personnes handicapées ou désavantagées, que ce soit pour des raisons physiques, comportementales, sociale, économique ou d'instructions [...]* » (Shaw J. et Robertson C., 1997). Il s'agit d'accompagner le développement personnel des participants du processus, de manière individuelle ou collective, en facilitant la mise en œuvre d'un travail réflexif, de nature autoscopique. L'accent est mis sur le processus en lui-même, l'acceptation et la verbalisation des difficultés identifiées.

✓ Type 2 : Activisme

Cette catégorie lui a été inspirée par le livre de Harding, *Guide pratique de l'activiste vidéo* (1997). Au terme « *activisme* », Huber associe également les termes « *lobbying* », « *campagne* », ou encore « *plaidoyer* ». L'« *activiste vidéo* » selon Harding, est quelqu'un « *qui utilise la vidéo comme un outil stratégique pour rechercher une certaine justice sociale et la protection de l'environnement* » (Harding, 1997). Le caractère participatif de ces projets vidéo n'est pas toujours évident, puisqu'ils sont généralement le fruit d'un engagement personnel fort de la part de l'intervenant vidéo. Ce dernier joue un rôle prépondérant dans le processus (contrairement au type « *Thérapie* »), qui est le plus souvent conduit de manière linéaire, c'est-à-dire proche des réalisations classiques de documentaires vidéos. Cependant, certains projets, dans lesquels « *l'activiste* » parvient à se mettre légèrement en retrait et à co-construire la vidéo en collaboration avec les sujets de cette dernière, peuvent revêtir un caractère participatif, qui n'est souvent pas sans renforcer l'impact du message vidéo. Toujours selon Huber, au-delà de la dénonciation, ou de la mise à jour sur la place publique, les vidéos « *activistes* » peuvent également avoir un objectif de défense, de protection du groupe. Nous pouvons prendre l'exemple d'une manifestation qui se voit réprimée : la présence d'une caméra lors de ce type d'évènement et la menace de diffusion qu'elle représente peuvent décourager certains comportements violents et donc servir de bouclier.

✓ Type 3 : « Empowerment »

Il s'agit de la catégorie considérée par Huber comme la plus pertinente en termes de Vidéo Participative. Elle correspondrait à une démarche intermédiaire entre les deux premières catégories, valorisant à la fois les qualités d'expertise des gens (les participants) et de l'intervenant vidéo. Dans ces démarches, tous les participants (sujets, producteurs et spectateurs) sont impliqués dans les trois activités clefs que sont le tournage, l'actuation et le visionnage. Ceci constitue la différence essentielle avec le type « *thérapie* ». « *L'intervenant vidéo joue également le rôle de facilitateur dans ces processus, et doit constamment rechercher l'équilibre entre être directif et laisser les participants prendre des initiatives* » (Kawaja, 1994, cité par B. Huber, 1998).

Les différences entre la typologie que nous présentons dans cet ouvrage et celle proposée par Huber (1998, cf. tableau ci-dessous) résultent essentiellement d'une critique de la catégorie qu'il a intitulée « *empowerment* », et qui de son propre aveu regroupe finalement l'essentiel des démarches participatives. Si la définition qu'il en donne permet effectivement de couvrir la grande diversité des objectifs poursuivis par l'ensemble des projets étudiés dans la présente recherche, il semble qu'un découpage plus fin soit nécessaire pour distinguer précisément les types de

démarches (ou tout au moins les logiques d'intervention) susceptibles d'être suivies dans le cadre de projet de VP.

	Thérapie	Activisme	Empowerment
Quel est le rôle du communicateur pour le développement ?	Catalyseur	Activiste, lobbyiste, avocat...	Médiateur, chercheur, facilitateur
Orienté vers le processus ou vers le produit ?	Processus	Produit	Processus et produit
Centré sur la forme ou sur le contenu ?	Contenu	Forme et contenu	Contenu
Qui contrôle l'équipement ?	Les gens	L'activiste	Les deux, le facilitateur vidéo et les gens
Y a-t-il un script de développé ?	Souvent	Parfois	Rarement
Si OUI, par qui ?	Les gens	L'activiste	Les gens
Qui fait le montage ?	Les gens (s'il y a effectivement un montage)	L'activiste	Le facilitateur vidéo, parfois appuyé par les gens
Qui profite du projet de VP ?	Les gens réalisant la vidéo	Les gens concernés par le sujet	Les gens réalisant la vidéo et plus largement ceux touchés par le sujet
Quel est le public cible ?	Les gens réalisant la vidéo eux-mêmes	Le public des mass media, et les autres acteurs impliqués	Les acteurs impliqués et/ou les gens eux-mêmes
Qui possède le produit vidéo et gère sa distribution ?	Les gens	L'activiste et les gens	Les gens
Cela convient-il à des travaux de recherche / à un outil de PRA ?	Non	Non	Oui

Source : Extraits de la thèse de Bernhard Huber (1998), traduit par les auteurs

L'« empowerment », en français « autonomisation », « capacitation » ou encore « renforcement des pouvoirs locaux », renvoie à une certaine approche du développement, héritée notamment des travaux de Freire. Celle-ci vise au développement spirituel, politique, social ou économique des individus et des communautés, afin de leur donner les moyens de ne plus être considérés comme un poids pour le reste de la société et de participer pleinement aux décisions concernant leur avenir. Cette définition englobe ainsi un très grand nombre d'activités concourant toutes à leur manière à la réalisation de l'« empowerment ». Mais on peut alors également considérer qu'une démarche de type « thérapie » par exemple, visant le renforcement de l'estime de soi des communautaires ou la réappropriation de leur identité culturelle, individuelle et collective, participe également d'un effort d'« empowerment » des populations locales. De plus, dans le cadre des projets de type « Thérapie », nous avons vu que les sujets du travail vidéo en sont également les spectateurs, et parfois même les producteurs. La frontière entre le type 1 et le type 3 devient ainsi difficile à saisir. Enfin nous considérons que le fait de ne pas avoir apporté de définition claire de ce que sont les projets de Vidéo Participative, en dehors des concepts de prévalence du processus sur le produit, du contenu sur la forme, et du collectif sur l'individu (le dernier étant par ailleurs discutables), explique les difficultés éprouvées par Huber pour présenter le type activiste comme une démarche de VP.

Par ailleurs, nous estimons que les critères utilisés par Huber afin de différencier les trois types de démarches de VP qu'il identifie ne sont que trop peu souvent exclusifs, au sens où pour une catégorie donnée ces critères sont somme toute assez souvent discutables. Prenons par exemple la question de savoir « Qui contrôle l'équipement ? ». Il est tout à fait possible lors d'une action de Thérapie que ce ne soit que l'intervenant extérieur qui le contrôle (cf. Y. Bourron, 1995). De même dans le cadre de l'« empowerment », il est possible que tout l'équipement soit contrôlé exclusivement par les populations locales (c'est le cas notamment dans de nombreuses initiatives de

média communautaire comme le projet vidéo SEWA ou le projet vidéo du Chiapas). Le public cible défini pour la catégorie « *empowerment* » apparaît lui aussi quelque peu restrictif. En effet, appuyer une communauté pour l'aider à préciser et organiser ses besoins afin de les présenter aux décideurs administratifs, politiques et financiers, locaux comme étrangers, est également une démarche allant dans le sens de l'« *empowerment* ». Et dans ce type d'activités, il nous semble que la forme de la vidéo devient également très importante, peut-être même autant que son contenu, car le message doit pouvoir interpeler les décideurs. Enfin, on peut se demander si la question « *cela convient-il à des travaux de recherche / à un outil de PRA ?* » que pose Huber ne revient pas finalement à suggérer une autre finalité du recours aux démarches de VP, différentes de la thérapie, de l'activisme et même parfois de l'« *empowerment* » ? Rappelons qu'au Mali, nous avons nous-mêmes utilisé cette approche sur le terrain comme un outil d'analyse-diagnostic participatif.

Nous constatons donc que les frontières entre les types de démarches visant des objectifs différents ne sont pas toujours évidentes dans la classification d'Huber. Même s'il est vrai qu'au sein des projets ce sont souvent plusieurs objectifs qui sont poursuivis simultanément, ou successivement, il semble néanmoins que chacun d'eux porte en lui ses propres contraintes vis-à-vis de la démarche. Il nous a donc semblé pertinent, à partir de notre propre définition de la VP, reposant sur l'idée d'un flou volontaire autour de la délimitation des fonctions de producteur, d'acteurs et de spectateurs et sur la nature itérative du processus, de préciser ces catégories, bien trop larges à nos yeux – et notamment la troisième -. Les expériences de VP dénichées dans la littérature nous ayant montré que les différents objectifs concourant à l'« *empowerment* » peuvent être recherchés individuellement, selon des approches de vidéos participatives différentes, nous nous sommes concentrés sur ces objectifs pour proposer notre propre typologie. L'intérêt d'une telle classification réside justement dans sa capacité à faciliter la distinction entre les types de démarches de VP utilisées, selon les objectifs visés. Nous avons ainsi cherché à identifier des critères plus « exclusifs », inspirés de notre définition et mettant en avant la spécificité de chaque démarche. Nous les présentons au chapitre 2 de la cinquième partie.